



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



2 C109

GIFT OF
HORACE W. CARPENTIER



EX LIBRIS

Asia
—
Syria

1

LA FRANCE

AU LIBAN

LA FRANCE AU LIBAN

PAR

LOUIS DE BAUDICOUR



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE
GALERIE D'ORLÉANS, 15-19
Palais-Royal.

CHALLAMEL AINÉ
LIBRAIRE
5, rue Jacob, 5.

1879

DS99
L4B3

TO VIMU
AUBROTHIAO

CONTENT

M. N. W.

CHAPITRE PREMIER

LA SYRIE

Le dernier dénouement des affaires d'Orient appelle plus que jamais l'attention sur les chrétiens de Syrie. L'Europe civilisée s'était beaucoup émue, en 1860, des massacres du Liban; il faudrait remonter aux siècles les plus reculés de la barbarie pour trouver de pareilles atrocités. La diplomatie, qui avait cru y parer pour l'avenir, a aujourd'hui un cruel démenti dans la Turquie d'Europe : les massacres de la Bulgarie ne l'ont cédé en rien à ceux de la Syrie.

Depuis longtemps la diplomatie se préoccupe des chrétiens de l'empire ottoman, et voilà que précisément ce qu'elle a prétendu faire en leur faveur amène leur destruction complète. Au lieu de leur être utile, elle n'a fait que leur nuire et n'a réussi qu'à se lier les mains quand il s'agit de leur donner un appui efficace. L'honneur national en est ému, en même temps que la conscience humaine; il n'y a qu'un cri pour réclamer de meilleures garanties.

C'est qu'en réalité, à côté de l'intérêt des chré-

tiens, il y a la plus grave question politique des temps modernes : des modifications dans l'Empire ottoman compromettent l'équilibre de l'Europe. Les grandes puissances qui aujourd'hui la dominent, tremblent des changements qui peuvent amener une véritable révolution dans le monde et déranger tous leurs calculs. A tout prix, elles voudraient composer ; mais la conscience des peuples parle plus haut et les entraîne malgré elles dans la voie de la justice de Dieu.

Rendons-nous compte, d'abord, de l'importance politique de la Syrie, que remet en scène, malgré la France, l'occupation de l'île de Chypre par l'Angleterre.

La Syrie s'étend à l'extrémité orientale de la Méditerranée, sur une longueur d'environ quatre-vingts lieues, depuis l'isthme de Suez jusqu'au golfe d'Alexandrette, où commence la presqu'île de l'Asie-Mineure. Le Mont-Liban occupe le centre du pays, et ses ramifications se prolongent sur toute la côte ; en face se trouve l'île de Chypre ; par derrière, de l'autre côté de la chaîne appelée l'Anti-Liban, se développent les vastes plaines de la Mésopotamie, arrosées par l'Euphrate et le Tigre, qui débouchent dans le golfe Persique, vers l'océan Pacifique. La Syrie, au Nord, est séparée de la mer Noire par l'Arménie ; elle est bordée au Sud par le désert de l'Arabie, et sert de passage

pour arriver à l'Egypte. Ainsi la Syrie est la clef des trois continents du vieux monde.

On y place le berceau du genre humain ? Baby-lone avait été fondée sur l'Euphrate et Ninive sur le Tigre. Tandis que les grands empires de l'anti-quité se formaient à l'entrée de l'Asie, les habi-tants de la Phénicie, resserrés entre le Liban et la mer, envoyaient de Tyr et de Sidon leurs colonies vers l'Occident. Originaires de la Mésopotamie, les fils de Jacob, après leur captivité d'Egypte, s'arrêtèrent en Palestine au sud de la Phénicie. Toutes les tribus d'Israël se partagèrent cette terre promise, depuis le Thabor et Nazareth jus-qu'à Jérusalem et Bethléem.

C'est en Syrie que s'est accomplie la rédemption du genre humain, et que les disciples de Jésus-Christ ont commencé à prêcher l'Evangile. Saint Pierre avait fondé son premier siège à Antioche, à l'extrémité septentrionale de la Syrie. Tous les souvenirs de la foi chrétienne se rattachent à ce pays ; il fut le théâtre des luttes les plus glorieu-ses du moyen-âge, alors qu'il fallait défendre l'Eu-rope contre les envahissements des fanatiques disciples de Mahomet.

Après la prise de Constantinople, affaiblis par le luxe, les musulmans n'étaient plus un danger pour la chrétienté d'Occident, et l'Orient allait être oublié devant d'autres préoccupations. La

découverte du Nouveau-Monde changea les intérêts commerciaux; leur centre n'était plus ni à Venise, ni à Pise, ni à Gênes, mais bien sur les côtes de l'Océan. L'Espagne, le Portugal, la France, la Hollande et le Danemark allaient remplacer les républiques italiennes, jusqu'à ce que l'Angleterre parvint à attirer le monopole de l'industrie et du commerce.

Mais bientôt la conquête de l'Algérie par la France vint modifier le courant commercial du monde. Le bassin de la Méditerranée, affranchi de la piraterie, devenait aussi sûr pour le commerce que l'Océan. On comprit bientôt qu'il offrait pour les Indes une route beaucoup plus courte que celle du cap de Bonne-Espérance. L'Angleterre s'était déjà emparée, sur l'Espagne, du passage de Gibraltar; elle nous avait supplantés à Malte et occupait aussi Corfou, à l'entrée de l'Adriatique.

Néanmoins, la France, avec Toulon, avec la Corse, avec deux cent cinquante lieues de côtes sur l'Afrique, qu'elle pouvait garnir de bons ports militaires, ne lui laissait pas l'empire de la Méditerranée. La France, il est vrai, n'avait pas encore pied dans le bassin oriental de la mer intérieure; mais elle exerçait un antique protectorat sur toutes les échelles du Levant. Les chrétiens de ce pays tournaient vers elle toutes leurs espérances. La France n'avait pu

dans ces derniers temps conserver l'Egypte ; mais son expédition avait laissé des traces et préparait dans ce pays une régénération dont Méhémet-Ali s'était fait le promoteur. Il était notre allié, il avait compris les destinées de son pays, il songea bientôt à s'emparer de la Syrie : elle lui assurait la possession de l'isthme de Suez et de l'Egypte elle-même, car le maître de l'une ne pouvait manquer de dominer aussi l'autre. Le fils de Méhémet-Ali, Ibrahim-Pacha, essaya donc la conquête de la Syrie. Aujourd'hui ce pays est rentré sous la domination du Sultan, et le percement de l'isthme de Suez est accompli.

S'il est vrai que par les nouveaux développements de la civilisation, la Syrie se retrouve placée au centre du monde, il ne s'agit donc plus seulement là d'une question religieuse, mais de l'affaire la plus importante pour la prospérité de l'Europe ; et la question de l'Italie elle-même, qui nous préoccupe tous à divers titres, ne peut détourner l'attention des derniers événements de l'Orient, qui n'intéressent pas moins les habitués de la Bourse que les fils des croisés. Rendons compte ensuite des diverses populations qui occupent la Syrie.

CHAPITRE II

LA POPULATION DE SYRIE.

Les Maronites ne sont autres que les anciens habitants de la Syrie, demeurés fidèles aux doctrines de Jésus-Christ, dont ils étaient les premiers disciples. Lors de l'invasion arabe, abandonnés par les empereurs grecs de Constantinople, qui achetaient la paix à prix d'or, ils s'étaient réfugiés dans les montagnes du Liban, où, sous la conduite de saint Maron, ils ont persévéré dans la pratique des vertus chrétiennes. Les infidèles les ont pour cela surnommés *Maronites*; loin de s'en défendre, ils s'en sont fait un titre de gloire et ont conservé ce nom. En définitive, ils ne sont que les anciens indigènes du pays. Ils parlaient autrefois la langue syriaque, qui, comme on le sait, est sœur des trois langues chaldéenne, hébraïque et arabe. Mais, de leur contact avec les populations musulmanes, il est résulté que la langue arabe est devenue pour eux la langue vulgaire. Leur patriarche, qui a le titre d'Antioche, prend toujours le nom de Pierre, en signe d'attachement à l'Église romaine. Le rite maronite dif-

frère même très-peu du rite latin. Les Maronites ne communient que sous une espèce. Seulement la langue syriaque a été maintenue dans leurs livres liturgiques : c'était la langue de Galilée, au temps de Jésus-Christ, celle que le Sauveur avait dû parler davantage, et le Saint-Siège tenait à en conserver le souvenir. Le patriarche maronite est assisté d'archevêques et d'évêques, qui se partagent l'administration ecclésiastique en différents diocèses.

La population maronite, en 1840, dépassait 500,000 âmes : elle est beaucoup moindre aujourd'hui, s'il faut croire les statistiques officielles, qui accusent à peine 300,000 âmes. Mais plus ces pauvres chrétiens sont victimes de la rapacité des fonctionnaires turcs, qui perçoivent maintenant les impôts, plus ils cherchent à échapper aux recensements. Et, quand on songe que les Maronites ont souvent une dizaine d'enfants, et qu'il n'est pas très-rare qu'ils arrivent à vingt, on peut supposer que leur population a pu déjà réparer une bonne partie des énormes pertes que lui ont fait subir les massacres.

Les Grecs forment, après les Maronites, la portion la plus nombreuse des chrétiens de Syrie. On y compte 90,000 Grecs schismatiques et 70,000 Grecs unis. Les Grecs sont, comme les Maronites, les anciens habitants de la Syrie. A la

différence de ces derniers, ils ont embrassé les premières hérésies et ont suivi les Empereurs bysantins dans le schisme. Aussi les appelle-t-on Melchites, mot arabe qui signifie *royal*. Les Grecs melchites unis se placent comme les Maronites sous le protectorat de la France, toutes les fois qu'il s'agit de défendre leurs intérêts religieux. Les Arméniens, qui forment, dans le reste de l'Asie-Mineure, une population de 5 à 6 millions, dont près d'un million catholiques-unis, sont peu nombreux en Syrie. La plupart de ceux qui y sont fixés sont catholiques, et même le patriarche de tous les Arméniens-unis, jusque dans ces derniers temps, avait fixé sa résidence au Mont-Liban, qui lui offrait l'asile le plus sûr. Les Arméniens et tous les chrétiens des autres rites orientaux dispersés en Syrie n'atteignent guère ensemble que le nombre de 45,000. La plupart de ces chrétiens sont groupés dans les montagnes du Liban. Toutefois, dans ces montagnes mêmes, deux sectes infidèles se trouvent mêlées à eux, les Druses et les Métualis.

Les Druses sont originaires de l'Egypte. Vers la fin du dixième siècle, un pacha de ce pays, plus ambitieux que Mahomet, avait prétendu à la divinité. Il avait réussi, par ses largesses, à s'attirer dans le bas peuple un certain nombre d'adorateurs. Il s'était signalé par toutes sortes d'extra-

vagances. Un de ses adeptes ayant voulu faire un livre pour prouver sa divinité, et s'étant avisé de le lire dans une mosquée, ameutait contre lui les ulémas. Pour sauver sa vie, il alla se réfugier dans les environs de Damas. Il parvint à y réunir une bande de brigands qui adoptèrent sa doctrine. Quelque temps après, le pacha d'Egypte ayant été assassiné, les gens de sa suite vinrent rejoindre les nouveaux sectateurs. Ils se sont peu à peu répandus dans la plaine du Haouran et dans le Liban. Les Maronites leur ont ouvert leurs rangs, pensant qu'ils leur serviraient de boucliers contre les musulmans. Ils vécurent en effet longtemps en bonne intelligence, ne songeant qu'à repousser l'ennemi commun. Les Druses n'ont aucun culte extérieur. On a prétendu qu'ils adoraient le veau d'or, mais il n'y en a pas de preuve certaine, et leur doctrine, s'ils en ont conservé une, est enveloppée d'un profond mystère. Ils forment une espèce de franc-maçonnerie. Les simples sectaires ne savent rien et n'ont d'autre devoir que d'obéir aveuglément aux chefs, qui sont initiés par degré et qui s'appellent sages. Ces chefs sont très-simplement vêtus, très-sobres et ne se nourrissent guère que de pain ou de fruits secs. Ils parlent peu et toujours à voix basse. Ils ont des loges isolées dans la montagne, où ils se donnent rendez-vous et se concertent sur les ordres à donner,

lesquels immédiatement sont transmis partout. Les Druses n'habitent que de misérables gourbis sans meubles. Ils n'attachent de prix qu'à leurs armes et à leurs chevaux. Ils laissent aux vieillards le soin de cultiver les terres. Les jeunes gens préfèrent exercer le brigandage ou se mettre au service du gouvernement. Ils sont d'autant plus hardis que, croyant à la métempsycose, ils méprisent la mort. La population druse est d'environ 80,000 âmes, dont 55,000 dans le Liban, le reste dans la plaine du Haouran ou dispersé ailleurs.

Les Métualis sont des musulmans Chihits ; leur seule dissidence avec eux est qu'ils croient qu'Ali-ben-Abi-Taleb, gendre de Mahomet, était son vrai kalife, tandis que les autres considèrent comme tel Abou-Bakr, son beau-père. Après la mort du Prophète, une guerre eut lieu entre les prétendants. Ali et ses fils furent tués et leur parti persécuté, d'où des haines profondes naquirent et se perpétuèrent. Puis, en matière de religion, les musulmans s'appuient en partie sur le Coran, en partie sur la tradition. Cette tradition part de ceux qui fréquentaient le prophète ; ainsi les Métualis font dire à Ali diverses choses à leur convenance, entre autres que la location d'une femme à temps déterminé équivalait à un mariage légal. Les Métualis sont surtout répandus en Perse. En Syrie ils occupent principalement les

chaînées qui font suite au Liban jusqu'à Jérusalem. Ils sont dans ces montagnes au nombre de 60,000 et forment à peu près toute la population de la Galilée et de la Samarie, dont les plaines sont désertes au bord de la mer. On ne compte que 20 à 30,000 Métualis autour du Liban. Ils y habitent des gourbis, mais travaillent peu la terre. Ils s'absentent des mois entiers pour aller exercer le brigandage : c'est leur seule profession avouée. Aucun gouvernement n'a pu jusqu'à présent changer ces habitudes. Ces Métualis ne reconnaissent aucun chef ; ils sont aussi indisciplinés que les Druses sont unis, et ne peuvent, comme ces derniers, réussir dans une attaque sérieuse. Ce sont de véritables brutes se laissant aller à leurs grossiers instincts.

A part les Métualis, il y a très-peu de musulmans dans le Liban ; on n'y trouve guère que quelques familles qui, à la suite des siècles, se sont réfugiées auprès des chrétiens, sans doute pour éviter les dangers que des événements leur faisaient encourir chez leurs coreligionnaires. Elles y avaient laissé leur fanatisme pour faire cause commune avec leurs hôtes.

On comptait encore, en 1860, environ 400,000 chrétiens dans le Liban et l'on pouvait évaluer à 80,000 âmes sa population, tant druse que métualis. Les Maronites habitent particulière-

ment la partie septentrionale du Liban, sur les versants des montagnes les plus élevées. Ils vivent là, sans aucun mélange, sous l'autorité de leurs cheïkhs chrétiens. Ils ont formé de nombreux villages et s'adonnent à l'agriculture; ils plantent du tabac; toutes leurs montagnes sont couvertes de mûriers et de vignes. Les Druses habitent l'extrémité opposée du Liban, mais la plupart de leurs districts et même de leurs villages sont mélangés de populations chrétiennes. Les chefs druses ont d'immenses domaines; et comme leurs coreligionnaires ont plus de goût pour la guerre que pour l'agriculture, ils attirent en qualité de fermiers un grand nombre de Maronites. Les Grecs soit unis, soit schismatiques, sont presque tous dispersés dans les districts mixtes, surtout dans les portions qui bordent la côte. Les Métualis occupent la Célé-Syrie, grande plaine formée entre les deux chaînes du Liban et de l'Anti-Liban, au milieu de laquelle se trouve la ville de Baalbeck. Ils sont mélangés de populations chrétiennes, et même la ville de Zahleh, au pied du Liban, est entièrement peuplée de chrétiens. Les Métualis occupent aussi au milieu des Maronites une petite vallée du versant opposé du Liban qui fait face à la mer; ils sont groupés là au nombre de 5 à 6,000.

Les chrétiens forment donc plus des quatre cin-

quièmes de la population du Liban. Sauf un groupe de Métualis et quelques milliers de Druses établis sur un de leurs districts, ils sont seuls maîtres de la partie septentrionale. Dans le sud, ils sont encore en majorité ; les Druses ne forment guère que le tiers de la population des districts mixtes : mais, quoique supérieurs en nombre, les chrétiens, n'étant pas les propriétaires du sol, sont sous la dépendance complète des chefs druses.

La population musulmane est, au contraire, prédominante dans les plaines qui s'étendent derrière le Liban. Cette population est presque entièrement composée d'Arabes ; on ne rencontre guère de Turcs que parmi les fonctionnaires du gouvernement ou dans la milice.

Les deux grands centres des plaines de Syrie sont Damas et Alep. Damas, à peu de distance de l'Anti-Liban, a une population de 80,000 âmes, et de plus de 120,000 en y comprenant sa banlieue. C'est là qu'Abdel-Kader est venu se fixer après le tremblement de terre qui a détruit Brousse, où il s'était établi d'abord. 1,200 Algériens ont voulu partager son exil. Damas, dans ces derniers temps, renfermait environ 20,000 chrétiens de différents rites. Les patriarches grecs y ont leur résidence. La population d'Alep dépasse 200,000 âmes ; on y compte au moins 50,000 chrétiens, et parmi eux bon nombre de Maronites.

Cette ville est le centre le plus industriel du Levant, mais les marchandises anglaises font depuis quelque temps une grande concurrence à l'industrie indigène. Du reste, la population arabe dispersée dans la plaine est peu considérable ; elle ne se compose guère que de Bédouins habitant sous la tente et se livrant au brigandage encore plus qu'à l'élevé du bétail. Il n'y a pas là de grandes tribus guerrières fortement constituées, telles que celles que nous avons trouvées en Algérie, et dont Abd-el-Kader avait su tirer si bon parti pour asseoir sa domination et constituer une nationalité arabe.

Quant à la population européenne, elle est plus particulièrement groupée à Beyrouth, port de mer le plus central en face du Liban. La population de cette ville dépasse aujourd'hui 60,000 âmes. Les grandes puissances y ont des consuls généraux. Beyrouth est sur une anse, au nord et au sud de laquelle viennent mouiller les navires. Les autres ports de la Syrie, beaucoup moins importants, n'offrent pas un meilleur abri et sont tous exposés aux vents de l'ouest. En remontant vers le nord, on trouve Tripoli, Latakié et Alexandrette, qui est le principal débouché d'Alep. A une dizaine de lieues au sud de Beyrouth est Saïda, l'ancienne Sidon, dont le port ne serait pas trop mauvais s'il n'était ensablé. Un peu plus

loin on rencontre Sour, l'ancienne Tyr, puis Saint-Jean-d'Acre encore fortifiée et pouvant l'être bien davantage; enfin Jaffa et Gaza. Jaffa est le port le plus voisin de Jérusalem.

Toutes les villes de la côte sont en grande partie peuplées de chrétiens de différents rites et surtout de Grecs. Les Grecs-unis ont un évêque à Saïda comme à Beyrouth. Les Grecs schismatiques se sont seuls maintenus à Tripoli.

Volney porte à 2,300,000 habitants la population totale de la Syrie. Ce chiffre serait aujourd'hui bien exagéré. Depuis une quarantaine d'années, la population chrétienne a beaucoup diminué par suite des guerres et des massacres, et d'un autre côté la polygamie favorise peu l'accroissement des populations musulmanes. La population chrétienne de toute la Syrie, y compris l'île de Chypre, peut aujourd'hui être évaluée à environ 700,000 âmes. Or, et les musulmans et toutes les sectes ennemies des chrétiens ne dépassent pas beaucoup ce nombre.

CHAPITRE III

LA PRINCIPAUTÉ DU LIBAN

Les Maronites n'avaient, dans l'origine, d'autres guides que les saints religieux autour desquels ils s'étaient groupés, et qui avaient couvert le Liban de leurs monastères.

Ils résistèrent toujours aux empereurs d'Orient dans toutes leurs luttes contre le Saint-Siège romain. En 686, un disciple de saint Maron, Jean Maron, était proposé comme successeur de saint Pierre au siège d'Antioche à la place du Patriarche schismatique. Guidés par lui, les fidèles maronites, se retranchant dans leurs montagnes, commencèrent dès cette époque à former une nation indépendante de l'empire byzantin. Aussi, à la fin du IX^e siècle, Godefroy de Bouillon avait à peine abordé Tripoli, que 30,000 Maronites vinrent à sa rencontre et s'unirent aux premiers croisés.

Lorsque notre roi saint Louis est parti pour sa croisade, il débarqua dans l'île de Chypre et trouva là un renfort de trente-cinq mille Maronites. C'est avec eux qu'il fit sa campagne d'Egypte et qu'il s'empara de Damiette; mais les maladies

eurent bientôt décimé son armée, comme plus tard il est arrivé à Bonaparte. Moins heureux que lui, à la suite d'un combat acharné dans l'intérieur du pays, il était devenu captif. Il écrivit alors au Mont-Liban, et une levée de trente mille Maronites fut aussitôt faite. A cette nouvelle, les infidèles s'empressèrent d'accepter une capitulation. Saint Louis, rendu à la liberté, vint à Saint-Jean-d'Acre; il y trouva le fils de l'émir du Liban accouru à la tête de son armée pour lui rendre hommage.

Avant de quitter la Palestine, saint Louis, touché d'une fidélité et d'un dévouement que ses revers n'avaient fait qu'accroître, adressa à l'émir la charte suivante :

LOUIS, ROI DE FRANCE

Au Prince des Maronites du Mont-Liban ainsi qu'aux Patriarche et Evêques de cette nation.

Notre cœur s'est rempli de joie lorsque nous avons vu notre fils Simon, à la tête de 25,000 hommes, venir nous trouver de votre part pour nous apporter l'expression de vos sentiments et nous offrir des dons, outre les beaux chevaux que vous nous avez envoyés. En vérité, la sincère amitié que nous avons commencé à ressentir avec tant d'ardeur pour les Maronites, pendant notre séjour à Chypre, où ils sont éta-

blis, s'est encore augmentée. Nous sommes persuadé que cette nation, que nous trouvons établie sous le nom de Saint-Maron, est une partie de la nation française, car son amitié pour les Français ressemble à l'amitié que les Français se portent entre eux. En conséquence, il est juste que vous et tous les Maronites jouissiez de la même protection dont les Français jouissent près de nous, et que vous soyez admis dans les emplois, comme ils le sont eux-mêmes.

Nous vous invitons, illustre prince, à travailler avec zèle au bonheur des habitants du Liban et à vous occuper de créer des nobles parmi les plus dignes d'entre vous, comme il est d'usage de le faire en France. Et vous, seigneur Patriarche, seigneurs évêques, tout le clergé, et vous peuple maronite, ainsi que votre noble prince, nous voyons avec une grande satisfaction votre respect pour le chef de l'Eglise, successeur de saint Pierre à Rome; nous vous engageons à conserver ce respect et à rester inébranlables dans votre foi. Quant à nous et à ceux qui nous succéderont sur le trône de France, nous promettons de vous donner, à vous et à votre peuple, protection comme aux Français eux-mêmes, et de faire constamment ce qui sera nécessaire pour votre bonheur.

Ainsi, par cette charte, saint Louis considère la nation maronite comme une portion de la nation française et déclare que tous les Maronites non-seulement jouiront auprès de lui de la même protection, mais qu'ils seront admis, comme les Français le sont eux-mêmes, aux emplois publics,

et il engage avec lui tous ceux qui lui succéderont au trône de France.

On voit, par cette charte, combien saint Louis avait à cœur que la nation maronite fût, par son organisation sociale, comme un reflet de la nation française ; aussi engage-t-il le prince du Liban à travailler avec zèle au bonheur des habitants du Liban et à s'occuper de créer des nobles parmi les plus dignes, comme il était d'usage en France.

Cette recommandation est la preuve évidente que les princes du Liban étaient alors de véritables souverains, complètement indépendants des sultans : un simple gouverneur de province, et même le vice-roi d'un grand empire, comme les Indes, ne confère pas de titres de noblesse.

La féodalité régnait alors en Europe ; elle dut aussi être implantée en Syrie, et quand les musulmans reprirent le dessus et refoulèrent dans la montagne les Maronites et nos derniers croisés unis et incorporés à eux, le gouvernement féodal qui s'y perpétua devint la principale garantie des débris de la chrétienté d'Orient et de leur indépendance. Une histoire récente de la noblesse du Mont-Liban, écrite en arabe par Tanous-Schi diak, donne de curieux détails sur les familles de ce pays dont les généalogies et les alliances étaient conservées avec soin. Les principales

avaient des districts entiers sous leur juridiction, et leurs chefs y rendaient, absolument comme autrefois en France, la justice seigneuriale. On en appelait au prince qui gouvernait tout le pays. Les chefs de district lui versaient l'impôt qu'ils étaient chargés de recueillir, et dont, pour leur part, ils prélevaient le dixième. C'était un impôt foncier déterminé d'après la valeur des propriétés, et qu'ils ne pouvaient arbitrairement augmenter.

L'émir du Liban pourvoyait à la sûreté générale; il entretenait une milice régulière dont il envoyait des détachements partout où il était nécessaire. Au besoin, il faisait appel aux cheïks des districts, ses vassaux, qui arrivaient avec quelques cavaliers. Il était donc tout à fait indépendant du sultan. Ce n'est qu'au dernier siècle que, pour préserver ses sujets des brigandages des Turcs, il avait consenti à payer un tribut au pacha de Saïda. La montagne du Liban était toujours comme une oasis sacrée au milieu de la barbarie musulmane, où venaient se réfugier tous ceux qui voulaient s'y soustraire, et les consuls eux-mêmes y trouvaient un appui dans leurs différends avec le pacha.

Remarquons aussi avec quelle sollicitude saint Louis, dans la lettre qu'il adressa au prince du Liban ainsi qu'au Patriarche et aux Evêques de la nation maronite, leur avait recommandé

de conserver leur ferme attachement à la religion catholique et leur respect pour le chef de l'Église, successeur de saint Pierre à Rome.

Les Maronites n'ont pas failli à cette recommandation de saint Louis, de conserver leur respect pour le Saint-Siège romain, et de rester toujours inébranlables dans leur foi. Après la prise de Constantinople, le premier soin du gouvernement ottoman avait été d'interdire toute communication des chrétiens avec Rome ; mais les Maronites ont conservé avec soin toutes les lettres qui leur ont été adressées par les Souverains-Pontifes qui se sont succédé depuis le Pape Léon X en 1515 jusqu'à Grégoire XVI en 1833, et même Sa Sainteté Pie IX, en 1871. Toutes ces lettres sont autant de témoignages de la pureté de la foi des Maronites et de leur attachement au Saint-Siège romain.

On ne peut mieux s'en rendre compte qu'en lisant l'allocution que le Pape Benoît XVI prononçait dans le Consistoire du 13 juillet 1744, et où il résumait lui-même tout ce que ses prédécesseurs avaient dit à cet égard. Ce grand Pape, dans une lettre qu'il adressait le 28 septembre 1753 au R. P. Nicolas Lercari, secrétaire de la Propagande, réfutait lui-même l'opinion de certains auteurs qui prétendaient que les Maronites étaient les rejetons des Monothélites. « Nous ne souf-

« frons pas, ajoutait Sa Sainteté en terminant,
« que la sollicitude paternelle du Siège Apostoli-
« que pour la nation maronite lui fasse jamais
« défaut. »

D'un autre côté, les successeurs de saint Louis furent fidèles à la promesse qu'il avait faite aux Maronites de toujours les protéger. Ils purent l'accomplir avec d'autant plus de facilité, après la prise de Constantinople par Mahomet II, qu'ils avaient fait alliance avec la Porte et que, seuls, ils étaient reconnus par le sultan comme protecteurs des Latins; si bien que tous les catholiques, quelle que fût leur nationalité, avaient fini par se ranger sous leur protectorat.

François I^{er} avait obtenu des privilèges importants pour les chrétiens de Syrie; Henri IV les fit augmenter par un firman.

Louis XIV, dès le commencement de son règne, de l'avis de la reine régente, prenait en sa protection et sauvegarde spéciale, le révérendissime patriarche et tous les prélats, ecclésiastiques et séculiers, chrétiens maronites qui habitaient dans le Mont-Liban. « Nous voulons qu'ils en sen-
« tent l'effet en toute occurrence, mandait-il à son
« ambassadeur à Constantinople, le 28 avril 1646,
« en sorte qu'il ne leur soit fait aucun mauvais
« traitement, mais au contraire qu'ils puissent
« librement continuer leurs exercices et fonctions

« spirituelles; enjoignons aux consuls, vice-con-
« suls de la nation française établis dans les ports
« et échelles du Levant et autres arborant la
« bannière de France, *présent et avenir*, de favo-
« riser de tout leur pouvoir le dit sieur patriarche
« et tous les dits chrétiens Maronites du Mont-
« Liban, et de faire embarquer sur les vaisseaux
« français ou autres, les jeunes hommes et tous
« autres chrétiens Maronites qui y voudront passer
« en chrétienté, soit pour étudier ou pour quel-
« qu'autre affaire, sans prendre ni exiger d'eux
« que les nolis qu'ils leur pourront donner,
« les traitant avec toute la douceur et charité
« possible. »

La plus magnifique église qui ait été élevée sur les flancs du Mont-Liban a été bâtie sur les ordres et aux frais de ce grand roi.

Louis XV lui-même, dans une cour où l'on faisait si bon marché du Canada et des Indes, n'entendait pas déroger en Orient à l'égard des chrétiens du Liban. Par la grâce de Dieu, *empereur et roi* très-chrétien de France et de Navare, à l'exemple de feu son très-honoré seigneur et bisaïeul, il les prenait, dans une lettre signée de sa main, sous sa protection et sauvegarde, en sorte qu'il ne leur soit fait aucun mauvais traitement, car tel était son bon plaisir.

Après la chute de la monarchie, pendant le



siège de Saint-Jean-d'Acre, par le général Bonaparte, les Maronites envoyèrent au camp français une grande quantité de vivres.

« C'est pour nos frères les Français, disaient-ils au général de la République, et non pour toi qui persécutes l'Eglise romaine. »

Le lendemain, Bonaparte leur envoya son secrétaire interprète M. Amédée Jaubert pour les remercier et leur dire de sa part ces paroles : « Je reconnais que les Maronites *sont Français de temps immémorial*, moi aussi je suis catholique romain, et vous verrez que par moi l'Eglise triomphera et s'étendra au loin. »

Mais, chose qui peut paraître plus surprenante encore, la Convention elle-même, pendant qu'elle envoyait les prêtres à l'échafaud, avait donné à tous ses agents en Orient, l'ordre d'y protéger les chrétiens.

CHAPITRE IV

LE RENVERSEMENT DE L'ÉMIR BÉCHIR

Depuis plus d'un siècle, le Liban et même Beyrouth, qui s'y rattachait, étaient gouvernés par des princes de la famille Schaab. Cette famille, d'origine musulmane, était, depuis la fin du dernier siècle, convertie secrètement au christianisme. Ces émirs du Liban avaient à la fois, sous leur dépendance, les Chrétiens, les Druses et les Métualis, qui y étaient établis. Quoique soumis à un tribut annuel et même à la formalité de l'investiture, comme le bey de Tunis, ils étaient en fait véritables souverains, reconnus comme tels par le peuple et les grands; ils avaient d'immenses revenus et disposaient d'une force militaire importante. L'émir Béchir avait quitté Deir-el-Kamar, l'ancienne résidence des princes du Liban, pour habiter, à deux kilomètres de là, un château qu'il avait fait construire sur le revers de la montagne, à Beit-eddin. Il avait là, dans ses casernes, environ trois mille cavaliers ou soldats. Son palais était ouvert à tous ceux qui venaient, soit pour se faire rendre justice, soit pour traiter d'autres

affaires ; ils y recevaient, selon leur rang, une large hospitalité. Le pouvoir sans limites qu'avait le grand émir Béchir servait plutôt au maintien de l'ordre qu'à l'oppression de ses sujets. Les familles de cheïks maronites ou druses qui, en vertu des droits féodaux, administraient les différents districts, étaient tenues en respect par sa main de fer. La protection égale accordée à chacun rendait inutile tout parti religieux. Le pays jouissait d'un parfait repos, et, ce qui veut tout dire pour les Orientaux, la justice y était rendue. Le rôle des consuls était alors bien simplifié ; toutefois, les agents français protecteurs des chrétiens étaient l'objet de tous les égards et jouissaient d'une grande influence.

Depuis les premières croisades jusqu'à la dernière expédition d'Egypte et le siège de Saint-Jean-d'Acre, les chrétiens de Syrie s'étaient toujours associés à la France ; les destinées de leur pays étaient confondues avec elle, dans l'imagination du peuple, du clergé et des princes. Aussi, lorsque Méhémet-Ali, allié des Français, voulut s'emparer de la Syrie, trouva-t-il de grandes sympathies dans le pays. L'émir Béchir, qui comprenait combien sa foi religieuse devait porter ombrage à Constantinople, accueillit avec empressement la domination égyptienne, qui lui offrait de bien meilleures garanties que la Porte-Ottomane.

Ibrahim-Pacha, dès le début, lui avait accordé toute sa confiance. Il avait rattaché à son gouvernement toutes les villes de la côte et lui avait donné toute la police de la plaine des environs de Damas, tout en laissant au pacha de cette ville son ancien gouvernement. Les chrétiens du Liban étaient ainsi mieux protégés contre le brigandage des Bédouins de la plaine, au milieu desquels les Druses avaient une partie des leurs. Les Druses, pour des raisons que nous allons expliquer, commençaient à devenir dangereux. Ce n'est que par une grande sévérité qu'il avait pu les maintenir et en exilant plusieurs de leurs chefs en Égypte.

Depuis des siècles, grâce à son organisation, le Liban jouissait donc d'une paix profonde. Si les choses ont changé maintenant, il n'en faut pas chercher la cause dans le fanatisme musulman, qui, tout exalté qu'il est, n'est certainement pas plus redoutable aujourd'hui qu'aux premiers temps de l'islamisme. Les populations chrétiennes du Liban n'ont pas dégénéré et eussent pu parfaitement lui résister aujourd'hui comme alors, si l'ambition de l'Angleterre ne fût venue jeter la pomme de discorde au milieu d'elles. On sait tous les efforts de cette puissance pour se frayer vers les Indes un chemin direct, soit par la mer Rouge, soit par l'Euphrate. Méhémet-Ali gardant le passage de la

mer Rouge, l'Angleterre estima qu'elle aurait plus de facilité par l'autre route. Elle pouvait établir un service de bateaux à vapeur sur l'Euphrate, et il ne s'agissait plus que de relier ce fleuve à la Méditerranée par un canal ou un chemin de fer. Des études furent faites, et à travers les vallées de l'Oronte, qui débouche sur la Méditerranée, après avoir tourné le Mont-Liban, on reconnut qu'il n'y aurait à franchir qu'une distance d'environ quarante lieues. Pour faciliter les moyens d'exécution et éviter les difficultés qu'elle rencontrait de la part du vice-roi d'Egypte, l'Angleterre résolut de dominer le pays en substituant son protectorat à celui de la France. Le prosélytisme religieux fut d'abord essayé ; des missionnaires anglicans cherchèrent à distribuer des bibles et à fonder un collège. Le patriarche maronite n'eut besoin que de lancer contre eux les foudres de l'excommunication : les livres hérétiques furent brûlés et les nouveaux apôtres évangéliques durent bientôt lâcher pied. L'anathème avait enveloppé les plus innocents touristes ; aucun voyageur anglais ne pouvait plus circuler dans la montagne.

L'Angleterre, voyant qu'elle ne pouvoit pas éclairer les pauvres Maronites, qu'il n'y avait rien à faire par des voies pacifiques auprès de ces gens superstitieux attachés au catholicisme et

entichés des Français, eut recours à d'autres moyens. Elle chercha à mettre le trouble chez les Maronites en les brouillant avec les Druses, et à se faire de ces derniers son point d'appui pour combattre l'influence française.

La domination égyptienne en Syrie était le principal obstacle que rencontrait le gouvernement anglais : elle s'y était établie sous les auspices de la France. D'ailleurs l'émir Béchir, qui gouvernait le Liban, avait de toutes parts si bien rétabli le bon ordre, que le rôle des consuls européens était devenu à peu près nul, et, moins que jamais, il y avait moyen de nouer quelques intrigues. La première chose à faire était de se débarrasser de cet émir et de forcer ainsi les Egyptiens à évacuer le pays.

En même temps que le cabinet de Londres envoyait le colonel Rose apprendre l'arabe à Malte, un agent diplomatique, M. Wood, arrivait en Syrie dans le même but. M. Wood était catholique ; il n'avait pas contre lui les préventions qui avaient fait écarter ses compatriotes protestants. Il put donc se présenter hardiment chez le patriarche maronite, qui lui ouvrit son séminaire pour les études auxquelles il voulait se livrer. A peine furent-elles achevées, qu'il se mit à parcourir la montagne, semant partout l'or et les promesses. Déjà le gouvernement anglais avait excité les

Druses contre l'émir Béchir, qui avait été obligé de sévir et d'envoyer les chefs en exil. Ils n'en étaient que plus irrités contre lui. Le séjour que M. Wood avait fait chez le patriarche maronite devait lui assurer un aussi bon accueil chez les chrétiens que chez les Druses. Les Maronites étaient plus attachés à l'émir Béchir. Les dernières réformes avaient tourné à leur avantage : ils avaient été exemptés de la conscription qu'Ibrahim-Pacha avait introduite, et le désarmement général n'avait fait que purger le pays des brigands de différentes sectes. Néanmoins la guerre à soutenir contre la Porte-Ottomane avait nécessité une augmentation d'impôt, qui avait aussi indisposé contre l'émir une partie des chrétiens. M. Wood sut habilement profiter de ces germes de mécontentement pour soulever contre l'émir Béchir les Maronites eux-mêmes. En secouant le joug des Égyptiens, ils rentreraient dans la jouissance de leurs anciens privilèges. Le rôle de la France était tout tracé : elle n'avait qu'à parler pour désabuser les chrétiens, et le moindre appui donné à leurs chefs suffisait pour déjouer les plans de l'Angleterre. Malheureusement, Louis-Philippe ne voulait pas lui déplaire. Il n'était sans doute pas fâché de voir l'émir Béchir soutenir en Syrie l'allié naturel de la France ; cependant il n'osait lui prêter un concours efficace. L'émir Béchir

résista tant qu'il put; mais le bombardement de Beyrouth, en 1840, et le débarquement à Djebail d'un petit corps de troupes changea bientôt les soulèvements partiels en une révolte générale. Les effets avaient suivi les paroles et, pour les populations orientales, habituées à être trompées, une promesse tenue est un titre infaillible à la confiance. De son côté, l'amiral anglais envoyait avis sur avis au prince du Liban, lui promettant que, s'il faisait sa soumission, il garderait son gouvernement. L'émir, avant de se décider, avait envoyé prendre l'avis du consul de France; ne recevant pas de réponse de ce dernier, il comprit que le gouvernement français n'osait s'opposer à l'Angleterre, et que dès lors toute lutte devenait inutile; il fit donc savoir à l'amiral anglais qu'il était disposé à traiter. Celui-ci l'invita à descendre à Saïda; à son arrivée, il lui fit donner un sauf-conduit du pacha de Saïda pour lui et sa famille, puis il lui donna à choisir le pays où il voulait se réfugier. L'émir Béchir se récria en disant qu'il n'était venu à Saïda que sur la promesse qui lui avait été faite qu'il garderait sa position. L'amiral alléguait qu'il en eût été ainsi s'il se fût décidé dès son premier avis, mais que maintenant il était trop tard et que l'on avait pourvu à son remplacement. En attendant qu'il pût être réin-

tégré, il lui offrit Malte pour asile. L'émir Béchir y trouva une triste captivité, jusqu'à ce qu'il obtînt d'être conduit à Constantinople, où le sultan devait le traiter avec moins de rigueur.

CHAPITRE V

LES PREMIERS DÉSASTRES DU LIBAN

Le colonel Rose avait pris à Beyrouth la direction des affaires ; l'autorité du Pacha s'était effacée devant la sienne : sans prendre avis de la Porte-Ottomane, il avait déjà pourvu au gouvernement du Liban en y plaçant l'émir Béchir-Kassem de la famille Schaab. Cette famille avait trop d'influence dans le pays pour qu'on pût la mettre complètement de côté. Le colonel Rose espérait d'ailleurs peser de toute son influence sur le nouvel émir, sa créature. Mais il fallait soutenir avant tout les Druses qui, les premiers, avaient accueilli les conseils de l'Angleterre. Leurs chefs venaient d'être rappelés de l'exil, la vengeance dans le cœur. Ils ne pouvaient accepter un nouvel émir chrétien de la famille de leur persécuteur. Ils ne se réinstallèrent donc dans le Liban que pour se révolter contre lui. Les Maronites ne purent soutenir leur choc à Deir-el-Kamar ; la ville fut prise d'assaut et saccagée. Les Druses complétèrent leur vengeance en massacrant tous les Maronites des districts mixtes et en incendiant

leurs maisons. Le colonel Rose avait été le premier à provoquer cette révolte ; il n'avait pas tardé à comprendre que les sympathies instinctives des Maronites les éloigneraient toujours de lui en dépit de ses efforts. Malgré tout ce qui s'était passé, ils continuaient toujours à s'adresser au consul français ; mais ce consul, obligé de se conformer aux instructions de son gouvernement, ne pouvait que leur donner de stériles encouragements. C'est en vain qu'en 1841 ils réclamaient des indemnités pour tous les préjudices qui leur avaient été causés. Les autorités turques tenaient encore moins à arranger les choses que le colonel Rose : elles excitaient secrètement les Druses et les Maronites les uns contre les autres par de faux rapports sur leurs intentions réciproques, prévoyant qu'une guerre ne pouvait que les affaiblir et provoquer une occupation militaire, transition naturelle à l'établissement du gouvernement turc. Effectivement, de nouveaux désordres recommencèrent à la fin de 1845, et Omer-Pacha fut envoyé pour les réprimer.

Omer-Pacha commença par arrêter tous les chefs druses et les envoyer en prison à Beyrouth. Il avait pris à son service tous les chrétiens qui avaient été dépouillés et se montrait très-favorable aux Maronites. Il voulait se faire proclamer par eux émir du Liban. Mais ceux-ci ne voulurent

point renoncer à la famille Schaab, devenue chrétienne, pour un chrétien devenu musulman. Toutes les avances du général ottoman furent inutiles, ils refusèrent de lui donner leurs voix. D'un autre côté, il ne pouvait contenir les Druses que les Anglais avaient pris sous leur protection. Ils ne tardèrent pas à l'assiéger dans le château de Beit-eddin où il s'était installé. Le consul anglais n'intervint pour calmer les Druses qu'en faisant accepter les conditions qu'ils avaient dictées: le rappel d'Omer-Pacha et la mise en liberté de leurs chefs.

Pendant que le colonel Rose veillait à Beyrouth aux intérêts de l'Angleterre et tâchait d'y paralyser les efforts des consuls français pour soutenir les chrétiens, M. Wood, devenu consul de Damas, étendait l'influence de l'Angleterre sur toute la plaine. Son consulat était plus animé que la cour du Pacha. Le plus sûr moyen de réussir auprès de ce dernier était d'obtenir l'appui du représentant de l'Angleterre, dont le canon seul avait parlé sur les côtes de Syrie.

On ne pouvait cependant laisser le Liban dans une anarchie complète. Des conférences eurent lieu entre les grandes puissances, et il fut convenu que l'on interviendrait auprès de la Porte pour arrêter tous ces désordres. Le gouvernement ottoman n'avait fait que les augmenter en exi-

geant de ces malheureuses populations le paiement d'avance de cinq années d'impôts. Un désarmement général avait aussi été ordonné ; il n'avait été qu'un nouveau prétexte de cupidité et de barbarie. Les soldats turcs mettaient à la torture les malheureux chrétiens, pour obtenir des armes que souvent ils n'avaient pas, et que dès lors ils étaient obligés d'acheter. Le désarmement des Druses, au contraire, ne s'était fait que pour la forme, et on n'avait exigé d'eux qu'un très-petit nombre de fusils. La Porte, au mois d'octobre 1845, se décida à envoyer en Syrie un personnage important, Chékib-Effendi ; des pouvoirs extraordinaires lui furent confiés. Mais à peine eut-il mis le pied dans la montagne, que le sang des chrétiens recommença à couler à grands flots ; les massacres, les viols, les pillages, s'étendirent sur les districts mixtes. Déjà le consul d'Angleterre s'était concerté avec ses collègues et avait fait nommer deux kaïmakams (lieutenants du pacha) pour administrer le Liban, l'un Maronite, l'autre Druse. Chékib-Effendi, pour compléter cette organisation, institua un medjilis (sorte de tribunal musulman) auprès de chaque kaïmakam.

Ce qui avait fait la force des princes du Liban avait été la concentration du pouvoir dans une même main. C'est ainsi que l'émir Béchir et ses prédécesseurs avaient pu maintenir la paix entre des populations de différentes croyances. La dernière réforme administrative ne faisait qu'augmenter les rivalités au préjudice surtout des Maronites, dont elle allait consommer la ruine. Tous ceux des districts mixtes se trouvaient ainsi plus que jamais à la merci des chefs druses. Les kaïmakams n'avaient aucune autorité ; ils n'étaient que les intermédiaires auprès du pacha turc de Saïda. On ne les avait pas même choisis parmi les familles les plus importantes des deux partis, et, avec les meilleures intentions du monde, ils n'eussent pu se faire obéir des cheïks. Le kaïmakam druse avait donné l'exemple de toutes les déprédations en s'appropriant les biens de l'émir Béchir-Kassem. Les cheïks, à leur tour, s'étaient emparés de toutes les propriétés à leur convenance, sous un prétexte ou sous un autre, et, au besoin, se faisaient fabriquer de faux titres. C'était en vain que les malheureux spoliés les citaient devant le medjilis du kaïmakamat ; ils n'avaient aucun moyen de les contraindre, et ce tribunal n'y pouvait rien lui-même. Le cheïk accusé n'eût pas manqué, d'ailleurs, de maltraiter plus que jamais son pauvre adversaire, s'il ne s'en fût pas

débarrassé en le faisant assassiner. Le medjilis n'était pas même une garantie pour les justiciables du kaïmakamat maronite; bien qu'ils fussent presque tous du même rite, l'impartialité ottomane y avait introduit, comme dans l'autre, un égal nombre de juges druses et de toutes les sectes dissidentes. Les ennemis de ces chrétiens catholiques s'y trouvaient donc en majorité et s'entendaient comme larrons en foire pour leur porter préjudice. Les juges maronites, bafoués et ridiculisés par la majorité compacte hostile à leurs coreligionnaires, avaient même fini par s'abstenir de siéger dans ce singulier tribunal.

On conçoit combien peu la nouvelle administration offrait de garanties aux chrétiens du Liban.

Cependant, chaque année, à la Chambre des députés, de vives interpellations étaient adressées aux ministres, toutes les fois qu'il était question des affaires extérieures. M. de Lamartine, comme M. Berryer, comme M. de Malleville, ne laissait échapper aucune occasion de plaider la cause des malheureux chrétiens du Liban. Toujours dans ces circonstances le président du conseil des ministres s'enveloppait d'un voile et demandait, pour ne rien compromettre, qu'il ne fût pas déchiré : un travail qui s'opérait dans les esprits, en Syrie, allait mettre fin à toutes les misères; la métamorphose se faisait et tendait à détruire

la féodalité. Les plus éloquents discours se brisaient devant l'opiniâtreté de M. Guizot à garder le silence.

Voici ce qu'à cet égard disait M. de Lamartine, à la séance de la Chambre des députés du 16 juin 1846 :

Hier, à l'occasion des crédits spéciaux demandés pour le service des chancelleries consulaires, l'honorable M. Léon de Malleville a porté à la tribune la question de Syrie. Ainsi qu'il l'avait annoncé, il y a quelques jours, M. le Ministre des affaires étrangères a refusé d'entrer dans cette discussion. Ce ne saurait être là pour nous une raison de garder le silence. En cherchant ainsi à faire le silence autour de lui, notre gouvernement manque en quelque sorte à sa nature, et la question qui nous occupe en ce moment est trop grave en elle-même pour que nous puissions suivre cet exemple.

Je ne rappellerai pas, après M. de Malleville, la longue histoire de nos tâtonnements en Orient ; mais que la Chambre me permette de lui rappeler quelle était, en 1840, la situation de la Syrie.... A cette époque, tout le monde entrevoyait, dans un avenir prochain, le démembrement de l'Empire ottoman. On cherchait encore à consolider son intégrité, mais l'édifice semblait crouler de toutes parts. Dans ce démembrement, toutefois, quelques provinces fixaient plus spécialement l'attention de l'Europe, et surtout la Syrie.

La Syrie tire son importance non-seulement de sa situation intermédiaire entre l'Europe et l'Égypte, mais de sa population, dont les Maronites forment le

noyau, et qui vivait unie sous la domination unitaire de l'émir Béchir.

Et ici je dois relever le seule erreur de fait, erreur très-légère d'ailleurs, qui ait échappé hier à l'honorable M. de Malleville. Il a dit qu'entre les diverses parties du Liban, il existait d'anciennes et profondes antipathies : cela n'est pas exact. Entre les Maronites et les Druses, il y a une différence de religion : les Maronites sont chrétiens, catholiques même, sauf quelques différences dans la discipline ; aucun voyageur, Volney lui-même, n'a pu pénétrer le secret de la religion des Druses. Mais le principal dogme de leur religion, je l'ai déjà dit à la Chambre, est de garder leur foi dans le secret de la conscience et de s'adapter facilement à tous les autres cultes ; voilà pourquoi ils s'étaient si facilement assimilés aux Maronites sous la dynastie de l'émir Béchir.

Telle était la situation en 1840. L'émir Béchir n'avait commis qu'une faute, faute vers laquelle notre politique l'avait poussé : il avait incliné un moment vers Ibrahim-Pacha et s'était aliéné la Porte. Aussi, dès qu'en 1840 Ibrahim, qui était entré en Syrie avec 85,000 hommes, fut obligé d'en sortir en fugitif avec 22,000 soldats seulement, le premier acte du vainqueur, malgré l'appui qu'il leur avait donné au dernier moment, fut de renverser l'autorité unitaire de l'émir ; et ce vieillard fut, avec sa famille, emmené à Malte pour être conduit plus tard à Constantinople.

Je ne veux pas retracer le cynique tableau des événements, des horreurs qui datent de cette époque : le palais de l'émir incendié, livré au pillage ; une ville maronite de 5,000 âmes trois fois attaquée et

livrée au pillage, malgré deux résistances héroïques; 104 couvents dévastés, 45 villages détruits jusqu'en leurs fondements. Voilà ce que nous avons vu pendant près de sept années. Je laisse ce côté douloureux et honteux de la question.

Quel est le droit public de l'Europe, et par conséquent l'état de choses que le Cabinet français peut réclamer pour la Syrie? Ce droit, c'est le *Statu quo* antérieur aux événements de 1840. Ces événements, contre lesquels nous avons sans cesse protesté, n'ont pu anéantir le droit. Et quel est ce *statu quo* séculaire reconnu, consacré par toutes les puissances et par deux cents ans d'existence? L'unité de puissance et de gouvernement sous la dynastie de l'émir Béchir.

Je n'ai pas besoin de rappeler combien cette cause est digne de toute notre sollicitude.

Je ne dirai rien de mes impressions personnelles : on m'accuserait de vouloir les appliquer à la politique de mon pays; mais consultez les impressions d'un autre voyageur, consultez le livre de Volney, qui a passé deux ans au milieu de ces braves et malheureuses populations maronites: il vous montrera en Syrie l'idéal du christianisme primitif réalisé dans la plus belle, dans la plus noble, dans la plus courageuse des populations; il vous montrera le peuple maronite comme la plus belle race sur laquelle on puisse greffer l'arbre de la nationalité chrétienne dans l'Orient.

Si vous la laissiez périr, si vous la laissiez égorger, je déclare que pour moi ce serait la dernière goutte de lie de la coupe de 1840; au moins auriez-vous dû faire que cette dernière goutte de lie ne fût pas aussi une dernière goutte de sang. (Très-bien ! Très-bien !)

Pour mon compte, et il n'est pas un homme éclairé et impartial qui puisse ne pas être de mon avis, j'accuse le gouvernement français, depuis 1836, d'avoir manqué de vue dans cette grande question d'Orient; je dis plus, d'avoir manqué de générosité, d'énergie, de volonté.

Pourquoi ai-je combattu le 1^{er} mars? Parce que de profondes études m'avaient convaincu que c'était une faute énorme de la part de la politique française de se porter tout entière vers l'Égypte, et d'abandonner à la barbarie, au pillage, les populations sur lesquelles la communauté de religion, une protection séculaire devaient attirer toute notre attention et les efforts de notre politique.

Et pourquoi, après la chute du 1^{er} mars, ai-je apporté au cabinet actuel, dans les premières années de son existence, le faible contingent de mon vote? Parce que je considérais comme un acte de patriotisme de prêter secours au gouvernement, pour relever notre politique, qui était tombée en décadence en Orient, et ne pas permettre, autant qu'il était en moi, que des populations sympathiques à la France, depuis saint Louis, depuis Louis XIV, fussent compromises par l'ignorance, par la faiblesse d'un cabinet.

Depuis, ce que j'avais voulu relever s'est abaissé; ce que j'avais voulu raffermir s'est ébranlé. Les résultats de la politique de notre gouvernement sont tels, enfin, qu'on est sur le point, en Orient, de ne plus nous savoir aucun gré des constants et généreux efforts de la politique française en faveur de l'intérêt chrétien dans ce pays.

Que nous disait M. le ministre des affaires étrangères au commencement de cette session? Nous sommes

sur le point peut-être, nous disait-il, d'atteindre le résultat de nos efforts en Syrie; car nous pouvons, dès aujourd'hui, compter sur le concours du cabinet autrichien.

A peine ces paroles étaient-elles prononcées; à peine, confiant dans ces paroles, avais-je retiré l'amendement que j'avais eu l'honneur de soumettre à la Chambre, le cabinet autrichien adressait à Constantinople deux dépêches qui leur donnaient un démenti complet..... Dépêches dont le sens était que l'Autriche, puissance chrétienne, ayant le même intérêt religieux et commercial que la France en Orient, s'obstinait à se refuser à marcher avec le cabinet français; qu'elle se déclarait même ouvertement contre elle pour se ranger du côté des autres cabinets.

Et pourquoi l'Autriche s'obstinait-elle ainsi dans une voie si contraire à ses sympathies et même à ses vrais intérêts? Uniquement, Messieurs, uniquement pour flatter l'Angleterre, dont les agents, depuis six ans, se sont donné la tâche odieuse de fomenter le désordre entre les Maronites et les Druses; et pour conquérir, par cette complaisance, à Constantinople, le droit de dominer à Rome, pour obtenir du bon vouloir de l'Angleterre des pleins pouvoirs en Italie. Voilà, Messieurs, la signification de ces deux dépêches.

Je finis, Messieurs, par un dernier mot que j'adresse à tous les membres de cette Chambre, sans aucune exception d'opinions, de nuances, de partis; car, si je comprends les divisions pour les choses de l'intérieur, quand il s'agit de lutter contre le concours des puissances européennes, quand il s'agit du respect que la France doit maintenir autour de son nom, je ne les comprends pas; car, alors, c'est la nationalité tout

entière qui est engagée, et il n'est loisible à aucun de nous d'aliéner une partie quelconque, si petite qu'elle soit, de cette grande unité, de cette magnifique nationalité qu'on appelle la France. (Très-bien! Très-bien!)

Eh bien! hier et avant-hier vous avez entendu M. le ministre des affaires étrangères nous demander le silence sur la question de Syrie. Messieurs, toutes les fois qu'une question de ce genre s'est produite parmi nous, on nous a de même demandé le silence : on nous l'a demandé pour la Pologne; on est peut-être, si j'en crois quelques symptômes bien significatifs, sur le point de nous le demander pour l'Italie, où déjà l'Autriche fait affluer ses baïonnettes; on nous le demande aujourd'hui, on nous le demandait hier pour ces braves Maronites, coupables, c'est leur seul crime, d'avoir espéré en vous, d'avoir prononcé tout haut votre nom, d'avoir tendu les bras vers la France. Voilà pour quel peuple on vous demande aujourd'hui le silence. Et savez-vous ce qui arrivera? Un jour viendra où l'on vous dira: il n'y a là plus de question, plus de difficultés, plus de conflit. Ah! non sans doute, il n'y aura plus de question, car il n'y aura plus de peuple! (Bravos! à gauche.)

N'acceptons donc pas ce silence qu'on nous demande: que la France élève d'autant plus la voix que son gouvernement l'abaisse davantage. Qu'elle proclame bien haut qu'elle n'abandonnera jamais nulle part ni le respect dû à son nom, ni ses amis, et que les Maronites sont de ses amis; qu'elle dise cela bien haut, afin que, si jamais cette malheureuse nation vient à périr, la responsabilité de sa mort retombe sur qui de droit; que la dernière goutte de son sang

destinées l'appellent plus que jamais, il est essentiel qu'elle cherche à développer ce germe de nationalité presque européenne et française, merveilleusement conservée au centre de la Syrie à travers les siècles de barbarie. Or, la politique du gouvernement français, politique que nous pouvons à juste titre qualifier de politique anglaise, a été précisément de nuire à cette nationalité si précieuse et même de chercher à l'anéantir complètement. Il est bien évident que le renversement de la principauté du Liban au profit de l'administration centrale de Constantinople, est la plus grave atteinte portée à la nationalité des chrétiens de Syrie. C'est sa désorganisation complète, et, si cet état de choses durait longtemps, il serait fort à craindre que l'étincelle de vie qui brille encore en Orient ne fût éteinte lorsque l'heure dernière de l'empire ottoman aura sonné.

CHAPITRE VI

LE DÉLÉGUÉ DES MARONITES.

Depuis le renversement de l'émir Béchir, les pauvres chrétiens du Liban n'avaient cessé de protester et de se plaindre au gouvernement français des malheurs dont ils étaient victimes. Ces protestations et ces plaintes avaient été d'abord adressées en toute confiance aux agents diplomatiques français, que depuis des siècles on était habitué au Liban à considérer comme des amis et des protecteurs ; mais ces agents n'étant que les mandataires d'une politique hostile à l'intérêt des Maronites, elles devaient rester sans efficacité ; on n'y répondait que pour la forme et pour mieux abuser de ce malheureux peuple qu'on livrait sans pitié comme sans honte au fanatisme des musulmans et à l'ambition de l'Angleterre.

Les Maronites ne pouvaient croire à la réalité, et ne comprenaient pas l'inefficacité à leur égard des bonnes intentions du gouvernement français, et, rejetant la faute sur le représentant de la France, consul dans leur pays, ils envoyèrent un délégué pour porter leurs réclamations au ministre lui-

retombe non sur la France, mais sur son gouvernement! (A gauche, très-bien! très-bien! — Moment d'agitation.)

En effet, pour quiconque comprend l'honneur du nom français et les destinées de la France dans le monde, la question d'Orient a une importance capitale, et elle ne joue pas un rôle moins important dans l'équilibre européen que la question de Pologne ou celle d'Italie. L'empire ottoman en est arrivé à la dernière phase de décrépitude. Sa fin est inévitable, malgré tous les efforts de ses chefs pour le régénérer. Fondé sur le despotisme, il n'avait de vie que par lui; il tombe en pourriture, et les réformes ont plutôt pour but de cacher le cancer que d'en arrêter les ravages intérieurs. Sauf quelques ambassadeurs qui ont visité l'Europe, les Turcs d'aujourd'hui sont absolument les mêmes que les Turcs d'il y a quatre cents ans, et, quoi qu'on fasse, tant qu'ils conserveront leur religion et leur fanatisme, il ne sera pas possible de faire naître en eux des sentiments d'indépendance, et de leur faire comprendre la vraie liberté. Leur donner de nouvelles institutions n'a d'autre effet que de leur donner des habits qui les gênent; il faudrait des siècles pour les régénérer, et la civilisation qui les déborde de tous côtés n'attendra pas aussi longtemps. La jalousie des puissances

européennes qui les entourent est la seule cause de leur existence actuelle. Le partage de leur empire est déjà fait, ce n'est plus qu'une question de temps et d'opportunité. Les puissances européennes combinent tous leurs efforts pour mettre la France hors de cause dans la grande solution des affaires d'Orient, comme elle l'a été pour le partage de la Pologne. Mais la chose est moins facile; il se trouve que la France a pied en Orient, et une puissance si réelle qu'elle peut devenir l'arbitre de ces contrées. La puissance de la France en Orient ne repose pas sur une force matérielle dont tout potentat peut disposer, mais sur une influence morale et sur une population tout entière qui lui est toute dévouée. Cette population qui, au temps des croisades, est descendue du Mont-Liban pour faire avec nos chevaliers européens un royaume chrétien de la Syrie et de Chypre, aurait de bien plus grandes facilités encore d'établir en Orient une domination civilisatrice, le jour où l'empire ottoman viendrait à se dissoudre. Il semble même que le peuple maronite ait été conservé au Liban comme le germe d'une nationalité sur laquelle sera fondée la régénération de ces magnifiques contrées. Si la France veut conserver là le rôle qui depuis des siècles lui est dévolu sans contestation, et poursuivre l'œuvre de civilisation à la tête de laquelle ses glorieuses

Il n'en avait pas seulement de l'Archevêque de Saïda et du patriarche maronite ; l'une de ces pièces était revêtue de la signature et des sceaux de 336 cheïks du Liban et procureurs des diverses provinces. Tous s'accordaient à demander le retour de l'émir Béchir et le rétablissement de la principauté héréditaire du Liban, comme le seul moyen de rétablir la paix dans la montagne et d'empêcher de nouveaux désastres.

Partout où il s'était arrêté avant de venir en France, à Rome comme à Naples, les supérieurs ou gardiens des couvents qui lui avaient donné l'hospitalité, ne l'avaient pas laissé partir sans rendre témoignage de sa piété, de son humilité, comme de son zèle pour tout ce qui intéresse la gloire de Dieu et le bien du prochain. Mais ces attestations ne suffisaient pas pour convertir à la cause des Maronites ceux qui, avant tout, cherchaient à soutenir le gouvernement d'alors et à se concilier ses faveurs.

Sans asile, dénué de tout, n'ayant d'autres ressources pour vivre que le produit de ses messes, il était complètement découragé et songeait déjà à repartir, lorsque le hasard, ou plutôt la Providence, mit sur ses pas quelques jeunes gens de la société de Saint-Vincent-de-Paul, entre autres M. Henry de Riancey, son trésorier général, qui était en même temps secrétaire du Comité des

libertés religieuses (1), et M. Raoul de Malherbe, secrétaire du Cercle catholique. Ils s'intéressèrent vivement à lui et ne tardèrent pas à le mettre en rapport avec le comte de Quatrebarbes, membre de la Chambre des députés, qui, dès le 6 janvier 1847, déposa leur pétition au bureau de la Chambre.

Je viens demander au Ministère, dit-il dans cette séance, si nos relations avec les grandes puissances nous interdisent de venir à leur secours.

A la fin de la session dernière, deux grands orateurs, MM. de Lamartine et de Malleville, ont tracé à grands traits la position des malheureux Français en Syrie, exposés aujourd'hui aux vexations de la Turquie et de la Perse. Dans une semblable position, il est de la dignité et de l'honneur du gouvernement français de ne pas les abandonner. N'avons-nous donc pas une obole pour leur misère et une épée pour leur défense!

Je suis porteur d'une lettre adressée, le 30 décembre dernier, par le chef du peuple maronite : cette lettre est signée, en outre, par 329 habitants, et elle dépeint, en des termes touchants, la malheureuse position des chrétiens du Liban.

(1) Ce Comité avait M. le comte de Montalembert pour président : il avait succédé, en le développant, au Comité de la liberté d'enseignement, organisé sous la présidence de M. le comte de Bonneuil, par M. Charles de Riancey, étudiant en droit.

même. La mission était délicate; bien évidemment elle allait porter ombrage. Un prêtre respectable et instruit, le R. P. Azar, dont la famille comptait des croisés français parmi ses ancêtres, fut chargé de cette mission. Le R. P. Azar avait tout perdu pendant la guerre, et n'avait échappé que par miracle au massacre des élèves du séminaire de Machi-Mouchi dont il était directeur; il était vicaire-général du diocèse de Saïda, qui avait le plus souffert de la guerre. Parti de Beyrouth à la fin de mars 1844, il se rendit d'abord à Rome et de là à Naples. Le Pape Grégoire XVI et le roi des Deux-Siciles s'intéressèrent vivement aux douleurs de sa nation et appuyèrent chaudement, auprès de la France, les suppliques adressées à notre gouvernement.

A Naples, où il avait rencontré le prince de Joinville, le roi des Deux-Siciles l'avait même recommandé à l'empereur de Russie; ce dernier lui avait fait répondre, par son ambassadeur, qu'il s'intéressait vivement aussi au sort des Maronites, mais qu'ils étaient sous la protection de la France, et qu'il ne pouvait rien pour eux sans l'assentiment du gouvernement français.

Lors donc que des lettres de son pays vinrent lui annoncer que les désastres continuaient, il résolut de venir en France implorer de prompts secours: il venait d'être frappé lui-même dans ses

plus chères affections ; son vieux père, ses frères, ses sœurs, trente-deux membres de sa famille avaient été égorgés ; tout ce qui lui appartenait saccagé de nouveau. Il arriva à Paris dans le courant de l'année 1846.

Il avait déjà appris un peu d'italien, mais ne savait pas encore un mot de français. C'est en vain qu'il avait frappé à la porte de tous les ministères et de toutes les administrations.

On conçoit que les démarches d'un délégué direct de la nation maronite à Paris étaient de nature à vivement inquiéter d'une part les nouveaux gouverneurs turcs du Liban, de l'autre, les agents dans ce pays de la diplomatie étrangère, complices des exactions commises par l'administration ottomane. Aussitôt que le fait fut connu, toutes les intrigues possibles furent employées pour faire avorter le seul espoir qui restât à la nation maronite, et pour faire croire en France que le délégué de leur nation était un imposteur, qui n'avait aucun mandat, et que tous les faits allégués par lui étaient supposés et fabriqués à plaisir pour tromper la crédulité publique et exciter en pure perte des sympathies généreuses.

Il avait bien fait traduire les pouvoirs dont il était porteur et les avait fait revêtir d'une authenticité légale.

Cette lettre commence par une prière à Dieu, dans laquelle les Maronites appellent les bénédictions du Ciel sur le roi des Français et sur la France.

Ils font ensuite le douloureux tableau de leurs infortunes et de leurs misères. Deux fois, trois fois, disent-ils, la destruction a passé sur nous. Les infidèles ont tout pillé, tout brûlé. Pas une cabane n'est debout, pas un arbre sur pied. Les enfants des deux sexes ont été mutilés, massacrés, le fer des soldats ottomans n'a rien épargné.

« Peuple français, vois quelle est notre misère, notre servitude. Si encore notre bouche pouvait exprimer quelque espoir, quelque consolation ! mais rien ; nos temples sont renversés, nos vases sacrés profanés et pillés ; nous n'avons plus rien de ce qui est nécessaire à la prière !

« Assez et trop longtemps (rires au centre), ô mes frères, nous avons bu le calice de l'amertume !...

« O Dieu ! vous pouvez faire que la France et son roi aient pitié de nous et nous accordent aide et protection. De tout temps la France a été la protectrice des chrétiens et en particulier des Maronites....

« Maintenant que vous voilà arrivés à la fin de la guerre, nous vous (aux Français) adressons cette prière : faites-nous connaître par une réponse nette et précise si nous pouvons espérer de vous promptsecours, ou si vous nous retirez votre assistance. Nous saurons à quoi nous en tenir, nous ne nous ferons plus illusion.

« Nous demandons donc que le gouvernement barbare des Turcs cesse de peser sur nous et qu'on place à la tête de toutes les nations du Liban un gouverneur chrétien ; en un mot, qu'aucun musulman ne conserve

de commandement dans nos montagnes, comme cela se pratiquait sous Abdalla-Pacha. »

Depuis sept ans des négociations sont entamées ; si nous n'en connaissons pas les résultats, c'est parce qu'on nous dit qu'une publicité prématurée pourrait compromettre les Maronites. Je n'admets pas cette raison.

Oui ! si la France avait un langage digne d'elle à Constantinople, si elle avait un protectorat qui a été pendant des siècles l'un des plus beaux apanages de la France... (Mouvements divers. — Interruption.)

Abdiquerez-vous une politique séculaire, qui va de Charlemagne à Napoléon, en passant par saint Louis, François 1^{er}, Henri IV et Louis XIV ?

Quoi ! lorsque le souffle de la Révolution de juillet bruyait comme la tempête, vous avez pu assiéger Anvers, prendre Ancône sans compromettre la paix du monde, et vous reculez devant le protectorat des chrétiens du Liban, qui vous demanderait peut-être un seul vaisseau et quelques centaines de marins !

S'il était vrai que celui qui porte les prières et les cris d'angoisses du Liban fût venu inutilement dans cette capitale ; qu'il eût frappé partout sans être reçu, alors je lui dirais : Oh ! ne maudissez pas la France, mais quittez cette terre qui ne vous protège plus ; parcourez l'Europe, allez de puissance chrétienne en puissance chrétienne. Dieu en suscitera une pour soutenir un peuple que la France a abandonné. (Agitation.)

Chaque année, nous l'avons dit, à l'occasion du budget, des interpellations étaient faites au ministre des affaires étrangères sur la déplorable situation du Liban. Cette année encore, M. Billault, se plaignant

des dépenses considérables que le ministre ne craignait pas de faire pour ses ambassades de Chine, destinées à servir les intérêts du catholicisme et de la civilisation, terminait ainsi son discours :

Si vous aviez tant envie de vous poser en défenseurs du catholicisme, ce n'était pas en Chine qu'il fallait aller, c'était en Syrie, en Syrie où se trouve une population toute sympathique à la France, une nation qui, de tous temps, a compté sur elle, et dans ses malheurs n'a qu'un cri, qu'un vœu : la France ! Ce peuple malheureux, livré aux désordres de tout genre, abandonné à l'oppression, a envoyé naguère deux pétitions à la Chambre. Elle les a fait remettre aux mains de l'un de nos plus éloquents orateurs, dans l'espérance que ses paroles, appuyées par les sympathies de la Chambre, forceraient le gouvernement français à leur prêter enfin un appui depuis si longtemps invoqué vainement par elles.

Oui, si vous vouliez montrer votre ardeur généreuse pour vos coreligionnaires, c'est là que vous deviez envoyer vos forces et vos millions ; car, là, il ne s'agit pas seulement de conquérir, mais de conserver ! Mais non ; vous savez trop bien d'où soufflent les tempêtes qui bouleversent ce malheureux pays ; elles ne viennent pas de la Méditerranée ; elles partent de l'autre côté de la Manche. (Mouvement.) Aussi l'on vous voit successivement vous adresser à la Prusse, à l'Autriche, pour arriver, à la fin, à abdiquer votre protectorat en Syrie. »

M. Guizot, sachant que M. de Malleville, vice-

président de la Chambre, voulait faire une interpellation à propos du budget des recettes au chapitre des chancelleries consulaires, en était vivement contrarié, et, voulant prévenir le coup qu'allait lui porter son coreligionnaire protestant, il annonçait le 13 juin à la Chambre qu'effectivement il avait tout d'abord accepté cette interpellation, et il ajoutait :

Mais les rapports que j'ai reçus par les deux derniers paquebots du Levant m'annoncent des incidents imprévus, des complications nouvelles.

Dans cette situation, et, après y avoir bien pensé, je crois qu'une discussion serait inopportune, qu'elle nuirait aux deux intérêts de la France dans le Liban : l'intérêt de l'ordre et de la paix, l'intérêt du succès de notre politique.....

— Je ne comprends pas, lui répliqua M. Berryer, en présence de l'émotion douloureuse causée par les nouvelles qui arrivent du Liban, la réserve de M. le ministre. De quelle utilité peut être le silence qu'il veut garder ? N'est-il pas désirable, au contraire, que l'intime union de tous les pouvoirs vienne donner une nouvelle force au gouvernement ? A quel degré d'affaiblissement est donc tombée la politique de la France, si l'on craint un pareil résultat d'une manifestation parlementaire?... »

M. de Malleville ne voulut pas renoncer à son interpellation : il trouvait indispensable, urgent même, que cette discussion fût portée à la tribune.

Malgré les déclarations réitérées de M. Guizot, qu'il garderait le silence, il fallut bien qu'elle s'engageât le 3 juillet, quand M. Paul Daru vint faire le rapport dont il était chargé par la commission des pétitions.

« Messieurs, dit-il, deux pétitions ont été déposées sur le bureau de la Chambre: l'une signée par 543 chrétiens, l'autre par 350 Druses, tous habitants du Mont-Liban.

« Ces pétitions ne portent aucune date; elles ne mentionnent aucun fait nouveau; elles se réduisent à ceci:

« Les premiers demandent: 1° que les chrétiens du Liban aient le droit de réclamer de la France assistance et protectorat comme par le passé; que la France fasse les démarches nécessaires pour que le vieil émir Béchir, ou l'émir Émin, son fils, leur soient rendus, les gouvernent, et qu'après leur mort l'administration du Liban soit assurée à leur famille.

« Les seconds, les Druses, demandent également le retour de l'émir Béchir ou de son fils l'émir Émin, mais ils réclament en même temps le rétablissement des anciennes institutions et de leurs privilèges, qui leur ont été, disent-ils, iniquement enlevés. »

Nous ne suivrons pas l'honorable M. Daru dans le développement de son rapport; pas plus que les pétitions, il n'apprenait rien de nouveau; il reproduisait l'heureuse nouvelle donnée chaque année depuis cinq ans par M. le ministre des affaires étrangères, qu'une imposante transformation

s'opérait au Liban, tendant à remplacer la féodalité du moyen-âge par un gouvernement conforme à la civilisation moderne. Le sultan était entré avec succès dans cette voie, il fallait lui donner le temps d'accomplir son œuvre; ce serait faire injure au gouvernement que de douter des bons conseils et des encouragements qu'il donnait à S. Hautesse, animée du reste, comme ses ministres, des meilleures intentions.

Les pétitions n'ayant pas de date, il était permis de supposer que les plaintes étaient relatives à des faits anciens, car les réformes opérées au Liban y avaient amené une paix et une prospérité qui ne faisaient chaque année que se consolider. La commission concluait donc au renvoi de la pétition au ministre des affaires étrangères, pour aviser au meilleur développement de cette œuvre civilisatrice.

La parole fut ensuite donnée à M. de Quatrebarbes. Nous ne le suivrons pas non plus dans tous les détails où il entra pour réfuter les allégations du rapporteur; bornons-nous à reproduire la fin de son discours.

La Chambre me permettra de citer ce fragment d'une lettre récente :

« Dans le désarmement qui a été fait dernièrement.... » (Interruption.)

Plusieurs voix. La date !

M. DE QUATREBARBES. La lettre est du 10 juin dernier.

« Tous les individus nommés François, Francis, ont été particulièrement torturés. Pendant que ces malheureux recevaient la bastonnade, on leur disait : vous êtes Français, appelez donc vos concitoyens à votre secours. Qu'ils viennent ces fils de prostituées, et vous verrez le sort qui leur est réservé. »

. Voilà messieurs, comment notre influence est respectée en Orient.

On vous a dit que les conseils mixtes maintenaient la justice ; eh bien ! à la même date, pendant la dernière récolte de la soie, les chefs druses venaient dans les villages s'emparer de la récolte des chrétiens.

Leurs propriétés sont toujours confisquées, et notre vice-consul à Saïda n'a pu encore rentrer dans les propriétés qui appartiennent à sa femme et à sa belle-sœur, confisquées depuis 1841. Sur onze districts qui forment le territoire mixte, il y en a sept ou huit où les propriétés des chrétiens sont entièrement au pouvoir des Druses. Un grand nombre de chrétiens sont réduits, pour vivre, à garder les troupeaux qui leur ont été enlevés. (Aux voix ! aux voix !)

Messieurs, il n'y a qu'un seul remède à cet état de choses, c'est le rétablissement d'un pouvoir unique et chrétien, régnant sur la Montagne, payant tribut à la Porte, et reconnaissant sa suzeraineté. En dehors de ce principe, toute protection est impuissante.

Je termine par une phrase d'une touchante simplicité, extraite d'une lettre reçue dernièrement du Liban.

« Nous savons que jusqu'à présent vous n'avez cessé de travailler au salut de notre nation. Il n'est donc pas nécessaire de vous engager à continuer vos

efforts ; car celui qui commence un édifice doit l'achever, et si par hasard il ne le termine pas, il s'expose aux moqueries de tous. »

Cette phrase, messieurs, ne s'adresse pas à moi, qui ne suis rien ici que le faible écho des douleurs d'un admirable peuple ; elle s'adresse au pouvoir, au parlement, à la nation entière. Non, vous ne voudrez pas que le seul peuple chrétien qui soit resté, pendant huit siècles, indépendant et libre au milieu de l'empire ottoman, au berceau même de la religion chrétienne, aux lieux où on ne peut faire un pas sans fouler des ossements français ; non, vous ne voudrez pas que ce peuple disparaisse. Tôt ou tard, vous forcerez le pouvoir à le protéger, vous écouterez ses plaintes, vous ne permettrez pas qu'un ambassadeur lui refuse la protection de la France et lui défende d'élever ses cris vers vous. (Aux voix ! aux voix !)

M. LE PRÉSIDENT. Il n'y a pas d'opposition au renvoi ?

M. LÉON DE MALEVILLE. Je demande la parole ; j'ai quelques mots à dire.

Messieurs, je demande pardon à la Chambre d'insister ; mais elle va comprendre que le rapport même qui vient de lui être fait au nom de la commission impose absolument à ceux qui se préoccupent du sort des chrétiens du Liban le devoir de repousser des tendances tout à fait nouvelles. (Parlez ! parlez !)

Je dis qu'il y a entre les conclusions et les développements du rapport une contradiction manifeste, et, dans tous les cas, il serait extrêmement regrettable, pour l'avenir même de cette question, pour l'avenir des chrétiens du Liban, qu'on pût croire que c'est sous l'influence de ces développements que le renvoi a été prononcé.

Je suis donc obligé de rappeler à la Chambre ce qui s'est passé en 1842. Dès 1840, la Porte avait manifesté l'intention de supprimer complètement le protectorat français...

Que pouvait-il résulter de cette nouvelle usurpation de la Porte ? Toutes les avanies, toutes les violences qui attendent les chrétiens qui ont eu le malheur de vivre sous la domination directe du pouvoir musulman.

Je n'ai qu'à rappeler à la Chambre comment cette situation était caractérisée en 1843 par un homme compétent, l'honorable M. de Carné, qui disait au ministère : Après *deux années honteuses*, vous vous êtes réveillés, vous vous êtes mis en négociations, et n'avez pas encore arraché ces malheureuses populations à l'administration musulmane. Quand on a demandé les conseils de l'Europe, la Porte n'a pas voulu rétablir l'ancien émir, si injustement dépouillé, parce que l'administration chrétienne avait le tort, aux yeux de la Porte, de rappeler l'ancien protectorat français. Alors on a imaginé ce qu'on appelle l'arrangement de 1842, c'est-à-dire la souveraineté divisée entre deux kaïmacams, l'un druse, l'autre maronite.

Le Gouvernement français accepta cet arrangement : c'est là son sort, il l'a accepté formellement, ainsi que l'atteste la première dépêche qui n'a été communiquée qu'en 1846. Mais la Chambre ne partagea pas cet avis ; et je prie ici tous les membres qui en faisaient partie de se souvenir que la Chambre repoussa énergiquement l'arrangement de 1842.

Le Gouvernement lui demandait de l'approuver par un paragraphe explicite de l'adresse, et, sur la demande de l'honorable M. Berryer, la Chambre, après une discussion solennelle, inséra ces mots : Rendre

aux populations du Liban une administration conforme à leurs vœux. Leur vœu, constamment exprimé, c'est la réintégration de l'émir Béchir et de sa famille.

Dès ce jour, la politique de la Chambre, du moins les conseils qu'elle donnait, étaient diamétralement opposés à la politique engagée par le ministère. Le ministère n'a pas suivi ces conseils ; il a accepté successivement tous les arrangements qui ont été proposés, et qui excluent sans cesse le vœu que la chambre avait exprimé pour le rétablissement de l'émir Béchir. Mais, dès ce moment, le silence du cabinet a été complet. La Chambre peut se rappeler que, depuis cinq ans, au commencement et à la fin de chaque session, nous avons conjuré le ministre de s'expliquer sur les motifs qui ne lui avaient pas permis de suivre la politique conseillée par la Chambre, et qu'elle voulait voir accepter.

Tous les ans, on nous a dit : Ne parlez pas, vos paroles sont dangereuses ; nous recevons (toujours à propos) des nouvelles qui nous rassurent ; taisez-vous, laissez-nous faire.

On avait de bonnes raisons pour garder le silence et nous l'imposer. Cette tribune avait prédit les malheurs affreux qui résulteraient infailliblement de l'arrangement de 1842, et ses tristes prévisions s'étaient deux fois réalisées ; on n'avait plus le courage de nous dire que nous étions dans l'erreur, et le Gouvernement, fatalement engagé dans le concert européen, et subordonné à ses décisions, aimait mieux se taire que d'avouer son impuissance ou sa défaite. Naguère il se proclamait le protecteur du Liban en vertu d'un droit incontestable et d'une tradition non interrompue, et désormais il était à la suite des quatre

puissances, acceptait successivement tous les arrangements proposés... Ces détails me mèneraient trop loin... (Non ! non ! — Parlez ! parlez !)

Je rappelle à la Chambre qu'on a commencé par la division de la souveraineté entre deux kaïmacams ; mais on s'est bientôt aperçu que, dans les districts mixtes, cette division du pouvoir aurait pour effet de placer la population chrétienne, qui s'y trouve en grande majorité, sous la direction d'un gouverneur musulman, et que tous les malheurs que nous avons déplorés se renouvelleraient.

Alors on a inventé cette combinaison de deux vèkils, l'un druse et l'autre maronite ; de deux magistrats municipaux qui semblaient devoir balancer la puissance trop grande des kaïmakams. Cette combinaison n'a abouti à rien, et les malheurs de 1845 ne l'ont que trop prouvé.

Plus tard, on a songé à l'établissement de divans composés d'éléments divers, mais placés sous la présidence d'une autorité musulmane, et toutes ces combinaisons ont échoué, parce qu'elles avaient toutes pour objet le maintien de l'administration turque. Je ne chercherai pas à passionner la Chambre en racontant de nouveau les effroyables malheurs qui sont restés dans la mémoire de tout le monde. Ces scènes de pillage, de meurtres et d'incendies ont épouvanté l'Europe, et j'ose attester pourtant que les récits étaient encore au-dessous de la vérité ; mais il est inutile d'insister sur des faits dont personne ne conteste la gravité, le Gouvernement ne l'a jamais méconnue. Mais vous permettrez à ceux qui ont prévu ces malheurs, qui n'ont pas pu être écoutés quand ils les ont prédits, de s'inquiéter de l'obstination aveugle

avec laquelle on persiste à maintenir un état de choses qui doit amener de nouvelles catastrophes. Après les cruelles déceptions que la Porte Ottomane n'a pas épargnées à ceux qui ajoutaient le plus de foi à ses promesses, il est vraiment dérisoire de nous dire que son administration directe peut garantir la sécurité des populations chrétiennes, qu'il est de notre devoir de protéger.

Tout à l'heure, M. le rapporteur vous parlait du gouverneur actuel de la Syrie, de Kiamil-Pacha. Je n'ai rien à en dire ; mais j'ai trouvé notre honorable collègue bien imprudent de s'engager à garantir la probité et la sagesse d'un administrateur musulman, quand il s'agit des chrétiens. J'ai à lui rappeler ce qui s'est passé en 1845, et ce qu'à coup sûr M. le ministre des affaires étrangères n'a pas oublié. Lorsqu'on se plaignait à la Porte des avanies dont les chrétiens avaient toujours à souffrir, la Porte répondait : « Mais nos agents sont éloignés de nous ; ils ne nous obéissent pas ; c'est contre notre volonté que ces choses se passent. Pour vous donner une preuve de notre bonne foi, nous allons envoyer là le ministre des affaires étrangères lui-même (c'était Chékib-Effendi) ; c'est lui qui a donné les ordres ; il va se rendre sur les lieux, et vous aurez au moins la garantie que les ordres seront exécutés. »

Eh bien ! l'arrivée de Chékib-Effendi dans le Liban, en 1845, a été le signal de la plus horrible persécution qu'aient encore éprouvée les malheureux chrétiens. J'ai besoin de le rappeler, quelque haute position diplomatique qu'il ait occupée depuis. A son arrivée à Beyrouth, on lui signale un chef druse, le cheik Hamoum-Abou-Naked, assassin du Père Charles,

supérieur du couvent d'Abey, et dont l'ambassadeur de France avait demandé la mise en jugement.

Le crime s'était passé à la vue de tous, en présence même de la milice turque qui semblait l'assister. Eh bien ! Chékib-Effendi fait acquitter scandaleusement l'assassin ; ce sont les dépêches mêmes du gouvernement qui le disent, et l'ambassadeur a réclamé contre ce scandale. Ce n'est pas tout : après cet outrage à la justice et à l'humanité, Chékib-Effendi a personnellement accueilli l'assassin et l'a mené en triomphe à Deir-el-Kamar, montrant ainsi, par l'ovation qu'il lui décernait, l'esprit de la mission qu'il avait reçue.

Voilà ce qu'a fait le ministre des affaires étrangères de la Porte.

Comment la Porte lui a-t-elle montré son mécontentement ? On l'a fait ambassadeur de la Porte en Autriche ! Il est bien placé là, messieurs, car cet homme, couvert de sang chrétien, serre peut-être la main qui a payé le massacre de la Pologne. (*A gauche.* Très-bien !)

Je rappelle ce souvenir, messieurs, pour vous bien faire sentir ce que les populations du Liban peuvent attendre de l'administration turque. Or, c'est vers ce but que la Porte, encouragée par les quatre puissances, a toujours marché ; ce qu'elle a toujours cherché, ce qu'elle veut encore par la proposition qu'elle vous fait, et que le Gouvernement français aura encore l'imprudence d'accepter : elle vous propose aujourd'hui comme dernier moyen de pacification de détruire ce qu'elle nomme la féodalité. C'est au nom de la liberté ; ce sera bientôt au nom des idées de 89 qu'on viendra nous dire qu'on abolit la féodalité dans le

Liban. Savez-vous ce qu'on fait ? Quand les musulmans abolissent la féodalité dans le Liban, ils abolissent les derniers garants de la liberté ; ils détruisent les trop faibles intermédiaires qui s'interposent encore entre les populations sans armes et sans défense, et les agents exacteurs et violents de la police turque ; ils font disparaître les protecteurs pour être plus assurés d'opprimer les victimes.

Sachez-le bien, le jour où vous aurez laissé opérer cette révolution, vous n'aurez fait des chrétiens du Liban que de véritables rayas, c'est-à-dire des sujets directs de la Porte, et quand vous les aurez abandonnés à l'administration musulmane, ils n'auront plus qu'à choisir entre la mort et l'apostasie ; c'en est fait de la population chrétienne, à la honte de la civilisation et de notre temps.

Toutefois, on affirme que tout est tranquille dans le Liban, que la paix y est établie ; c'est, du moins, le rapporteur qui le dit ; je ne sais si, sur ce point, M. le ministre accepte sa déclaration et partage sa sécurité.

Voici ce que nous avons reçu récemment du Liban, et vous allez voir, messieurs, par la première lettre que je vais avoir l'honneur de vous lire, à quel état de faiblesse et de peur sont réduites ces malheureuses populations :

« 27 mai 1847.

« Je dois vous dire qu'il est venu de Constantinople une seconde lettre, écrite par l'ambassadeur de France. Il nous demande raison de la lettre que l'archevêque de Saïda a envoyée pour exposer tous les maux, tous les outrages, toutes les injustices et autres

choses qui ont été faites contre les Maronites. Il ajoute que toutes ces nouvelles font plus de mal que de bien, et insiste fortement pour que nous ayons à empêcher nos agents d'envoyer dorénavant des nouvelles en France, parce qu'elles sont imprimées et arrivent jusqu'à Constantinople. Cette lettre nous a fait craindre qu'on ne nous fit encore plus de mal qu'avant, et a complètement abattu notre courage. Cela nous fait craindre que tout le mal qui nous est arrivé ne provint des nouvelles que nous avons données, et qui, du reste, n'ont servi à rien. Notre opinion serait donc que vous ne fissiez point imprimer dans les gazettes tout ce que nous vous disons. Nous craignons comme vous qu'on ne se prépare à nous faire une nouvelle guerre, et nous sommes tous sans armes. Vous voyez que notre terreur n'est que trop légitime. »

Ainsi, les clients de la France, les protégés de notre Gouvernement sont là qu'ils ajoutent à leur malheur, lorsqu'ils expriment les plaintes les plus légitimes!

Je ne connais rien qui caractérise d'une manière plus affligeante le protectorat de la France en Orient, que cet effroi de ceux qui ont le plus d'intérêt à l'invoquer. Ils n'osent se dire les clients de la France et pourquoi? parce que ce protectorat leur a manqué, parce que l'autorité qui nous appartenait en Syrie et qui nous appartenait séculièrement, nous l'avons volontairement désertée; parce que nous avons voulu trouver place dans le concert européen, où nous n'avions qu'une voix. C'est pour cette unique voix que nous avons sacrifié des droits dont nous étions en possession avant d'y entrer.

Si M. le ministre des affaires étrangères contestait comme injuste cette appréciation de notre situation

en Orient, je montrerais par le texte même des dépêches, adressées à notre ambassadeur, qu'il a lui-même le sentiment de notre infériorité qui nous rend solidaires de tous les actes du concert européen, en nous ôtant toutes chances de faire prévaloir l'ascendant de notre protectorat.

Comme cette question reviendra ici plus tard et, malheureusement, à la suite de nouveaux désastres, je dis qu'il faut qu'il soit bien entendu que ce n'est nullement par adhésion aux développements du rapport que nous prononçons le renvoi des pétitions au ministre ; autrement je supplierais la Chambre de prononcer l'ordre du jour. Si le renvoi devait avoir pour signification que nous avons abandonné l'espoir de voir rétablir l'émir Béchir et sa famille dans la souveraineté dont il a été dépouillé sans motif raisonnable, je dis que la cause des chrétiens du Liban serait à jamais perdue ; je dis que le seul espoir qui leur reste, l'espoir que la France viendra à leur secours, comme elle en a le droit, serait désormais détruit, et que nous leur aurions fait plus de mal en un seul jour que les hésitations de notre politique ne leur en ont fait depuis sept ans.

C'est dans ce sentiment que, tout en demandant, comme le rapport, le renvoi de la pétition au ministre des affaires étrangères, je propose qu'on ajoute le renvoi à M. le président du conseil. Je ne fais cette proposition que pour bien marquer la différence qu'il y a entre l'opinion de ceux qui adoptent les conclusions du rapport, telles qu'elles sont présentées, et l'opinion de ceux qui, comme moi, pensent que le Gouvernement ne fasse pas défaut à la politique qui lui a été conseillée..... (Très-bien ! très-bien !)

M. CRÉMIEUX. Je ne le nie pas : les réflexions qui viennent d'être présentées par l'honorable rapporteur ont été très-bien présentées ; et si c'est à la forme que s'adresse le sentiment d'approbation qu'elles reçoivent... (Mouvement en sens divers. — Interruption.)

M. D'HAUBERSART. C'est à la forme et au fond.

M. CRÉMIEUX. Je vais répondre à la pensée que vient d'exprimer M. d'Haubersart ; seulement je vous prie de ne pas aller au-devant de ma pensée, que vous ne pouvez pas saisir avant que je ne la dise. (On rit.) Voici ce que je dis : Je suis d'accord avec tous ceux qui approuvent la forme dans laquelle on vient de présenter ces réflexions ; mais je suis loin d'être d'accord avec ceux qui approuveraient le fond. Et la raison en est toute simple : c'est que, si vous voulez réfléchir un moment sur les paroles qui viennent d'obtenir l'approbation d'une partie de cette Chambre, vous en verrez facilement les déplorables conséquences. J'ai entendu ces mots : « On fait tant qu'on va rendre notre protectorat un objet de frayeur pour la population chrétienne du Liban. »

Voilà ce que j'ai entendu ; eh bien ! je viens dire que votre protectorat dans ces contrées, que j'ai vues aussi, est le seul lien, non-seulement qui rattache à la France les populations chrétiennes du Liban, que vous devez surtout protéger, mais encore le lien le plus fort que vous ayez avec l'Orient. Cette protection, résultat d'anciens traités, assurait, croyez-le bien, la juste prépondérance que la France avait exercée en Orient jusqu'en 1840. Oui, à cette époque encore, en 1840, le protectorat de la France était invoqué de toutes parts dans l'Orient. Et j'ai encore pu voir, dans le commencement de mon séjour en Orient, ce

que c'était que ce protectorat, avec quel respect on en parlait, et comment les populations chrétiennes pour lesquelles j'implore votre appui, moi dont la voix ne saurait être suspecte (Mouvement dans l'assemblée), les populations chrétiennes revenaient sans cesse vers la France pour demander secours et protection ; et ce secours, et cette protection, jusqu'alors elles ne les réclamaient pas en vain, car la France parlait haut encore à cette époque. Mais à cette douloureuse époque, le protectorat de la France, qui était le véritable, je pourrais dire le seul protectorat des chrétiens du Liban, et qui existait depuis des siècles, ce protectorat s'est effacé. Les événements de 1840 ont porté le plus rude coup en Orient à l'influence française. Il aurait été possible de la relever, il fallait le vouloir ; mais, au lieu de le vouloir, vous êtes arrivés à vous annuler. Oui, messieurs (et c'est depuis sept ans la base des graves reproches que l'opposition adresse à M. le ministre des affaires étrangères), pour rentrer dans le concert européen, le ministère du 29 octobre a donné la plus éclatante, la plus déplorable approbation à tout ce qui avait été fait contre la France (Vive approbation à gauche), et dès ce moment notre protectorat dans le Liban a reçu, disons-le, une atteinte mortelle. (Oui ! oui !)

Comment ! il ne faut pas nous mêler activement, avec ardeur, de ce qui se passe dans le Liban ? J'aurais compris, hélas ! ce langage en 1841, au lendemain de 1840, quand on pouvait nous bercer d'un avenir meilleur ; mais après les événements de 1842, les événements de 1844, de 1845, de 1846, vous faites entendre ici de telles paroles ! Quoi ! messieurs, ces dévastations portées sur tous les points de la Mon-

tagne, ces violences, ces assassinats qui ont décimé les chrétiens du Liban, c'est là le seul sentiment que ces crimes horribles vous inspirent, à vous, population chrétienne et française ! C'est devant un tableau si désolant que vous approuvez ceux qui vous disent qu'il faut bien prendre garde d'intervenir d'une manière active ! Pour moi, je le déclare, en présence d'un peuple si misérable, qui subit les atrocités aussi grandes, je réclame ici, je réclamerai partout l'intervention de la France pour le soutenir de sa force, de sa volonté. (Bravo ! bravo !)

Et, messieurs, il s'agit des chrétiens du Liban ! Les chrétiens du Liban ! mais ils sont vos frères depuis des siècles, non pas seulement vos frères en religion, mais vos frères à la guerre, vos frères sur les champs de bataille. Dans toutes les circonstances, vous les avez trouvés. Saint-Louis les a trouvés, Napoléon les a trouvés. (Bravos sur plusieurs bancs.)

Comment ! en présence de ces deux grands noms, les chrétiens du Liban ne doivent obtenir de vous que cette marque d'un stérile intérêt :

« Persuader à la Turquie que vous ne voulez intervenir que de manière à ne pas l'inquiéter ; persuader aux chrétiens que vous ne voulez intervenir que de manière à ne pas inquiéter la Turquie ! »

Messieurs, croyez-le bien, c'est le dernier coup porté au reste de l'influence française en Orient. Et j'ajoute que c'est la première fois qu'on a dit qu'il fallait parler si humblement dans ce pays.

On a parlé du gouvernement d'Ibrahim-Pacha dans la Syrie. Messieurs, j'ai vu Méhémet-Ali à l'époque où il a été si malheureusement dépossédé de la Syrie : à cette époque, il faut bien qu'on en convienne, les

chrétiens du Liban étaient parfaitement tranquilles ; ils n'étaient pas sous le couteau des Druses ni des Turcs ; ils étaient paisibles, les Druses ne bougeaient pas.

On a dit que c'était le résultat de la barbarie d'Ibrahim-Pacha. Non, non, la barbarie n'a pas des fruits si heureux ! Je vais vous dire une parole de Méhémet-Ali, qui vous prouvera que ce n'était pas de la barbarie que ce gouvernement ; Méhémet-Ali m'a fait l'honneur de me le dire à moi-même. (Mouvements divers.)

Nous parlions un jour de religion, sous le point de vue qui nous préoccupe fort peu, j'en conviens, pour nos populations occidentales, mais qui est immense pour les populations d'Orient.

Eh bien ! savez-vous comment Méhémet-Ali m'expliquait le calme et la paix dont il avait fait jouir la Syrie, comment il n'y avait plus de guerre d'extermination entre les Druses et les Maronites, ou plutôt comment il avait forcé les Druses à respecter les Maronites ?

Il me disait :

« Moi et mes enfants, en fait de religion autre que notre culte, nous avons des opinions, des principes, qui, j'espère, ne périront pas dans ma famille ; nous ne nous mêlons pas du culte des autres ; chacun exerce sa religion comme il le juge convenable, et, pour que l'ordre public ne soit pas troublé, nous n'intervenons pas. Nous tenons entre tous la balance, et malheur à qui voudrait mettre la force dans un des deux plateaux ! » (Mouvement général.)

Voilà ce que me disait Méhémet-Ali.

Mais quand au lieu de laisser entre les mains de

ce prince qui n'est certainement pas un barbare comme vous le dites, mais qui, au contraire, a dominé la barbarie ; quand vous lui avez enlevé la situation qu'il avait en Syrie, alors le désordre a commencé ; alors votre protection de France n'a plus compté pour rien : elle était beaucoup pour Méhémet-Ali ; elle n'a plus rien été pour les Turcs. Savez-vous pourquoi ? Je vais vous le dire : vous êtes descendus, les autres puissances ont monté. (Bravo ! à gauche. Oui ! oui !) Oui, messieurs, autant la France descendait, autant les autres puissances s'élevaient, et alors les Turcs ont fini par donner droit aux autres puissances, et plus à vous ; et l'intérêt des autres puissances, entendez-le bien, c'est qu'il y ait des troubles, parce qu'alors, comme votre protection ne vaut plus rien, c'est la protection des autres puissances qu'on réclame, et les autres puissances vont s'établir en Orient sur vos ruines. (Approbation.)

Eh bien ! détruisez donc l'ouvrage de saint Louis et de vos rois ; anéantissez d'un coup ces populations chrétiennes qui ont la même foi, qui ont le même Dieu, qui ont la même religion que vous, vous en êtes les maîtres ! (Interruption prolongée.)

Si vous voulez parler haut, ces populations ne tomberont pas ; si vous voulez vous faire voir tels que vous devez être, elles seront respectées. Mais si, au contraire, vous suivez la marche adoptée depuis sept ans, les Druses et les Turcs recommenceront l'année prochaine ce qu'ils ont fait l'année dernière ; et quand nous reviendrons vous solliciter pour les chrétiens du Liban, nous le ferons en ajoutant ces désolantes paroles : Nous sollicitons pour nos malheureux frères, dont le sang a été de nouveau répandu en Syrie, parce

que vous avez manqué de force et de fermeté; ce sang n'aurait pas coulé si vous aviez eu foi dans votre force et dans les plus glorieux souvenirs. (Vive approbation. — Applaudissements à gauche.)

M. de Malleville termina ainsi cette discussion :

Je rappellerai à la Chambre que la Convention nationale, au plus fort de la lutte terrible engagée avec l'Europe entière, savait faire respecter, en 1794, sur la montagne du Liban, le nom français; Aubert Dubayet, ambassadeur de la République française à Constantinople, ayant appris que les églises étaient fermées et que les prêtres étaient insultés dans le Liban, partit lui-même et se rendit sur les lieux pour faire rouvrir les églises et respecter les prêtres; noble et glorieux souvenir qui consacre sa mémoire et nous lègue un grave enseignement. Tandis que la Convention, dans l'entraînement et la fermentation des passions de cette époque, fermait les églises de France, son ambassadeur, pour rester fidèle à son mandat, les faisait rouvrir et respecter dans le Liban, en les plaçant sous la protection du drapeau tricolore. (Sensation prolongée.)

A bout d'arguments, battu en brèche par ses meilleurs amis, qui n'admettaient plus son silence, M. Guizot ne trouva plus d'autre moyen de s'en tirer qu'en faisant faire une nouvelle enquête. Il en chargea M. de Lallemand, et, pour inspirer confiance aux catholiques, il lui joignit M. Eugène

Boré, qui, sans appartenir encore à la congrégation des Lazaristes, faisait tourner au profit des intérêts religieux tout le crédit que lui donnaient ses remarquables travaux scientifiques.

Immédiatement, les deux commissaires choisis par le ministre se transportèrent en Syrie. C'était un jeu joué d'avance. M. Guizot, depuis sept ans qu'il était aux affaires, devait connaître l'état du pays; il voulait seulement fermer la bouche aux députés qui, à la session prochaine, lui adresseraient encore de nouvelles interpellations, en leur présentant un rapport de fraîche date tout conforme à sa politique. Les commissaires reçurent donc en partant des instructions en conséquence. D'un autre côté, on ne manqua point de faire préparer le terrain pour leur arrivée au Liban. La chose était facile: hormis les Maronites, tout le monde y avait intérêt, le gouvernement ottoman, les puissances étrangères et les représentants de la France en ce pays. En effet, pour ces derniers, le moindre blâme jeté sur leur conduite s'il ne retombait point sur le ministre, retombait directement sur eux. Aussi, dès leur arrivée à Beyrouth, les deux commissaires furent bientôt gagnés à la politique anglaise et plutôt portés à admirer les réformes du gouvernement ottoman qu'à constater les persécutions dont la nation maronite avait été la victime. Quand, au

bout de quelques semaines, les commissaires vinrent rendre visite au patriarche de la nation, ils étaient tellement prévenus que celui-ci, dès la première parole, comprit qu'il n'avait pas affaire à des amis, mais bien à des hommes qui n'avaient d'autre but que de faire une inquisition défavorable à la cause maronite pour servir et exalter la Turquie. Les paroles se glacèrent dans la bouche de ce respectable vieillard, et il comprit que l'heure de la délivrance n'était pas encore arrivée. Les commissaires poursuivirent leur inquisition.

Ils trouvèrent beaucoup de sages arguments pour contredire presque en tous points le récit des voyageurs et de M. Lamartine lui-même, en faveur de la nation maronite. Les kalebs musulmans et les schismatiques grecs leur fournirent même des documents sur l'origine et l'histoire des Maronites, tout à fait en contradiction avec les historiens anciens les plus connus et les plus estimés des savants européens. C'est avec ces données que le rapport des deux commissaires fut rédigé, et sa conclusion inévitable a été, comme on peut bien le penser, l'approbation complète de la politique de la France et de l'administration turque au Liban.

Par suite des événements, ce rapport, fait pour M. Guizot, tomba entre les mains de M. de Lamartine, qui en fut indigné; mais il n'en resta

pas moins au ministère des affaires étrangères, comme document officiel.

M. de Lamartine n'était déjà plus au pouvoir quand il fut déposé au bureau de l'Assemblée nationale, et les membres de la commission du budget, la plupart très-neufs en diplomatie, appuyèrent leur jugement sur cette pièce de date récente. Il en est même résulté que, contrairement à ce qu'on s'est empressé de faire pour les autres pays, on a maintenu près du Liban tous les agents diplomatiques dévoués à la politique du gouvernement déchu. Qui plus est, M. Joseph Conti, vice-consul à Saïda, fidèle aux vieilles traditions de la France, était resté le seul défenseur officiel des Maronites ; ceux qu'il gênait toujours, nouèrent contre lui de basses intrigues ; et le nouveau ministre de la République le destitua comme réactionnaire, presque au moment où Pie IX lui envoyait, par un bref, une nouvelle marque d'approbation pour son dévouement à la cause des chrétiens. On peut juger du bon effet que dut produire au Liban le résultat de l'enquête ordonnée par M. Guizot.

Citons, à cet égard, le témoignage d'un correspondant du journal *L'Ère nouvelle*.

Quand les deux envoyés français arrivèrent en Syrie, j'eus occasion de les voir à leur passage à

Saïda (Sidon), et, dès notre première entrevue, je crus remarquer qu'au lieu de chercher à connaître à fond les malheurs des chrétiens du Liban afin de leur être utiles, ils cherchèrent plutôt les moyens de démentir tout ce qui avait été publié relativement à la fâcheuse position de ces chrétiens. Ils se contentèrent donc de visiter quelques villages dont les habitants avaient eu le bonheur de pouvoir réparer, en tout ou en partie, les dévastations dont ils avaient été victimes de la part des Druses. Je fis tout mon possible pour les engager à se rendre aux villages de *Niha*, *Maxzaréet-el-Chouf*, et *Measser*, Grarbi-el-Bequâ, qui ont été entièrement brûlés et dont les églises ont été démolies; et ils eussent pu visiter plus de cinquante autres villages qui n'ont pas été mieux traités. Je dois dire, pour être véridique, qu'ils me promirent de s'y rendre; et pour rendre un hommage à la vérité, je dois ajouter qu'ils n'en firent rien.

Ils me demandèrent ensuite mon avis sur les moyens à employer pour ramener dans la montagne la sûreté et la tranquillité: ma réponse fut que le seul moyen était de confier le gouvernement du Liban à l'émir Béchir, ou à quelqu'un de ses fils.

Les deux envoyés furent aussi voir monseigneur l'archevêque de Saïda..... Après la visite, ce prélat vint me trouver, et, les larmes aux yeux, il me dit avec l'accent de la douleur: « Nous nous attendions à voir des sauveurs dans les envoyés de notre protecteur, le gouvernement français; et, je suis navré de le dire, je ne trouve en eux que de nouveaux persécuteurs, puisqu'ils ne veulent s'arrêter qu'au dire de nos ennemis et ne cherchent qu'à nous démentir. Ils se sont servis de toutes sortes de subterfuges pour

m'arracher l'aveu que le dévoué père Azar, qui se trouve en France, n'était point mon grand-vicaire, et qu'il n'était point procureur de la nation maronite; enfin, avant peu vous verrez que ces messieurs nous auront fait plus de mal que de bien. »

CHAPITRE VII

LA SOCIÉTÉ DE SECOURS

EN FAVEUR DES CHRÉTIENS DU LIBAN.

Pendant que la question du Liban s'engageait politiquement avec le ministre, la Providence préparait pour les Maronites un plus puissant moyen de salut. Le délégué de la nation maronite avait été mis en rapport avec Mme la comtesse Anquetil. Dans le courant de janvier, 1846, elle rencontra par hasard un prêtre chaldéen accompagné d'une personne de sa connaissance : ce prêtre oriental avait l'air triste et malheureux, elle l'engagea à venir la voir. Il se rendait chez elle quelques jours après lorsque, trouvant en chemin le P. Azar, dont il était le confesseur, il le contraignit à l'y suivre. Ce que lui dit le pauvre délégué des Maronites sur les malheurs de sa nation la toucha si vivement qu'elle ne cessa plus d'en parler à ses amis, aux personnes de sa société, à tous ceux qu'elle rencontrait, se désolant comme fille de croisé de n'avoir aucun moyen de secourir ce peuple de héros et de martyrs aussi attaché à

les maux dont ils nous accablèrent furent accompagnés d'horribles barbaries; comment vous raconter ces choses? Les petits enfants déchirés en deux parts; d'autres hâchés à coup de sabre avec le sein qu'ils suçaient encore, avec les mains maternelles qui cherchaient à les garantir; d'autres tombant sur le corps de leurs mères, percés du coup qui leur donnait la mort; les ennemis n'ont pas même respecté les pauvres créatures qui n'avaient point encore vu le jour, ils les arrachaient par une large blessure du sein qui les recélait encore! Une foule de femmes et d'enfants périrent de ces différentes manières. Beaucoup de vierges furent déshonorées; beaucoup reçurent la mort en défendant leur pureté; d'autres furent tuées par les barbares qui la leur avaient ravie!... Beaucoup se tuèrent elles-mêmes en se précipitant des terrasses pour sauver leur virginité! Il serait trop long de vous raconter tous ces lugubres détails... Mais, chose terrible, et à laquelle la nature ne peut se soumettre, ce sont les barbares auteurs de ces crimes que l'Empire Ottoman nous a imposés pour gouverneurs et pour gardiens; les loups rapaces, pasteurs des timides agneaux! aussi nous ont-ils frappés d'un tribut de cinq années, doublant, triplant arbitrairement la taxe, et exigeant, contrairement à l'usage, le solde immédiat de cinq années d'avance. Comment pourrions-nous résister, nous que la famine affaiblit et décime chaque jour? Beaucoup d'entre nous d'ailleurs vivent hors de leur pays, errants dans les déserts et dans les lieux sauvages, et ne peuvent relever les ruines de leurs demeures, et pourtant ils n'ont aucun abri...

Vous qui savez tout ce qui s'est passé, vous, vers lesquels nous n'avons cessé de prier, nous avez-vous

donné quelque preuve du désir que vous aviez de nous sauver ? Que la volonté de Dieu soit faite !

Nous en appellerons maintenant à la miséricorde du Dieu tout-puissant, gloire soit à son nom ! nous en appellerons à la miséricorde de la sainte Vierge Marie, mère de Dieu, reine des Saints, fontaine des miséricordes, médiatrice de nos prières auprès de Dieu et dispensatrice de ses grâces ; nous en appellerons à cette mère sublime du genre humain, à cette mère de toutes les mères et de toutes les femmes ; nous en appellerons aussi à toutes ces femmes zélées pour le bien, qui font l'honneur de la France ; nous leur ferons entendre nos plaintes, nos gémissements et nos sanglots, et nous leur demanderons pitié ! pitié pour nous ! ô femmes chrétiennes de la France et de l'Europe, sauvez-nous de nos ennemis, *faites-nous rendre notre ancien prince, et sa famille et vous nous aurez rendu notre liberté*. Nous savons que vous pouvez le faire, car c'est par la main des faibles que le Seigneur se plaît à manifester sa puissance. N'est-ce pas par Moïse, Aaron et Marie qu'il a voulu sauver le peuple hébreu ; par Judith qu'il a délivré Béthulie ; par Esther qu'il a mis un terme à la captivité d'Israël ; enfin, par la sainte Vierge Marie, gloire à son nom ! qu'il a voulu sauver le monde ?

O nobles femmes de la France, vous dont le courage, la charité, le zèle ardent et la sensibilité ont souvent fait la gloire de votre patrie, le doux parfum de vos vertus est arrivé jusqu'à nous, et nous avons appris tout le bien que vous aviez fait au saint Pontife Pie VII, quand il se trouvait parmi vous ; nous l'avons su, car de concert avec les princes de l'Église, il a rendu hommage à vos mérites ; nous avons su que

la France que fidèle à sa foi. Le 25 janvier, elle écrivit au P. Azar de venir la revoir. Bien que le comte Raoul de Malherbe ne la connût pas, il consentit à l'accompagner pour lui servir d'interprète. Cet entretien ne fit qu'enflammer davantage le cœur généreux de Mme la comtesse Anquetil. Elle s'entendit sans plus tarder avec M. Raoul de Malherbe et alla trouver M. Desgenettes, curé de Notre-Dame des Victoires.

Le 2 février, la nation maronite fut placée sous la protection de Marie Immaculée, patronne de la France. Plusieurs réunions eurent lieu ensuite où furent convoquées les Dames qui s'intéressaient aux pauvres chrétiens du Liban. M. l'abbé Théodore Ratisbonne, aumônier de l'Œuvre de Notre-Dame de Sion, avait été invité à présider celle du 8 mars. Dans l'intervalle était arrivée la suivante lettre du vénérable Archevêque de Saïda, due aux femmes de la France, dont on commença par donner lecture à l'Assemblée :

Aux femmes de la France, dont les vertus, la grâce et la piété sont des perles sans taches, Dieu accorde la vie éternelle!

Après avoir adressé au Dieu tout-puissant, créateur de toutes choses, nos ferventes prières, pour qu'il conserve et qu'il répande sur vous les trésors de ses grâces, nous vous disons que nous avons déjà envoyé

au peuple français une adresse de la nation maronite et de nous, dans laquelle nous rapportons les maux inouïs dont les Druses et autres infidèles nous ont accablés, ainsi que les autres catholiques de Syrie.

Toute l'Europe connaît d'une manière certaine cette épouvantable catastrophe, cette guerre impie dans laquelle le sang du juste a coulé comme l'eau ; les églises, les couvents, les collèges ont été ruinés ; les femmes, les jeunes filles, les vierges consacrées au Seigneur ont été l'objet d'odieuses violences ; les images saintes, les croix bénies ont été livrées aux flammes ; les ministres de Dieu sont devenus le jouet des barbares ; les demeures des chrétiens ont été renversées et toutes leurs propriétés saccagées jusqu'à deux et trois fois.

Personne n'ignore aujourd'hui la profonde misère à laquelle se trouvent réduits les chrétiens nus, affamés, fugitifs, errants dans les déserts et lieux sauvages, n'ayant pour toute nourriture que des herbes bouillies, pour couche la terre dure, pour toit le ciel ; car, de tout ce qui leur appartenait, il ne leur reste plus rien qu'un sol inculte et dévasté. Il y a bien longtemps, depuis la première et la seconde guerre, que nous gémissons sous le poids insupportable de ces amères tribulations ; il y a sept années que cela dure, il y a sept années que nous nous résignons...

A peine avons-nous relevé, comme nous l'avions pu, nos églises et nos maisons, et réparé, autant qu'il était possible, nos désastres, que les ennemis se sont levés tout à coup et plus encore que dans la première guerre, ils ont de nouveau détruit et ravagé tout ce qui nous avait coûté tant de peines à renouveler. Tous

faire rendre notre prince et sa famille, et de nous aider par tous les moyens qui sont en votre pouvoir. Nous prierons le Dieu tout-puissant d'accroître vos vertus, votre gloire et votre vie dans tous les siècles. Amen, amen !

20 décembre, 1846.

ABDALLAH BOUSTANI,

Archevêque de Saïda,
et tous les fidèles maronites de son diocèse
accablé de douleurs.

M. l'abbé Théodore Ratisbonne prononça après la lecture de cette lettre une allocution dont voici l'extrait :

Depuis Godefroy de Bouillon jusqu'à saint Louis, depuis saint Louis jusqu'à Napoléon, les Maronites n'ont cessé de prêter à nos armes, à nos institutions, à nos conquêtes, le secours de leur valeur et de leur magnanime concours. Les Turcs les considéraient comme des enfants de France, tant il est vrai qu'une même foi, qu'une commune bravoure avaient uni cette héroïque nation à la nôtre : la Terre-Sainte tout entière était devenue une France ; et grâce aux merveilles de la croix, notre patrie put admirer sa parfaite image dans les lieux les plus sacrés et les plus vénérables de l'univers. A ces souvenirs, je me sens ému ; mon cœur s'ouvre et se dilate à la pensée de la Terre-Sainte où tant de grandes choses se sont accomplies. Et vous aussi, Mesdames, vous partagez mon émotion, car

toute la gloire des noms qui vous décorent, et les titres de vraie noblesse dont la France, quoi qu'on fasse, sera toujours fière, ont reçu leur consécration sur les champs de la Palestine; c'est cette terre, éternellement célèbre, qui, en échange du sang de vos pères, vous a communiqué la bénédiction dont elle est le foyer sacré, bénédiction qui a traversé les espaces et les temps, comme un fil d'or; et, passant de race en race, elle se perpétue jusqu'à la postérité la plus reculée. Ne vous étonnez pas du vif sentiment qui me domine; moi aussi je pense à ceux de mes ancêtres qui ont illustré cette terre; et si parmi les vôtres, vous contemplez, avec un juste orgueil, des guerriers illustres, de grands capitaines, des héros chrétiens, pour moi je salue, dans la généalogie de mes pères, les patriarches, les prophètes, les rois d'Israël, les apôtres de Jésus-Christ, la mère de Jésus et Jésus-Christ lui-même!... O Sion! si jamais je t'oublie; que ma droite soit mise en oubli; que ma langue se dessèche, si je ne me souviens de toi, si je cesse de prier pour toi et d'espérer le réveil de Jérusalem!

Cette terre toujours sacrée malgré sa décadence, crie aujourd'hui vers nous; Jérusalem, Bethléem, Nazareth nous implorent par la voix suppliante du vénérable archevêque de Saïda, dont le vaste diocèse embrasse tous les lieux saints et s'étend, à travers les chaînes du Liban, jusqu'en Syrie et jusqu'en Égypte.

A la lecture de sa lettre apostolique, adressée aux dames françaises, j'ai vu couler vos larmes, et j'ai tressailli d'espérance.

Et pourtant, Mesdames, pendant que je parle, il me vient une triste pensée. O mon Dieu, sommes-nous chrétiens comme l'étaient nos pères? sommes-nous

c'est vous qui, par vos dons, par votre protection, avez assuré le salut de la Grèce en assurant la ruine de ses ennemis. Sa liberté lui vient de Dieu et de vous. Elle est libre maintenant; ne jetterez-vous pas un regard sur nous que le baptême, la foi et la table sainte font vos frères? *N'avons-nous pas un même chef à Rome et ne sommes-nous pas une même Église catholique? Nous Maronites, ne vous sommes-nous pas liés d'une manière toute spéciale, nous dont le sang mêlé au vôtre n'est autre chose que votre sang? nos enfants sont vos enfants; car, à l'époque des croisades, nous marchions ensemble à la conquête de la Terre-Sainte. De nombreuses alliances nous ont fait les parents de vos pères; beaucoup d'entre nous sont Français d'origine parce qu'un grand nombre de croisés se sont fixés dans nos montagnes; et pourtant aujourd'hui ils sont Maronites. Puis, ô Français, ne sommes-nous pas liés à vous par le cœur?* et c'est encore cette raison qui nous fait dire que notre sang et notre honneur sont vôtres. Nous sommes vos enfants, car il y a bien longtemps que nous vivons à l'ombre de vos ailes. Une multitude de Maronites ont versé leur sang pour l'amour et pour la cause de la France; et cependant, depuis sept années surtout, nous a-t-elle donné quelque marque de sa protection! Mais c'est contre votre nom, contre le catholicisme et contre vous que l'on fait tout le mal dont nous nous plaignons. Chaque jour nos ennemis nous injurient et se moquent de nous à cause de vous: où sont, disent-ils, vos amis les Français? Où sont vos rois chrétiens? où sont leurs bâtiments et leurs soldats? se présentent-ils pour vous secourir? chiens d'infidèles que vous êtes! et pourtant, à chaque minute nos yeux s'abais-

sont du ciel sur la mer pour y chercher ces vaisseaux de la France qui viennent nous sauver. Mais tout ce temps a passé sans que personne nous accordât pitié, ni secours, et nous touchons à notre perte ; et beaucoup d'entre nous sont morts pour avoir conservé cette fatale espérance ; et les chrétiens et la France ont donné aux infidèles le droit de les mépriser.

Les malheurs dont nous parlons ont frappé surtout les diocèses de Beyrouth et de Saïda, qui embrassent la Terre-Sainte, Sour, Acre, Nazareth, Caïffa, Jaffa, Jérusalem, Bethléem, Naplouse, jusqu'à l'Égypte, jusqu'à la Mekke, jusqu'à Damas. Depuis quarante ans que je suis serviteur de ce diocèse, je n'avais jamais vu, jamais ouï dire, qu'une semblable désolation eût affligé les chrétiens de Syrie ; et pourtant, c'est notre amour pour la France, ce sont les prières que nous lui avons adressées qui ont attiré sur nous tant de maux.

Je n'ai point été épargné ; tout ce qui m'appartenait a été deux fois saccagé ; l'on ne m'a pas même laissé mon anneau, ma mitre et mon bâton pastoral ; car j'ai été forcé de fuir pour sauver ma vie, avec les seuls habits qui couvraient mon corps..... Deux cents membres de ma famille ont été massacrés par les infidèles ; je ne parle pas de ceux qui sont morts de misère ; toutes les églises, tous les couvents, tous les séminaires de mon diocèse, et ma propre maison archiépiscopale ont été détruits deux fois ; un grand nombre de mes prêtres et de mes religieux ont été égorgés, et moi-même je suis resté nu comme au sortir du sein de ma mère. Nous vous prions donc, femmes françaises, nous tous, peuple maronite, hommes et femmes, enfants et vieillards, religieux et religieuses, prêtres et laïques, d'appeler sur nous la miséricorde, *de nous*

pénétrés d'une vive et tendre charité ? Où sont les âmes ardentes, les âmes fortes, les âmes dévouées ? Regardez autour de vous, et comparez notre siècle aux siècles passés.

Autrefois un pauvre ermite, descendu des montagnes de la Judée, vint dire à l'Europe les malheurs des chrétiens d'Orient. A sa voix, les sollicitudes catholiques se raniment, tous les cœurs se recueillent, les esprits divisés se rapprochent; une pensée généreuse, interprétée par le Père commun des fidèles, se fait jour à travers les nuages des passions et des intérêts; elle brise l'égoïsme individuel et l'égoïsme féodal; tous les murs de séparation tombent; un merveilleux élan rapproche les rois et les peuples.

Les glorieuses croisades, avec leurs exploits immortels et le renouvellement qu'elles produisirent dans la civilisation du monde, furent les conséquences de ce mouvement de la charité chrétienne.

Aujourd'hui, vous voyez devant vous un nouveau Pierre l'Érmite (1). Échappé au massacre de l'antique Sidon, où trente membres de sa famille ont été immolés par les Druzes; envoyé à nous par le saint archevêque de Saïda, il cherche depuis près d'un an quelques cœurs attentifs, auxquels il puisse raconter les incroyables calamités qui affligent les Maronites. Quels ont été les fruits de notre compassion ? quelles mesures efficaces avons-nous prises ? quel intérêt salubre avons-nous accordé à des récits lamentables dont personne ne conteste la véracité ? Hélas ! à quels

(1) L'orateur montre le P. Azar, vénérable prêtre maronite, député des diocèses de la Syrie, qui se trouve dans l'assemblée.

fléaux réservons-nous donc nos assistances, si des catastrophes si déchirantes ne remuent point nos entrailles ?

Dira-t-on que le temps des croisades est passé ; que les circonstances, les mœurs actuelles, l'esprit du siècle ne rendent plus praticable ce qui fut possible autrefois ? Je ne m'inscris point contre ces assertions vulgaires ; je ne suis point ici assurément pour prêcher la guerre ; et néanmoins, si j'avais mission de traiter à fond une question qui, au premier abord, semble étrange, il ne serait peut-être pas si difficile de montrer que la différence des temps et des circonstances est tout à l'avantage de notre époque ; et que, sans aborder de plus hautes considérations, la décadence visible du mahométisme, les connaissances stratégiques et topographiques, les communications rapides et les faciles moyens de transport seraient de nos jours autant de gages de succès que nos devanciers ne possédaient pas. Il ne nous faudrait, au point de vue religieux, qu'un peu de foi pour transporter des montagnes ; mais cette foi, nous ne l'avons pas ; elle nous manque ; et, au point de vue politique, ce qui nous manque encore, c'est la liberté, et, le dirai-je, c'est la liberté du moyen âge ; car en ces temps anciens, qu'il nous plaît d'appeler barbares, les peuples, guidés par l'esprit religieux, pouvaient élargir leur sphère et se mouvoir dans de vastes proportions. Aujourd'hui, sous l'empire de la liberté moderne, ces grandes marches ne sont guère possibles ; affranchis de Dieu et des lois divines, libres de conscience, nous sommes maintenus par la police, maintenus par les intérêts, maintenus par la peur des cent codes qui, de nos jours, remplacent la crainte de Dieu.

Dans cet état de choses, sous l'empire d'une législation compliquée, où la dignité chrétienne disparaît devant une pompeuse légalité, nul n'espérera faire prévaloir quelque pensée vaste et généreuse, quelque entreprise désintéressée et vraiment libérale. Toutefois, j'ai la conviction que tôt ou tard il faudra une de ces pensées électriques pour dénouer les difficultés des temps actuels, et qu'une œuvre du genre de celles dont nous nous occupons, sera seule capable de purifier la civilisation et de transfigurer notre société malade et appauvrie.

La souveraine providence de Dieu amènera, avec le cours des événements, la solution de ces questions vitales; et, n'en doutez pas, c'est en Orient, sur les champs de bataille de la Palestine, arrosée du sang de Dieu et des hommes, qu'elles se résoudront avec éclat; c'est autour du berceau de l'humanité, devenu le tombeau du Rédempteur des hommes, que se décideront, en définitive, les destinées des nations et des empires de la terre.....

J'entrevois le germe de cette féconde pensée dans la question du Liban; et je pressens le mystérieux développement de cette cause, quand je songe que c'est devant vous, Mesdames, qu'elle a été portée. C'est vers vous que les chrétiens d'Orient ont tourné leurs regards; c'est à vous, Mesdames, qu'ils en ont appelé avec une juste confiance, et vous avez répondu à leur appel. L'influence douce et persévérante des femmes chrétiennes a toujours produit de grandes choses dans l'Église; car cette influence est irrésistible quand elle s'exerce, comme la vôtre, sous la protection manifeste de l'auguste Marie. Cette Mère bienfaisante, que vous avez invoquée en commençant

vos assemblées, bénira votre entreprise, et vous bénira vous-mêmes. Aussi la recommandation instante que je me permets de vous faire, c'est de vous pénétrer d'une confiance inébranlable. Ne reculez devant aucun obstacle ; vous réussirez infailliblement si vous savez croire et persévérer. Vos prières, vos offrandes, votre active sollicitude, vos démarches soutenues en faveur des chrétiens de Syrie, attireront peu à peu autour de vous d'innombrables sympathies dont le cercle, se dilatant de plus en plus, et s'élevant chaque jour au-dessus de son niveau, entraînera avec énergie tout ce qu'il y a d'esprits éminents en France et hors de France. Vous produirez ainsi, comme le disait naguère le digne propagateur de cette œuvre, une agitation pacifique, à l'instar de ces mouvements prodigieux dont les Irlandais nous ont offert tant de fois le sublime spectacle. Vous communiquerez à vos fils, à vos frères, aux hommes d'élite de notre pays les étincelles du feu sacré qui brûle dans vos cœurs ; et ainsi vous rendrez populaire une cause encore peu connue et qui, faible en ses commencements, surgira peu à peu, se déploiera avec majesté et finira par conquérir l'assentiment universel.

C'est à la suite de cette entraînante allocution que fut constituée la *Société de secours en faveur des chrétiens du Liban*. Les femmes de la France ne voulurent pas qu'on pût douter un instant de plus de leur charité et de leur patriotisme. Séance tenante, l'assemblée arrêta les statuts de

l'œuvre et procéda à l'élection de son conseil général, composé d'une quarantaine de dames. M^{me} la D^{esse} de Narbonne-Pelet fut choisie *présidente*; M^{mes} la M^{lle} de Brissac, la D^{esse} de Fitz-James, Rostand, la B^{onne} de Chapuis-Montlaville *vice-présidentes*; M^{me} la C^{esse} Anquetil *trésorière générale*; M^{me} la C^{esse} de Malherbe *secrétaire générale*; M^{lle} de Guinaumont *secrétaire adjointe*. Parmi les *conseillères* étaient M^{mes} la princesse de Beauveau, A. de Villesboisnet, C^{esse} de Guitaut, C^{esse} de Quélen, C^{esse} de Quatrebarbes, C^{esse} de Montalembert, A. de Baudon, M^{lle} de Saint-Seine, B^{onne} du Havelt, etc.

Au bout d'un mois, 400 dizaines de souscriptions avaient été distribuées, et bientôt l'œuvre s'était propagée dans toute la France. Des comités s'étaient déjà formés à Nancy, à Marseille, à Aix en Provence, à Saint-Brieuc, et même à Bruxelles et à Aix-la-Chapelle. Plusieurs dames protestantes qui s'étaient intéressées à l'œuvre avaient abjuré leur erreur, et d'autres étaient sur le point d'entrer aussi dans le sein de l'Eglise romaine.

M^{me} la C^{esse} Anquetil s'empressa, au nom de la Société, de rendre compte au Saint-Père de ces premiers et consolants résultats en implorant sa bénédiction. Sa Sainteté Pie IX daigna adresser à la Présidente le Bref suivant :

BREF

DE NOTRE SAINT-PÈRE LE PAPE PIE IX

A notre chère Fille en Jésus-Christ la noble duchesse de Narbonne, présidente de la Société de Secours en faveur des Chrétiens du Liban, à Paris, PIE IX, Souverain-Pontife.

Chère Fille en Jésus-Christ, noble femme, Salut et Bénédiction apostolique.

Nous avons connaissance des calamités à jamais déplorables qui accablent les infortunés catholiques du mont Liban, et Nous en ressentions une profonde douleur. C'est pourquoi Notre cœur s'est réjoui dans le Seigneur, et Nous Lui avons rendu de très-humbles actions de grâces en apprenant que les pieuses et nobles femmes de votre illustre ville y avaient fondé, sous le puissant patronage de la très-sainte et immaculée Vierge Marie, Mère de Dieu, une Société qui, animée d'un esprit de charité chrétienne, met tout en œuvre pour secourir ces fidèles affligés. C'est donc avec un grand bonheur, chère Fille en Jésus-Christ, que Nous avons reçu la Lettre que vous Nous avez adressée au nom de cette même Société, qui, Nous l'avons appris, s'est rendue digne des éloges de plusieurs de Nos Vénérables Frères les Évêques de France; et Nous vous déclarons que Notre volonté est entièrement favorable à cette Société, et que nous désirons qu'avec l'aide de Dieu cette Œuvre si pieuse et si sa-

lutaire SE PROPAGÉ heureusement de jour en jour, afin que ces malheureux fidèles puissent recevoir des secours plus efficaces. Soyez donc bien persuadée que Nous Nous prêterons de tout Notre cœur à ce que Nous saurons dans le Seigneur pouvoir accroître davantage le bien de cette Société. Bien plus, Nous espérons que, par la grâce divine, tous les fervents catholiques, touchés des extrêmes souffrances de ces mêmes fidèles et excités par l'aiguillon de la charité chrétienne, s'empresseront d'apporter à cette même Société leur concours le plus actif. Maintenant Nous prions le Père très-clément des miséricordes, Nous le prions humblement de jeter un regard favorable sur cette Société, de bénir ses pieuses intentions et ses œuvres et d'accorder à tous ses Associés l'abondance des biens et du Salut. Comme présage de sa divine protection et comme gage de Notre affection particulière, Nous aimons à vous accorder, chère Fille en Jésus-Christ, à vous et à eux et de tout Notre cœur, Notre Bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Sainte-Marie-Majeure, le 29 janvier de l'an 1848.

An second de notre Pontificat.

Signé : PIE P. P. IX.

Les dames de France ne pouvaient recevoir de Rome un plus flatteur encouragement. Non-seulement le Saint-Père se déclarait entièrement favorable à leur société, mais il leur exprimait le désir qu'une œuvre aussi pieuse et aussi salutaire se

propageât, et que tous les fervents catholiques lui prêtassent leur concours le plus actif.

Malheureusement un mois ne s'était pas écoulé que Paris était bouleversé par une nouvelle révolution, et que toutes les dames à qui ce bref était adressé étaient déjà dispersées. Cependant elles n'avaient pas manqué de propager l'œuvre en province, partout où elles se trouvaient. Dès l'année 1851, sous le nom de Notre-Dame de Nazareth, elle avait pris un nouvel élan à Laval, à Angers, à Caen et dans plusieurs villes de Normandie, tant du diocèse de Rouen que de celui de Bayeux.

À Paris, les hommes seuls avaient pu continuer à s'occuper des chrétiens d'Orient. M. de Lamartine, que les circonstances avaient placé à la tête du gouvernement, était bien disposé pour eux; mais au milieu des préoccupations politiques, il n'avait pu rien faire en leur faveur, pas plus que M. de Tocqueville.

Puis, quand Louis-Napoléon arriva au pouvoir, tout jaloux de suivre les traces de son oncle, il craignait non moins que Louis-Philippe de se compromettre avec l'Angleterre et, sous le second empire, les assemblées délibérantes avaient été si bien muselées qu'il devenait inutile de recourir à leur intervention. Du reste, après la guerre de Crimée, Napoléon III s'était plus que jamais enchaîné par le traité de 1856 qui admettait la

Turquie dans le concert européen. Le sultan, pour prouver son indépendance et montrer qu'il méritait la confiance que lui accordaient les grandes puissances, avait voulu les prévenir. Par son hattî-humayoun du 18 février 1856, il avait accordé à tous les chrétiens de l'empire ottoman le libre exercice de leur religion.

Tous les catholiques qui s'intéressaient aux chrétiens du Liban avaient déjà compris depuis plusieurs années qu'il n'y avait plus rien à faire pour eux que de les aider par l'instruction à conserver et raffermir leur foi; le meilleur moyen assurément était de soutenir, de développer les Écoles des diverses congrégations religieuses qui s'étaient établies en Orient, et dont les efforts avaient déjà produit les plus consolants résultats. Ils ne tardèrent pas à fonder une nouvelle œuvre dont voici le prospectus.

La question d'Orient vient de faire un pas immense; elle réclame désormais la sollicitude active de quiconque s'intéresse à la cause de la civilisation et au bonheur de l'humanité.

Au moment où l'expédition de Crimée, en montrant de près aux musulmans l'héroïsme chrétien de nos soldats, le dévouement de nos prêtres et de nos Sœurs de Charité, achève de faire tomber d'anciennes barrières, voici que le décret rendu par le Sultan le 18 février 1856, inaugurant des réformes longtemps

désirées, affranchit d'un joug odieux les communautés chrétiennes, en même temps qu'il annonce l'intention de *mettre à profit les sciences, les arts et les capitaux de l'Europe*.

Ce nouvel état de choses, qui renferme tant d'espérances, n'est pas toutefois sans dangers. Qu'arriverait-il si le progrès matériel devançait le progrès moral, et si la religion n'était pas là pour contenir les ambitions et modérer les cupidités ardentes qui font quelquefois payer si cher les bienfaits de l'industrie ?

Des hommes de foi et d'intelligence ont pensé qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et qu'il fallait prendre acte des concessions nouvelles faites au christianisme à la face du monde entier, pour assurer le triomphe des principes sacrés qui sont la sauvegarde, la vie et le salut des sociétés. Au souvenir de ces nobles Églises de l'Asie-Mineure, de la Syrie et de l'Égypte, autrefois si florissantes, ils se sont pris à espérer que le catholicisme, en relevant son empire dans ces contrées, leur rendrait quelque chose de leur antique fécondité, et qu'il s'y formerait de nouveaux foyers d'où la lumière rayonnerait sur le reste de l'Orient. Ils ont cru que le jour approchait où ces Églises, conservant leurs rites vénérables, reprendront avec joie les liens qui les rattachaient au Saint-Siège : union qui serait, pour de grands peuples, le gage d'un heureux avènement à la civilisation. Il leur a semblé qu'on ne pouvait, en aucune manière, abandonner ces braves et chrétiennes tribus du Liban, toujours si amies de la France. Leur ambition serait de voir surgir autour du saint Tombeau dont nos pèlerins ont repris la route, un peuple de *vrais ado-*

rateurs en esprit et en vérité. Enfin, ils voudraient rendre tous ces hommes, de races et de sectes si diverses, dignes de la liberté qui leur est offerte. Ce serait, à leurs yeux, le plus consolant résultat de la guerre d'Orient, comme aussi le plus solide et le plus durable.

En conséquence, une association a été formée sous le nom d'*Œuvre des Ecoles de l'Orient*, dans le but de propager par l'éducation ces deux choses qui, à le bien prendre, n'en font qu'une : la civilisation et le christianisme.

Il ne faut pas croire que notre Œuvre, à son début, trouve le terrain tout à fait inculte. Il existe déjà, en Orient, des établissements d'éducation, et pour n'en citer que quelques-uns, Constantinople, Salonique, Smyrne, Antoura, Gazir, Alexandrie, possèdent des collèges et des séminaires dirigés par les lazaristes et les jésuites, et où s'élèvent de bons pères de famille, d'honnêtes négociants, des prêtres pieux et instruits, dont le besoin est si grand dans ces contrées. Les Frères des Écoles chrétiennes, les Sœurs de la Charité, les Dames de Saint-Joseph, depuis quelque temps les Sœurs de Nazareth, peut-être encore d'autres congrégations qui nous sont inconnues, tiennent ces écoles que fréquente volontiers l'enfant du pauvre, et qui ne sont pas moins populaires en Orient qu'en Europe.

Les multiplier, les accroître, les assister : tel est, en trois mots, le but de notre Œuvre.....

Notre appel sera-t-il entendu ? Oui, sans doute ; et nous en avons pour garant le sang versé en Crimée. *La liberté qui vient d'être accordée aux chrétiens d'Orient, c'est le prix de ce sang !* Ne la laissons pas

perdre, rendons-la, par de constants efforts, féconde pour le bien.

On a pu élever des doutes sur l'exécution du décret du 18 février, et n'y voir qu'une utopie : notre Œuvre a précisément pour but d'en faire une réalité vivante et solidement enracinée dans les mœurs. Si le moyen que nous proposons n'est pas le seul, il est du moins l'un des plus sûrs et des plus pratiques.

Les personnes dont les noms suivent sont les premières qui se sont rencontrées dans cette pensée. Elles ont cru qu'il suffisait de la faire connaître pour la faire accueillir.

PRÉSIDENT D'HONNEUR : M. le maréchal BOSQUET.

Président M. le contre-amiral MATHIEU.

Vice-Présidents . . . MM. Le baron CAUCHY, membres de l'Institut. LENORMANT.

Secrétaire général . . M. VALLON, membre de l'Institut.

Secrétaires MM. TH. DE BAUDICOUR, de BETTENCOURT, SAINT-HILAIRE.
MERCIER DE LACOMBE.

Trésorier M. VATON, libraire-éditeur,

Comité administratif MM. Le vicomte DE MELUN, *président* ; le comte DE BERTOU, CORNUDET, conseiller d'Etat ; le marquis DE GONTAUT SAINT-BLANCARD ; DE MAS-LATRIE, chef de section aux Archives de l'Empire ; le baron DE MONTIGNY.

Conseil général. MM. le baron D'ACHER DE MONGASCON, LOUIS DE BAUDICOUR, ADOLPHE BAUDON, le vicomte

BENOIST D'AZY, DE BERTY, BINET, membre de l'Institut, BONASSIEUX, statuaire, DE BONNARD, membre de l'Institut, le marquis DE BONNEUIL, le marquis DE BRIGNOLE-SALE, le prince ALBERT DE BROGLIE, le général baron DE BRUNO, le vicomte CAMPDEN, le prince DE CHALAIS, le général comte DE COTTE, aide-de-camp de l'Empereur, le comte DE CORNULIER, THÉODORE DAUCHEZ, DAUSSE, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, DEMANTE, professeur à la Faculté de Droit, DU BOYS, le comte DE FALLOUX, membre de l'Institut, FAUGÈRE, sous-directeur au ministère des Affaires étrangères, FLANDRIN, membre de l'Institut, le marquis DE GABRIAC, sénateur, GARCINDE TASSY, membre de l'Institut, ALBERT GAUDRY, le marquis DE GODEFROY MÉNIL-GLAISE, le général comte DE GOYON, aide-de-camp de l'Empereur, le baron DU HAVELT, HARDOIN, conseiller à la Cour de cassation, le baron HYDE DE NEUVILLE, le général, vicomte DE LAHITTE, sénateur, le comte DE LAMBEL, le comte DE LUPÉ, MALLAC, MANDAROUX-VERTAMY, CHARLES MERCIER DE LACOMBE, le baron DE MEYSENBURG, conseiller aulique, DE MONY DE MORNAY, chef de division au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, DE PARIEU, vice-président du Conseil d'Etat, PAVET DE COURTEILHES, le comte PAUL DE PÉRIGORD, POUJOLAT, EUGÈNE RENDU, HENRI DE RIANCEY, le comte DE ROTTERMUND, le vicomte DE ROUGÉ, membre de l'Institut, conseiller d'Etat, le marquis DE SAINT-BLANCARD, le baron DE SAINT-LAURENT, le baron CARDON DE SANDRANS, maître des requêtes au Conseil d'Etat, DE SAULCY, membre de l'Institut, le baron SÉGUIER, membre de l'Institut, le comte DE SÉGUR D'AGUESSEAU, sénateur, le marquis DE SÉRAINCOURT, TRANCHANT, inspecteur des services

maritimes des Messageries impériales, TULASNE, membre de l'Institut, DE VERNEUIL, membre de l'Institut, le marquis DE VIBRAYE, DE WAILLY, membre de l'Institut, WILBERFORCE, le baron DE WITTE, correspondant de l'Institut.

L'Association se félicite de la part que veulent bien prendre à ses travaux, en l'aidant de leurs lumières et de leurs conseils, MM. ÉTIENNE, supérieur général des Lazaristes et des Sœurs de la Charité ; SALVAYRE, procureur général des Lazaristes ; les RR. PP. DANIEL, GAGARIN, KELLER, WELD, de la Compagnie de Jésus, le frère PHILIPPE, supérieur général des Frères des Ecoles chrétiennes.

La sphère d'action de la nouvelle œuvre s'était agrandie ; elle n'avait plus seulement en vue les chrétiens du Liban, mais tous les chrétiens de différents rites disséminés dans le vaste empire ottoman. Des hommes aussi distingués par leur science que par leur vertu avaient remplacé dans son conseil général les pieuses et charitables dames de la première société de secours. On n'avait pas cru tout d'abord devoir y comprendre des ecclésiastiques : il ne s'agissait pas de discuter sur des points de doctrine, encore moins d'intervenir dans le gouvernement de l'Église, mais uniquement de lui procurer les ressources dont elle avait de plus en plus besoin à mesure qu'elle était spoliée de ses anciens domaines. En dehors de l'œuvre, plusieurs membres de congrégations religieuses

plus particulièrement appelés à partager les aumônes avaient bien voulu promettre de l'aider de leurs lumières et de leurs conseils.

Le président, M. le contre-amiral Mathieu, frère du cardinal-archevêque de Besançon, était un catholique sincère et pratiquant. Dès le 1^{er} septembre 1856, faisant part aux évêques de la France de l'œuvre naissante, il leur demande aussi pour elle leur appui et leurs conseils.

Au début, le conseil de l'œuvre se réunissait chez M. Mandaroux-Vertamy, l'un de ses membres; pour éviter les frais on n'avait loué aucun local; mais bientôt le Cercle catholique du Luxembourg lui offrit le sien tant pour ses réunions que pour son garçon de bureau, le seul agent rétribué qu'elle eût alors. M. l'abbé Lavigerie, professeur d'éloquence sacrée à la Sorbonne, fréquentait ce Cercle de jeunes gens dont beaucoup suivaient son cours; il était par là fixé à Paris, on le pria dès lors d'accepter la direction de la petite administration de l'Œuvre des écoles d'Orient.

Les semences jetées par l'ancienne société ne demandaient qu'à éclore. Elle avait intéressé la France entière; d'autres comités se réorganisèrent dans la plupart des villes où elle avait été implantée et les premiers souscripteurs s'empressèrent d'adresser à la nouvelle œuvre leurs aumônes et leurs dons de toute espèce. Les ressources

s'augmentaient chaque année; mais, réparties entre un plus grand nombre d'établissements, la part de chacun était bien restreinte, en présence de besoins qui se multipliaient dans des proportions plus grandes encore. Les faibles allocations suffirent néanmoins en quelques années pour leur donner à tous un merveilleux élan.

Les Lazaristes avaient développé leur collège d'Antoura; les Jésuites celui de Ghazir. Ce dernier était sous la direction d'un Père qui avait été étudier plusieurs années l'arabe et le syriaque dans le séminaire patriarcal d'Aïn-Ouarka, incendié lors des dernières guerres, et avait à cœur de le remplacer en préparant au sacerdoce une soixantaine de ses élèves. Les PP. Jésuites s'étaient aussi établis à Saïda. Le vénérable archevêque maronite, Mgr Abdallah Boutani, était déjà mort; mais son neveu, qui lui avait succédé, ne lui cédait en rien par la science comme par la vertu. Mgr Boutros Bostani, ancien élève de la Propagande, s'était empressé d'appeler les bons Pères à son aide dans sa résidence de Deir-el-Kamar, où ils avaient pu ouvrir trois écoles. Les Jésuites n'avaient pas tardé à s'installer à Zahleh dans le diocèse de Baalbeck, et à Bekfaïa, sur les confins du Kesrouan, au-dessous de la résidence de l'archevêque maronite de Chypre, qui avait ce district sous sa juridiction.

A Bekfaïa, le R. P. Estève, supérieur de leur mission de Beyrouth, avait organisé sous le nom de Frères Xavariens un institut de maîtres d'écoles indigènes. Ces Frères se dispersaient dans les villages maronites pour faire l'école aux garçons. Leur entretien n'était pas très-coûteux ; une fois la maison d'école trouvée, les parents des élèves les nourrissaient à tour de rôle. Ils n'étaient à la charge des Pères que lorsque l'école se vidait complètement, à l'époque de l'éducation des vers à soie, dont les enfants étaient chargés par leurs parents. Les bons Pères en profitaient pour les former dans la retraite et compléter leur instruction. Le curé maronite de Bekfaïa venait tous les jours leur donner des leçons ; on lui allouait 50 piastres (12 francs par mois), c'était un moyen de subvenir à l'entretien du clergé indigène. Les Xavariens étaient établis dans bon nombre de villages de la montagne ; on en demandait partout jusqu'aux environs de Jérusalem. L'institut n'y suffisait pas ; il fallait aller au plus pressé. C'est ainsi que les Pères en avaient envoyé trois à Nazareth et à Sour pour combattre les essais de propagande que faisaient les protestants de ce côté. L'un de ces Frères était chargé de la direction des autres ; de temps en temps les Pères Jésuites venaient les visiter.

Avant de songer aux Frères Xavariens, depuis

une huitaine d'années, le Père Estève avait fondé, sous le nom de Sœurs Mariamettes, une petite communauté de Sœurs indigènes pour l'éducation des filles.

Deux femmes d'une famille aisée de Bekfaïa se trouvant veuves, avec quatre filles, étaient venues le trouver pour lui exprimer le désir de se vouer au service du bon Dieu. Le P. Estève les avait engagées à se consacrer à l'éducation des enfants et leur avait tracé quelques règles de conduite. Un prêtre maronite de leur famille avait voulu participer à cette œuvre et y avait employé tout son petit avoir ainsi que les bonnes veuves. Les Mariamettes étaient au nombre de trente dont quatorze avaient déjà fait leurs vœux. Elles portaient un voile rouge pour les mieux distinguer des femmes du pays. Elles vivaient dans les villages où elles étaient installées de la même manière que les Frères Xavariens, se contentant de la nourriture que chaque jour les enfants leur apportaient à tour de rôle. Quand leurs écoles étaient désertes, elles allaient faire une retraite à Bekfaïa : nous les y avons trouvées dans ces circonstances. Elles étaient sous la direction d'un prêtre maronite qui habitait la maison des PP. Jésuites. Le couvent des Mariamettes n'était qu'à quelques pas de là ; c'était une modeste chaumière qui ne contenait que deux ou trois

chambres, dont la plus spacieuse servait de jour à tous les exercices de la communauté, et la nuit se convertissait en dortoir. Lorsque nous y sommes entrés, l'une des Sœurs était occupée à repasser les linges d'église et se félicitait de travailler pour le bon Dieu ; leur pauvreté ne les a pas empêchées de nous servir une tasse de café selon l'usage du pays. Au milieu de leur dénuement, elles avaient la sérénité que donne une parfaite confiance en la Providence. Elles nous ont beaucoup remerciés de notre visite et nous ont demandé de prier pour elles. Ces bonnes Sœurs, comme les Frères Xavariens, étaient demandées partout. Les PP. Jésuites en avaient près d'eux quatre à Ghazir. Elles y faisaient l'école aux petites filles du village ; elles tenaient avec beaucoup d'ordre la lingerie de leur collège et étaient même chargées de faire le pain. Trois Mariamettes avaient été détachées auprès des Sœurs de Nazareth et de Caïfa : les nouvelles religieuses indigènes avaient ainsi une excellente occasion d'apprendre le français et de se perfectionner dans leur vocation. Les Sœurs Mariamettes ont profité d'une portion du reliquat des cotisations recueillies par la première société de secours. M. le comte de Brissac qui en était le dépositaire a envoyé, pour les encourager, une somme de 5,000 francs aux PP. Jésuites

avant la fondation de l'œuvre des Écoles d'Orient.

Les petits subsides de cette dernière Œuvre avaient été d'un grand secours pour les Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition. Fondées à Castres, par la vénérable sœur du baron Victor, elles avaient commencé par s'établir à Alger; mais elles avaient dû céder la place aux Filles de charité de Saint-Vincent de Paul, dont le nombreux personnel pouvait, plus sûrement qu'une congrégation naissante, pourvoir aux premiers besoins de la colonie. Le zèle charitable moins comprimé des Sœurs de Saint-Joseph n'en avait pris qu'un plus grand essor. M. l'abbé Bourgade, aumônier de la chapelle de Saint-Louis de Carthage, les avait fait venir à Tunis pour leur donner la direction des écoles des filles; elles n'avaient pas tardé à aborder les autres ports de la régence. Bientôt appelées à l'hôpital de Jérusalem, elles y avaient ouvert une école, ainsi qu'à Bethléem, à Jaffa et à Saïda où elles avaient été attirées par les PP. Franciscains. Les Sœurs de Nazareth, déjà venues de leur maison-mère de Paris en Palestine, ne s'étaient pas bornées à l'école de Nazareth, elles s'étaient établies à Caïffa, en face du Mont-Carmel, puis à Sour sur les confins de la Galilée.

Mais l'Œuvre des écoles d'Orient avait surtout contribué au développement des écoles dans les

grandes villes, qui offraient plus de ressources et où les enfants des différents rites étaient plus confondus. Les Sœurs de Saint-Vincent de Paul, établies à Beyrouth, comme à Constantinople, à Smyrne et à Alexandrie, n'avaient pas craint d'aller s'installer à Damas. Les bâtiments qu'il avait fallu construire, avec le mobilier nécessaire pour les mettre en état de pourvoir convenablement à toutes leurs œuvres, n'avaient pas moins coûté qu'un million de francs.

Les établissements des Frères des Écoles chrétiennes s'étaient aussi beaucoup développés à Constantinople, à Smyrne et à Alexandrie. Dans cette dernière ville, ils réunissaient environ 500 enfants de toutes les nations et même de religions différentes. Ils avaient des Juifs, des Musulmans et même des Grecs-schismatiques parmi leurs élèves. Ils n'avaient pas tardé à être appelés au Caire. Le vice-roi d'Égypte leur avait donné un grand emplacement et leur avait offert l'argent nécessaire pour y construire un pensionnat.

Les Dames du Bon-Pasteur s'étaient chargées, au Caire, de l'éducation des filles et même du soin des malades ; elles recevaient aussi les enfants de toutes les religions. Sans qu'elles cherchassent à faire aucune conversion, leur éducation chrétienne ne produisait pas moins ses fruits dans

toutes ces jeunes âmes. La supérieure nous raconta quand nous allâmes les visiter, que naguère elle avait vu une jeune musulmane apprendre à une juive à faire le signe de la croix. Quelques semaines auparavant, pendant que les enfants étaient en promenade, un jour de congé, une petite mendiante arabe s'était approchée et leur avait demandé d'où elles étaient. Apprenant qu'elles étaient chez les religieuses, la petite Arabe voulut aussi se faire admettre. Les Dames du Bon-Pasteur l'avaient accueillie après en avoir fait la déclaration au consul. La pauvre enfant était si heureuse d'être dans cet établissement, qu'elle n'avait qu'une crainte, c'était qu'on vint l'enlever. Elle s'est sauvée, quand elle nous a vus le jour où nous visitions l'école; elle s'est cachée comme un petit chat sous une table, et l'on a eu beaucoup de peine à l'en faire déloger, tant elle avait peur d'être vendue.

CHAPITRE VIII

L'ANARCHIE AU LIBAN

Malgré toutes les vexations dont les Maronites étaient l'objet, la paix finit par se rétablir. Ces laborieuses populations du Liban réparèrent bientôt en partie les désastres de la guerre ; le commerce de la soie avait porté plusieurs négociants de Beyrouth à former des établissements au milieu de la montagne (1) ; une compagnie française s'était chargée de la construction d'une route carrossable à travers la montagne devant relier cette dernière ville à Damas ; enfin, grâce aux collectes faites en France, des écoles, comme nous l'avons vu, avaient

(1) Le commerce de la Syrie, aujourd'hui envahi par les marchandises anglaises, se faisait précédemment d'une manière exclusive avec la France. Le Mont-Liban ne produisait que de la soie et toute cette soie est encore expédiée à Marseille, soit en cocons, soit filée sur les lieux par des filatures françaises. La sésame, la graine de lin et les huiles de la plaine sont aussi achetées par le commerce français. Les laines, les cotons et les noix de galle n'étaient pas, jusqu'alors, exportés exclusivement en France, mais le nouveau système douanier devait les y attirer. La France qui fournissait à ce pays la majeure partie des draps, soieries et denrées coloniales nécessaires à sa consommation, y avait ajouté d'autres produits de ses fabriques, dont l'exportation devenait plus facile par les modifications apportées dans les rapports internationaux de son commerce.

été fondées de tous les côtés ; les sœurs et les missionnaires catholiques s'étaient répandus dans tout le Liban, sinon pour relever la foi toujours très-vive de ses habitants, du moins pour les tirer de l'ignorance et les élever au niveau des chrétiens de l'Occident. Cette pacifique conquête de la charité catholique contrariait plus que jamais les projets de l'Angleterre : elle reprit ses sourdes menées.

La nouvelle organisation du Liban rendait les choses beaucoup plus faciles. Cette fois elle ne se contenta pas d'agir sur les Druses, ses émissaires se répandirent au milieu des chrétiens. Il ne leur fut pas difficile de trouver des mécontents et de les révolter contre les autorités constituées.

L'émir Béchir Abou-Ellameh, choisi pour kaïmakam maronite, appartenait à une famille distinguée, mais qui l'emportait peu sur la famille Gazen. Cette dernière famille, beaucoup plus ancienne, beaucoup plus nombreuse, était placée à la tête du Kesrouan, le plus riche district du Liban, et possédait une fortune considérable. Elle n'avait accepté Abou-Ellameh comme kaïmakam, qu'à condition qu'il s'engagerait à ne pas se mêler des affaires de son district. Mais dans les familles nombreuses, quelque honorables qu'elles puissent être, il est difficile qu'il ne se rencontre pas quelques mauvais frères. Le consul

anglais de Beyrouth, bien au courant de tout, en avait trouvé dans la famille Gazen, les avait présentés au pacha et leur avait fait obtenir le titre de bey. Ils étaient ainsi devenus ses obligés. Quelque temps après, il les engagea à se substituer au cheïck de leur district, agréé par le kaïmakam. Ces jeunes gens turbulents s'étaient bientôt inféodés avec l'appui du consul anglais ; le faible kaïmakam, après avoir essayé de les renvoyer, avait fini par les admettre. Cet exemple avait excité l'ambition de beaucoup d'autres, qui, profitant de leur influence dans tel ou tel village, s'y étaient emparés du pouvoir, tellement que, dans chaque district, il y avait une quantité de cheïks indépendants. L'administration du pays s'embrouillait de plus en plus ; le kaïmakam, sous l'influence du consul de France, voulait mettre fin à cette anarchie. Le consul anglais demanda son changement, la France s'y opposa. L'Angleterre, alors, excita tous les cheïks à la révolte. Chassés de son commandement en 1857, le kaïmakam resta deux ans à Beyrouth sans que le pacha s'occupât de le rétablir, malgré les incessantes réclamations du consul français.

Une fois le kaïmakam renversé, l'anarchie devint complète. Plusieurs districts, autrefois administrés directement par lui, n'avaient plus de chefs, et les autres étaient partagés entre

plusieurs cheïks. Forts de l'appui que leur donnait le consul anglais auprès du pacha, ces derniers malversaient plus ou moins ; en tous cas, divisés entre eux, comme ils l'étaient, le moindre de leurs soucis était de faire la police et réprimer les malfaiteurs. Le brigandage s'était organisé en grand, grâce au soin qu'avaient pris certains anglais établis à Beyrouth, de prendre à leur service bon nombre de mauvais bandits du pays. Ils partaient de chez leurs maîtres comme pour la chasse, et après avoir pendant plusieurs jours coupé les grandes routes, tué et pillé les passants, ils retournaient à leurs postes se mettre, avec leur butin, à l'abri du pavillon anglais. Les intrigues de l'Angleterre étaient descendues d'un étage. Ses affidés couraient les rues des villages et battaient les campagnes pour soulever les paysans contre les cheïks. Ce devait être chose facile en présence de l'arbitraire qui régnait partout, des meurtres et des pillages dont ils étaient tous les jours victimes. Les cheïks, à leur tour, ne tardèrent pas à être obligés de partir. Le beau district du Kesrouan, si riche et si peuplé, fut livré au caprice de Tanios Cheïn, maréchal-ferrant de Baïfoun qui faisait le métier de moucre ou conducteur de mulets. C'était l'homme le plus stupide qu'on pût imaginer ; il ne savait ni lire, ni écrire, ni même parler ; ne

pouvait lier deux idées : mais son regard farouche trahissait ses mauvais instincts et il était capable de tout faire pour arriver à son but. Aussi les paysans des environs, révoltés contre leurs cheïks, l'avaient-ils aveuglément investi de leur confiance. De son côté, le gouverneur de Beyrouth, dont il faisait parfaitement les affaires, lui avait écrit de sa propre main de tenir bon, de ne pas souffrir la rentrée des cheïks, qu'il pouvait compter en toute occasion sur l'appui de la Sublime-Porte. Beaucoup d'habitations ne tardèrent pas à être saccagées et brûlées absolument comme si les Druses avaient passé par là. Tous les Gazen, au nombre de plus de 500, furent obligés les uns après les autres d'abandonner leurs domaines. Tanios Cheïn laissait aux fermiers la moitié des produits et réservait l'autre à l'entretien des bandits qu'il avait enrégimentés. Ils se portèrent bientôt sur les districts voisins pour en chasser aussi les cheïks. Le respectable M. Méridahdah, après un long exil à Marseille, où il s'était livré au commerce, avait, depuis quelques années, regagné le Fétuh, district de sa famille. Sa femme et sa belle-fille furent insultées jusque dans l'église nouvellement ornée par ses libéralités. Comme il s'était fait naturaliser Français, le Pacha, sur la réclamation du consul de France, fut obligé d'envoyer des cavaliers pour rétablir le bon ordre ;

mais ces cavaliers commencèrent par fraterniser avec les bandits de Tanios Cheïn, qui, après leur départ, n'en devinrent que plus insolents.

Lorsque le kaïmakamat maronite fut ainsi complètement désorganisé, les intrigues recommencèrent chez les Druses pour les exciter à prendre les armes contre les chrétiens. Le gouvernement anglais avait renforcé à Beyrouth le personnel de son consulat. Les voyageurs ne rencontraient partout que des attachés d'ambassades en mission. Mgr Mislin, l'émérite prélat hongrois qui a écrit ses pèlerinages à Jérusalem, nous racontait que, dans son dernier voyage avec le duc de Brabant, parent de la reine d'Angleterre, s'étant trouvé en relation avec tous les consuls de Sa Majesté britannique, l'un d'eux, M. Wood, l'avait mis au courant de ce qu'il avait fait et s'était vanté d'avoir 4,000 Druses à sa solde. L'Angleterre, pour arriver à son but, ne reculait devant aucun sacrifice ; c'est ainsi qu'en 1840, lorsqu'il s'agissait de renverser l'émir Béchir, la mission de M. Wood lui avait coûté près de 900,000 francs. D'autres considérations que la politique guidaient le gouvernement français dans le choix du consul général de Beyrouth, dont les appointements, comme ceux du plus important chargé d'affaires, avaient été portés à 40,000 fr. ; M. Wolowski, ministre des affaires étrangères, y avait envoyé

M. le comte de Bentivoglio, son beau-frère, qu'il désirait éloigner de Paris pour mettre ordre à ses dépenses, peu en rapport avec sa fortune. Pendant que le consul général d'Angleterre employait tous les navires de passage à approvisionner ses enrôlés druses, des armes et des munitions dont ils avaient besoin, le consul général de France s'occupait de pourvoir les écuries de l'empereur Napoléon III; il avait mis à réquisition, pour transporter les chevaux arabes qu'il avait achetés, le seul bâtiment de marine française en station dans le port de Beyrouth, qui pût en imposer aux Turcs. M. le comte de Bentivoglio se flattait des bonnes relations qu'il avait avec Kurschid Pacha, et, pour que nous n'en doutions point, il racontait qu'à la première nouvelle du soulèvement des Druses, il était allé le trouver et l'avait prié, en cas d'attaque du Kesrouan, de l'avertir assez à temps pour faire évacuer les établissements religieux français de ce district, ce que le gouverneur général ottoman lui avait promis de faire. Avec un aussi confiant collègue, les agents anglais avaient beau jeu.

Le champ était ouvert. Néanmoins, en 1859, les Druses n'avaient pas voulu encore trop s'y risquer; ils se bornèrent à quelques attaques sur les confins du Kesrouan, que le gouverneur ottoman se garda bien de réprimer.

Le Kesrouan a pour limite méridionale la rivière du Chien, qui vient déboucher sur la plage à quelques lieues au nord de Beyrouth. Cette rivière coule à travers des gorges profondes, dont les rochers à pic forment un véritable rempart pour les districts du nord habités par les maronites sans mélange de Druses. En deçà du fleuve du Chien, commencent les districts mixtes. Ceux du Kata et du Matein, qui se trouvent précisément en face de Beyrouth, étaient administrés par la famille Bellamma, d'origine druse mais convertie au christianisme. Les Bellamma avaient reçu le titre d'émirs et avaient pu s'allier aux Schéab. Ils n'en continuèrent pas moins à administrer leurs districts comme le faisaient les simples cheïks, sous le gouvernement des princes Schéab. Nous avons dit que lorsque l'émir Béchir, après cinquante ans de règne, avait été renversé pour s'être allié au vice-roi d'Égypte, les Anglais lui avaient d'abord donné pour successeur un autre émir Béchir de la même famille ; mais, voyant que ce dernier n'en montrait pas moins d'attachement pour la France, ils avaient bientôt suscité les Druses contre lui et avaient proposé de partager l'administration du Liban entre deux Kaïmakams. Les Kaïmakams chrétiens qui se sont succédé appartenaient tous à la famille Bellamma ; aussi

avait-on rattaché à elle les districts mixtes où ils s'étaient établis. C'est à l'entrée de ces districts, à Bet-méri, au-dessus de Beyrouth, qu'ont recommencé les dévastations qui ont précédé les derniers massacres. De ce beau village entouré de pins et de plantations de mûriers, il n'est plus resté que des ruines. Il en a été de même de tous ceux que l'on trouve en remontant vers les crêtes de la montagne. Le dernier Kaïmakam, l'émir Béchir-Ahmet, résidait à Brummana; toutes les dépendances de son château et 106 maisons à lui appartenant dans le village, ont été brûlées; la seule habitation des environs qui ait été respectée est le couvent maronite. Les moines se voyant menacés par les Druses avaient allumé un grand feu sur leur terrain; ce subterfuge les a sauvés en faisant croire à leurs ennemis qu'il n'y avait plus rien à craindre de ce côté. Les Druses se sont arrêtés devant le gros village maronite de Bekfaïa, où était installé un autre membre de la famille de Bellamma. Là, l'émir Ismaïn, gendre de l'émir Haidar, premier Kaïmakam, s'était mis à la tête de ses cavaliers maronites et s'était porté à la rencontre des Druses.

CHAPITRE IX

LES MASSACRES DE 1860

Tout ce qui avait été dit par les défenseurs des Maronites sur les premiers désastres, était la pure vérité. L'Angleterre, qui en avait été la cause en renversant la principauté séculaire du Liban, s'excusait en disant qu'elle ne faisait que seconder une transformation dont Méhémet-Ali, notre allié, avait donné le signal, et qui tendait à mettre dans les voies du progrès ces chrétiens si intéressants de l'empire ottoman; mais que le grand obstacle venait de la différence des rites, qui les entraînait aveuglément à faire cause commune avec les cheïks, leurs oppresseurs. Une guerre acharnée s'en était suivie, les Maronites en avaient été victimes; mais leurs plaintes étaient injustes et mal fondées, l'Angleterre en définitive n'avait travaillé que pour leur bonheur en consolidant la paix, et, bientôt, ils seraient les premiers à la remercier de les avoir délivrés de la féodalité, pour les placer au niveau de la civilisation moderne.

Nous avons vu, par ce qui précède, la sincérité de ce beau langage. Les agents britanniques ne

s'étaient pas contentés d'allumer et d'entretenir la discorde entre les rites et les croyances, ils étaient parvenus à la mettre entre les Maronites eux-mêmes, en les soulevant contre leurs propres cheïks, en soufflant l'anarchie dans tous les districts du Nord.

Quoique dispersés dans la plupart de ceux du Midi, les Maronites en occupaient encore les villes les plus importantes et les plus riches, celles qui devaient tenter davantage la jalouse convoitise des Druses.

Djezin, dont la population maronite s'élevait à plus de 3000 âmes, est située au pied de la crête Djebel-Drus, à l'extrémité du Liban. Une source sort de là et, après avoir fait tourner trois moulins sur un petit plateau où la ville est construite, elle se précipite en cascades dans une vallée profonde. La ville avait de ce côté pour rempart un rocher à pic de deux cents mètres de hauteur. Sa lisière supérieure n'était accessible que par un petit col où vient aboutir le chemin de Saïda. Les Maronites en ayant tant bien que mal réparé les ruines, les Druses craignaient toujours qu'ils ne s'y fortifiasent aux avant-postes de la montagne.

Sur l'autre versant, à l'entrée de la vallée de Bekaa qui sépare la chaîne méridionale du Liban des dernières chaînes de l'Anti-Liban, était la

ville de Zahleh. Les chrétiens étaient bloqués là par les Métualis qui occupaient toute la plaine de la Célésyrie, mais leur avaient assez bien résisté jusqu'alors, ainsi qu'aux Druses du voisinage. La nouvelle route de Beyrouth à Damas passait non loin de Zahleh; elle avait beaucoup contribué à augmenter la prospérité de cette ville, où les Maronites se trouvaient mêlés aux Grecs-unis.

Au delà, entre les chaînes de l'Anti-Liban, étaient les villes non moins importantes de Rachia et Hasbeya, également peuplées de chrétiens : gouvernés par les émirs de la famille Schéab restés musulmans, ils avaient échappé aux dévastations des dernières guerres.

Mais la plus importante de toutes les villes du Liban était Deïr-el-Kamar, son ancienne capitale. Cette ville, à une journée de marche au-dessus de Beyrouth, avait une population toute maronite de près de 10,000 âmes. Ainsi que les gros bourgs et villages des districts du Kata et du Matein, laissés aux émirs Bellamma, Deïr-el-Kamar avait été détachée du Kaïmakamat druse et placée sous le gouvernement direct du pacha du Liban. Elle était le premier centre commercial des districts mixtes. Ses industriels habitants fabriquaient des étoffes de soie très-estimées dans le pays. Bon nombre avaient fini par s'enrichir et la plupart étaient dans l'aisance. Aussi les mai-

sons de Deïr-el-Kamar étaient-elles bâties en belles pierres de taille ; les moins spacieuses se composaient de deux ou trois grandes chambres ; beaucoup avaient plusieurs étages, des galeries ouvertes leur servaient de vestibule, leurs fenêtres ogivales, partagées par le milieu, étaient soutenues par de petites colonnes. Nos plus jolies villes du moyen-âge n'avaient pas meilleur aspect.

En face du coteau où Deïr-el-Kamar se développait en amphithéâtre, était le château de Beit-eddin, ancienne résidence de l'émir Béchir ; il n'en était séparé que par la vallée étroite de la rivière Damour. Beit-eddin était une véritable forteresse ; la garnison y avait commis bien des dégradations depuis que les pachas turcs s'y étaient installés ; néanmoins, on pouvait encore juger de la magnificence du dernier prince du Liban par les mosaïques et les marbres sculptés de la salle du divan. Le vestibule orné de colonnes qui y donnait accès, conduisait aussi aux grandes étuves d'un bain maure toutes garnies de marbre blanc. La chapelle, isolée, dominait tous les autres bâtiments. Autour du palais de Beit-eddin se trouvaient plusieurs châteaux construits par les fils de l'émir Béchir.

Les deux dernières guerres avaient beaucoup enrichi les Druses passés maîtres en fait de

pillages. Leurs cheïks opéraient plus en grand. Saïd-Bey-Jumblad avait, comme nous l'avons vu, commencé par s'emparer de tous les biens de l'émir Béchir-Kassem. Choisi bientôt pour Kaïmakam des districts mixtes, il avait tout pouvoir sur le medjlis institué près de son kaïmakamat, et où il suffisait d'acheter des témoins et des juges pour avoir gain de cause. Aussi était-il devenu extrêmement riche ; il possédait des villages entiers, la plupart de ceux des environs de Djezin lui appartenaient. On estimait ses revenus à un million et demi de francs. Il s'était installé à Moktarah, au milieu des Druses ; il pouvait facilement se rendre de là à Beit-eddin, quand il était mandé par les pachas gouverneurs pour prendre le mot d'ordre, et s'y trouvait plus à la portée des agents britanniques avec lesquels il devait se concerter. M. Cyril Graham, son ami, l'y avait rencontré au moment des événements de 1860. Son témoignage ne peut être suspect. Voici un extrait du rapport qu'il a adressé à lord Dufferin :

Beyrouth, le 18 juillet.

Bien que divers comptes-rendus des horreurs qui, pendant les deux derniers mois, ont été commises en Syrie, aient paru dans les journaux, et bien que je vous aie envoyé constamment des rapports sur les progrès de la guerre, vous croirez sans doute qu'il est

intéressant pour vous et pour le peuple anglais en général d'avoir un résumé complet de cette malheureuse affaire, depuis le commencement des hostilités jusqu'au moment actuel. Comme j'ai été présent sur les lieux pendant toute la guerre, que j'ai vu moi-même ces horreurs, plus, peut-être, qu'aucun autre Européen, et que d'ailleurs je n'ai eu d'autre occupation que de recueillir des renseignements exacts, je crois que le compte-rendu que je vous envoie est véridique, et quelque pénibles que soient les détails, ils ne sont malheureusement que trop vrais.

Il faut se rappeler que pendant l'été de l'année dernière, une escarmouche eut lieu au village de Beit-Meri, à deux heures et demie de Beyrouth, un dimanche après-midi. Plusieurs personnes y perdirent la vie, mais l'affaire n'eut heureusement pas de suite pour le moment. Toutefois, les mauvaises dispositions qui s'étaient déjà fait jour entre les Druses et les Maronites ne furent naturellement pas dissipées, et bien qu'une réconciliation complète fût proclamée, on craignit dès lors que les hostilités ne vinssent à se renouveler en 1860, si le gouvernement ne prenait des mesures pour arrêter l'effusion du sang.

Les Druses ont été les premiers agresseurs, car, au commencement du mois de mai, un moine a été trouvé assassiné à mi-chemin entre Deïr-el Kamar; et bien qu'on n'ait pas découvert les meurtriers, on n'a pas douté que ce ne fussent les Druses, car un chrétien n'aurait pas osé toucher un prêtre. Les chrétiens ont alors usé de représailles et ont tué le premier Druse qu'ils ont rencontré. Ensuite deux chrétiens ont été tués par les Druses près de la rivière Damour, entre cette rivière et Damas, et leurs parents ont tué

deux Druses, conformément aux coutumes de vendetta qui existent chez toutes ces nations.

A ce moment, si le gouvernement avait fait les moindres efforts, il aurait pu empêcher la guerre de s'étendre. Je me trouvais auprès de Saïd-Bey-Jumblad, le grand-chef des Druses de Moktarah, non loin de Beit-eddin, le même palais de l'émir Béchir, lorsque ces événements s'accomplirent, et je le pressai de faire tout ce qu'il pourrait pour arrêter l'effusion du sang.

Le 28 mai la guerre a éclaté dans toute sa fureur. Pendant la nuit trente-deux villages ont été aperçus en flammes de Beyrouth, et quelques-unes des localités les plus florissantes du Liban étaient inhabitées et en ruines le 29.

Les Druses se sont même avancés jusqu'à quarante minutes de marche de Beyrouth, en présence du pacha et de son camp (car il était sorti de la ville sous prétexte d'arrêter la guerre); ils ont brûlé, pillé et massacré dans le riche village de Hadad, la résidence des émirs. C'est là qu'on prétend (et il y a lieu de croire que le fait est exact) que les soldats turcs ont tiré sur les chrétiens qui fuyaient.

Le 29 mai, Hasbeya, grande ville située au pied du mont Hermon, a été attaquée par les Druses. Un émir musulman de la famille Schéab y résidait; il était depuis longtemps mal vu par les pachas de Damas, parce que son autorité était grande. L'année dernière, Ahmed-pacha, gouverneur de Damas, a envoyé un détachement de troupes occuper les villes situées au pied du Hermon, et il avait récemment envoyé des renforts commandés par Osman-Bey, dont le nom sera éternellement en horreur aux

chrétiens. Cet homme, le jour de l'attaque d'Hasbeya, a dit aux chrétiens qu'il avait été envoyé pour les protéger contre les Druses, qu'ils devaient déposer les armes, sans quoi ils encourraient le déplaisir du gouvernement. Ils ont donc obéi, croyant qu'il tiendrait sa parole. Pour plus de sécurité, il les a invités à venir au seraï qui sert de caserne, et les hommes, les femmes et les enfants se sont entassés dans ce bâtiment. Les armes qu'ils avaient livrées ont été chargées sur des mules et envoyées à Damas sous escorte; mais cette escorte était si faible que c'est une dérision de lui donner ce nom. Avant que les mules ne fussent sorties de la vallée d'Hasbeya, les Druses se sont présentés (et c'était là ce qu'on voulait); les soldats n'ont pas fait de résistance, et les armes sont tombées aux mains des Druses.

Les chrétiens, pendant ce temps, enfermés dans le seraï sans aliments et sans eau, étaient dans une grande détresse.

Le 5 juin, ils ont commencé à ressentir des craintes, voyant que le harem du gouvernement se préparait au départ. Ils ne recevaient, aux questions qu'ils faisaient à ce sujet, que des réponses évasives.

Le 6 juin, les soldats ont commencé à se mettre en route, et les malheureux chrétiens ont vu clairement qu'il était trop tard, qu'ils avaient été honteusement trompés. Ils se sont précipités dans la cour, demandant qu'on les laissât sortir. Mais le signal fut donné; les portes s'ouvrirent, et les Druses, armés de tout ce qui leur était tombé sous la main, commencèrent un massacre général de tous les hommes. Quelques-uns de ces derniers parvinrent à franchir la porte, mais seulement pour être suivis par les soldats turcs, qui

ne se sont pas bornés à un rôle passif. Plusieurs chrétiens que j'ai interrogés, m'ont juré qu'ils ont vu les soldats prendre part au massacre, et la conduite de ces troupes brutales envers les femmes a été sauvage. D'après les blessures que j'aie vues tant sur les vivants que sur les morts, il me paraît que les assassins ont agi avec une cruauté systématique; dix, douze et quatorze blessures profondes se voient fréquemment, et quelques-unes de ces blessures ont été faites avec des instruments contondants. En un mot, on s'est servi de tout ce qu'on a trouvé, et, selon la nature des armes, les mains et les jambes ont été coupées, les têtes ont été fendues, ou les corps meurtris.

De tous les hommes qui étaient dans le sérail, 40 ou 50 seulement ont pu s'échapper; plusieurs d'entre eux avaient été grièvement blessés et laissés pour morts, quelques-uns se sont cachés au milieu des cadavres, et se sont enfuis pendant la nuit. Il en est venu à Beyrouth. Leurs vêtements étaient littéralement saturés du sang des cadavres sous lesquels ils s'étaient cachés.

Les Druses n'ont pas tué des femmes, et ils ne les ont en général pas maltraitées; cette tâche a été laissée aux Turcs et aux Musulmans.

Des petits enfants de quatre à cinq ans ont été saisis dans les bras de leurs mères, jetés à terre ou déchirés en pièces; quand leurs mères les tenaient trop fortement, ils étaient tués sur leurs genoux; quelquefois, pour épargner le temps, les mères et les enfants ont été massacrés ensemble. Plusieurs femmes m'ont assuré que les soldats turcs avaient saisi leurs enfants par les deux jambes et les avaient déchirés en deux.

Ainsi, au coucher du soleil, le 6 juin, il ne restait plus un mâle de la nombreuse population du mont Hermon; car le même jour, et de la même manière, des chrétiens de Hasbeya ont été massacrés.

Dans toute cette guerre il n'y a eu peut-être qu'une seule exception remarquable à cette barbarie.

La sœur du grand-chef druse, avant que le massacre ne commençât, conseilla aux chrétiens de ne pas se rendre au sérail; elle connaissait probablement le sort qui les attendait, et elle leur offrit un abri dans sa maison. Malheureusement, on s'est méfié d'elle; mais cependant 400 malheureux se sont rendus dans sa maison; et lorsque les meurtriers, altérés de sang, ont demandé qu'on leur livrât ces chiens de chrétiens, elle dit: « Entrez, si vous l'osez, et prenez-les. » Même à ce moment les Druses n'ont pas osé violer la sainteté du harem de l'un de leurs grands princes, et ils sont partis en étouffant leurs malédictions. Cette femme a escorté elle-même les malheureux chrétiens jusqu'à Moktarah, d'où ils ont été envoyés à Sidon et transportés par un de nos bâtiments à Beyrouth.

L'émir Schéab, que j'ai déjà mentionné, a été tué avec toutes les personnes qui se trouvaient dans sa maison. C'étaient pourtant des musulmans; mais ces hommes d'un haut rang et d'une position élevée étaient les ennemis personnels du pacha de Damas, et ils ont été sacrifiés; on croit que le lieutenant du pacha a signifié préalablement son approbation.

Si nous n'avions d'autres preuves que celles-ci, elles suffiraient pour établir la culpabilité des fonctionnaires de la Porte. Pendant que les malheureux qui s'étaient réfugiés dans le sérail de Hasbeya souffraient la faim et la soif, les gens de Saïda, qui depuis

quelques jours étaient dans des alarmes constantes, ont été attaqués le premier juin par les bachi-bozouks et autres musulmans. Le massacre a duré plusieurs jours. Aucun chrétien au dehors de la ville n'était en sûreté; les hommes ou les enfants mâles étaient tués, les femmes étaient maltraitées.

Ces faits encouragèrent les Druses, qui se dirent: « Après tout, les musulmans entendent mieux les choses. » Les Druses attaquèrent alors et pillèrent un monastère dans les environs de Saïda; seize moines furent tués. Et néanmoins le gouverneur de Saïda n'essaya même pas d'intervenir, bien que Saïda soit une ville entourée de murs et qu'on n'avait qu'à fermer les portes pour empêcher les Druses armés d'entrer. Les bachi-bozouks aussi sont restés impunis.

J'aurais dû dire d'abord qu'un grand nombre de chrétiens réfugiés dans les montagnes, à la suite des incendies de villages, le 28 mai, ayant voulu se rendre à Beyrouth, ont été, à trois heures de marche de cette ville, attaqués par les Druses ou par les troupes irrégulières, et massacrés. Cela est arrivé le 30 ou le 31 mai.

Le 3 juin, la première grande attaque a été dirigée contre Deïr-el-Kamar, l'ancienne capitale du mont Liban, qui contient une population de 7,000 âmes. Dans la matinée de ce même jour, un missionnaire américain, M. Bird, avait été invité par les habitants de deux villages voisins à venir à leurs secours et à les conduire à Deïr-el-Kamar, où ils se croyaient plus en sûreté. M. Bird se rendit immédiatement auprès du mutsellem, le commandant des troupes, et il lui demanda une escorte qui fut accordée avec quelque difficulté. Il n'était pas parti depuis une heure que

les Druses arrivèrent subitement en poussant leur cri de guerre. La fusillade dura jusqu'à la nuit; plusieurs chrétiens furent tués, ainsi que 70 à 80 Druses, car *les chrétiens se sont bien défendus.*

Le lendemain les Druses, qui s'étaient retirés à la nuit, se présentèrent de nouveau. Les chrétiens désiraient faire la paix, et M. Bird, qui, le 4 au matin, était parvenu à rentrer dans la ville, alla trouver le chef des Druses, comme envoyé du peuple. La paix fut accordée, mais les Druses firent leurs conditions. Ils entrèrent immédiatement dans la ville, et pendant trois jours ne cessèrent de piller. Tout près de la ville, les chrétiens n'étaient pas en sûreté et des crimes étaient commis. Un pauvre vieillard qui menait paître sa vache fut assassiné. J'ignore pourquoi le reste des habitants a été épargné à ce moment.

Le deuxième grand projet consistait à prendre Zahleh. La population normale de cette ville est d'environ 10,000 âmes; à ce moment (au commencement de juin), elle était double, les habitants des villages voisins s'y étant réfugiés en grand nombre. A la première nouvelle des succès des Druses, une troupe considérable de leurs coreligionnaires accourut du Haouran sous le commandement du chef, chef guerrier et sauvage, Ismaïl-el-Atrash. Ces hommes n'étaient animés que du désir de piller, et ils amenaient avec eux des Arabes des petites tribus nomades campées autour du Haouran. Ils traversaient tous ensemble le Beka, comme on appelle la grande plaine de la Célésyrie entre les chaînes du Liban et de l'Anti-Liban, et ils s'arrêtèrent près du ravin qui conduit à Zahleh. Là ils furent rejoints par un ramassis de Kurdes de Damas, de Homs et de Métualis de

Baalbek, qui tous se promettaient de piller et de massacrer les chrétiens.

Aussitôt que la nouvelle de ce mouvement fut parvenue à Beyrouth, les consuls généraux des cinq grandes puissances firent tout ce qu'ils purent pour arrêter l'effusion du sang. Ils se rendirent auprès du pacha, lui demandèrent s'il ne voulait rien faire, protestèrent hautement contre son inactivité (car il n'avait pas bougé depuis la première explosion, et alors il s'était borné à aller camper à une demi-heure de la ville), et ils insistèrent pour qu'il détournât les malheurs qui menaçaient Zahleh. Il répondit : « Eh bien ! j'enverrai des troupes pour protéger la ville. » C'est ce qu'il fit ; mais ce fut le signal de la destruction. A peine les Druses du premier versant du Liban, qui jusque là s'étaient relativement tenus tranquilles, eurent-ils vu le mouvement des troupes turques, qu'ils poussèrent leurs cris de guerre, et que, conduits par un de leurs principaux cheïks (qui a le rang de bey au service ture), ils se précipitèrent vers Zahleh.

Du haut des crêtes orientales du Liban, plusieurs ravins profonds descendent dans la plaine de Célé-syrie ; dans un de ces ravins, et à moitié chemin, est situé Zahleh. C'est la ville la plus considérable et la plus florissante de tout le Liban et la principale station des Lazaristes français. Elle contenait des bâtiments publics, une fort belle cathédrale, des écoles et des maisons bien bâties. Les gens de Zahleh avaient fait demander la paix aux Druses dans le Beka, mais ils n'avaient obtenu que des conditions si humiliantes qu'ils ne purent les accepter. La nature même de ces conditions prouvait qu'elles n'émanaient pas des Druses, mais des musulmans de Damas.

Le 19, les troupes ottomanes et les Druses du Liban parurent devant Zahleh, et les Druses de Beka, aussitôt qu'ils s'en aperçurent, opérèrent un mouvement simultané. Les chrétiens sortirent de la ville et gravirent la montagne, espérant tourner les Druses du Liban et tomber sur eux dans le ravin. Mais ils furent trop lents; avant qu'il fussent arrivés au haut de la montagne, ils virent que les deux forces avaient opéré leur jonction et commençaient à incendier la ville. Les chrétiens, après quelques décharges, prirent la fuite, voyant en outre que les troupes turques s'étaient tournées contre eux; les vieillards, les infirmes, quelques femmes et quelques enfants restèrent seuls dans la ville; ils furent massacrés. Deux Lazaristes français furent tués et un fut blessé. Les Européens n'étaient plus en sûreté.

Dans l'attaque contre Zahleh, les troupes commandées par un nommé Mâribek jouèrent un rôle plus actif qu'elles ne l'avaient fait auparavant; elles firent même usage d'une pièce de campagne qu'elles avaient emmenée avec elles, et on dit qu'un boulet a abattu la cloche de la cathédrale. Voilà ce que signifiaient les promesses de Kurchid-Pacha.

Les Druses, enivrés par le succès et le pillage, se tournèrent de nouveau contre Deïr-el-Kamar. Les malheureux habitants, en recevant la nouvelle de leur approche, firent des préparatifs de résistance; mais le gouverneur qui avait 400 hommes dans le seraï et 300 autres à un demi-mille de là, à Beddin, leur dit qu'ils n'avaient rien à craindre s'ils voulaient lui livrer leurs armes. Ils demandaient une escorte pour se rendre à Beyrouth. Le gouverneur refusa et les habitants ne purent faire que ce qu'il leur ordonnait.

Il leur fit apporter au seraï leurs objets de quelque valeur, puis il y fit venir la plus grande partie de la population. Ainsi, les hommes, les femmes et les enfants s'entassèrent tous dans le seraï dans la nuit du 20.

Le 21 juin au matin, les Druses se rassemblèrent autour de la ville. Un de leurs chefs se présenta au seraï, disant qu'il voulait parler au gouverneur. La conversation se fit à voix basse, au moyen d'un interprète, car le Turc ne comprenait pas l'arabe. A la fin une question fut faite, à laquelle les chrétiens entendirent le gouverneur répondre « habsi » (« ab » en turc). Les Druses disparurent, mais, quelques minutes après, la porte s'ouvrit, et les misérables entrèrent, massacrant tous les mâles avec l'aide des soldats. Bref, une seconde tragédie, comme celle de Hasbeya, s'accomplit; mais le massacre fut encore plus terrible. Ceux qui n'étaient pas venus au seraï ne furent pas épargnés, tous furent tués, et ceux qui avaient traversé la rivière et s'étaient rendus à Beit-eddin furent tués avec les soldats. Il en est qui ont pu s'échapper en se cachant dans les fossés, et quelques-uns des blessés sont restés en vie. Cette scène m'a été décrite dans tous ses détails par un grand nombre de femmes qui s'y trouvaient. Elles m'ont dit comment elles avaient vu leurs maris, leurs pères, leurs frères et leurs enfants mis en pièces; qu'en voulant sauver les enfants elles avaient été frappées; que les enfants leur avaient été arrachés, qu'ils avaient été hachés, et que les morceaux leur avaient été jetés au visage; qu'elles avaient été insultées par les soldats turcs, et que les Druses leur avaient pris tout ce qu'elles possédaient. Il faut se

rappeler qu'il y avait à Deïr-el-Kamar des gens riches, vivant dans des habitations confortables, qu'ils avaient de l'instruction et qu'ils étaient habitués à l'aisance; maintenant ils sont réduits à la mendicité.....

Les Druses mirent ensuite le feu à la ville. La fumée arriva jusqu'à Beyrouth comme une colonne de nuages et nous avertit de la calamité. Je puis moi-même attester que les récits ne sont pas très-exagérés; j'ai parcouru tout le pays avant que la guerre ne fût finie, et je suis arrivé à Deïr-el-Kamar quelques jours après le massacre. Presque toutes les maisons étaient brûlées, les rues étaient encombrées de cadavres, la plupart dépouillés et mutilés. J'avais à traverser la ville, et dans quelques rues mon cheval ne pouvait passer; les cadavres étaient littéralement entassés. Presque tous ceux que j'ai examinés avaient reçu plusieurs blessures, et la plupart avaient perdu la main droite; ces malheureux avaient, probablement, instinctivement levé le bras pour parer le coup qui leur était porté. J'ai vu des petits enfants de trois ou quatre ans étendus à terre et à côté de vieillards.

Quelques-uns avaient l'expression de l'agonie, d'autres le désespoir peint sur leurs visages. Un malheureux a été frappé à genoux, alors qu'il faisait appel à la pitié de ses bourreaux.....

Voilà jusqu'où va mon esquisse de la guerre du Liban. Cette guerre (*c'est une dérision de donner ce nom à une boucherie*) est maintenant terminée; je voudrais que mon récit de ces horreurs pût s'arrêter aussi!

A la guerre donc avaient succédé d'horribles massacres. Devant l'indignation de l'Europe en-

tière, de nouvelles excuses n'eussent pas été écoutées, il était plus raisonnable de faire l'aveu des fautes commises pour en mieux mériter le pardon. Nous sommes touchés de l'humble confession de M. Cyril Graham. Bornons-nous à la compléter et à relever quelques erreurs, très-naturelles du reste, de la part d'un Anglais protestant.

D'abord, ce n'étaient pas les Lazaristes, mais bien les Jésuites qui avaient un établissement à Zahleh comme à Deïr-el-Kamar et à Saïda.

La ville de Zahleh, écrivait au moment du massacre le R. P. Rousseau, comptait de douze à quinze mille habitants, tous chrétiens. Les Druses avaient été repoussés deux fois avec pertes par les chrétiens de cette ville. Mais une troisième fois, ils ont, dit-on, employé un stratagème qui leur a réussi. Les Druses savaient que les chrétiens de Zahleh attendaient un renfort. Ils ont fabriqué des bannières et des croix qu'ils ont placées en tête d'une troupe de deux mille hommes. Les Druses s'étaient déguisés. En arrivant près de Zahleh, ils chantaient des chansons patriotiques en usage chez les chrétiens. Des habitants de Zahleh, trompés par cette ruse, sont venus sans défiance au-devant de ces faux frères, qui les ont reçus à coups de fusil et qui, sans perdre de temps, sont tombés sur eux à coups de sabre et en ont fait une grande boucherie.

Malgré cette surprise, un grand nombre ont pu prendre la fuite. Déjà les femmes et les enfants

s'étaient retirés dans les montagnes depuis quelques jours, en sorte que le massacre à Zahleh n'a pas été aussi grand que dans les autres villes ; mais il a été bien douloureux pour nous, et surtout pour moi, par la perte que nous avons faite du P. Billotet, Franc-Comtois comme moi. Le P. Billotet a été tué au moment où il prenait le Saint-Sacrement pour l'emporter ou le consommer. Trois frères ont été tués près de lui et un grand nombre de personnes qui s'étaient réfugiées dans notre maison, croyant y trouver un asile sûr à l'ombre du drapeau de la France.

Ce drapeau, les Druses l'ont mis en pièces après l'avoir couvert d'ordures, par haine et mépris de la France. Les Druses avaient hâte de retourner à Deïr-el-Kamar pour y accomplir leurs massacres. Après avoir égorgé le P. Billotet, son compagnon le P. Bonacina, deux frères Xavariens et environ une vingtaine de pauvres femmes impotentes restées dans leur maison, ces traîtres repassèrent la montagne avec les Turcs qui leur prêtaient main-forte, laissant les Métualis dans les plaines de Beka et de la Célésyrie, que domine Baalbek. Cette ville est adossée à l'Anti-Liban, au sommet d'un grand plateau où se fait le partage des eaux entre les deux chaînes de montagnes. On y trouve encore de magnifiques ruines qui ne le cèdent en rien à celles du Forum romain. Les croisés s'y étaient fortifiés et en avaient fait une citadelle. La plaine de Baalbek et celle de Beka sont

extrêmement fertiles ; à elles seules elles pourraient nourrir tous les chrétiens du Liban. Bon nombre des Maronites du Nord s'y étaient établis pendant les dernières années de paix.

A la première nouvelle du massacre de Racheya et d'Hasbeya, les chrétiens de la plaine, tout armés qu'ils étaient, ne se sentant plus en sûreté, allèrent se réfugier au Liban. Le cheïk Ara-Dar accourut à leur secours et en ramena 2,000 à Becharri, gros village situé aux pieds des Cèdres.

Les Druses, en redescendant à Deïr-el-Kamar, y avaient trouvé les Maronites désarmés, grâce aux bons conseils du consul de France qui s'était joint aux autres consuls pour les mettre sous la protection du Pacha, ce qui n'avait pas empêché le drapeau français d'être insulté comme à Zahleh. Les Druses avaient été trop bien pourchassés, l'année précédente, par le cheïk de Bekfaïa pour qu'ils eussent osé s'y frotter une seconde fois.

Lors des premières alarmes que le soulèvement des Druses avait occasionnées à Beyrouth, Kurchid-Pacha, pour ôter toute inquiétude aux consuls qui étaient venus le trouver, avait concentré 4,000 à 5,000 réguliers avec quelques centaines de bachi-bozouks, dans un camp au pied de la montagne, à droite de la nouvelle route de Damas. A son arrivée dans ce camp, un coup de canon fut le signal d'un embrasement général ; tous les villages

furent dévorés par les flammes, jusqu'à 4 kilomètres de Beyrouth. Les Druses, assistés des bachibouzouks, pillèrent tout ce qui appartenait aux chrétiens. Rien ne fut respecté, pas même le drapeau français qui fut arraché de la maison de l'ingénieur de la route et brûlé avec tous les plans et devis.

Quand les Druses se présentèrent devant les portes de Saïda, le muphti, les jours précédents, avait excité les Musulmans à prendre les armes; il sortit de la ville pour exciter encore leur fanatisme. Les chrétiens se trouvaient pris entre deux feux. Il en fut fait une horrible boucherie, à laquelle son fils prenait part.

L'Angleterre avait été débordée. Ce n'était plus seulement une lutte de rites et de nations, c'était un soulèvement de tous les infidèles, de quelques rites qu'ils fussent.

Dans les premières guerres, les Grecs schismatiques s'étaient joints aux Druses pour combattre les Maronites; les Grecs-unis, qui en étaient jaloux, avaient prêté la main à leurs coreligionnaires schismatiques. Maintenant tous les infidèles faisaient cause commune contre tous les chrétiens, et les Grecs schismatiques, à Saïda ainsi qu'à Raschaïa et à Hasbeya, avaient été les premières victimes du fanatisme musulman. Les massacres de Damas vont mettre bien davantage la chose en évidence.

Bagdad est, après la Mecque, le principal boulevard de l'Islamisme; mais, pour les plus fanatiques musulmans, Damas est la ville sainte par excellence. Mahomet, dit une chronique locale, y vivait en concubinage avec une juive d'une grande beauté. Elle était fatiguée du prophète et l'assassina pendant la nuit. Pour se tirer d'affaire, elle lui coupa les deux jambes. Quand les disciples vinrent chercher leur maître, elle leur dit qu'il était monté au ciel, qu'elle avait voulu le retenir, mais que ses jambes lui étaient restées entre les mains. Ceux-ci trouvèrent effectivement les jambes sur la terrasse de la maison. Ils furent très-embarrassés, pensant que Mahomet pourrait en avoir besoin au Paradis; ils ne voulurent pas les enterrer; ils se décidèrent à les placer sur un chameau, laissant au prophète le soin de le conduire. Le chameau ne s'arrêta qu'à la Mecque. Les Musulmans y ont élevé un tombeau, où sont conservées les jambes, sinon le corps de Mahomet. Mais Damas est véritablement sa dernière demeure et doit être aussi le dernier asile de ses disciples.

La ville de Damas, située au pied des dernières chaînes de l'Anti-Liban, se développe à l'entrée d'une immense plaine. Les eaux d'une rivière qui s'échappe de la montagne fertilisent tout son territoire; sur une étendue de trois ou quatre lieues,

ce n'est qu'une succession de jardins et de frais vergers. La ville se détache au milieu de ce massif de verdure avec ses dômes et ses nombreux minarets. On remarque au centre la mosquée d'Hamaour, après le tombeau de Mahomet le sanctuaire le plus vénéré des Musulmans. Sa grande nef, comme celle d'une cathédrale, domine tous les autres édifices : c'était en effet une église dans les premiers siècles du christianisme ; elle avait été dédiée à saint Jean. Damas est la plus grande ville de la Syrie ; on prétend que sa population est double de celle d'Alep ; en tous cas elle n'est pas moindre de 120,000 âmes. Elle avait plus de 18,000 chrétiens, dont 8,000 Grecs-unis, 8,000 Grecs schismatiques et 2,000 Maronites. Ces chrétiens se livrant au commerce, avaient fini par s'enrichir. Comme ils ne pouvaient acquérir des terres, ils mettaient tout leur avoir dans leurs maisons, les seuls immeubles qu'ils pussent posséder. Un bon nombre étaient de véritables palais ; leurs cours intérieures, ombragées d'arbres et avec de grands bassins au milieu, étaient toutes dallées en marbre. Les chambres du rez-de-chaussée formaient autant de grands salons ; les parements des murailles étaient recouverts de marbre blanc de Carrare avec des colonnettes et des sculptures dorées. Les plafonds, à cinq ou six mètres de hauteur, étaient non moins

riches de peintures et de dorures. Ils étaient quelquefois garnis de glaces comme les murailles. Toutes ces décorations n'étaient pas toujours du meilleur goût, mais n'en avaient pas moins dû coûter des sommes énormes, et ce n'est pas exagérer que d'estimer à près d'un million le prix de certaines maisons. Aussi le quartier des chrétiens de Damas était-il le plus beau de la ville ; il n'était plus bientôt qu'un amas de ruines.

Laissons parler un témoin oculaire, M. Charles Aubanel, d'Avignon. Voici la relation qu'il en adressait de Damas, le 29 juillet, à la Société orientale de France :

L'horrible complot ourdi contre les chrétiens de Syrie par le fanatisme musulman avait été habilement calculé. Se débarrasser d'abord des populations guerrières du Liban, puis massacrer sans obstacle les populations plus paisibles des villes, tel était le plan des assassins. Cependant les fanatiques de Damas perdaient patience. A l'approche de la grande fête du Baïram, les Turcs de cette ville combinèrent leur œuvre de destruction avec les Druses et les Kurdes des environs, dans lesquels ils devaient trouver des complices dignes d'eux. Tout était prêt pour ce jour terrible, lorsque, la veille, l'émir Abdel-Kader, ce héros qui par son admirable conduite à Damas vient de se placer dans l'histoire à côté des noms les plus illustres, l'émir, disons-nous, prévenu par M. Lanusse, chancelier du consultat de France, du complot qui se tramait, se rendit à la grande mos-

quée ; là, dans une allocution admirable de sens, de raison et d'humanité, il dit à la multitude altérée de sang tout ce qui était capable de l'arrêter dans son infernal projet. En même temps, il faisait savoir aux Druses qu'il leur défendait d'entrer en armes dans la ville. Cette mesure énergique, jointe à ses courageuses paroles, arrêtaient le mouvement, car on craignait les quatre mille Algériens de l'émir autant qu'on respectait leur chef ; mais le massacre ne fut qu'ajourné.

Les chrétiens se trouvaient journellement en butte aux outrages et aux menaces des Turcs. Les évêques protestèrent, les consuls s'unirent à eux et demandèrent au pacha qu'il mît des troupes au quartier chrétien pour le protéger contre toute attaque. Hélas ! les consuls de Damas, avec leur loyauté, étaient la dupe des Turcs, comme l'avaient été ceux de Beyrouth. Les chrétiens ne s'y méprirent pas : les fuyards de Hasbeya et de Racheya surtout savaient la confiance que l'on pouvait avoir en ces troupes ; c'étaient précisément celles qui avaient massacré leurs parents et leurs frères. Ils dirent aux chrétiens de Damas : « Quand on a voulu nous massacrer chez nous, on nous a fait garder par les troupes. » Cependant les chrétiens ne cessèrent d'avoir toute espèce de déférence et de bons traitements pour ces prétendus défenseurs.

Cet état de crainte dura jusqu'aux 7 et 8 juillet, jours où la nouvelle de la prise et du sac de Zahleh arriva à Damas. Alors les musulmans redoublèrent d'outrages et les poussèrent aux dernières limites. Abd-el-Kader n'était malheureusement pas dans son palais : il se trouvait dans un village voisin. Une

troupe de bandits réunit cinq chiens, auxquels ils donnèrent *les noms des cinq monarques chrétiens* signataires du traité de 1856 ; puis ils amenèrent quelques autres de ces animaux qu'ils nommèrent *consuls*, et chaque chrétien qui passait, ils l'arrêtaient, bâtonnaient devant lui ces pauvres bêtes, en disant : Voilà l'empereur Napoléon ! voilà l'empereur Alexandre ! voilà la reine Victoria ! (représentée par une chienne)... Non contents de ces ignobles outrages, ils suspendirent des croix de bois au cou de ces chiens, et forçaient les passants de s'agenouiller devant eux, en leur disant : « Adorez votre Dieu.... »

Le lendemain, 9 juillet, des musulmans traçaient des croix sur le sol, les foulaient aux pieds, et obligeaient les chrétiens à faire de même. Ceux-ci s'indignèrent : une rixe était imminente. Les consuls protestèrent. Le pacha fit saisir et incarcérer quelques-uns des coupables. La populace réclama les prisonniers. Le pacha, par une politique indigne, les délivra à condition qu'ils balayeraient eux-mêmes la place où les profanations avaient eu lieu, bien persuadé que ce serait là le signal du massacre.

En effet, vers midi, des hurlements retentissent dans toute la ville. Le pacha était à la mosquée, on vient l'avertir que la population s'est soulevée, il ne bouge pas. On revient lui dire que le massacre et l'incendie ont commencé, il ne répond rien. Les troupes paraissaient vouloir maintenir l'ordre, elles avaient même tué quelques émeutiers, et la foule commençait à se retirer. Mais bientôt après, aux sons de la musique militaire et au signal donné par un coup de canon, les chefs militaires font rentrer une partie des troupes. Des artilleurs tirent à poudre sur les toits

de feuillage qui ombrageaient les rues et y mettent le feu. Aussitôt les fanatiques reviennent par milliers, et le massacre et l'incendie recommencent avec plus de fureur.

Qui pourrait dépeindre les horreurs qui souillèrent cette journée à jamais exécrationnable ! Pendant que l'incendie dévorait les maisons les plus somptueuses, les habitants, courant dans les rues pour échapper aux flammes, tombaient sous le poignard des assassins ou étaient rejetés dans le feu par la baïonnette des soldats turcs. Le chef des troupes irrégulières fit un carnage épouvantable ; les artilleurs chargeaient leurs chariots et tout le butin qu'ils pouvaient arracher aux flammes que les incendiaires jetaient dans les rues. Les femmes et les filles étaient dépouillées, déshonorées et chassées ensuite devant ces scélérats, comme un vil troupeau, dans les harems. Quelques-unes appartenant aux meilleures familles, après avoir subi le dernier outrage, étaient vendues à des Kurdes. D'autres suppliant, à genoux, leurs ravisseurs de respecter leur honneur, on leur jetait un voile quelconque sur le sein, leur laissant, par dérision, le reste du corps à découvert. On a vu un furieux, après avoir abusé d'une jeune fille, la tuer ensuite, de peur, disait-il, qu'une chienne de chrétienne ne conçût d'un vrai croyant !...

L'épaisse fumée qui s'élevait du quartier chrétien était un appel fait à toutes les convoitises des hordes voisines. Druses et Kurdes fondirent sur cette proie si longtemps convoitée. Heureusement aussi que cette fumée avertit le généreux, l'héroïque Abd-el-Kader, il accourt avec les quelques centaines d'Algériens qui l'entourent ; il envoie en même temps

l'ordre à tout son monde de se rendre à l'instant auprès de lui, dans son palais de Damas. Alors commence l'œuvre du salut. M. Lanusse et les autres consuls se réfugient dans sa demeure respectée. Aussitôt les Algériens se dispersent dans la ville pour recueillir les fuyards et les assiégés, et si grand était l'empire d'Abd-el-Kader à Damas qu'un seul Algérien pouvait aisément emmener 40 ou 50 chrétiens sans que personne osât rien lui dire. C'est ainsi que furent sauvés les PP. Lazaristes et les Sœurs de charité avec une foule de jeunes filles qui s'étaient réfugiées chez elles. Plus de 20,000 chrétiens furent arrachés au fer des assassins et transportés, au fur et à mesure, du palais de l'émir à la forteresse, plus spacieuse et plus capable de renfermer la foule des malheureux. Ce fut bien malgré lui que le pacha reçut ces infortunés dans le château, lui qui, comme un autre Néron, assistait à la destruction du quartier chrétien, contemplant ce spectacle du haut de sa terrasse, fumant son chibouk à la lueur de l'incendie et au son de la musique militaire exécutant ses fanfares. C'est avec la même impassibilité que le mutsellem de Deïr-el-Kamar présidait à la boucherie des chrétiens Maronites, dans son propre palais, tranquillement assis et la pipe à la bouche.

L'incendie avait commencé par le consulat russe, dont le chancelier fut égorgé sur place. Tous les consulats ont eu le même sort, excepté ceux de France, d'Angleterre et de Prusse, lesquels appartenaient à des Turcs et se trouvaient dans le quartier musulman. Le bel établissement des Sœurs de charité, cet asile de toutes les misères, a été réduit en cendres quelques instants après leur fuite. Le

couvent des pères Franciscains a eu un sort bien plus funeste. Pas un seul religieux n'a échappé. Ils étaient sept Pères et deux Frères, tous Espagnols ou Italiens. Plusieurs chrétiens réfugiés dans le couvent ont été également égorgés. Mais aussi il a été le théâtre de deux martyrs bien consolants pour un cœur catholique navré, au milieu de tant de scènes de massacre et d'horreur. Le R. Père Angelo, curé des Latins de Damas, fut sollicité d'apostasier et de se faire musulman. Sur sa réponse calme et ferme qu'il ne savait pas comment on se faisait musulman, qu'il ne connaissait que Dieu et son divin Fils Jésus-Christ, on lui déchira le corps, on lui coupa les membres, et on traîna ce tronc mutilé dans la rue pour le donner en spectacle à la population. Un riche et pieux Maronite de la famille Mesbéké, réfugié dans le couvent, reçut la même invitation, accompagnée des plus horribles menaces. Le généreux vieillard répondit qu'il était écrit dans l'Évangile : « Ne craignez point ceux qui ne peuvent tuer que le corps, mais craignez Celui qui peut précipiter le corps et l'âme dans l'enfer. » Il fût mis immédiatement en pièces à coups de poignards, de sabres et de haches.

Abd-el-Kader fut très-affecté du massacre des PP. Franciscains. Trois fois il avait envoyé ses vaillants Algériens pour les sauver, et trois fois les bons Pères n'avaient pas répondu à l'appel. On ne sait trop si c'était par défiance, prenant les Algériens pour des compagnons des massacreurs, ou plutôt parce qu'ils jugeaient leur couvent imprenable. Ils périrent tous sous ses ruines embrasées. En supposant d'ailleurs que ce fût défiance, elle n'était pas sans

fondement de leur part. Parfois les forcenés musulmans, contrefaisant le langage des Algériens, invitaient les malheureux chrétiens cachés dans les puits ou les égouts de la ville à sortir, et, une fois dehors, ils les égorgeaient en se raillant d'eux. Ces scènes d'horreur durèrent trois jours et trois nuits, depuis le lundi 9 juillet jusqu'au jeudi. A l'arrivée de Halim-Pacha, les hordes de pillards et d'assassins, gorgés de sang et de butin, rentrèrent dans leurs repaires.

Quelle reconnaissance ne doivent pas les puissances chrétiennes au dévouement si admirable d'Abd-el-Kader. Disons-le à l'honneur de la France, c'est son nom et le souvenir de ses victoires qui a surtout déterminé ces sublimes efforts. C'est la France aussi qui a pourvu à l'entretien de 12 à 15 mille âmes pendant près de 15 jours. C'est encore Abd-el-Kader qui a donné des hommes, et le consulat français qui a fourni l'argent pour expédier des caravanes nombreuses de ces infortunés chrétiens à Beyrouth. La première de ces caravanes comptait plus de mille personnes. 50 Druses les conduisaient, surveillés eux-mêmes par des Algériens.

Cette relation est confirmée par celle d'un officier turc et publiée le 19 août 1870 par le *Sémaphore* de Marseille, dont voici un extrait.

Il est vrai que les habitants des villages voisins de Damas sont arrivés en grandes masses, quelques heures après, en pillant, tuant et violant les femmes. Qui pourrait croire que l'arrivée simultanée de tous les villageois ainsi que des Bédouins au

moment même où commençaient les massacres dans la ville, ne soit pas l'effet d'un accord fait antérieurement entre tous ces gens-là? Ce qui nous le prouve clairement, c'est que dans l'espace d'un quart d'heure, toutes les maisons des musulmans avaient des drapeaux blancs et verts que personne n'a touchés. Ces pavillons peuvent-ils avoir été préparés si vite et dans un moment si critique? Ils ont été préparés d'avance !.....

Beaucoup de chrétiens qui s'étaient réfugiés dans leurs maisons sont morts au milieu de l'incendie. Beaucoup sont morts dans les tortures les plus horribles ayant pour but de leur faire avouer les endroits où ils avaient caché leurs biens, et ils étaient massacrés une fois l'endroit connu. Beaucoup de femmes ont eu le poignet coupé pour un bracelet; d'autres les doigts coupés pour une bague, et d'autres les oreilles pour des pendants, et cela à part celles qui ont été massacrées. Des chrétiens ont été sauvés par les gens d'Abd-el-Kader, l'Algérien, en les faisant sortir des puits et des caves et les menant à la citadelle; plusieurs furent tués dans le trajet par les mauvais sujets. L'émir Abd-el-Kader sauva beaucoup de chrétiens dans sa maison, après quoi il les fit conduire dans la citadelle. Il n'y a que lui qui ait travaillé à sauver les chrétiens.

Quelques personnes des notables de la ville ont pris chez eux des familles chrétiennes, soit du quartier chrétien, soit de ceux qui étaient dans la citadelle, en manifestant l'intention de leur donner asile; mais malheureux, et trois fois malheureux, tous ceux qui ont été avec eux, car, attirés chez

eux, ces barbares leur faisaient subir les plus violentes tortures pour leur faire avouer les endroits où ils avaient enseveli leurs biens. Après avoir atteint leur but, ils massacraient le plus grand nombre, en faisaient apostasier d'autres et n'en rendaient qu'un bien petit nombre dans la citadelle.

Les mauvais sujets entraient dans la citadelle et choisissaient les femmes, les enfants, et les emmenaient sans aucune garantie ; une fois dans les rues, ils abandonnaient les vieilles femmes et prenaient les plus jeunes pour assouvir sur elles leurs passions brutales.

Je me trouvais un jour dans la citadelle, et j'ai vu de mes propres yeux une troupe de mauvais sujets choisir de jeunes femmes et les emmener sans la moindre observation de la part des soldats. Les églises des chrétiens ont été enfoncées, pillées et brûlées. Le consulat de Russie a été pillé et brûlé....

Les maisons chrétiennes qui étaient disséminées dans les quartiers musulmans, au nombre de trois cents au moins, ont toutes été pillées et brûlées.

Le 21 juillet est arrivé Kaled-Pacha, général de division, qui prit des mesures, de concert avec le tribunal civil, pour envoyer des personnes fouiller dans le quartier chrétien afin d'en retirer les objets qui pouvaient s'y trouver encore enfouis. On en interdit l'entrée, excepté à ceux qui étaient préposés à cela.

Grâce à M. le consul de France, nous obtînions quelques mois après l'autorisation de le visiter. Nous croyions en le parcourant errer au milieu des ruines de Pompeïa ; tout y était

mort, une dizaine d'ouvriers seulement y faisaient encore la fouille des décombres. Au milieu de vieilles voûtes, nous trouvâmes un Frère franciscain ; il était occupé à retirer de la poussière des livres à moitié brûlés ; il nous offrit un feuillet qui était encore tout rouge de sang. Nous parcourûmes, l'une après l'autre, toutes les anciennes églises, il n'en restait plus que quelques arcades. L'édifice le mieux conservé était le couvent des Sœurs de Saint-Vincent de Paul. Il avait été incendié comme tout le reste ; mais ses hautes murailles étaient encore debout ; des débris de lits en fer jonchaient le sol de la cour ; on voyait aussi de petits rosiers couverts de fleurs, seul souvenir encore vivant des bonnes Sœurs dans ces lieux désolés.

Si les chrétiens ont pu être sauvés à Damas, on ne le doit donc qu'à Abd-el-Kader, aidé de tous les Arabes de l'Algérie qui l'avaient suivi dans sa retraite. Il ne faut pas, en effet, confondre les Arabes, premiers disciples de Mahomet, avec les Turcs, sous la domination desquels s'est constitué l'empire ottoman. Déjà barbares lorsqu'ils ont accepté le Coran, ces derniers n'ont fait que s'abrutir et dégénérer en devenant les maîtres. Ce serait se faire une grande illusion que de croire que le Sultan règne partout. Il multiplie ses pachas et ses mudirs dans toutes les villes ; ces

fonctionnaires pressurent les habitants par leurs exactions, mais ils n'ont aucune autorité dans les campagnes encore occupées par les Arabes nomades. Ainsi l'autorité du pacha de Jérusalem n'est pas respectée à plus de douze kilomètres à la ronde. Quand les voyageurs veulent aller visiter la mer Morte ou le Jourdain, ils sont obligés de traiter avec les chefs arabes du pays; s'ils n'ont pas acquitté le prix convenu, ils sont dépouillés même de leur chemise.

Akil-Agha, chef arabe, campé aux environs de Nazareth, n'était pas toutefois un simple chef de brigands. Il avait plus que les autres porté ombre au gouvernement ottoman, qui était parvenu à le prendre et à le jeter dans les fers. Il avait réussi à s'échapper; et, comme il était plus favorable aux chrétiens que les pachas turcs, nos consuls lui avaient donné leur appui. Son autorité s'étendait sur toute la Galilée; il pouvait mettre sous les armes 3000 cavaliers, et au besoin bien davantage, tandis que les différents mudirs turcs dispersés dans les différentes villes du pays, avaient à peine sous leurs ordres chacun une centaine de fantassins.

Au mois de juin 1860, Kurschid-Pacha, préparant les massacres du Liban, avait demandé à Akil-Agha de lui envoyer un renfort de trois cents cavaliers. Celui-ci, au premier avis, en avait

CHAPITRE X

L'INTERVENTION EUROPÉENNE

Les détails que nous avons donnés sur les massacres de 1860 suffisent pour démontrer qu'il ne s'agissait pas seulement d'une lutte entre les Maronites et les Druses, entre les protégés de la France et ceux de l'Angleterre, mais bien d'un soulèvement général de tous les musulmans contre tous les chrétiens. Les autorités musulmanes chargées de les protéger, avaient été les complices de tous les massacres. Kurschid-Pacha, gouverneur de Saïda, n'aurait fait que suivre une impulsion partie de Constantinople même. Ce qui le faisait supposer, c'est que les Druses, parfaitement tranquilles avant lui, n'avaient commencé leurs hostilités qu'à son arrivée. On les vit alors attaquer, sans motifs, Beït-Meri et brûler cinq ou six autres villages. Ensuite la conduite des gouverneurs de Damas, de Baalbeck, de Hasbeya, de Deïr-el-Kamar et de tous les autres points était si conforme à celle de Kurschid-Pacha que le mot d'ordre semblait avoir été donné. Des officiers européens au service de l'armée ottomane, un instant, avaient voulu s'opposer aux premiers

massacres; mais l'entraînement des soldats était tel, les excitations des chefs qui les dirigeaient étaient si pressantes, qu'ils n'avaient pas tardé à se convaincre que le coup partait d'en haut. Quelle honte pour les fauteurs de désordres qui avaient amené de telles atrocités. L'Angleterre, il est vrai, cherchait à s'en laver les mains, en joignant ses condoléances à celles des autres puissances chrétiennes; elle expliquait toutes ces fureurs par le fanatisme musulman. Une seule chose aurait pu étonner, c'est qu'il ne se fût pas manifesté plus tôt, en présence des atteintes que portait au Coran la civilisation moderne.

Les doctrines du Coran sont trop contraires à celles de l'Évangile pour pouvoir s'allier avec elles, et le triomphe des uns n'est que la condamnation des autres. Allons au fond des choses, ce n'est pas l'espérance de réformer la loi de Mahomet et de civiliser ses disciples qui, depuis quatre siècles, a maintenu l'empire ottoman et conservé son joug odieux sur des millions de chrétiens. Si la foi et le dévouement qui animaient les anciens croisés ne s'étaient pas refroidis en Europe, le tombeau de Mahomet serait peut-être encore aux mains des Musulmans, mais bien certainement celui de Jésus-Christ n'y serait plus: Depuis longtemps les Turcs auraient repassé le Bosphore et la croix brillerait de nouveau sur Sainte-Sophie;

d'abord envoyé une centaine ; mais bientôt, instruit par nos agents consulaires des dispositions du gouvernement ottoman envers les chrétiens, le chef arabe rappela ses cavaliers. Kurschid-Pacha lui dépêcha alors un émissaire chargé de lui porter un sabre en lui faisant de nouvelles instances. Akil-Agha jeta le sabre que le pacha de Beyrouth lui envoyait, disant qu'il ne pouvait tuer sa mère ! Il confondit la cause des chrétiens avec celle de la France, qui l'avait toujours appuyé. Puis, portant la main sur son propre sabre, il ajouta qu'il ferait justice de ceux qui voulaient attenter à la vie des chrétiens.

En effet, les Druses, après avoir ensanglanté le Liban, s'étant portés sur Nazareth, Akil-Agha, alla à leur rencontre et leur fit rebrousser chemin. Sous sa protection, aucun des chrétiens du pays n'a été inquiété, et tous s'accordent à dire que sans lui ils n'eussent pas été plus que les autres épargnés par les Turcs.

Une statistique, dressée avec soin, des dévastations commises par les Druses avec la coopération des Turcs, donnait à la fin de juillet 1860 les résultats suivants :

360 villages détruits, 560 églises renversées, ainsi que 28 écoles comprenant 1,830 élèves ; 42 couvents brûlés et 9 établissements religieux européens ; les récoltes du Mont-Liban, de la

Célésyrie, de l'Anti-Liban, de la riche plaine de l'Haouran complètement perdues, tant en céréales qu'en soie, fruits, etc., ce qui donnait un total de 116,360 kilomètres carrés sur lesquels toutes sortes de produits, de constructions et même de bestiaux avaient été anéanties.

On évaluait à 75,000 le nombre des victimes de ces désastres qui avaient pu fuir, et à 19,000 les malheureux massacrés. On comptait 10,000 orphelins, 6,000 veuves et environ 3,000 femmes ou filles vendues pour les harems.

de l'empire ottoman n'était pas la plus menacée et elle devenait la sauvegarde des autres. Aussi devait-on s'en rapporter plus aveuglément aux bonnes intentions du sultan.

Sans doute, les progrès de l'industrie et le développement du commerce avaient levé bien des barrières. L'empire ottoman, par la force des choses, était sorti de son isolement ; les négociants qui s'y étaient établis avaient fait rapidement fortune et, grâce à la garantie des puissances, ouvraient leurs banques à toutes les entreprises, suppléaient au Trésor que vidait le Sultan par son luxe et ses folles dépenses, de concert avec tous les pachas. Le fanatisme d'un bon nombre s'était un peu éteint dans les ambassades où ils avaient été envoyés ; il en était de même de tous les jeunes Turcs qui étaient venus s'instruire à nos écoles. D'un autre côté, beaucoup d'Européens compromis par la révolution, s'étaient mis au service du gouvernement ottoman ; plusieurs, se faisant musulmans, avaient obtenu le commandement des armées et le gouvernement des provinces ; la plupart des gouverneurs apostats depuis la conquête n'avaient embrassé l'islamisme que pour conserver leurs biens et ne tenaient pas plus au Coran qu'à l'Évangile. Ni les uns ni les autres ne se faisaient illusion sur l'avenir de l'empire ottoman ; mais ils n'en étaient que plus

après à la curée, et, avec un incroyable cynisme, ils sacrifiaient, au besoin, leurs frères aussi aisément que les chrétiens.

Mais les vieux Mahométans, qui n'étaient pas sortis de leurs mosquées ou de leurs zaouïas, qui n'avaient fait d'autres voyages que les pèlerinages de la Mecque, tels que les sophtas et les Hadjs, n'avaient rien perdu de leur fanatisme; aussi le traité de 1856 n'a-t-il été le signal que de nouvelles révolutions de sérail, et d'une fermentation générale jusqu'aux extrémités de l'empire ottoman. On a pu s'en convaincre bientôt à Djeddah, à Alep, dans beaucoup d'autres villes de l'Asie-Mineure et dans l'Algérie elle-même. Des soulèvements et des incendies se sont manifestés de toutes parts dans notre colonie le lendemain du jour où l'empereur Napoléon, voulant en faire un royaume arabe au titre français, avait fait distribuer toutes les terres de l'ancienne régence aux Arabes qui y étaient campés.

Le traité de Paris était une transaction entre les puissances européennes, faisant bon marché de leurs croyances pour appliquer les théories de la révolution moderne qui avait mis Dieu hors de la société. Au moins les puissances chrétiennes, en sacrifiant les pures doctrines de l'Évangile dont la plupart s'étaient écartées, pouvaient-elles se couvrir des privilèges de liberté qu'avait recon-

nous n'assisterions pas aujourd'hui à ce triste spectacle d'une nombreuse population chrétienne ruinée et presque abâtardie à côté de nous par un long esclavage. Mais l'égoïsme qui s'est emparé de bien des cœurs, glace aussi les souverains de l'Europe, et, dans leur jalouse ambition, s'ils n'ont plus la peur des Turcs, ils ont toujours la crainte les uns des autres.

Depuis longtemps le gouvernement ottoman avait compris cette situation. Au temps de sa puissance, il avait su habilement appliquer la maxime : diviser pour régner ; au temps de sa faiblesse, il ne devait pas la négliger pour chercher à se maintenir : c'était le seul moyen qui lui restât pour tenir tête aux grandes puissances. Le protectorat de l'empereur de Russie sur les Grecs et les Slaves devait surtout inquiéter le sultan, aussi dut-il accepter avec empressement l'appui de la France et de l'Angleterre pour le repousser. La guerre de Crimée n'avait pas d'autre but : l'intérêt des chrétiens y a bien été invoqué ; mais, en fait, les chrétiens d'Orient étaient, dans cette circonstance, le moindre souci de la France et de l'Angleterre : l'une et l'autre ne voulaient autre chose que mettre un obstacle aux plans ambitieux de la Russie. La France voulait arrêter ses armées et l'Angleterre détruire sa flotte. Le traité de 1856 ne fut qu'un séquestre apposé sur

l'empire ottoman; on maintint son intégrité en attendant sa complète dissolution. Il ne fallait pas qu'une grande puissance fît sa part avant l'autre; un tel partage, plus encore que celui de la Pologne, était de nature à singulièrement modifier l'équilibre européen, qui déjà avait tant de peine à se soutenir. Pour fortifier cet équilibre, on admit le sultan lui-même dans le concert européen.

On n'entendait pas assurément donner de plus grandes garanties aux pauvres chrétiens confiés sans intermédiaires à ses soins. Aux anciennes capitulations, au protectorat séculaire, était substituée une garantie collective nécessairement insuffisante. Afin que la nouvelle administration fût plus indépendante, on renonçait à intervenir, ou du moins ce ne pouvait être qu'avec l'agrément du gérant responsable et de ses mandataires. C'était donner beau jeu au gouvernement ottoman, lui assurer d'avance un bill d'indemnité, pourvu que, fidèle à sa vieille politique, il pût parvenir à entretenir des rivalités jalouses. Moins que jamais les grandes puissances étaient prêtes à s'entendre sur l'objet de leur convoitise, pendant qu'elles s'efforçaient de prolonger son existence par des remèdes empiriques. Le génie révolutionnaire s'agitait dans leur sein, sous le manteau des nationalités méconnues. L'intégrité

quise Jésus-Christ, le Rédempteur du monde. Le Coran, avec la force brutale du sabre, ne faisant partout que des esclaves, renversant toutes les consciences par un aveugle fatalisme ; il était moins facile au Sultan, qui s'était chargé lui-même de mettre ce traité à exécution dans son empire, de parler de progrès, de jeter de la poudre aux yeux des plus fanatiques disciples de Mahomet ; (*ce qui est écrit est écrit et doit s'accomplir*, disent les musulmans), ils étaient furieux de ne pouvoir changer les destinées de l'empire ottoman. Les prophéties musulmanes s'accordent à cet égard avec celles de la Bible, et l'Apocalypse de saint Jean ne fait que confirmer la vision du prophète Daniel, comme l'a fort bien expliqué le savant abbé Rohrbacher, dans son Histoire ecclésiastique. Dans la prophétie de Japhr, qui est entre les mains des musulmans et qu'ils ont grand soin de cacher, les derniers évènements de Syrie étaient prédits à ne pas s'y méprendre ; il y était dit que le règne de l'empire ottoman sur la Syrie commencerait après la déroute de Méhémet-Ali, qui ne l'avait gouverné qu'avec le roi des Philistins venu à son aide ; qu'après des émeutes, des troubles, des injustices, des avanies de toute sorte, qui ruineraient le commerce, il y aurait de grands massacres ; que la France alors embarquerait des troupes qui viendraient débar-

quer sur les côtes de la mer du mont Philistin au mois 48^{me} de l'Hégire, c'est-à-dire en 1860. Ce qui suivait était encore plus inquiétant pour les musulmans, car le prophète annonçait qu'il y aurait bientôt de grandes guerres aux environs de Constantinople, qu'alors les Grecs reprendraient Constantinople, sans combats et sans guerre, que les contrées des Turcomans appelées Tatarkan, seraient complètement ruinées et entièrement envahies. Les musulmans alors se rassembleraient et s'allieraient aux Arabes, aux Kurdes et aux Métualis ; qu'il y aurait de terribles guerres à Alep, dans lesquelles 84,000 combattants périeraient... etc.

M. François Lenormand, qui, au moment des massacres de 1860 se trouvait en Grèce, écrivait le 25 août au journal l'*Union* :

Les correspondances de Constantinople qui nous parviennent par la Grèce s'accordent avec les nouvelles reçues par d'autres voies pour dépeindre l'état de cette capitale comme très-alarmant.

La conspiration découverte à Smyrne, et dont nous avons raconté les principaux détails, n'est qu'une ramification secondaire d'un vaste complot dont le foyer principal est à Constantinople. La plus grande partie de la population musulmane, entre autres les sophtas, dont le nombre est au moins de 40,000, entre dans ce complot, qui ne tend rien moins qu'à détruire les

réformes proclamées dans le hattî-chérif de Gulhané et dans le hattî-humayoun de 1856, et à rétablir l'ancienne constitution de la Turquie telle qu'elle existait avant l'anéantissement des janissaires. Pour arriver à ces fins, on doit commencer par un massacre général des chrétiens.

Les conjurés ne cachent pas leurs projets ; ils en parlent, au contraire, publiquement. Les propos qui se tiennent partout dans les cafés annoncent les événements comme devant bientôt éclater. Des espèces de prédicateurs populaires parcourent les rues de Constantinople, excitant le fanatisme des croyants contre les infidèles et appelant les sectateurs de l'Islam à la guerre sainte. Les menaces ne se bornent pas aux chrétiens, les *sophtas* proclament aussi l'intention de châtier le gouvernement qui s'est laissé corrompre par le commerce avec les *giaours*, et qui a eu l'impiété de vouloir imiter leurs usages et leurs lois. Ils annoncent qu'une révolution dans le pouvoir peut seule faire rentrer la Turquie dans sa véritable voie, conforme aux préceptes du Coran. Ils veulent chasser tous les hommes qui, dans les ministères ou dans l'administration, leurs paraissent favorables à la régénération de l'empire et à l'introduction des institutions européennes. Leurs propos et leurs menaces s'adressent même au sultan, qu'ils considèrent avec raison comme celui de tous qui veut le plus sincèrement les réformes et leur exécution ; beaucoup de personnes à Constantinople craignent sérieusement que, si les projets des fanatiques se réalisaient un instant, le sort du malheureux Sélim n'attende Abdul-Medjid, et que le sérail ne soit encore témoin d'une de ces tragédies sanglantes, comme il en a tant vu.

Le complot avait donc été ourdi à Constantinople, par le parti fanatique hostile aux réformes qui, même sous le dernier sultan, comptait beaucoup d'hommes influents au divan de la Porte. Se sentant débordés par les chrétiens en Europe, ils avaient songé à se ménager une retraite de l'autre côté du Bosphore. L'Asie-Mineure renfermait encore beaucoup de chrétiens; on y comptait 5 ou 6 millions d'Arméniens. Mais depuis Alep jusqu'à la Mecque, entre Damas et Bagdad, les chrétiens n'étaient plus que très clair-semés au milieu de 10 à 12 millions d'Arabes, fervents disciples de Mahomet. Seulement la côte de Syrie était garnie de groupes assez compactes de chrétiens; il fallait la débloquer et ôter aux puissances européennes qui les protégeaient tout prétexte d'intervention. On résolut donc de les anéantir. Akmet-Pacha, gouverneur de Damas, avait été chargé de l'exécution, sous le prétexte, en sa qualité de séraskier de l'Arabistan, général en chef de toutes les troupes de Syrie, de régler les affaires du kaïmakam contre lequel les Anglais avaient soulevé la population chrétienne. On avait envoyé deux ans à l'avance Akmet-Bey à Beyrouth, en qualité de commissaire extraordinaire de la Porte; on lui avait donné l'ordre de s'entendre avec le gouverneur général de Damas. Ce dernier avait encore pour affidé auprès de Kurschid-Pacha, gouver-

neur de Beyrouth, Arel-Effendi, qui lui avait été imposé comme trésorier et comme suppléant. D'un autre côté, comme nous l'avons dit, les Anglais tenaient tous les Druses par Saïd-Bey Jemblad, leur chef le plus important, toujours prêt à les lancer contre les chrétiens.

Nous ne reviendrons pas sur les odieuses intrigues qui ont amené le soulèvement des Druses et ont abouti à un aussi sanglant résultat. L'Angleterre avait cherché à se justifier en faisant retomber la faute sur le gouvernement ottoman; voyons maintenant ce que fit la Porte pour écarter tout soupçon et montrer l'inutilité de l'intervention dont elle était menacée.

A la première nouvelle des horribles massacres qui avaient ému l'Europe entière, le sultan s'empressa de faire adresser par le télégraphe à l'Empereur des Français la lettre suivante :

« Palais de Dolma-Batché, 16 juillet.

« Je tiens à ce que Votre Majesté sache bien avec quelle douleur j'ai appris les événements de Syrie. Qu'Elle soit convaincue que j'emploierai toutes mes forces pour y rétablir l'ordre et la sécurité, punir sévèrement les coupables, quels qu'ils soient, et rendre justice à tous. Pour qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur les intentions de mon gouvernement, c'est à mon ministre des affaires étrangères, dont les principes sont connus de Votre Majesté, que j'ai voulu confier cette importante mission. »

Fuad-Pacha, ministre des affaires étrangères, fut envoyé en Syrie en qualité de commissaire extraordinaire, pour donner satisfaction à l'Europe. Son premier soin fut d'aller à Damas. Le gouverneur, Akemet-Pacha, qui n'avait fait que se conformer aux instructions reçues de Constantinople, avait entre les mains des pièces très-compromettantes pour le commissaire extraordinaire ; aussi ce dernier n'hésita pas à le sacrifier et le fit immédiatement exécuter sans jugement.

Il fit, quelques jours après, arrêter et condamner tous ceux qui étaient le plus suspectés d'avoir pris part aux massacres. Cent douze, dont deux personnages influents, le chef et le commissaire du tribunal militaire, furent fusillés, cinquante-sept, dont quatre des principaux négociants turcs, furent pendus, neuf furent empalés dans le quartier appelé Maelle-Sachié. Leur exécution a été horrible, les cris de douleur de ces misérables s'entendaient à une grande distance.

Deux ou trois cents bandits de bas étage furent arrêtés en même temps, et condamnés aux travaux forcés. Le gouvernement ottoman n'ayant aucuns travaux à faire exécuter, ils furent pour le temps de leur peine incorporés dans l'armée turque. On les dirigea sur Constantinople. En traversant Beyrouth, ils rencontrèrent les veuves

des chrétiens qu'ils avaient égorgés, et, les insultant, ils leur promirent de revenir bientôt pour les achever. Fuad-Pacha, suivant les instructions qu'il avait reçues, espérait par une prompte justice ôter aux Français tout prétexte d'arriver dans la ville sainte.

D'autres arrestations ne tardèrent pas à être faites : celle de l'inspecteur des postes; d'Ali-Ferhat, inspecteur militaire; d'Arnic-Méhémet-Saïd-Bey, colonel kurde; d'Assif-Bey, commissaire du grand tribunal; d'Osman-Bey, kaïmakam militaire de Hasbeya; d'Ali-Bey, lieutenant-colonel de cette ville.

Une arrestation qui a produit un grand effet a été celle du grand cheik de Damas *Chehul Messai*, *cheik Abbdalla-Halebi*, *Djami uminie cheki*. Les musulmans le regardaient comme descendant du prophète, se prosternaient devant lui et le vénéraient comme un saint. Voici dans quelles circonstances il a été arrêté : le 22 août, les femmes de ceux qui avaient été fusillés ou pendus sont allées entourer sa demeure, et avec des cris et des lamentations, comme seules savent en faire les musulmanes de ces pays, l'accusèrent en criant : « C'est toi qui es la cause de tout ce qui nous arrive, par les conseils que tu donnais à nos maris, suivant tes livres saints. » L'autorité, prévenue immédiatement du fait, fit arrêter le

cheik chez lui, et, après une première enquête, il fut emprisonné avec son fils.

Ces exécutions sommaires, ces enquêtes ne calmaient pas plus la population musulmane qu'elles ne rassuraient les chrétiens que Fuad-Pacha empêchait de partir dans la crainte qu'ils ne révélassent la vérité à Beyrouth ; aussi écrivait-on de cette ville à l'*Indépendance belge* :

« Une grande effervescence règne dans toute la Syrie : tout annonce que les partis sont encore sur le point d'en venir aux mains. Il n'y aura probablement pas de troubles sérieux dans le Liban, dont toutes les positions sont occupées par les troupes françaises, cantonnées sur onze points différents ; mais l'Anti-Liban, le Hauran, et surtout Damas, ne tarderont pas à être le théâtre de nouveaux malheurs. Les Turcs semblent maintenant vouloir pacifier ouvertement avec les fanatiques.

« Le gouvernement de la Porte vient de donner ordre à Abd-el-Kader de désarmer ses Algériens et de les licencier. L'émir a protesté, et ses fidèles soldats ont refusé de rendre leurs armes ; toutefois Abd-el-Kader et les siens se disposent à quitter Damas pour se retirer sur les bords de la mer Rouge, aux environs de la Mecque. Son départ, provoqué par les fanatiques de Damas, pourrait bien être le signal de nouveaux massacres. Le Gouvernement a ordonné un désarmement général des Damasquins, mais on ne désarme en réalité que les chrétiens, qui pourraient bien, eux aussi, subir le sort des habitants

de Beït-Eddin et Deïr-el-Kamar. La guerre sainte est prêchée à Damas presque ouvertement.

Kurschild-Pacha, à Beyrouth, s'était empressé de montrer son zèle et sa bonne volonté. Pour prouver que l'intervention était inutile, il enjoignit au pacha de Saïda d'arrêter les massacres. Il avait donné lui-même le signal des massacres qui s'étaient poursuivis sous son impulsion ; il avait ouvert aux Druses les portes de Beyrouth, où ils étaient l'objet des ovations de la population musulmane, qui couronnait de ses bouquets les canons de leurs fusils. Mais, si l'Angleterre ne parvenait pas à empêcher l'intervention, il allait avoir un compte sévère à rendre. Pour prouver qu'elle était inutile, il enjoignit au pacha de Saïda de faire la paix. Depuis deux ans le kaïmakam maronite, obligé de fuir devant la révolte des cheïks, s'était réfugié à Beyrouth, réclamant en vain l'appui du pacha. Ce kaïmakam pour la circonstance fut constitué mandataire de tous les chrétiens. Il reçut l'ordre de son Excellence le pacha de Saïda de se rendre auprès de son Excellence le haya pour s'aboucher avec le kaïmakam druse et chercher à *extirper les causes de désunion ; attendu les machinations de ceux qui aiment le désordre et principalement les personnes qui n'ont aucune pitié des nouveau-nés, des garçons et des filles,*

reconnaissant que devant une situation pareille il n'y a pas d'autre moyen d'arrêter l'effusion du sang que *l'oubli de ce qui est arrivé*; en conséquence il est conclu que la paix sera faite, à condition qu'aucune des parties n'aura le droit pour tout ce qui est arrivé depuis le commencement de la guerre jusqu'à ce jour, de faire des *réclamations ni pour le présent, ni pour l'avenir*. Nous n'analyserons pas davantage cette pièce officielle, qu'on croirait inventée à plaisir pour ridiculiser les pachas turcs, si la scène se passait sur un théâtre.

Évidemment on ne pouvait plus se fier, comme par le passé, au gouvernement ottoman, qui avait autorisé et fomenté lui-même l'anarchie. D'ailleurs son impuissance ne faisait plus de doute pour personne, et pour peu qu'on le considérât comme responsable de tout le mal qui s'était fait, il était évident qu'on ne pouvait lui laisser le soin de le réparer lui-même : les réformes qu'on lui imposerait ne seraient qu'un nouveau prétexte, comme on le voyait tous les jours, d'exercer sa tyrannie et d'ajouter de nouvelles déprédations à celles du passé.

En 1831, on faisait grand cas, en France, de Méhémet-Ali; on admirait ses réformes, et on avait vu avec plaisir Ibrahim-Pacha faire la conquête de la Syrie. Les pauvres chrétiens du Liban

se sont jetés dans ses bras sous notre influence. Après les avoir laissés se fourvoyer ainsi, nous les avons abandonnés. L'Angleterre, en renversant la domination égyptienne en Syrie, eût véritablement servi leur cause si, au lieu de donner un libre cours à ses intrigues, nous fussions arrivés pour reprendre notre protectorat et garantir mieux qu'elle ne l'a fait les privilèges de la nation maronite. La famille de l'émir Béchir, qui les garantissait, est depuis longtemps écartée du Mont-Liban ; d'un autre côté, Méhémet-Ali et Ibrahim-Pacha n'existaient plus. On pouvait, avec le nouveau vice-roi d'Égypte, redevenu plus que jamais le vassal de la Porte, recommencer la faute que nous avons commise en 1831 et laisser aux Égyptiens le soin de placer les chrétiens de Syrie au niveau de la civilisation européenne.

Abd-el-Kader assurément offrait, pour maintenir la paix, de bien plus grandes garanties ; il était musulman sincère ; il s'affligeait même, dans toutes les lettres qu'il écrivait dans ces circonstances, de la dépravation de ses coreligionnaires et de l'inique tyrannie des autorités ottomanes. On pouvait espérer que, si une mission lui était confiée en Syrie, il ne trahirait point la France, dont il reconnaissait la générosité à son égard. La conduite qu'il avait tenue en

dernier lieu à Damas était une preuve de sa loyauté et de l'élévation de ses sentiments ; il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour apaiser l'orage, et sa maison était devenue l'asile de tous les consuls européens. Toutefois ce qui est arrivé à Damas faisait craindre qu'Abd-el-Kader ne réussît guère mieux que les pachas à maintenir le bon ordre dans ces contrées éloignées. Il n'était pas probable qu'il pût réussir à régénérer les musulmans des villes de l'abrutissement dans lequel la plupart d'entre eux étaient tombés. Et si, une fois qu'un commandement lui aurait été donné dans les plaines de Damas et de Bagdad, les pèlerins de la Mecque finissaient par se grouper autour de lui, n'était-il pas à craindre qu'il ne fût entraîné, pour ainsi dire malgré lui, à reprendre son ancien rôle ? Il ne fallait pas l'oublier, Abd-el-Kader était musulman avant tout, et, Mahomet venant l'absoudre, ne se fût-il pas cru complètement justifié d'avoir rompu avec les chrétiens ? D'ailleurs, Abder-el-Kader pouvait mourir, et après lui qui pouvait répondre de son successeur, une fois la nationalité arabe reconstituée dans son véritable centre, derrière le tombeau de Jésus-Christ.

Pour peu qu'on voulût véritablement garantir les chrétiens de Syrie et avec eux les Saints-Lieux contre toute tentative postérieure du fanatisme musulman, on ne devait donc guère plus

compter sur Abd-el-Kader que sur le sultan, les puissances européennes devaient donc désormais se mettre seules en frais et ne se retirer que lorsqu'elles auraient pu parvenir à constituer en Syrie un État chrétien assez fort pour garder, d'une part, les frontières de l'Arabie, et, de l'autre, celles de l'Hellespont, où viendraient se réfugier les Turcs, lorsqu'on leur aurait fait repasser le Bosphore.

En attendant, qui devait être chargé de veiller sur les chrétiens de Syrie? Si on ne pouvait plus se fier à la Porte-Ottomane, comment pouvait-on se fier davantage au gouvernement anglais, alors que la France se chargerait du principal rôle, du consentement même de ce gouvernement? Nous sommes loin assurément de méconnaître les bons sentiments du peuple anglais; nous savons combien il a horreur du sang; mais nous savons aussi que depuis des siècles l'Angleterre est l'éternelle ennemie de la France; qu'elle n'a rien tant à cœur que de lui nuire, et que tous les moyens lui sont bons, même ceux de l'anarchie. Elle se vouerait au diable lui-même, si par ce moyen il lui était possible d'écraser la rivale qui gêne son ambition. Aussi, ce qui a perdu les chrétiens de Syrie a été leur attachement pour la France: l'Angleterre n'a pu le leur pardonner. Elle aurait préféré leur faire du bien;

mais quand elle a vu qu'ils refusaient ses services pour recourir aux nôtres, elle n'a plus songé qu'à leur nuire et à leur trouver des ennemis. Elle a été dépassée. C'en étaient plus seulement les Maronites protégés de la France qui avaient été attaqués par les Druses alliés de l'Angleterre, c'étaient tous les Musulmans qui étaient venus se ruer sur les Chrétiens unis ou *orthodoxes*. L'incendie une fois allumé, on n'en a plus été maître, et l'Angleterre elle-même s'y est trouvée enveloppée : elle gémissait de ces désastres, qui révoltaient toutes les âmes généreuses de la nation.

Voici, du reste, de curieux aveux qui nous ont été révélés dans le compte-rendu de la séance de la Chambre des communes de l'Angleterre, du 17 août 1860.

M. Monsell désire savoir du noble lord chef du gouvernement, quelles sont les instructions qui ont été données à lord Dufferin, commissaire de sa Majesté envoyé en Syrie, et si ces instructions seront communiquées à la Chambre. Il a été communiqué ces jours derniers, aux honorables membres, une nouvelle série de pièces relatives aux déplorables et récents événements de la Syrie. Parmi ces pièces se trouve une lettre remarquable et très-bien écrite de M. Cyril Graham, que les représentants de toutes les puissances européennes avaient sollicité de parcourir tout le Liban pour s'assurer de la réalité des faits.

« Les scènes racontées par M. Graham dépassent tout ce que les honorables membres eussent jamais imaginé. Les atrocités qui ont été commises sont vraiment abominables, et M. Graham affirme, dans les termes les plus formels et les plus explicites, que les autorités turques ont été réellement complices de la plupart de ces crimes. Je ne demanderai pas, dit M. Monsell, si, en faisant plus d'attention à la circulaire écrite en avril par le prince Gortschakoff, il eût été possible d'empêcher ce qui s'est passé, ni si les négociations avec la France n'ont pas empêché cette puissance d'intervenir à temps pour arrêter le mal. Mais, en examinant l'histoire des vingt dernières années, il est évident pour moi que l'Angleterre est grandement responsable de ce qui a eu lieu. Qu'avons-nous fait ? Nous avons trouvé Imam-Pacha, représentant de la plus grande famille du district, qui gouvernait le pays, sinon bien, du moins de manière à empêcher ces horribles catastrophes. Eh bien ! en opposition à la France, et, je crois, à quelques autres puissances de l'Europe, nous avons recommandé un système différent de gouvernement.

Nous avons voulu qu'il y eût un chef pour les Druses, un chef pour les Maronites, et un pacha turc au-dessus de tout. La France nous avait prévenus de ce que produirait cette transformation de suzeraineté en souveraineté. Je rappellerai ce que le vaillant amiral Napier, qui avait pris part aux affaires de 1840, dit en 1845, dans un meeting, à Édimbourg ; il déclara qu'il « regardait comme une honte d'avouer qu'il avait participé à une transaction qui avait produit un si déplorable résultat. » J'ai dit que le gouvernement anglais avait reçu, en 1840, un avertisse-

ment. En 1844, lord Aberdeen reconnut expressément que nous étions responsables.

En 1845 et 1847, des scènes qui, bien que dans des proportions plus restreintes, étaient cependant terribles, se passèrent en Syrie, avec l'incontestable complicité du pacha ture. Voici maintenant ce que je demanderai après avoir reconnu que le système adopté alors, principalement sous l'influence de l'Angleterre, a complètement échoué : les commissaires qui sont maintenant envoyés dans les différentes puissances de l'Europe, ont-ils, au nombre de leurs instructions, reçu celle de reprendre cette question et de voir s'il ne serait pas possible de placer la Syrie dans une position plus indépendante de la tyrannie du pacha et se rapprochant davantage de celle qu'elle avait en 1840 ?

Sir C. Napier. — Ce que vient de dire le très-honorable gentleman est parfaitement vrai. A un meeting tenu à Édimbourg, et plus tard dans la Chambre des communes, j'ai dit que j'étais honteux du rôle que j'avais joué en Syrie. Le gouvernement m'avait envoyé pour remplir une mission, et je m'en suis acquitté ; mais je dois avouer que, sous Méhémet-Ali, la Syrie était paisible et tranquille, les routes étaient sûres et le peuple relativement heureux.

Les Turcs avaient, sans aucun doute, fait tout ce qu'ils avaient pu pour provoquer la révolte dans les montagnes du Liban, et j'avais été chargé de promettre aux habitants des montagnes qu'ils seraient mieux traités par les Turcs qu'ils ne l'avaient été auparavant. Il en résulta qu'ils se levèrent en masse contre leurs souverains, et, sans cette circonstance, il eût été impossible aux Turcs,

avec le petit nombre de leurs soldats, de réussir comme ils le firent.

Aujourd'hui les Turcs se sont montrés de pires gouverneurs que les premiers maîtres; quoiqu'ils aient promis fréquemment une meilleure administration, ils ont, à chaque occasion, violé leur engagement, et l'on ne peut se fier à eux.

Je confesse que, pour mon compte, j'aimerais beaucoup mieux voir les Français en possession de toute la Syrie et couvrant de leur protection les malheureux habitants des montagnes, que de voir le pays livré à la tendre commisération des Turcs. »

L. Palmerston. — Mon très-honorable ami, le représentant de Limerick, a parlé sur la question générale de la Syrie, et il semble s'imaginer que les récents événements sont le résultat de la tyrannie des Turcs. Loin qu'il en soit ainsi, ces atrocités proviennent de l'absence de toute autorité directe de la part du gouvernement turc. Le très-honorable gentleman a dit que le gouvernement était responsable de ces événements. Je nie formellement avoir aucune part quelconque à cette responsabilité. Ce n'est pas toutefois sur le gouvernement de Sa Majesté qu'elle retombe. On a, dans le récit des récentes atrocités, répandu au dehors d'étranges rapports, quant à ceux qui étaient les agresseurs, mais jusqu'à quel point? Telle est la question. Ce ne sont là néanmoins que des bruits, et je manquerais de prudence si j'en parlais avec assurance.....

Le très-honorable gentleman désire savoir pourquoi j'ai dit que j'avais toute raison de croire que les Maronites avaient été les premiers agresseurs. J'éprouve une vive répugnance à parler de cela. Il ne

sert de rien, ce me semble, de chercher à connaître lequel des deux partis a frappé le premier coup, et je regrette que, dans la précédente séance, le très-honorable membre m'ait forcé d'émettre en aucune manière une opinion à cet égard. Voici les faits : depuis quelques mois, on avait fait circuler parmi tous les chrétiens des bruits annonçant que des événements pareils à ceux-ci éclateraient en Syrie, au printemps. Une grande quantité d'armes européennes furent fournies aux Maronites. Je ne demande ni d'où elles venaient, ni par qui elles étaient données, mais ils en reçurent certainement d'autres, outre celles qui étaient vendues publiquement à Beyrouth.

Le consul anglais en cette ville a dit qu'une attaque exécutée par les Maronites contre certains villages, habités en partie par des Druses, en partie par des Maronites, afin d'en chasser les Druses, avait été le signal de la lutte, et l'on croyait qu'un comité de Maronites, sous la présidence d'un évêque de leur Église, siégeait à Beyrouth, et que ses délibérations avaient pour but d'exciter les Maronites à profiter du moment et à chasser les Druses du district. Mon très-honorable ami dit que maintenant il court généralement un bruit suivant lequel le gouvernement anglais protégerait les Druses, quelques atrocités qu'ils puissent commettre. Je ne puis dire où mon très-honorable ami a puisé cette information. Je n'en avais jamais entendu parler auparavant, et j'ose déclarer qu'elle est d'une insigne bassesse, dépourvue de toute espèce de vérité. Je dirai plus, c'est que le gouvernement britannique n'a jamais eu en particulier aucune espèce de communication avec les Druses, quoiqu'il soit vrai

que d'autres gouvernements en ont eu avec les Maronites.

Or, c'était le 18 juillet, plus d'un mois auparavant, que M. Cyril Graham avait envoyé son rapport à lord Defferin, commissaire général de l'Angleterre, qui avait dû tout d'abord le transmettre à lord Palmeston. Nous croyons inutile de faire aucune réfutation. Quand le chef d'un gouvernement, à la face de l'Europe, ose nier la vérité avec une telle impudence, il n'y a qu'à constater le degré d'aveuglement où peut conduire l'égoïsme national.

Cependant les organes les plus accrédités de l'opinion publique de l'autre côté du détroit, soutenant les droits de l'humanité, avaient pesé de tout leur poids sur le gouvernement britannique pour obtenir l'intervention.

Toujours est-il que la France, dans cette circonstance, devait se défier de l'Angleterre; car, plus elle chercherait à prendre les intérêts des chrétiens, plus le gouvernement anglais, pour peu qu'il fût fidèle à sa politique, voudrait faire précisément le contraire. La France, en donnant un appui efficace aux chrétiens de Syrie, ne pouvait manquer d'y fortifier son influence; pour contrebalancer cette influence, il eût fallu que l'Angleterre en fît autant, et, si elle ne le pouvait, elle

était, par la force des choses, entraînée pour la combattre à faire plus que jamais alliance avec les ennemis des chrétiens. N'avait-on pas vu, naguère, le commandant d'un navire anglais en station devant Saïda, lorsqu'un consul lui demandait de venir au secours des chrétiens de cette ville, s'y refuser d'abord en alléguant qu'il ne fallait pas s'en rapporter à tous les faux bruits qui couraient en temps de guerre ; et après avoir consenti à débarquer quelques canons, sur une nouvelle invitation officielle du consul, s'empresser d'écrire à son ami Saïd-Bey-Jemblad, le prince des Druses, qu'il se serait borné, en cas d'attaque, à protéger les femmes et les enfants ! Ce que l'Angleterre voulait avant tout c'était de dominer le pays : peu lui importait que ce fût par les Turcs ou les Druses, et il n'y avait pas de chrétiens qui tinssent, si la chose était utile à son commerce.

La France, qui depuis des siècles protégeait les chrétiens de Syrie, qui les protégeait sans autre mobile que celui de son dévouement, devait-elle dorénavant partager ce protectorat avec l'Angleterre, qui n'avait commencé à s'intéresser à eux quelorsqu'elle y avait trouvé son avantage ? L'appui qu'elle voulait nous donner pour continuer notre œuvre, servirait-il beaucoup aux chrétiens ? S'il est vrai, comme nous l'avons prouvé, qu'elle fût

la première cause de tous les désordres du Liban, nous était-il possible d'arriver avec elle à consolider la paix ?

Dans cette circonstance comme dans les autres, les Maronites avaient été victimes de leur dévouement à la France et de leur confiance aveugle pour ses agents et les seuls guides qu'ils pussent avoir depuis leur désorganisation. Tant qu'ils avaient conservé leurs anciens chefs, ils avaient soutenu la lutte ; mais, sans direction et désarmés par les Turcs, il leur était difficile de résister. Dans leurs petits villages séparés les uns des autres par de profonds ravins, pouvaient-ils tenir tête à des troupes de plusieurs mille bandits, armés jusqu'aux dents, fondant sur eux à l'improviste ? On ne pouvait nier du reste qu'ils ne se fussent pas défendus ; beaucoup n'avaient succombé qu'après des luttes héroïques et montré qu'ils n'avaient pas dégénéré de valeur. Quoi qu'il en fût, les événements de l'été dernier étaient trop odieux pour ne pas soulever l'indignation générale ; on se décida à intervenir, on ne pouvait résister au cri de l'opinion publique qui ne s'était jamais montrée si unanime. Il fallait lui donner satisfaction. Mais, en même temps, pour s'assurer l'Angleterre, on se liait avec elle de manière à ne rien faire sans sa permission. L'intervention n'était donc pas sérieuse ; il s'agissait moins de sau-

ver la chrétienté du Liban que de faire croire qu'on s'y intéressait, avec le désir de ménager les Turcs, et d'éviter toute collision.

D'après les protocoles adoptés le 3 août 1860, il était loisible à la France de faire débarquer en Syrie les six mille hommes de troupes qu'elle avait équipés, qui depuis plusieurs semaines attendaient impatiemment le signal du départ. Si cette colonne expéditionnaire n'était pas suffisante, on la doublerait ; mais la France ne pouvait le faire sans l'agrément des grandes puissances, qui se réservaient le choix des troupes à envoyer. Entre elles toutes, elles parviendraient peut-être à compléter le contingent nécessaire ; déjà l'Angleterre avait annoncé qu'elle pourrait mettre sur pied 3,000 hommes. En attendant, le commandant en chef de l'expédition devrait, dès son arrivée, entrer en communication avec le commissaire extraordinaire de la Porte, afin de combiner toutes les mesures exigées par les circonstances et prendre les positions qu'il y aura lieu d'occuper. Du reste, les forces navales de toutes les hautes puissances, à l'exception de la Prusse, dont les vaisseaux étaient occupés ailleurs, garderaient le littoral. Les parties contractantes, convaincues que ce délai serait suffisant pour rétablir la paix, fixaient à six mois la durée de l'occupation.

On se demande, en analysant cette pièce, quel

concours efficace les alliés de la Porte-Ottomane pouvaient nous prêter pour pacifier la Syrie. Il semble, bien au contraire, que tout y fût combiné pour paralyser notre action. Sans doute, il ne nous fallait pas une armée bien nombreuse pour arrêter les désordres, et nous n'avions pas besoin pour cela d'avoir recours à la générosité des grandes puissances, qui voulaient bien nous faire espérer des renforts. Nos chasseurs et nos zouaves valaient les meilleures troupes russes et autrichiennes. Ils n'avaient pas plus peur des Druses que des Kabyles. Il ne leur fallait pas faire de grands efforts pour soumettre de misérables bandits qui déjà fuyaient comme de lâches malfaiteurs. Les musulmans eux-mêmes, si arrogants, en rabatteraient un peu voyant arriver nos caissons sur leur plage.

Mais, comme nous l'avons dit, il ne suffisait pas d'arrêter le mal, il fallait en prévenir le retour. Que signifiait dès lors ce terme de six mois qu'avaient fixé les ministres plénipotentiaires des grandes puissances ? Qui garantirait la paix du pays, si nos troupes se rembarquaient ? N'était-il pas à craindre que le fanatisme débordât de nouveau avec d'autant plus de fureur qu'il aurait été un instant comprimé ?

Il ne faut pas croire, du reste, que le coup porté avait une grande puissance morale sur les

populations musulmanes. Lorsque nous avons uni nos armes à celles du sultan pour faire l'expédition de Crimée, nous nous imaginions que cet appui, que nous lui donnions contre la Russie, allait beaucoup nous relever dans leur esprit. Ce fut tout le contraire : les fidèles sujets de Sa Hautesse n'en eurent qu'une plus grande idée de son omnipotence ; nous n'étions à leurs yeux que des vassaux qui obéissaient à ses ordres. Le soin qu'on avait pris, dans les nouveaux protocoles, d'éviter tout ce qui pouvait faire croire que les puissances européennes intervenaient pour le compte des chrétiens, ne faisait que les confirmer dans cette opinion. Le sultan désirait arrêter l'effusion du sang, assurer l'ordre et la paix parmi les populations de la Syrie ; ses armées étaient occupées ailleurs ; elles avaient peine à empêcher le soulèvement de ses autres sujets chrétiens dans toutes les parties de son empire, où ils sont en grande majorité. Les puissances chrétiennes venaient à l'aide de Sa Hautesse pour qu'elle pût plus facilement suffire à sa tâche. Aussi le commandant en chef des troupes auxiliaires qu'elles lui envoyaient devait s'entendre avec le commissaire extraordinaire de la Sublime-Porte pour toutes les mesures à prendre et tous les points à occuper. Le Grand-Seigneur, sans en faire les frais, daignait faciliter, autant qu'il lui serait possible, la subsis-

tance et l'approvisionnement de cette troupe auxiliaire : c'était bien la moindre chose que des chrétiens, exempts de tributs, fissent la guerre à leurs dépens, quand les intérêts de l'Empire ottoman l'exigeaient. En tout cas, quel que fût leur concours plus ou moins grand, ils ne pouvaient obtenir aucun avantage commercial particulier, ni prendre aucune influence exclusive.

CHAPITRE XI

L'EXPÉDITION FRANÇAISE

Le choix du général commandant l'expédition n'était pas indifférent. Le général de Beaufort d'Hautpoul parut devoir être l'instrument le plus souple. Quoique parfaitement intègre, il avait été compromis dans l'affaire de Douano, et l'on avait été obligé de lui retirer son commandement de Tlemcen. Ce général devait naturellement s'entourer des officiers des bureaux arabes qui avaient servi sous lui en Afrique ; leur goût prononcé pour les musulmans les rapprochait de ceux-ci plutôt que des chrétiens. Fuad-Pacha, général en chef de l'armée ottomane, était en même temps chargé de représenter la Porte dans la commission des Grandes Puissances : lord Dufferin y représentait l'Angleterre. M. Béclard, consul général à Alexandrie, avait été désigné pour représenter la France ; il avait été précédemment à Bucharest, où il avait épousé une Valaque schismatique, et ignorait complètement les affaires du Liban ; il devait être naturellement porté à accorder sa confiance aux chrétiens du rite grec au milieu desquels il avait jusqu'alors vécu, plutôt qu'aux

Maronites qu'il connaissait moins. Le gouvernement français eût-il choisi un mandataire plus sympathique pour ces derniers, que son action eût toujours été entravée par ses collègues dont il était solidaire. Le seul homme qui pût agir effectivement était le général commandant l'armée expéditionnaire : n'ayant pas voix au chapitre, il était moins enchaîné par ses délibérations ; privé de son appui moral, il en avait un autre beaucoup plus efficace auprès des Turcs par la bouche de ses canons. Aussi, le peu de bien qui ait pu s'accomplir est-il venu de ce côté, et la mission officieuse, qu'a si bien comprise le général de Beaufort, est-elle la seule qui ait soutenu l'influence française.

Tandis que M. Béclard, dominé par les autres commissaires, suivait les errements du passé, M. Bentivoglio avait rompu avec les traditions de son consulat pour suivre l'impulsion du général en chef. Le ministre des affaires étrangères ne s'en rapportant pas aux seules lumières de M. Béclard, avait envoyé à Beyrouth M. Chaffer, interprète de son administration, ayant déjà rempli les fonctions de drogman au consulat de Damas. Parlant parfaitement arabe, il se mit en rapport avec les chrétiens en parcourant le pays en même temps qu'il servait de boussole au consul, chez qui il logeait. Ces renseignements ne firent bien-

tôt que confirmer les rapports que le général envoyait de son côté à Paris.

Les troupes devant composer l'armée expéditionnaire avaient été, depuis plus d'un mois, réunies au camp de Châlons et attendaient avec impatience le moment du départ. Ce n'était plus une armée, ni même un corps d'armée que d'après les termes des protocoles il nous était permis d'envoyer en Syrie; on en fut réduit à choisir quelques bataillons et quelques compagnies d'élite qui allèrent s'embarquer à Marseille et furent rejoints à Beyrouth par le 1^{er} bataillon des zouaves et deux escadrons du 1^{er} chasseurs d'Afrique partis d'Alger.

Avec l'état-major, l'intendance, les ouvriers d'administration, etc, l'effectif de notre corps d'occupation s'élevait à sept ou huit mille hommes, douze à quinze cents chevaux ou mulets et douze pièces de canon. C'était plus qu'une brigade; il n'y manquait, pour former une division très-complète, que deux régiments d'infanterie. Le général de Beaufort fut promu au grade de général de division; on ne lui adjoignit qu'un seul général de brigade, le général Ducrot, qui lui aussi avait fait ses preuves en Afrique. A part les deux compagnies qui furent détachées et envoyées sur la côte, à Djebail et à Saïda, l'une à huit lieues au nord de Beyrouth, l'autre à six lieues au sud,

tous les autres détachements furent dispersés dans la montagne : d'abord à Babda, qui n'est qu'à sept kilomètres de Beyrouth, puis à Hamana, Beteter et Deïr-el-Kamar. Un détachement de quinze cents hommes fut envoyé près de cette dernière ville, sous le commandement du colonel Darricau qui alla s'installer à Beït-Eddin avec son état-major.

Nos soldats ont été vivement impressionnés en arrivant sur le théâtre des derniers massacres. Les plus aguerris, ceux qui avaient vu de sang-froid des milliers de cadavres dans les champs de Crimée et de Solférino, n'ont pu retenir leur émotion en arrivant à Deïr-el-Kamar. Des monceaux de cadavres en putréfaction étaient accumulés près des lieux où campaient encore les Turcs. On voyait les traces des tortures qu'on leur avait fait subir, leurs visages et leurs membres étaient encore contractés. Les bûchers que leurs bourreaux avaient dressés pour les brûler vifs, étaient encore au milieu des rues. Ces misérables avaient imaginé toutes sortes de tortures et dépassé le paganisme romain dans sa fureur contre les premiers martyrs du christianisme. Nos soldats ont encore trouvé un pauvre enfant crucifié contre la croisée d'une fenêtre.

Le colonel Caubert, à la tête de seize ou de dix-sept hommes et de trois cents chevaux, alla cam-

per à Kab-Elias près Zahleh. C'était une position importante à occuper; on y dominait toute la plaine de Beka et de Célésyrie; la route de Damas, en partie construite, en facilitait les approvisionnements. Cette avant-garde du corps d'occupation avait derrière elle, avec les zouaves et les chasseurs d'Afrique, deux ou trois mille hommes que le général de Beaufort tenait sous sa main au camp des Pins près de Beyrouth. Nos soldats, pris au camp de Châlons, malgré la similitude des plantations, s'en accommodèrent très-mal. La température était bien différente sur la plage de Syrie : le thermomètre s'élevait alors à 50 degrés. Nos vieux soldats d'Afrique souffraient de cette chaleur; à plus forte raison elle devait accabler leurs camarades de la ligne, qui entraient pour la première fois en compagnie. Un très-grand nombre de ces derniers sont tombés malades et ont payé cher la faveur qui leur a été faite d'aller en Syrie avant d'avoir fait leur apprentissage en Afrique.

La France, en intervenant au nom des Grandes Puissances, avait trois buts à atteindre : elle devait d'abord réprimer les attentats commis; elle devait ensuite faire régler les indemnités dues aux chrétiens; enfin obtenir des garanties pour l'avenir. Avant tout, elle avait son honneur à venger : tandis que le consulat anglais avait été

respecté à Damas, le sien avait été ravagé à Zahleh, et dans bien d'autres endroits; des Français, prêtres et laïques, avaient été massacrés avec d'autant plus de fureur qu'ils avaient invoqué leur qualité de Français, lorsqu'ailleurs il avait suffi au premier venu de se dire Anglais pour être préservé. Partout le drapeau français avait été traîné dans la boue et le nom de la France insulté. Il y avait là des griefs autrement graves que le coup d'éventail qui, sous la Restauration, avait déterminé la conquête d'Alger; et aucune puissance n'aurait eu à réclamer contre le règlement d'une affaire personnelle, l'Angleterre surtout qui, moins que tout autre, pouvait se présenter comme partie intéressée. Mais la France, en présence d'un peuple entier à sauver, fit bon marché de ses griefs personnels pour mieux concentrer tous ses efforts sur les trois objets pour lesquels elle intervenait au nom des Grandes Puissances; elle crut que son honneur serait suffisamment vengé en faisant rendre justice exemplaire aux chrétiens placés sous son protectorat.

Examinons ce qui a été fait.

1° Répression. Fuad-Pacha avait quitté Damas pour occuper le Liban avant l'arrivée de l'armée française; le général de Beaufort, selon qu'il avait reçu les instructions, après avoir occupé quelques points stratégiques, se concerta avec le

général en chef de l'armée ottomane pour se mettre sans plus tarder à la poursuite des Druses. Il fut convenu qu'on les cernerait. Le général de Beaufort se mit en marche avec toutes les troupes qu'il avait échelonnées sur la côte. Mais l'armée turque, qui devait compléter le mouvement de circonvallation par en haut, leur ouvrit passage et favorisa leur fuite. Les chefs les plus incriminés purent ainsi se réfugier dans le Hauran, emportant avec eux de précieuses dépouilles.

Le général de Beaufort voyant par là d'une manière très-claire qu'il était joué par son associé, se rapprocha des chrétiens et se mit aussitôt en rapport avec leurs anciens chefs, les Évêques, les émirs, et les cheïks. La plupart s'étaient réfugiés à Beyrouth, soit que leurs habitations de la montagne eussent été ravagées par les Druses, soit qu'ils eussent été obligés de les quitter par suite de l'anarchie populaire que le gouvernement ottoman avait précédemment suscitée dans les districts chrétiens. Un bureau politique d'officiers parlant arabe avait été organisé près du quartier général. Le lieutenant-colonel Chanzy, ancien chef de bureau arabe à Tlemcen, en avait la direction ; il était assisté du commandant Cères, ancien chef aussi de bureaux arabes. Leur porte était toujours ouverte, les chrétiens indigènes étaient charmés de pouvoir s'entre-

tenir sans intermédiaire avec ces officiers. Ces derniers ne tardèrent pas à se mettre parfaitement au courant de toutes les affaires du pays, beaucoup mieux qu'aucun des consuls qui s'étaient succédé et dont les drogmans et les chaous grecs ou musulmans étaient hostiles aux Maronites.

Bientôt un cadi fut envoyé de Constantinople, et un tribunal extraordinaire fut institué à Beyrouth pour la répression des coupables. Kurschid-Pacha, malgré le traité de paix qu'il s'était empressé de faire signer aux Maronites comme aux Druses, fut arrêté, et avec lui quelques chefs druses qui n'avaient pu s'échapper, entre autres Saïd-Bey-Jemlat. Le gouvernement turc s'exécutait d'autant plus volontiers à l'égard de ce dernier que ce fut pour lui un prétexte de s'emparer de ses immenses domaines. Quoique entré bien portant en prison, il est mort au bout de quelques mois, dit-on, d'une maladie de poitrine, au grand regret des Anglais. Quant aux autres accusés druses ou musulmans, les uns ont été relâchés, les autres ont été condamnés à la peine de l'exil, comme Kurschid-Pacha, envoyé dans l'île de Candie, sans toutefois perdre son titre de pacha et les honneurs qui y sont attachés.

De son côté Fuad-Pacha, après avoir favorisé la fuite des Druses les plus importants, voulant donner le change, avait imaginé de faire une

grande razzia de Druses et en avait fait arrêter deux ou trois mille qu'il avait transportés dans le château de Moktarah, ancienne résidence de Saïd-Bey-Jemlat. En même temps, il avait demandé que le tribunal extraordinaire y fût transporté. Bornons-nous à cet égard au récit du correspondant de la *Patrie* :

Moktarah, ancienne résidence de Saïd-Bey-Jemlat, est au centre du pays druse. Si l'Angleterre, aujourd'hui protectrice du gouvernement turc, n'a pas envoyé d'armée en Syrie, elle s'en est dédommagée en faisant occuper le pays par ses agents diplomatiques.

Pourquoi se mettre en frais d'une autre manière, puisque ses conseils sont suivis avec empressement ? Il ne lui faut que quelques organes. Cinq sous-commissaires ont donc été adjoints à lord Dufferin et ont été répartis sur les points principaux. L'un d'eux, M. Charton Waïttal, a été envoyé à Moktarah, d'où il rayonne sur tous les districts environnants. Il a avec lui tout un personnel de légation, secrétaire, interprète et même un correspondant du *Morning-Post*. La dépense de cette agence est couverte par 60,000 fr. C'est à Moktarah qu'est le quartier général de l'armée ottomane, qui occupe le Liban concurremment avec l'armée française.

Le commandement en a été confié à Omer-Pacha, qui commandait à Alep au moment des derniers événements. Omer-Pacha, d'origine russe, parle parfaitement le français ; les circonstances l'ont fait musulman ; il est obligé d'obéir aux instructions qui

lui sont données par ses chefs ; mais leur fanatisme n'a pu se communiquer à lui, et il n'a rien des allures d'un pacha turc ; sa conduite à Alep est digne d'éloges ; il est parvenu à y empêcher le massacre des chrétiens.

On ne pouvait placer en meilleures mains le commandement de l'armée du Liban, maintenant que la force brutale y serait tout à fait hors de raison.

Omer-Pacha a pour chef d'état-major Hassein-Bey, musulman comme lui, mais d'origine anglaise. Unis par leurs liens nouveaux, ils vivent en frères et à l'européenne dans le nouveau château qu'a fait construire le riche chef druse dont ils sont venus occuper la place. Le sous-commissaire anglais avec son monde est établi à côté d'eux dans l'ancienne maison de Saïd-Bey-Jemblad. Il y a deux toits, il y a deux tables, mais il n'y a qu'un cœur dans cette colonie de date récente. On s'invite réciproquement et l'on fait le soir le whist en commun après avoir vaqué le jour à ses affaires avec indépendance.

En transportant à Moktarah le tribunal extraordinaire qui devait juger les Druses, Fuad-Pacha pouvait donc s'affranchir du contrôle de tous ceux qui le gênaient, sans perdre l'appui et les conseils du commissaire de l'Angleterre, qui avait là un suppléant.

La conviction de cet agent britannique, qui se dit complètement investi de la confiance de lord Dufferin, est que la sécurité est maintenant assurée pour deux ans ; il ne répond pas de l'efficacité de la sévère leçon d'aujourd'hui, au delà de ce terme ; mais on a le temps d'y aviser, et, en attendant, l'armée française étant inutile, doit évacuer le pays. La mission du sous-commissaire anglais dans ces circonstances,

n'a pas en effet d'autre but que de prouver que la paix est faite. Beaucoup s'étant sauvés devant l'armée française, on pouvait craindre qu'ils ne revinssent après son départ pour recommencer les brigandages. Il importait de faire rentrer immédiatement dans leurs foyers les gens suspects, pour montrer leur soumission au nouvel ordre de choses établi par le gouvernement turc. Le sous-commissaire anglais a usé de toute son influence sur les Druses pour les rassurer; la plupart étaient donc revenus, d'après ses conseils. Mais voilà que le gouvernement turc est forcé de sévir contre eux et de les arrêter par milliers.

Persuader qu'une mesure qui a toute l'apparence d'une trahison, est prise, au contraire, pour le plus grand intérêt de ceux qui en sont victimes, est une tâche assurément difficile; elle ne paraît pas néanmoins effrayer le diplomate britannique. Les Druses comprennent très-bien que l'armée française est venue détruire leur règne au Liban; aussi ne doivent-ils reculer devant aucun sacrifice pour la faire partir. Il faut pour le moment des victimes; mais le commissaire anglais est là pour en diminuer le nombre, pour sauver les plus précieuses. Omer-Pacha, qui préside le tribunal extraordinaire, est son ami; tous ses loisirs lui sont consacrés, et c'est son appartement qui lui sert de retraite dans les suspensions d'audience. Le commissaire anglais peut donc être informé sur le sort des Druses qui sont en cause.

Naguère, aux assises de Moktarah, cette intimité a été troublée un instant. M. Moch, qui commande à Deir-el-Kamar, et qui est chargé de présider aux travaux de construction de cette ville, avait besoin de bois et voulait abattre des pins dans les environs de

Il résolut de se rendre auprès d'Omer-Pacha, pour lui en demander l'autorisation. Plusieurs officiers en garnison à Deïr-el-Kamar profitèrent de l'occasion pour aller visiter l'ancien château de Saïd-Bey-Jemblat, entre autres le capitaine et le lieutenant du génie, deux capitaines, un lieutenant et un sous-lieutenant du 13^me de ligne. M. de Baudicour et un prêtre maronite (le P. Azar), qui l'accompagnait, s'étaient joints à eux. Aly-bey, kaïmakam, leur servait de guide. La marche était ouverte par deux spahis le fusil au poing et fermée par les ordonnances des officiers. On n'avait jamais vu pareille caravane à Moktarah. Dès qu'on la vit descendre à travers les rampes rapides de la montagne, toute la population sortit des maisons pour jouir du spectacle.

Saïd-Bey-Jemblat recherchait les fermiers chrétiens, et Moktarah est en grande partie habité par des Maronites. Ceux-ci ne purent retenir leur joie en voyant apparaître des officiers français, et se mirent tous à acclamer la France, malgré les plaintes des soldats turcs qui voulaient leur faire crier : Vive le Sultan !

La garnison ottomane était sortie de ses casernes, et avait peine à contenir les prisonniers druses entassés sous les voûtes du Château. La plupart avaient leurs femmes et leurs parents dans la cour, attendant avec impatience les sentences du tribunal. Omer-Pacha était à table avec le cadi de Constantinople, oracle de la loi musulmane, et tous les autres membres du tribunal extraordinaire. Il fut d'une politesse extrême pour tous les visiteurs ; après leur avoir offert le café, il chargea Hassein-Bey de leur montrer le Château. Saïd-Bey-Jemblat l'avait rempli de meubles euro-

péens et pouvait y recevoir ses amis les Anglais avec tout le confort nécessaire.

Il avait un million et demi de francs de revenu, que le gouvernement ottoman vient de confisquer. C'est bien la moindre punition qu'on puisse lui infliger pour avoir laissé piller et massacrer les chrétiens par les Druses, ses subordonnés. Les Turcs savent tirer parti de tout.

Saïd-Bey-Jemlat était amateur de chevaux ; il en avait quatre-vingts de haut prix. On montra les écuries aux visiteurs, mais toutes les bêtes avaient été vendues ou données aux officiers turcs pour faire place aux prisonniers druses. A peine sortis du château, les officiers français furent acclamés de nouveau. Les chrétiens accouraient sur leur passage pour leur remettre des pétitions et leur offrir des bouquets de roses. A tort ou à raison, les chrétiens prétendent qu'on relâche tous les Druses qui connaissent les Anglais ou qui sont assez riches pour donner de l'argent aux juges : or, ce sont précisément les plus coupables. Le fait est qu'à peine en liberté ils insultent les chrétiens et leur promettent que leur tour viendra aussitôt que les Français seront partis.

2° *Indemnités*. Aussitôt que Fuad-Pacha a eu installé son armée dans la montagne, les soldats turcs ont fait des perquisitions chez les Druses pour reprendre les objets qu'ils avaient enlevés aux chrétiens, non pas pour les rendre à ces derniers, mais pour se les approprier. L'armée turque s'étant ainsi approvisionnée de couvertures,

des pièces de drap trouvées dans quelques localités ont servi à les vêtir ; les vases sacrés des églises et tous les objets précieux ont été entreposés en lieu sûr, comme au château de Moktarah. Fuad-Pacha a commencé par choisir tout ce qui lui convenait et en a rapporté plusieurs charges de mulets à Beyrouth. Dans les endroits où l'armée française était campée, nos soldats ont aidé les habitants à reconstruire leurs maisons avec les secours des aumônes de l'Europe ; ailleurs, le gouvernement ottoman s'était chargé de réinstaller les habitants ; mais les indemnités qu'il leur avait accordées pour relever leurs maisons ont été tout à fait illusoires. A Djezin, par exemple, le gouvernement ottoman n'avait accordé qu'une indemnité de 5000 fr. pour la reconstruction des maisons incendiées, dont un cinquième seulement avait été payé ; or, dans cette ville il y avait 580 maisons dont un bon nombre avaient coûté de 10 à 30,000 fr. Là et dans tous les villages environnants, les habitants avaient été réduits à se blottir sous des restes de voûtes, ou dans de petites cahutes fermées par des broussailles.

Au commencement de l'hiver, il en était déjà mort de froid, de faim, quatre fois plus que par le fer et la flamme. Le général de Beaufort voyant d'un côté tous les Druses vivre dans l'abondance du fruit de leurs rapines, tandis que les pauvres

chrétiens mouraient de toutes parts dans la misère, avait fini par forcer Fuad-Pacha à signer un arrêt par lequel, en attendant le règlement définitif des indemnités qui devaient être réglées par la commission européenne, toutes les familles druses devaient être mises à contribution; elles devaient fournir aux familles chrétiennes de la nourriture pendant trois mois, des grains pour ensemençer les terres, et les meubles et les ustensiles les plus indispensables. Ceux qui n'auraient pas restitué en nature devaient payer une somme équivalente en argent. Mais immédiatement il y eut en faveur des Druses une réclamation du commissaire anglais, qui fut appuyée par M. Béclard et les autres commissaires, et Fuad-Pacha fut invité à rapporter son arrêté.

Les chrétiens de Damas, ainsi que nous l'avons observé, tenaient entre leurs mains tout le commerce et l'industrie du pays, et comme ils ne pouvaient posséder d'autres immeubles que leurs maisons, ils y déployaient un grand luxe et y entassaient toutes leurs richesses mobilières; on a évalué que pour les indemniser complètement, il faudrait dépouiller les musulmans des trois quarts de leurs propriétés. Ces derniers s'étaient beaucoup enrichis par le pillage. Fuad-Pacha s'était empressé de les imposer sous le prétexte des indemnités à donner aux chrétiens, les mena-

cant de l'arrivée des Français s'ils ne s'exécutaient pas promptement; mais il avait commencé par employer, pour le paiement de l'armée et pour ses autres besoins, tout l'argent qu'il recevait, s'était contenté de donner aux chrétiens des bois de construction dans une forêt du voisinage, à charge de les aller chercher et de les imputer sur les indemnités qu'ils avaient à recevoir auprès des mudirs de la ville. Du reste, le montant des indemnités était là encore plus illusoire qu'ailleurs: au mois de juin suivant, il n'y avait pas encore une seule maison construite, et le quartier chrétien n'était pas encore déblayé.

Pendant que la commission extraordinaire délibérait encore sur le montant des indemnités et que, pour y pourvoir, le Sultan faisait des émissions de Kaines avec cours forcé au Liban comme à Constantinople. Fuad-Pacha annonçait par une affiche le départ de l'armée française que le Sultan venait de licencier parce qu'il n'avait plus besoin de ses services; une autre affiche placardée sur tous les murs accordait une amnistie générale, déclarant qu'aucune réclamation des chrétiens ne serait plus écoutée à condition que le reliquat de l'impôt extraordinaire fût soldé.

3° *Garantie.* Les malheurs du Liban n'avaient commencé que depuis la chute de l'émir Béchir qui tenait en respect toute sa population. Les

essais d'organisation nouvelle n'avaient réussi qu'à fomenter l'anarchie. Le moyen le plus simple de la faire cesser était donc de rétablir l'ancien ordre de choses. Ce n'était pas porter atteinte à l'intégrité de l'Empire ottoman, mais seulement une réparation due par ces puissances étrangères. Leur intervention, en 1840, ne fit que troubler la paix du pays. Il était bien juste que par une autre intervention elles prissent des mesures propres à la rétablir. Depuis vingt ans les chrétiens demandaient le rétablissement de l'ancienne principauté, comme le seul remède à leurs maux. Le général de Beaufort ne fut pas longtemps à comprendre qu'il n'y avait pas autre chose à faire et rédigea en ce sens un projet qu'il adressa au gouvernement français.

Quelques personnes avaient mis en avant un jeune cheïk, Joseph Karam; il habitait l'extrémité nord du Liban. Il était fils du cheïk d'Edden, où le prince de Joinville avait été si bien reçu en 1836 en allant aux Cèdres. Les Anglais n'avaient pas encore réussi à fomenter l'anarchie dans cette portion de la Montagne; les paysans y étaient restés soumis à leurs anciens chefs. Joseph Karam, plein d'ardeur, accourut au commencement des massacres à la tête de quelques cavaliers de son district, pour porter secours à ses coreligionnaires; il fut arrêté par le consul de France qui

lui donna avis que Kurschid-Pacha envoyait des troupes turques au secours des chrétiens. D'ailleurs, son faible contingent n'était pas en état de lutter, aussi rebroussa-t-il chemin quand il vit ce qu'il en était. D'autres cheïks de son voisinage avaient été au plus pressé : nous avons dit qu'Ara-Dar avait réussi à sauver tous les chrétiens de la plaine de Baalbek en les amenant à Bécharri, dont les habitants avaient pourvu à leurs premiers besoins. En même temps Chankir, chef des soldats maronites de Bekfeya, était descendu à la tête de cinq cents fantassins à une heure et demie de Beyrouth, offrant de se porter sur la ville au moindre mouvement des musulmans. Mais on n'avait vu à Beyrouth que Joseph Karam, et tout le monde admirait sa bonne volonté. Il était élève des Lazaristes et savait parler français ; sa piété l'avait mis en relation avec les PP. Jésuites, dont il fréquentait la chapelle. On disait qu'il était le seul homme digne d'être placé à la tête des Maronites. Malheureusement, il n'y avait pas que des Maronites dans le Liban : les chrétiens grecs-unis aussi bien que les schismatiques, et, à plus forte raison, les Druses et les Métualis eussent accepté difficilement le nouveau chef maronite. Il ne pouvait même réunir les suffrages de tous ses coreligionnaires de son rite. Le Liban avait conservé jusqu'à ce jour son ancienne organisa-

tion féodale, tous ses districts étaient partagés entre un certain nombre d'émirs ou de cheïks dont les chefs les administrent; les familles ne s'alliant entre elles que selon le degré de leur noblesse, Joseph Karam n'appartenant qu'à une des dernières familles, toutes les autres eussent été froissées de se le voir imposer. Sans doute on pouvait passer par-dessus les difficultés, mais il était plus simple de les éviter, et on pouvait le faire en remplaçant à la tête du Liban un prince de l'ancienne famille régnante. La famille Scheab, qui ne comptait pas moins de cent quarante membres, était divisée en six branches. Elle était d'origine musulmane; mais, sauf deux de ses branches, elle s'était convertie au christianisme.

Les Scheab étaient aussi dévoués aux chrétiens qu'attachés à la France; aussi ceux de Hasbeya et de Racheya qui étaient restés à la tête de leurs districts avaient-ils été, quoique musulmans, victimes des derniers événements: trente-deux avaient été massacrés. Les Scheab reconnaissent pour chef de leur famille l'émir Medjid. Petit-fils de l'émir Béchir, il avait fait ses preuves de bravoure et commandait déjà la cavalerie sous son aïeul. Emmené captif avec lui à Constantinople, il n'avait pu résister aux obsessions dont il avait été l'objet et avait un instant

abjuré sa foi ; mais il était redevenu bon chrétien, en retournant au Liban, où il avait épousé une princesse de sa famille. Proclamé par les siens, l'émir Medjid devait devenir le candidat du gouvernement français : il n'y avait pas de choix à faire, c'était un principe que l'on voulait reconnaître, et, d'ailleurs, l'émir Medjid réunissait les sympathies du clergé maronite.

D'après le projet présenté par le général de Beaufort, le gouvernement du Liban devait s'étendre sur la côte, depuis Tripoli jusqu'à Sour, et ayant pour limites les crêtes de l'Anti-Liban, envelopper toute la plaine de la Célésyrie jusqu'à Baalbeck : Damas restait en dehors. La Porte ne devait plus avoir à s'occuper des affaires du Liban ; on lui payait seulement l'ancien tribut, et au besoin un tribut double. La principauté du Liban, comme celle de Moldavie et de Valachie, reprenait son ancienne indépendance, et l'armée turque ne pouvait plus y tenir garnison ; on y organisait une armée indigène de quatre mille fantassins et mille cavaliers dont dix officiers français, détachés pendant deux ans, devaient faire l'instruction. On avait évalué que l'impôt bien réparti ne tarderait pas à atteindre vingt millions ; avec cette somme on pouvait non-seulement pourvoir à l'entretien de l'armée et aux autres charges du gouvernement, mais

encore consacrer plusieurs millions, chaque année, aux travaux publics.

La Porte, ne cherchant qu'à maintenir le *statu quo*, offrait seulement de donner à un gouverneur général des pouvoirs plus étendus et d'augmenter l'armée de Syrie. L'Angleterre et les autres puissances européennes demandaient que l'on multipliât le nombre des Kaïmakams de manière à en avoir un pour toutes les sectes et tous les rites, et que l'on plaçât auprès de chacun d'eux des vice-consuls des cinq grandes puissances. M. Béclard, pour perfectionner le système, avait proposé d'organiser des communes administrées par autant de maires qu'il y avait dans la localité de cultes différents.

En attendant, Fuad-Pacha s'était empressé de remplacer les cheïks druses des districts mixtes par des mudirs musulmans. Nous avons vu que par suite de la révolte suscitée par les agents anglais dans le Kesrouan, les districts du nord étaient désorganisés, que le Kaïmakam maronite avait été, depuis près de deux ans, obligé de se réfugier à Beyrouth. Fuad-Pacha n'osait envoyer de fonctionnaires turcs de ce côté; mais pour ne pas perdre de terrain, il proposa de nommer un Kaïmakam provisoire; et, afin de mieux faire agréer son plan, il jeta ses vues sur Joseph Karam. M. Béclard, qui ne connaissait guère d'autres

indigènes que lui, crut que c'était une concession qui lui était faite et engagea Joseph Karam à accepter.

Le général de Beaufort ne s'y était pas laissé prendre. Ce n'était pas au moment où l'on voulait donner au Liban une organisation nouvelle qu'il fallait chercher à replâtrer une institution qui avait été la cause principale des troubles. Il avait fait observer à Joseph Karam que la position précaire qu'on lui offrait ne le constituait qu'agent du gouvernement ottoman, et qu'il ne ferait que se compromettre en l'acceptant, tandis qu'en restant à l'écart, il pourrait réserver ses services d'une manière très-utile pour l'avenir. Ces prévisions ne tardèrent pas à se réaliser. Fuad-Pacha voulait avant tout retirer quelques impôts. Les districts du nord n'avaient pas été ravagés, mais ils n'en avaient pas moins éprouvé le contre-coup de tous les désastres, et tous les chrétiens avaient subi des pertes énormes dans leur industrie et dans leur commerce. Joseph Karam, espérant les discipliner, prit à sa solde les bandits qui avaient révolutionné le Kesrouan, et emprisonna les cheïks résistants des districts qui jusqu'alors avaient été préservés de toute atteinte : continuant ainsi l'œuvre commencée par les Anglais, et ouvrant la voie au gouvernement turc, en achevant de désorganiser la montagne.

La proposition du général de Beaufort de rétablir l'ancienne principauté du Liban, après avoir été soumise par la voie des ambassades à toutes les grandes puissances, avait fini par être adoptée par le gouvernement français. On en donna immédiatement avis aux chrétiens. Comme en définitive on ne faisait qu'acquiescer aux réclamations que, depuis vingt années, ils ne cessaient de faire, on les engagea à adresser une pétition en ce sens au Sultan. La manifestation de leurs vœux ne pouvait manquer de contribuer à éclairer les grandes puissances et les engager à adopter les propositions de la France. La pétition fut immédiatement couverte de signatures dans tous les districts mixtes. Les Grecs schismatiques et les Grecs unis signèrent aussi bien que les Maronites. Bien que l'émir Medjid fût du rite de ces derniers, les chrétiens du rite grec ne firent aucune objection. Ce n'était pas comme Maronite qu'il était préféré, mais uniquement comme héritier de leurs anciens princes. Les Druses eux-mêmes se seraient volontiers joints aux chrétiens : ils avaient fini par voir qu'ils n'avaient fait que jouer un métier de dupes et que les Turcs, dont ils s'étaient fait les instruments, ne manqueraient pas de retomber sur eux quand ils seraient débarrassés des chrétiens. Ils reconnaissaient que le rétablissement de l'ancienne principauté était le

seul moyen de garantir la paix. Toutefois, comme la plupart de leurs chefs étaient à la discrétion des Turcs, ils s'abstinrent de faire une manifestation qui pouvait les compromettre, et quelques-uns seulement apposèrent leur signature.

Les obstacles vinrent du côté où l'on s'y attendait le moins. Dans les districts du nord, tous peuplés de Maronites auxquels on avait préposé Joseph Karam, le rétablissement de l'ancienne principauté mettait fin à son administration provisoire. Les Maronites, français au fond du cœur, ne pouvaient que suivre aveuglément les conseils de la France; Joseph Karam, pour les détourner de signer la pétition, cherchait à leur faire croire qu'elle n'était que l'œuvre personnelle du général de Beaufort, qui voulait rétablir au Liban le gouvernement féodal, qu'il ne fallait pas l'écouter; que lui, Joseph Karam, était vraiment l'homme de la France, qu'elle l'avait placé à leur tête et voulait l'y maintenir.

Informé de ce qui se passait, le général de Beaufort invita Joseph Karam à aller s'expliquer avec M. Béclard. Ce dernier avait reçu ses instructions du gouvernement et ce n'était que sur son avis que les Maronites avaient été invités à pétitionner. Il adressa de vifs reproches à Joseph Karam. Celui-ci, pour s'excuser, dit qu'étant kaïmakam, il était fonctionnaire du gouverne-

ment turc, et que ce serait le trahir que d'agir contrairement à ses instructions ; on ne lui demandait pas son concours, on voulait tout simplement qu'il ne se mît pas en lutte avec la France. Joseph Karam, en effet, ayant en mains l'autorité, s'en servait pour arrêter la manifestation ; il menaçait tous ceux qui signaient, et faisait chorus avec tous les agents anglais, pour décourager les chrétiens. On leur disait que bientôt l'armée française allait se retirer et qu'ils n'auraient fait que se compromettre vis-à-vis du gouvernement turc. Sans doute le clergé indigène, qui avait toujours réclamé le rétablissement de l'ancienne principauté du Liban, encourageait les Maronites à manifester leurs vœux. Il leur disait de ne pas séparer leur cause de celle des Français, et que, dussent-ils les entraîner dans leur ruine, ils devaient périr plutôt que de ne point répondre à leur confiance, après tout ce qu'ils avaient fait pour eux. Mais Joseph Karam trouvait un puissant appui chez les missionnaires français auprès desquels il venait faire le bon apôtre, en disant qu'il était calomnié. Quelle garantie pouvait du reste offrir pour la religion le prince qu'on lui opposait ? Il en coûterait beaucoup pour réinstaller la famille Scheab dans ses anciens domaines. Ruinés par les derniers événements, beaucoup de ses membres en étaient

réduits à vivre d'aumônes. Les journaux, dans toute la France, ne parlaient plus que du jeune héros, et, dans tous les salons, on ne tarissait plus d'éloges sur son compte. D'un autre côté, comme Joseph Karam s'était fait le champion de la démocratie, toute la presse révolutionnaire, à commencer par l'*Opinion nationale*, lui prodiguait ses éloges. Il n'en fallait pas tant pour exalter son ambition.

Toutefois, les Maronites, voyant Joseph Karam agir de concert avec leurs ennemis, ne tardèrent pas à se désabuser, et bientôt la pétition fut couverte de 40,000 signatures. On venait de l'envoyer lorsqu'arriva l'ordre du rembarquement de l'armée française. Le général de Beaufort était dans la persuasion que le gouvernement français, après s'être prononcé d'une manière si formelle pour l'indépendance du Liban en provoquant des manifestations en ce sens, voudrait faire prévaloir ses propositions. Il resta donc le dernier pour pouvoir dire aux chrétiens que s'il était forcé de les quitter, il leur laissait au moins une constitution qui leur garantissait la paix. Il n'eut pas cette consolation.

Après avoir embarqué ses derniers soldats et ses derniers chevaux, le général de Beaufort en fut réduit à accepter la voiture de Fuad-Pacha et une escorte turque qui le conduisit à la chan-

cellerie du consulat de France. De là il regagna à pied avec ses officiers d'État-major l'endroit de la plage où il avait débarqué. C'était le chemin du cimetière où quelques centaines de soldats avaient été enterrés. Un officier, en passant devant, se retourna et dit : « J'envie le sort de ces braves ; ils ont au moins évité la honte dont nous allons être couverts en rentrant en France avec un drapeau déshonoré. » Une foule de veuves en pleurs avait suivi le général, et pour lui faire ses derniers adieux s'avança jusqu'aux extrémités des rochers au milieu desquels était entré le chaland qui devait l'emmener.

Le surlendemain, Fuad-Pacha convoquait les ulémas musulmans et toute la garnison ottomane pour aller purifier le camp et insulter la France en même temps que les chrétiens ses protégés, dans des couplets composés pour la circonstance. Puis des bandes de fanatiques se mirent à parcourir les rues de Beyrouth en brandissant leurs sabres et annonçant qu'ils les abreuveraient bientôt du sang de leurs ennemis.

Les chrétiens étaient consternés ; nous n'osions nous montrer à eux ; ils nous disaient que leur position était plus déplorable qu'avant l'arrivée de l'armée française. Jusqu'alors le nom de la France avait imposé aux Turcs, mais maintenant ils étaient rassurés, ils avaient la preuve qu'elle

ne pouvait rien sans la permission des Anglais leurs amis.

Nous eûmes ainsi la confirmation de ce que nous avait dit, quelques semaines auparavant, Abd-el-Kader, quand nous allâmes lui rendre visite. Nous voulions savoir dans quelles dispositions étaient les musulmans de Damas, s'il y avait lieu de s'en inquiéter pour les chrétiens ; il nous fit des réponses évasives aux premières questions que nous lui adressâmes à cet égard. A la fin nous lui demandâmes si les musulmans ne se rendaient pas compte de la triste situation du gouvernement ottoman et n'en étaient pas eux-mêmes inquiets pour leur avenir. La réponse fut qu'ils étaient plus que jamais pleins de confiance, étant les amis de l'Angleterre.

CHAPITRE XII

LES ORPHELINS

Si les embarras politiques et les exigences de de l'Angleterre nous ont empêchés d'accomplir notre mission, au moins emporterons-nous la consolation d'avoir cherché à soulager les plaies saignantes du Liban, de n'avoir point trahi l'amitié que nous vouaient ses habitants. Après les malheureux évènements de l'été 1860, plus de vingt mille familles chrétiennes se trouvèrent sans pain, sans asile et sans ressources; le plus grand nombre se réfugièrent à Beyrouth, venant des villages du Liban et de Damas. Tous les évêques et les prêtres échappés aux massacres suivirent leurs ouailles. Les Grecs-unis avaient à leur tête leur patriarche et trois évêques; les Maronites, Mgr Boutros-Bostani, dont le vaste diocèse, depuis Deïr-el-Kamar jusqu'au delà de Saïda, avait été complètement ravagé.

La population de Beyrouth s'est trouvée tout d'un coup augmentée de trente mille âmes. On y comptait près de dix mille réfugiés de Damas, la plupart Grecs-unis ou schismatiques; les autres, venus du Mont-Liban, étaient presque

tous Maronites. De la seule ville de Deïr-el-Kamar, il était accouru cinq cents veuves dont les époux et les enfants mâles avaient été égorgés sous leurs yeux et jusque dans leurs bras. Rien n'était plus triste que ces pauvres femmes amalgamées, entourées d'enfants pleurant dans le chemin ou dans les asiles qu'on leur avait donnés. Elles allaient d'abord se réfugier sous les portiques des églises de leur rite; beaucoup de leurs coreligionnaires les prenaient là pour les installer provisoirement soit dans les cours, soit sur les terrasses de leurs maisons, quand il n'y avait pas de place dans leur propre logement. L'administration finissait par leur abandonner quelques-uns de ses locaux disponibles. C'est ainsi que près d'un millier ont trouvé un asile à la Quarantaine. La plus grande partie de la population de Zahleh, des plaines de Beka et de la Célé Syrie, ne s'élevant pas à moins de vingt mille âmes, après avoir déserté ces localités, trouva, comme nous l'avons vu, un refuge à Bescharrî et à Beschoura, dans le haut Liban; trois cents seulement sont venus à Beyrouth. Toutes les victimes du Matein, dont les cinquante-huit villages avaient été brûlés, se sont jetées sur cette dernière ville au nombre de deux mille sept cents. Là aussi sont arrivés les habitants des villages de la côte qui avaient été dévorés par le feu. La dévastation avait été complète dans les

districts mixtes dépendant du kaïmakam druse. Le Djurd comptait vingt-sept villages; le Kharoub en comptait quarante-huit; le Chahar, le Ménasset, l'Arcoub, le Seffah, le Djbel-Kihan, le Schouf, comptaient ensemble cent vingt-quatre villages : il n'y est resté debout, des maisons habitées par les chrétiens, que celles appartenant aux cheïks druses. Ces pauvres chrétiens s'enfuyant de toutes parts, poursuivis par des bandes de pillards et d'assassins, après avoir erré à travers les crêtes des montagnes, ont fini par se rabattre soit sur Beyrouth, soit sur Saïda. C'est aussi dans cette dernière ville qu'étaient venues, dès les premiers jours, se réfugier les victimes d'Hasbeya et de Rascheya. On les avait d'abord logées dans l'ancien sérail et dans des casernes; mais le tiphus s'étant déclaré, il avait fallu les faire camper sous des tentes en dehors de la ville. Les chrétiens des districts du Sud, occupés par les Métualis, étaient presque tous descendus à Sour.

Les Sœurs de Saint-Vincent de Paul ont été la première providence des pauvres réfugiés. Ces bonnes Sœurs étaient établies à Beyrouth depuis le mois de septembre 1847. Elles étaient au nombre de vingt, s'occupant, comme partout ailleurs, des malades, des pauvres et de l'éducation des enfants. Leur hôpital comprenait quarante-et-

un lits, dont neuf pour les femmes; six sœurs y étaient attachées; deux d'entre elles étaient occupées chaque matin à recevoir les indigènes qui venaient à leur dispensaire pour être pansés ou être admis à la consultation des médecins. Dans le même local il y avait de vastes salles pour les écoles gratuites. Les Sœurs venaient de faire construire un nouveau bâtiment pour le pensionnat, où elles donnaient une éducation plus soignée à une trentaine d'enfants de familles aisées. Toutes les Sœurs étaient entretenues par l'Œuvre de la Propagation de la Foi, qui donnait seulement 400 francs à chacune d'elles. Cette Œuvre avait aussi, en grande partie, fait les frais de toutes les constructions qu'il leur avait fallu élever; mais toutes leurs œuvres restaient à leur charge; ni le gouvernement ottoman, ni les consuls des puissances étrangères ne leur accordaient aucune allocation. Leur principale ressource était une loterie annuelle qui leur rapportait environ 3,000 fr. Leurs pensionnaires leur payaient 400 fr.; mais, d'après leur règle, toutes les autres écoles devaient être gratuites. Cependant, comme quelques enfants de familles aisées y venaient, elles avaient imposé d'une petite rétribution d'un à deux francs par mois les enfants des classes où l'on enseignait le français. Cette petite rétribution leur donnait environ 90 fr. par mois pour leurs pauvres.

Lorsque l'armée française débarqua au mois d'août précédent, les grandes chaleurs qu'il faisait à cette époque déterminèrent beaucoup de maladies, surtout parmi les soldats des régiments de ligne qu'on avait pris au camp de Châlons. Les Sœurs fermèrent alors leurs écoles et leur pensionnat et en convertirent tous les locaux en hôpital militaire. Elles n'avaient trouvé place pour d'autres lits, qu'en convertissant leur buanderie en dortoir. Les salles mêmes du dispensaire ne suffisaient plus pour recevoir les indigènes. Tous les jours il en arrivait de quatre à six cents à la consultation, qu'il fallait tenir en plein air dans le jardin.

Tout absorbées qu'étaient les Sœurs de Saint-Vincent de Paul par les soins des malades, ce furent elles qui distribuèrent les premières aumônes aux réfugiés, dont furent bientôt encombrées toutes les rues de Beyrouth. Elles leur consacrèrent d'abord l'argent de la loterie qu'elles venaient de faire tirer, selon l'usage, pour pourvoir à leurs œuvres ordinaires. Le conseil général de la Société de Saint-Vincent de Paul leur adressa un premier secours de 2,000 fr., et bientôt elles reçurent des sommes plus importantes de la souscription ouverte aux bureaux de l'œuvre des Écoles d'Orient, où vinrent se concentrer toutes les aumônes catholiques.

Les premiers secours arrivèrent de la Grèce. A la première nouvelle des massacres, peuple et gouvernement y furent en proie à une inexprimable émotion de sympathie pour les souffrances de leurs frères du Liban. Une souscription s'ouvrit à Athènes, M. François Lenormand fut chargé de porter à Beyrouth 4,000 francs des premiers fonds recueillis pour venir en aide aux orphelins et aux blessés. Il prit avec lui bonne quantité de charpie et autres choses utiles dans les hopitaux. Le roi et la reine firent immédiatement acheter sur les fonds de leur cassette particulière 3,000 kilogrammes de riz et 10,000 kilogrammes de biscuit qui se trouvaient en douane au Pirée et furent expédiés dès le lendemain à Juneh par un vapeur de guerre portant aussi deux médecins et de nombreux médicaments. La souscription ne tarda pas à recevoir une consécration officielle par un décret royal qui institua dans tout le pays des commissions pour la provoquer et en recevoir l'argent. La seule commission d'Athènes, dans sa première journée de fonctions, reçut 12,000 drachmes. Enfin la Grèce offrit au gouvernement français de joindre deux bataillons d'infanterie hellénique aux troupes qui devaient être envoyées de France en Syrie.

Les fonds provenant de cette souscription, à la tête de laquelle le roi et la reine s'étaient inscrits

pour 2,000 drachmes, étaient envoyés au consul grec de Beyrouth, fils du célèbre Canaris.

Le conseil de l'Œuvre des Écoles d'Orient ne tarda pas à envoyer sur les lieux son directeur. Après s'être rendu compte de la situation, M. l'abbé Lavigerie s'entendit avec M. le comte de Bentivoglio, consul général de France, auquel le Gouvernement avait accordé quelques subsides pour les malheureuses victimes des événements. Un comité général fut organisé sous la présidence du consul. Il fut chargé de répartir les fonds entre plusieurs sous-comités composés d'ecclésiastiques, d'officiers et de personnes notables du pays. Ces sous-comités furent établis à Hamana, dans le Matein, à Deïr-el-Kamar, à Saïda et à Damas. La plupart reçurent une somme de 200,000 fr., dont l'Œuvre des Écoles d'Orient fournit les trois quarts. Le consul continua à distribuer, comme par le passé, ses aumônes à Beyrouth, et un comité composé d'Évêques du pays et de supérieurs des différentes congrégations religieuses, fut chargé, dans cette ville, de la répartition des aumônes de l'Œuvre des Écoles d'Orient. On dut alors, pour éviter toute confusion, organiser des distributions régulières. On fit une liste générale de tous les réfugiés les plus nécessiteux ; elle comprenait 15,000 personnes : 6,000 Maronites, 5,500 Grecs-Unis, 3,000 Grecs schismatiques, le

reste des différents autres rites : Syriaques, Chaldéens, Arméniens ou Latins. On ne fit acception d'aucun rite, et l'on distribua les secours à tous indistinctement. Si le nombre des schismatiques assistés était moins nombreux, c'est uniquement parce que leurs besoins étaient moindres, les protestants et les Russes leur ayant réservé leurs aumônes. Indépendamment des secours qu'accordait le consulat, le comité français de Beyrouth, institué par M. l'abbé Lavigerie, fit distribuer chaque semaine, par les Sœurs de charité, un ocre de farine aux 15,000 réfugiés inscrits sur les listes. Pendant ce temps-là, les ressources mises à la disposition des différents sous-comités étaient employées aux reconstructions de villages que notre armée avait entreprises dans toutes les localités où elle était campée, à nourrir les malheureux habitants que l'on pouvait réinstaller, à leur procurer des semences et des instruments de travail. Des sommes considérables furent aussi consacrées pour vêtir tous ces malheureux. M. l'abbé Lavigerie fit venir à Beyrouth pour 100,000 fr. d'étoffes; les Sœurs, avant son arrivée, avaient déjà distribué 12,000 robes et continuèrent l'hiver à confectionner des couvertures.

Pendant que la France s'occupait avec tant de sollicitude des pauvres chrétiens, que nos soldats partageaient avec eux leurs rations, qu'ils leur

prêtaient le concours de leurs bras pour utiliser le mieux possible les aumônes des catholiques de l'Europe — pendant ce temps, les ruines ne faisaient que s'amonceler dans toutes les localités où l'armée turque était installée; les chrétiens y étaient l'objet de toutes sortes d'avanies, et les Druses y continuaient leurs brigandages. L'Angleterre n'intervenait que pour assurer l'impunité de ces derniers; alors qu'ils vivaient des dépouilles des chrétiens, elle leur distribuait des secours pour donner le change à l'opinion publique et faire croire qu'ils avaient été aussi victimes des derniers événements. Les aumônes des catholiques anglais, confiées au gouvernement britannique, profitèrent ainsi en grande partie aux ennemis des chrétiens. Les protestants de l'Europe ne faisaient qu'unir leurs efforts à ceux de l'Angleterre pour miner la foi des chrétiens du Liban. Nous laissant le soin coûteux de nourrir, de vêtir et loger ceux qui étaient dans le plus complet dénuement, ils ne s'attachaient qu'à ceux qui souffraient dans leur fortune; ils marchandait leur assistance; et, s'ils ne trouvaient pas moyen d'altérer les croyances des chefs de famille, ils achetaient leurs enfants pour assurer plus tard, dans le pays, des points d'appui à leur prosélytisme. Les luttes de conscience qui s'engageaient alors n'étaient pas de nature à beaucoup toucher les malheureux catho-

liques ou schismatiques ; ils ne se méprenaient pas sur leurs véritables amis, sur ceux qui leur étaient sincèrement dévoués. Ceux qui tendaient encore la main aux protestants, ne faisaient que davantage tourner leurs espérances vers la France : sa charité avait déjoué tous les efforts des ennemis de la foi.

Les orphelins devaient être l'objet de la plus grande sollicitude des filles de la charité. Les pauvres enfants du Liban ont l'habitude de faire le signe de la croix : leurs mères les allaitant s'empres- sent de le leur apprendre avant qu'ils puissent marcher, avant qu'ils sachent parler. La première chose que faisaient les diaconesses prussiennes auxquelles les ministres protestants avaient confié leur éducation, était de les détourner de cette pieuse pratique. Déplorant que la foi fût ainsi étouffée dans ces cœurs innocents dès l'âge le plus tendre, les Sœurs de Saint-Vincent de Paul avaient loué dans Beyrouth plusieurs maisons où elles recueillirent bientôt trois cent quatre-vingts orphelines. Elles étaient divisées selon leur âge : les plus petites n'avaient guère que quatre ou cinq ans ; beaucoup des grandes avaient plus que l'âge de raison et auraient été bonnes à marier, mais sans père ni mère, privées de tout appui, elles eussent été bien exposées si on ne leur eût donné un asile. Du reste, toutes les orphelines étaient

confondues ; les filles d'émirs étaient mêlées à celles des plus humbles paysans. Les bonnes Sœurs prodiguaient leurs soins à ces pauvres enfants ; l'une d'elles soignait les malades et pansait tous les jours une quinzaine d'enfants qui avaient la teigne ; d'autres sachant l'arabe étaient placées à la tête de chaque division aidées par quelques-unes de leurs anciennes élèves qui leur servaient de sous-maîtresses. Tour à tour elles enseignaient le catéchisme aux enfants et occupaient les orphelines qui pouvaient travailler à faire des chemises et robes pour toutes celles qui en manquaient.

Les Sœurs de Saint-Vincent de Paul devaient avoir hâte de sortir de cette situation provisoire en fondant un orphelinat. Fuad-Pacha, trouvant l'occasion bonne, offrit un terrain convenable dont il demanda d'imputer le prix sur les fonds des aumônes de la France, se chargeant d'indemniser lui-même les propriétaires expropriés pour cause d'utilité publique. M. l'abbé Lavigerie, ne voyant d'autre moyen d'en finir, lui alloua 60,000 francs. Six semaines après que la première pierre en avait été posée en présence du Pacha, M. le comte de Bentivoglio, consul général de France, recevait de Constantinople le firman impérial qui autorisait la construction de l'orphelinat. Sa Hautesse n'y mettait que deux conditions : d'abord que les Sœurs de Saint-Vincent de Paul

eussent un économe turc pour leur établissement ; en second lieu, qu'elles donnassent à leurs jeunes filles un professeur de langue turque. On voit que le Sultan entrait d'une manière très-franche dans les voies de la civilisation. Le gouvernement français mettait, dans les hôpitaux, des économes auprès des Sœurs ; il ne voulait pas rester en arrière et désirait que toutes les garanties possibles fussent données au bon emploi des aumônes qui arrivaient d'Europe. D'un autre côté, comme il espérait que le gouvernement turc, avec l'appui des puissances européennes, finirait par s'implanter définitivement dans le Liban, il voulait que les pachas et tous les autres agents de la Porte trouvassent dans le pays des femmes qui pussent les comprendre.

Les Turcs s'appliquant surtout à massacrer les enfants males, un petit nombre seulement avaient pu s'échapper. Les orphelins n'en étaient par cela même que plus intéressants. Les Jésuites en avaient réuni une centaine à Bekfaïa. Comme il ne s'agissait pas de donner à ces enfants une éducation libérale, mais bien plutôt de les mettre en état de gagner leur vie par le travail de leurs mains, et que ce pays a plus besoin d'agriculteurs que d'industriels, les Pères avaient songé d'abord à fonder dans le Liban un orphelinat semblable à ceux qu'ils avaient en Algérie. Fuad-Pacha leur

avait fait espérer une vaste concession dans la riche plaine de Beka près de leur maison de Zahleh ; mais ce beau projet était subordonné à la sécurité du pays. En attendant, les Pères louèrent plusieurs maisons pour y installer provisoirement leurs enfants. Ils en avaient 300 à Beyrouth et 86 à Saïda. Des ateliers de cordonniers et de bijoutiers avaient été organisés à Beyrouth pour 50 des plus grands. Les autres apprenaient seulement à lire et à écrire.

Les PP. Jésuites avaient depuis quelques années une école primaire à Beyrouth. Ils accueillirent là un grand nombre d'enfants de réfugiés qui n'avaient pu trouver place dans leurs orphelinats et qui étaient restés dans leurs familles ou dans celles qui les avaient adoptés. Les Pères avaient ainsi près de 500 élèves externes répartis en cinq classes : dans les trois premières, qui comprenaient 260 enfants, ils se bornaient à enseigner l'arabe, dans les deux autres ils donnaient à leurs élèves des leçons de français et leur apprenaient tout ce qui est enseigné ordinairement dans nos écoles primaires.

Les Pères jésuites ouvrirent de plus des écoles au Lazaret ; les Frères Xavariens y faisaient la classe à 160 garçons, et les Sœurs Mariamettes à 155 petites filles. Comme le gouvernement turc avait pris à sa charge les réfugiés de cet endroit,

Fuad-Pacha voulut se faire protecteur de leurs enfants. A l'entrée de l'hiver il les fit tous (filles et garçons) habiller en blanc, et des officiers turcs furent chargés de les promener dans la ville pour manifester en public ses libéralités.

Les Lazaristes avaient depuis longtemps à Antourah un collège où ils élevaient les enfants de familles aisées. Ils y enseignaient le français et toutes les sciences élémentaires à peu près comme les Frères des Écoles chrétiennes dans leurs pensionnats de France. Les Jésuites, dans leur collège de Ghazir, faisaient faire à leurs élèves des études plus complètes. C'était un enseignement secondaire, suivi de cours de théologie pour ceux qui se destinaient à l'état ecclésiastique. Ils avaient ainsi déjà formé de très-bons prêtres pour les différents rites. Ces institutions étaient excellentes et ne demandaient qu'à être développées. Si l'on voulait affranchir les malheureux chrétiens du joug des Turcs, la première chose à faire pour garantir leur indépendance, était de s'occuper de l'éducation de ceux qui étaient naturellement appelés à prendre la direction de leur nation. Nous adoptons leurs orphelins, nous ouvrons des écoles gratuites pour les enfants les plus pauvres ; nous ne devons pas, en négligeant les autres, les placer dans un état d'infériorité intellectuelle qui n'eût fait qu'amener un bouleversement social.

Les événements de l'été dernier avaient mis dans la plus complète détresse les émirs et les cheïks : obligés souvent de tendre la main pour avoir du pain, pas plus que les commerçants ils ne pouvaient payer pension pour leurs enfants dans les établissements d'Antourah et de Ghazir. M. l'abbé Lavigerie s'empessa d'accorder 60 bourses à chacun de ces deux collèges. On a pu ainsi assurer une éducation un peu plus complète à des enfants qui appartenaient à des familles d'une position sociale un peu plus élevée que les autres.

Il restait néanmoins beaucoup d'enfants dont les parents étaient dans la misère, et dont l'éducation se trouvait par là compromise, les protestants leur ouvrant à l'envi leurs pensionnats. D'un autre côté, au milieu des ruines des églises et des couvents, toutes les écoles ecclésiastiques avaient été fermées, et, même dans les pays les moins ravagés, les Évêques du pays s'étaient vus contraints de réduire beaucoup le nombre des élèves de leurs séminaires. Touchés d'une situation si inquiétante pour l'avenir de la religion dans ces malheureuses contrées, plusieurs Évêques de France et quelques chefs d'institution ont bien voulu ouvrir les portes de leurs séminaires et de leurs collèges aux pauvres enfants du Liban. Mgr l'Évêque de Fréjus, Mgr l'Évêque de

Saint-Dié et M. l'abbé Régnier, du diocèse de Nancy, en ont spontanément demandé plusieurs; en même temps Mgr l'Évêque d'Orléans et Mgr l'Évêque de Langres en adoptaient chacun deux de la famille des Scheab. Bientôt M. l'abbé d'Alzon, vicaire général de Nîmes, en prit six dans un pensionnat de l'Assomption. S. E. le Cardinal Archevêque de Bordeaux en a adopté trois; NN. SS. les Évêques de Poitiers, de Carcassonne, d'Autun et de Versailles en prirent chacun deux, et Mgr l'Évêque de Moulins quatre.

La plupart des Évêques de France qui s'étaient adressés à nous, avaient demandé de choisir parmi les plus grands orphelins ceux qui paraîtraient avoir la vocation ecclésiastique. Nous nous en étions référé pour cela à Mgr Boutros-Bostani et à M. l'abbé Nahmataallah Dahdah, prêtre maronite chargé par le Patriarche de l'inspection des séminaires. L'un et l'autre résidaient à Beyrouth et connaissaient parfaitement toutes les familles honorables du pays dans lesquelles on pouvait choisir des enfants. Le consul général avait bien voulu accorder à chacun des passages de 2^e classe. On nous avait vu conduire au bateau les premiers orphelins adoptés par les Évêques; depuis lors, notre porte était assiégée de petits garçons de dix à quinze ans, qui venaient nous supplier de

les faire partir. Nous les inscrivions pour soumettre à qui de droit leur requête ; ils revenaient le lendemain nous demander l'heure du départ ; ils amenaient leur père ou leur frère qui faisaient de nouvelles instances. Malheureusement le premier élan de nos Évêques fut bientôt comprimé. Plusieurs personnes objectèrent que l'éducation que ces enfants recevraient en France ne vaudrait pas celle que les PP. Jésuites ou les Lazaristes pourraient leur donner à Ghazir ou à Antourah. Nous n'avions satisfait qu'à la moitié des demandes, lorsque le ministère, sur les observations qui lui avaient été faites, donna ordre de ne plus accorder de passage gratuit : on nous signifia en même temps qu'il n'y avait plus à compter à cet égard sur le concours de l'œuvre des Écoles d'Orient.

CHAPITRE XIII

LES PÈLERINAGES A JÉRUSALEM

Ne quittons pas le terrain des bonnes œuvres, que personne ne peut disputer à la France. sans parler des pèlerinages à Jérusalem. Les massacres qui avaient ensanglanté le Liban avaient jeté partout l'épouvante. L'armée française occupait bien le Liban, le danger était passé, néanmoins le fanatisme n'était que comprimé ; les haines étaient plus vives que jamais. Malgré les efforts du gouvernement ottoman pour éviter de nouveaux désordres et prouver l'inutilité de l'occupation française, il lui était difficile de contenir ceux qu'il avait lui-même ameutés. Cet état de choses était signalé par la presse européenne ; il ne fallait pas qu'on s'abusât en France sur la sécurité de ce pays. Pour le moment, toutefois, les Européens n'avaient rien à craindre ; plus que jamais les musulmans se gardaient bien de les prendre à partie. Mais comme en France on ne pouvait se rendre un compte exact de la situation, peu de personnes étaient disposées en 1861 à voyager en Palestine.

Plusieurs groupes d'officiers, depuis l'occupation

française, étaient partis de Beyrouth pour faire le pèlerinage de Jérusalem en allant débarquer à Jaffa. Une caravane s'organisa au temps de Pâques pour se rendre à Jérusalem en traversant la Palestine. Elle se composait de près d'une quarantaine d'officiers, et de plus de soixante soldats d'ordonnance ou des équipages du train. Madame Ducrot n'avait pas voulu se séparer du général dans l'accomplissement d'un acte qui devait couronner la mission de paix de l'armée française.

Ce fut un encouragement pour la caravane de Pâques que l'Œuvre du pèlerinage en Terre-Sainte avait organisée à Paris. Une douzaine de personnes s'y étaient fait inscrire, dont huit ecclésiastiques, entre autres le père Gagarin et le père Balabin, frère de l'ambassadeur de Russie à Vienne. Elle devait débarquer à Jaffa. L'on nous pria de la précéder à Jérusalem pour aviser aux mesures à prendre. Les deux caravanes civile et militaire s'étaient formées indépendamment l'une de l'autre, sauf à s'unir, selon les circonstances, tant pour les excursions de Jérusalem et des environs que pour le retour à Beyrouth. La caravane civile devait, selon l'usage, s'établir chez les PP. Franciscains au couvent de la Casanova. Il ne fallait pas qu'une fois installée, elle en fût dérangée ; il fut donc convenu qu'on réserverait à la Casanova plusieurs chambres pour le général Ducrot et

quelques officiers, mais que tous les autres iraient loger au couvent de la Flagellation, qui fut disposé à cet effet.

Le chancelier du Patriarche et le Père vicairé vinrent avec nous à quelques lieues de Jérusalem au-devant de la caravane civile. Elle s'arrêta sur les hauteurs qui dominant Jérusalem pour réciter les prières d'usage et fit son entrée solennelle dans la ville, précédée de deux ou trois cawas.

Suivant leur itinéraire habituel, les pèlerins commencèrent par visiter les environs de Jérusalem, depuis saint Jean du désert jusqu'à Bethléem. Ils rencontrèrent sur leur route le village de Beitjalla, où Mgr Valerga, patriarche latin de Jérusalem, avait fait construire un séminaire. Cette construction, au milieu de laquelle s'élève une église gothique, est d'un très-bon goût et parfaitement entendue. Les élèves n'étaient pas encore nombreux, mais ils répondaient aux espérances du vénérable patriarche. Tous étaient Syriens et parlaient l'arabe; ils savaient l'italien; on ne leur apprenait pas le français, dans la crainte que la connaissance de cette langue qui devient de plus en plus utile aux Orientaux pour leur commerce avec les Européens, n'en détournât quelques-uns de leur vocation. Cette éducation italienne avait peut-être l'inconvénient de trop maintenir l'antagonisme avec les Grecs et de

ne pas assez rapprocher le clergé indigène des missionnaires français, dont le concours eût été très-efficace. Il ne faut pas toutefois exagérer l'antipathie des Syriaques schismatiques pour les latins; elle tient surtout aux préjugés que ne cesse de leur inspirer le clergé grec sous la dépendance duquel ils se trouvent si bien qu'il avait suffi à Mgr Valerga de s'établir à Beitjallah, pour que de nombreuses conversions s'opérassent dans la population de ce village.

L'architecte du séminaire, prêtre français, était allé s'établir à Bethzour, autre petit village, entre Bethléem et le champ des Pasteurs. Plusieurs pèlerins ont visité son humble demeure: elle était remplie d'enfants; derrière un rideau était un autel; la même chambre servait à la fois de logement pour le curé, d'école et de chapelle pour ses paroissiens. Il était impossible d'avoir plus de zèle et de simplicité dans l'exercice du saint ministère; les pèlerins en ont été profondément touchés.

Le surlendemain de l'arrivée à Bethléem, cinq pèlerins seulement se décidèrent à partir pour Hébron. Cette course est intéressante: on y trouve de nombreux souvenirs de l'Écriture-Sainte et en particulier d'Abraham, pour lequel les Musulmans n'ont pas moins de vénération que les Juifs. Les pèlerins se logèrent chez ces derniers et, pour

consoler ceux qui avaient craint de les suivre, leur achetèrent de l'excellent vin de ce pays où Noé avait planté ses premières vignes, et d'où les Israélites, envoyés les premiers à la découverte de la terre promise, avaient rapporté de si gros raisins. C'est à Hébron qu'est le tombeau de David; avant que Jérusalem devînt la capitale de la Judée, le saint roi résidait à Hébron et retourna s'y retrancher avec les Juifs après la prise de Jérusalem.

Pendant ce temps, la caravane militaire partie de Beyrouth poursuivait sa marche d'étape en étape à travers la Palestine. Le général Ducrot, informé à Nazareth de tout ce qu'avait fait Akil-gha pour sauver les chrétiens des environs, alla camper près de ses tentes au pied du Mont-Thabor. Le fidèle chef arabe lui fit une magnifique réception, heureux de recevoir de sa bouche l'assurance que sa conduite lui avait mérité les sympathies de la France.

La caravane civile était partie pour la mer Morte dans l'après-midi du dimanche des Rameaux. La caravane militaire, qui devait faire cette excursion avant d'arriver à Jérusalem, devait la rencontrer à Jéricho; mais, retardée en route, elle avait renoncé à passer par la vallée du Jourdain et n'est arrivée à Jérusalem que le mercredi saint. Les officiers qui n'avaient pu se loger

à la Casanova y venaient néanmoins prendre leurs repas. Un réfectoire commun avait été disposé pour les deux caravanes. Les frères servants n'étaient pas en proportion avec le nombre des hôtes, et le menu de chaque repas était longtemps attendu; l'ordre le plus parfait n'en régnait pas moins depuis le *benedicite* jusqu'aux grâces. L'ancien réfectoire du couvent avait été réservé aux officiers de marine qui arrivèrent les derniers, ayant à leur tête le capitaine de vaisseau de la Grandière.

Les pèlerins militaires se hâtaient de parcourir les lieux que les pèlerins civils avaient déjà visités. Ils ne les retrouvaient qu'au Saint-Sépulcre. Les Grecs, dont les pâques ne devaient avoir lieu que quelques semaines plus tard, n'avaient aucune fonction à y faire; toutes les cérémonies de la semaine sainte ont donc pu s'accomplir sans confusion ni scandale. Le vendredi-saint, pendant les heures d'agonie, les pèlerins civils devaient faire, selon l'usage, le chemin de la Croix sur la voie douloureuse. Tous les militaires, sans exception des officiers de la marine, voulurent s'associer à cette pieuse dévotion, que présidait le Père Roger, religieux franciscain. Après l'exhortation que faisait le Père à chaque station, on se mettait à genoux pour réciter un *Ave Maria*. La première station était au Prétoire,

aujourd'hui transformé en caserne. Les soldats turcs, à leurs postes, regardaient avec curiosité et paraissaient stupéfaits de voir cette masse d'officiers français se prosterner à terre pour prier Dieu dans leur propre demeure. La plupart des autres stations se faisaient au milieu même des rues de Jérusalem, et ce groupe respectable de pèlerins était un égal sujet d'étonnement pour les passants musulmans, juifs et grecs. Le soir, le Saint-Sépulcre fut ouvert à toutes les communions pour la procession solennelle, et des discours en toutes les langues furent prononcés à chaque station. Le Père Gagarin, aumônier de la caravane civile, fut chargé de parler en russe pour édifier la foule schismatique.

Le jour de Pâques, avant la grand'messe, il y eut une cérémonie touchante. Tous les militaires étaient venus déposer sur l'autel leurs épées et leurs sabres pour les faire bénir par le patriarche. Après la bénédiction des armes, le général Ducrot vint se mettre aux pieds du pontife, qui lui rendit son épée. M. de Lesseps était arrivé l'avant-veille de Suez, après avoir traversé, en deux jours, le désert, sur une voiture traînée par des dromadaires. N'ayant pu faire ses Pâques avec tous les autres fidèles à la communion du jeudi-saint, il s'approcha seul de la sainte table à la grand'messe du jour de Pâques. Ce même jour, après le dîner, le général

Ducrot adressa à ses compagnons de pèlerinage quelques mots vivement sentis sur la belle mission, qui semblait réservée à l'armée française, de protéger les saints Lieux, et sur l'espérance qu'ils devaient conserver de pouvoir un jour se servir, pour la cause de l'Église, des armes bénies le matin par son pontife ; il proposa ensuite un toast aussi religieux que patriotique auquel s'associèrent les pèlerins civils, les verres de tous remplis du vin de Noé qu'ils avaient rapporté d'Hébron.

L'un des jours suivants, M. le consul de France voulut bien conduire lui-même les pèlerins visiter la mosquée d'Omar, construite sur l'emplacement du temple de Salomon ; il y a peine de mort contre tout chrétien qui franchit l'enceinte sacrée, et M. le consul n'avait obtenu exceptionnellement la faveur d'y pénétrer avec ses amis, qu'en payant 200 fr. de bacchis. Pour ne pas trop effaroucher les musulmans par une trop grande affluence, il avait commencé par y conduire les militaires le matin du jour de Pâques ; mais plusieurs avaient préféré se priver de cette faveur pour faire la communion pascale, à laquelle ils n'avaient pas pu se préparer plus tôt. Ils furent dédommagés de ce petit sacrifice, en se joignant aux pèlerins civils pour l'intéressante visite de la Mosquée : ils purent voir comme eux la roche sur laquelle le tabernacle était posé, le tribunal de David, le trône

de Salomon, l'antique basilique de Sainte-Marie, construite par Justinien, la galerie des Croisés, l'endroit où Saladin prit son repas après s'être emparé de Jérusalem, l'endroit où Omar fit sa première prière, la balance invisible pour peser les actions des mortels, les deux colonnes où tous ceux qui passent sont assurés d'aller en paradis. Beaucoup se soumirent à cette dernière épreuve, mais ce ne furent pas les plus saints qui réussirent le mieux.

Les pèlerins civils profitèrent des jours qui leur restaient avant leur départ de Jérusalem, pour revoir les différents lieux qui les intéressaient davantage ; les uns retournèrent à Béthanie, les autres à Bethléem et au séminaire de Beit-jallah, où Mgr le Patriarche les avait invités à venir, pour la célébration remise après Pâques de la fête de l'Annonciation.

Les pèlerins avaient à cœur de voir le P. Marie Ratisbonne, directeur de l'Œuvre de Sion à Jérusalem. Il avait pu acheter la partie supérieure des ruines du Prétoire précisément en face de la ville ; on y avait découvert une grande arcade et il venait d'y faire construire une chapelle. Tous les anciens sanctuaires de Jérusalem avaient été successivement envahis par les Grecs, et les Pères Franciscains n'avaient pu les garder qu'en participation avec les schismatiques ou les hérétiques. L'érection

du sanctuaire de l'*Ecce-Homo*, sur l'emplacement le plus convenable pour la première station du chemin de la croix, était non moins glorieux pour la France que pour la Sainte-Église romaine. Le P. Marie Ratisbonne n'était pas retourné en France depuis que peu de temps après sa miraculeuse conversion il était allé se fixer à Jérusalem, pour y prendre la direction de l'Œuvre de Sion. Mais la foi chrétienne n'avait fait que réchauffer dans son cœur les sentiments patriotiques; il avait été très-ému des massacres du Liban et s'affligeait de ne pouvoir recueillir dans sa maison tous les enfants des pauvres veuves maronites qui venaient se réfugier à Jérusalem. L'œuvre de Sion ne s'y occupait encore que de l'éducation des orphelines juives qui, la plupart, venaient d'être transférées au nouveau pensionnat de Saint-Jean *in Montana*. Les pèlerins ayant témoigné le désir de le visiter, la Sœur Guillemain, leur supérieure, y vint le lendemain pour les recevoir et leur présenter les pauvres orphelines maronites, que naguère le P. Ratisbonne avait bien voulu adopter.

Toutes les écoles de Jérusalem ont dû attirer l'attention des pèlerins. Les protestants y faisaient déjà une active propagande. Ils avaient, hors de la ville, un pensionnat pour les garçons, et un autre, dans l'intérieur, pour les filles. C'est là

qu'ils dirigeaient les enfants maronites qu'ils recrutèrent à Beyrouth, quand ils craignaient des réclamations des parents. De même que le Coran, dans les écoles musulmanes, la Bible, dans ces institutions protestantes, est le fondement de tout l'enseignement. Les plus jeunes élèves en avaient entre leurs mains des traductions arabes, et les plus avancés, des traductions anglaises. Les diaconesses protestantes, ayant leur maison en ville, recevaient quelques externes, sept ou huit filles et quatre à cinq garçons. Elles avaient de plus un hôpital et une trentaine de lits tant pour les hommes que pour les femmes. Les Anglais avaient un autre hôpital, avec vingt-huit lits pour les Juifs des deux sexes. Après leur guérison physique et morale, on les nourrissait pendant trois ans, s'ils persévéraient dans le protestantisme; lorsqu'ils étaient jeunes et qu'ils montraient de bonnes dispositions, on les envoyait à Malte pour les instruire. Il y avait à Jérusalem une vingtaine de familles juives converties qui formaient, avec les agents du consulat, le seul troupeau de l'évêque anglican.

Les Sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition, comme les Sœurs de Sion, faisaient aux protestants une salubre concurrence : les unes, avec leur pensionnat; les autres, avec leurs écoles gratuites et l'hôpital de Saint-Louis, qu'elles desser-

vaient. Ces dernières faisaient, en Palestine, l'office de nos Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, sauf qu'elles ne visitaient pas les pauvres et les malades à domicile, pour ne pas aller sur les brisées des religieux franciscains, qui avaient des médecins parmi eux, et qui considéraient l'exercice de la charité comme le plus beau de leurs privilèges.

A part une vingtaine d'enfants que les Franciscains formaient pour le service du chœur et qui savaient parfaitement l'italien, l'enseignement des garçons, dans les écoles latines, ressemblait beaucoup à celui qui est donné dans les écoles grecques. Des maîtres du pays, entretenus par le couvent, y apprenaient à lire et à écrire l'arabe. Les bons PP. franciscains ont fini en 1877 par confier toutes les écoles de Jérusalem aux Frères des écoles chrétiennes. L'enseignement primaire, le plus complet que possible, était bien le meilleur moyen de ramener les schismatiques et en définitive la propagande la moins coûteuse. Le clergé grec avec son argent lutte toujours avantageusement lorsqu'il ne s'agit que de distribuer du pain; mais, dans son ignorance, il lui est impossible de nous suivre sur le terrain de l'enseignement, pour lequel il faut d'ailleurs un dévouement qu'il n'a pas. Jérusalem offre le triste spectacle d'une population de mendiants, que toutes les communions se disputent; c'est

moins par des surenchères que l'on parviendra à la régénérer, qu'en éclairant sa foi par un peu d'instruction.

Quittant Jérusalem, la caravane civile s'est acheminée vers Nazareth à travers l'ancienne Samarie. Le sanctuaire de Nazareth a un charme particulier ; il rappelle les paisibles années de l'enfance de Notre-Seigneur et les douces joies de la sainte Famille. Les Latins en ont seuls conservé la possession et n'y sont pas troublés par les Grecs schismatiques. Là les Grecs ne possèdent qu'une source, qu'ils tiennent pour miraculeuse, et sur laquelle ils ont bâti leur église. Pour lui donner plus d'importance, ils y avaient, depuis quelques années, érigé un siège épiscopal. L'évêque grec de Nazareth avait les manières d'un homme civilisé ; il parlait très-bien le français et citait volontiers Voltaire, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir peu de goût pour le gendre de l'évêque anglican de Jérusalem, qui s'était établi à côté de lui. Ce pasteur protestant avait ouvert une école, et son prosélytisme, impuissant auprès des catholiques latins ou maronites, avait plus de succès auprès des Grecs. Aussi, l'évêque schismatique de Nazareth, pour lutter avec avantage, recherchait-il l'alliance du Gardien des Franciscains. Ce dernier, homme d'un rare mérite, ne se laissait pas intimider par le mudir, le cadî et les quelques

soldats turcs que le gouvernement ottoman entretenait au milieu de son troupeau. D'ailleurs, les musulmans du voisinage étaient tenus en respect par Akil-Agha.

En allant à Tibériade, la caravane s'est un peu écartée de sa route, pour aller rendre visite à ce grand chef arabe. Ses tentes, au pied du mont Thabor, étaient dressées, par douars, le long d'un ravin; dans l'intervalle circulaient de beaux troupeaux et des chevaux en liberté. C'était un spectacle tout nouveau pour les pèlerins, qui, comme nous, ne connaissaient pas les Arabes. A notre arrivée, ils étaient tous accourus; ils avaient immédiatement étendu de beaux tapis devant la tente destinée aux étrangers et préparé le café. Quelques instants après, Akil-Agha s'est présenté; les Arabes sont venus lui baiser respectueusement la main; puis il s'est accroupi au milieu de nous avec une simplicité toute patriarcale, comme aurait fait Abraham ou Jacob. Il voulait nous retenir et déjà nous voyions passer le mouton qui allait être immolé en notre honneur; mais nous tenions à arriver le soir à Tibériade. Akil-Agha nous offrit une escorte; nous refusâmes poliment en lui disant que son nom seul suffisait pour garantir la sécurité de toute la contrée.

En quittant Nazareth nous ne fîmes que traverser Caïffa; nous devions passer deux nuits au

couvent, nous avons tout le temps d'en descendre le lendemain pour visiter en détail cette petite ville. Son port, ou pour mieux dire son mouillage, est le principal débouché de la plus riche portion de la Palestine, de la Galilée et de la Samarie ; il est aussi un débouché pour les produits des vastes plaines de l'intérieur. Avant que l'industrie européenne n'eût songé à construire, à travers le Liban, une grande route de Beyrouth à Damas, les voies les plus faciles pour gagner la côte de cette dernière ville, tournaient la chaîne des montagnes ; celles du Nord allaient aboutir à Tripoli ou à Latakié ; la plus courte, au Midi, suivait le lac de Tibériade et le mont Thabor et gagnait la mer par la plaine d'Esdrelon. Caïffa, adossée au mont Carmel, en est le point le plus rapproché ; son mouillage est mieux abrité par le cap que Saint-Jean d'Acre, dont le port est construit sur une petite pointe à l'autre extrémité du golfe. D'ailleurs les Turcs sont établis à Saint-Jean d'Acre ; c'est un gênant voisinage qui a fait préférer Caïffa au commerce, dès qu'un peu de sécurité a permis de former des établissements sur cette plage. De nouvelles maisons s'y construisent tous les jours, et les consuls européens sont venus s'y installer, ne laissant que des agents à Saint-Jean d'Acre. La population musulmane, à Caïffa, n'est pas prépondérante ; les Grecs-Unis, plus nombreux que

les schismatiques, y forment la plus grande portion de la population catholique. Il y a cependant un assez bon nombre de Maronites qui y ont une église. L'église latine est desservie par les Pères du mont Carmel. Les Sœurs de Nazareth, ont à côté, établi une école pour les filles : cet établissement l'emportait déjà, par son importance, sur celui de Nazareth, le premier fondé. Il faut espérer que ces Sœurs françaises pourront se développer dans toute cette portion de la Palestine que la Providence réservait sans doute à leur zèle, quand elle leur inspira de choisir leur nom.

L'hospitalité que donnent les bons Carmes est si confortable que plusieurs pèlerins y fussent volontiers restés quelques jours de plus. Nous eûmes de la peine à les arracher du Mont-Carmel. Il ne faut que trois ou quatre heures pour se rendre de là à Saint-Jean d'Acre ; nous y arrivâmes assez à temps pour visiter la ville d'une manière assez complète. Nous étions tous munis de burnous ou de mochetah ; sous cet uniforme blanc on ne distinguait pas les ecclésiastiques des laïques. Les Turcs nous prirent pour des officiers français conduits par un général, et à notre entrée dans la ville, le poste de la porte sortit du corps de garde pour nous présenter les armes. Nous descendîmes au khan dont une portion appartient aux Franciscains. Après avoir fait notre visite au

seul Père installé dans l'ancien couvent, nous nous rendîmes chez le pacha. C'était le neveu du gouverneur de Beyrouth, il avait à peine une vingtaine d'années. L'accueil fut excellent, on sentait déjà l'armée française dans le sérail. Saïda et Sour étaient encore occupées par elle, et un détachement de la compagnie installée dans cette dernière ville était campé à quelques lieues de Saint-Jean d'Acre pour faciliter les recherches archéologiques que faisait M. Renan, le célèbre auteur de la vie de Jésus, subventionné qu'il était par l'empereur Napoléon III sur sa cassette particulière. Le pacha chargea un militaire de nous faire les honneurs de la ville. On nous conduisit d'abord à la grande mosquée, où nous pûmes pénétrer sans ôter nos chaussures; on avait seulement soin de relever les nattes pour éviter la souillure de nos pas. Nous fîmes ensuite le tour des remparts et pûmes les inspecter dans tous leurs détails. Partout les sentinelles nous présentaient respectueusement les armes. Si cette ville, maintenant toute musulmane, ne possède aucun sanctuaire chrétien qui mérite d'être visité, elle a des souvenirs historiques très-intéressants dont on aime à se rendre compte sur les lieux.

Nous quittâmes Saint-Jean d'Acre avec regret une heure avant la nuit. Nous ne pouvions songer à aller visiter les ruines de l'ancienne Tyr, nous

n'eûmes que le temps de parcourir à la hâte la pauvre bourgade construite autour du port. Elle est occupée, en grande partie, par des chrétiens du rite grec; nous allâmes faire une visite à l'archevêque grec-uni que nous trouvâmes entouré de militaires français. Nos soldats étaient devenus les amis de tous les chrétiens. Aussi ces derniers nous abordèrent-ils pour nous parler des craintes que leur inspirait le départ de l'armée, dont il était question. Depuis les derniers événements, les chrétiens schismatiques des environs avaient reflué vers la ville et avaient profité, comme les autres, des aumônes de l'Europe. Touchés au cœur, ils étaient bien près de se convertir; mais si toute protection venait à leur manquer, il était à craindre que, par découragement, ils n'abandonnassent complètement la foi. En tous cas, nous regretâmes de ne voir aucune congrégation religieuse française établie dans cette intéressante localité.

Saïda, où nous arrivâmes le lendemain, était mieux partagé. Indépendamment des Franciscains, qui y étaient établis dans le khan français et dont la maison hospitalière servait au besoin de succursale au consulat de France, les Jésuites y avaient plusieurs établissements et s'occupaient avec zèle de la population indigène de la ville et des environs. Les Sœurs de Saint-Joseph complétaient l'œuvre. Il est impossible d'avoir un

dévouement plus grand que ces bonnes religieuses ; quatre d'entre elles avaient naguère succombé à la peine et elles avaient dû faire un appel aux maisons de Jérusalem et de Jaffa. Ces Sœurs ont une confiance extrême en la Providence et ne reculent jamais devant le bien à faire ; mais le peu de ressources mises à leur disposition les force souvent à s'arrêter. Le père Gagarin et le Père Balabin voulurent prolonger leur séjour auprès des Pères de leur Compagnie et se séparèrent de nous à Saïda. Nous arrivâmes le lendemain, d'assez bonne heure, à Beyrouth.

Le général Ducrot nous y avait devancés ; son passage avait produit partout un très-bon effet en Palestine. A Jaffa, où il s'est embarqué pour retourner à Beyrouth, les musulmans, à la fin de leur ramazan, étaient très-exaltés contre les chrétiens et proféraient toutes sortes d'imprécations. Aussitôt qu'ils ont vu le petit détachement d'officiers conduits par le général Ducrot, tous ceux qui avaient parlé le plus haut se sont enfuis dans la crainte de s'être compromis.

En somme, les R. P. Franciscains avaient reçu en 1861 dans leurs couvents 617 pèlerins, dont une vingtaine d'ecclésiastiques et 80 laïques. Tous les autres, plus de 500, étaient militaires ou marins.

Le dernier pèlerinage était celui du Comte de

Chambord. Apprenant la désolation et les inquiétudes qu'avait causées aux pauvres chrétiens du Liban le départ de l'armée française, il avait immédiatement quitté Frohsdorf pour venir les consoler : il retrouvait la France au milieu d'eux.

Monseigneur était accompagné de MM. le duc de Lévis, le comte Fernand de la Ferronnays, le comte Stanislas de Blacas, le comte de Monti de Rezé, le comte Maxence de Damas, Moricet, l'abbé Trébuquet, le docteur Finck, et de sept valets de chambre. L'héritier de Saint-Louis est allé voir le Patriarche et les Évêques maronites, et, après avoir visité la montagne et Damas, a fait le pèlerinage de Jérusalem en passant par Saint-Jean d'Acre où son illustre aïeul, six siècles auparavant, avait reçu le Prince du Liban et avait garanti son indépendance en lui promettant son appui et celui de ses successeurs.

CHAPITRE XIV

LE RÈGLEMENT DE 1861

Pendant que Fuad-Pacha ne reculait devant aucun moyen pour prouver que l'intervention était inutile et que l'Angleterre, tout en dégageant sa responsabilité, redoublait ses intrigues pour maintenir le gouvernement turc au Liban, la presse était unanime pour en signaler le danger. Le corps législatif et le Sénat n'osaient le contester, mais craignaient encore plus de compromettre avec l'Empire les positions acquises. Malgré l'accord de tous les partis, les mêmes craintes avaient prévalu sous le gouvernement de Louis-Philippe ; la majorité de la Chambre des députés avait repoussé les pétitions des Maronites et même des Druses comme contraires aux plus grands intérêts de la civilisation moderne. En présence du démenti qui leur avait été donné, des catholiques, dont les sentiments à cet égard n'étaient pas douteux, MM. Saint-Marc-Girardin, Cochin, etc., avaient essayé de reconstituer des comités pour secourir les chrétiens de Syrie, non-seulement par des aumônes, mais aussi par leur crédit auprès du gouvernement.

Ils avaient demandé, dans une pétition au Sénat, que des mesures fussent prises pour éviter le retour des massacres, et provoqué dans toute la France des pétitions semblables. Un grand nombre d'habitants des divers départements avaient répondu à leur appel, et 145 pétitions comprenant 10,756 signatures avaient été adressées au Sénat. La commission du Sénat avait d'abord repoussé ces pétitions, comme inconstitutionnelles. Sans doute la Constitution de 1852 avait accordé le droit aux pétitions, mais en l'entourant de garanties, pour qu'il ne dégénérât pas en manifestation politique, comme pouvait le faire craindre un pareil ensemble de pétitions. Sous le bénéfice de cette observation, pour ne pas engager l'avenir par un fâcheux précédent, persuadé du reste que le gouvernement saurait maintenir le droit de pétition dans ses justes limites, la commission n'avait pas voulu repousser ces pétitions d'une manière absolue. M. le rapporteur, ne pouvant que s'associer à l'indignation générale, chercha à plaider les circonstances atténuantes.

« Si, en présence de ces scènes dignes des temps barbares, dit-il, l'attitude des autorités turques de Syrie a été en général plus nuisible qu'utile ; si dans certaines localités, notamment, leur conduite a été voisine de la trahison et de la complicité, il est juste d'ajouter que le gouvernement

ottoman n'a pas hésité une minute à faire entendre sa protestation contre de tels excès et à dégager sa responsabilité vis-à-vis de l'Europe. On connaît la lettre écrite par le Sultan à S. M. l'empereur des Français. Ses fruits ne tardèrent pas à se produire. Dès le 12 juillet, Fuad-Pacha partait pour Beyrouth..... Maintenant, quels sont les droits et les devoirs de la France ? »

Nous ne ferions que fatiguer les lecteurs en suivant le rapporteur dans un plaidoyer où il ne faisait que reproduire les arguments des orateurs du précédent gouvernement.

L'honorable M. de Royer avait conclu à l'ordre du jour ; il croyait inutile et même dangereux le renvoi au ministre des affaires étrangères que proposaient les vrais défenseurs des chrétiens, en tête desquels était Son Éminence le cardinal Donnet. Un long et éloquent discours de M. de la Rochejacquelein semblait avoir triomphé de toutes ces hésitations ; mais M. Billault, ce défenseur des chrétiens, alors qu'il était de l'opposition, M. Billault, devenu ministre de l'empereur, vint objecter que le gouvernement ayant fait loyalement à leur égard tout ce que lui prescrivait son devoir, le renvoi au ministre des affaires étrangères pouvait faire supposer que les Bourbons d'autrefois exerçaient mieux la protection de la France. Tous les honorables

sénateurs, dont le cœur battait avant tout pour l'empire, en furent profondément émus, et M. de la Rochejacquelein même retirant sa proposition, l'ordre du jour fut voté à l'unanimité moins deux voix.

L'occupation française de la Syrie avait singulièrement contrarié l'Angleterre : elle eût passé par toutes les conditions qu'on eût exigées pour la faire cesser. Une fois l'armée partie, elle n'avait plus à compter avec nous. Les propositions de la France, que son ambassadeur à Constantinople avait fini par faire adopter par les représentants de toutes les puissances, étaient immédiatement considérées comme non avenues. La Porte ottomane, protégée par l'Angleterre, relevait la tête. Le général de Beaufort, comme nous l'avons vu, ne s'était embarqué le dernier que pour boire le calice d'humiliation de notre malheureuse patrie. Déjà, avec quelques légères modifications généreusement accordées par sa hauteesse le Sultan, on promulguait le règlement suivant signé six mois auparavant par tous les représentants des grandes puissances.

Art 1^{er}. Le Liban sera administré par un gouverneur chrétien nommé par la Sublime-Porte et relevant d'elle directement.

Ce fonctionnaire amovible sera investi de toutes les attributions du pouvoir exécutif, veillera au main-

tien de l'ordre et de la sécurité publique dans toute l'étendue de la Montagne, percevra les impôts et nommera sous sa responsabilité en vertu du pouvoir qu'il recevra de S. M. I. le Sultan les agents administratifs ; il instituera les juges, convoquera et présidera le medjlis administratif central et procurera l'exécution de toutes les sentences légalement rendues par les tribunaux, sauf les réserves prévues par l'art. 9. Chacun des éléments constitutifs de la population de la Montagne sera représenté auprès du gouverneur par un vékil nommé par les chefs et notables de chaque communauté.

Art. 2. Il y aura, pour toute la Montagne, un medjlis administratif central composé de douze membres, savoir : deux Maronites, deux Druses, deux Grecs orthodoxes, deux Grecs catholiques, deux Métualis et deux Musulmans, chargé de répartir l'impôt, contrôler la gestion des revenus et des dépenses, donner son avis consultatif sur toutes les questions qui lui seront posées par le gouverneur.

Art. 3. La Montagne sera divisée en six arrondissements administratifs savoir :

1° Le Koura, y compris la partie inférieure et les autres fractions de territoire avoisinantes dont la population appartient au rite grec-orthodoxe, moins la ville de Tripoli, située sur la côte et à peu près exclusivement habitée par les musulmans.

2° La partie septentrionale du Liban, sauf Koura, jusqu'à Nahr-el-Kelb.

3° Zahlé et son territoire.

4° Le Mectem, y compris le Sakel chrétien et les territoires de Kata et de Solima.

5° Le territoire situé au sud de la route de Damas à Beyrouth jusqu'à Djezzin.

6° Le Djezzin et le Zaffoh (1).

Il y aura dans chacun de ces arrondissements un agent administratif nommé par le gouverneur et choisi dans le rite dominant, soit par le chiffre de la population, soit par l'importance de ses propriétés.

Art. 4° Il y aura dans chaque arrondissement un medjlis administratif local composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population et les intérêts de la propriété foncière de l'arrondissement.

Ce medjlis local, présidé et convoqué annuellement par le chef de l'arrondissement, devra résoudre en premier ressort toutes les affaires du contentieux administratif, entendre les réclamations des habitants, fournir les renseignements nécessaires à la répartition de l'impôt dans l'arrondissement, et donner son avis constaté sur toutes les questions d'intérêt local.

5° Les arrondissements administratifs seront subdivisés en cantons, dont le territoire à peu près réglé sur celui des anciens aklim ne renfermera, autant que possible, que des groupes homogènes de population, et les cantons en communes qui se composeront, chacune, d'au moins 500 habitants. A la tête de chaque canton il y aura un agent nommé par le gouverneur, sur la proposition du chef de l'arrondissement, et à la tête de chaque commune un cheïk choisi par les habitants et nommé par le gouverneur.

Dans les communes mixtes, chaque élément cons-

(1) Un septième arrondissement a été formé dans la partie septentrionale du Liban.

titutif de la population aura un cheïk particulier, dont l'autorité ne s'exercera que sur ses coreligionnaires.

Art. 6. Égalité de tous devant la loi, abolition de tous privilèges féodaux et notamment de ceux qui appartenaient aux Mokatadjés.

Il y aura dans chaque canton un juge de paix pour chaque rite ; dans chaque arrondissement un medjlis judiciaire de 1^{re} instance composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population, et au siège du gouvernement un medjlis supérieur, composé de 12 membres dont deux appartenant à chacune des communautés désignées en l'article 2, auxquels on adjoindra un représentant des cultes protestant et israélite toutes les fois qu'un membre de ces communautés aura des intérêts engagés dans le procès. La présidence du medjlis sera exercée trimestriellement, et à tour de rôle, par chacun de ses membres.

Art. 8. Les juges de paix jugeront sans appel jusqu'à concurrence de 500 piastres. Les affaires au-dessus de 500 piastres seront de la compétence des medjlis judiciaires de 1^{re} instance.

Les affaires mixtes, c'est-à-dire entre particuliers n'appartenant pas au même rite, quelle que soit la valeur engagée dans le procès, seront indistinctement portées devant le medjlis de 1^{re} instance, à moins que les parties ne soient d'accord pour reconnaître la compétence du juge de paix du défendeur.

En principe, toute affaire sera jugée par la totalité des membres du medjlis. Néanmoins, quand toutes les parties engagées dans le procès appartiendront au même rite, elles auront le droit de récuser le juge

appartenant au rite différent, mais dans ce cas même les juges récusés devront assister au jugement.

Art. 9. En matière criminelle il y aura trois degrés de juridiction. Les contraventions seront jugées par les juges de paix ; les délits par les medjlis de 1^{re} instance, et les crimes par le medjlis judiciaire supérieur, dont les sentences ne pourront être mises à exécution qu'après l'accomplissement des formalités d'usage dans le reste de l'empire.

Art. 10. Tout procès en matière commerciale sera porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès même en matière civile entre un sujet ou un protégé d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne, sera soumis à la juridiction de ce même tribunal.

Art. 11. Tous les membres des medjlis judiciaires et administratifs, sans exception, ainsi que les juges de paix, seront choisis et désignés après une entente avec les notables, par les chefs de leurs communautés respectives et institués par le gouverneur.

Le personnel des medjlis administratifs sera renouvelé par moitié tous les ans, et les membres sortants pourront être réélus.

Art. 12. Tous les juges seront rétribués. Si, après enquête, il est prouvé que l'un d'eux a prévariqué, ou s'est rendu, par un fait quelconque, indigne de ses fonctions, il devra être révoqué et sera, en outre, passible d'une peine proportionnée à la faute qu'il aura commise.

Art. 13. Les audiences de tous les medjlis seront publiques et il en sera rédigé procès-verbal par un greffier institué *ad hoc*. Ce greffier sera, en outre, chargé de tenir un registre de tous les contrats por-

* tant aliénation des biens immobiliers, lesquels contrats ne seront valables qu'après avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement.

Art. 14. Les habitants du Liban qui auraient commis un crime ou délit dans un autre sandjak, seront justiciables des autorités de ce sandjak, de même que les habitants des autres arrondissements qui auraient commis un crime ou délit dans la circonscription du Liban, seront justiciables des tribunaux de la Montagne. En conséquence, les individus indigènes ou non indigènes qui se seraient rendus coupables d'un crime ou délit dans le Liban, et qui se seraient évadés dans un autre sandjak, seront, sur la demande de l'autorité de la Montagne, arrêtés par celle où ils se trouvent et remis à l'administration du Liban. De même les indigènes de la Montagne ou les habitants d'autres départements, qui auront commis un crime ou délit dans un sandjak quelconque et autre que le Liban et qui s'y seront réfugiés, seront sans retard arrêtés par l'autorité de la Montagne, sur la demande de celle du sandjak intéressé, et seront remis à cette dernière autorité.

Les agents de l'autorité qui auraient apporté une négligence ou des retards non justifiés dans l'exécution des ordres relatifs au renvoi de coupables devant les tribunaux compétents, seront, comme ceux qui chercheraient à dérober les coupables aux poursuites de la police, punis conformément aux lois. Enfin, les rapports de l'administration du Liban avec l'administration respective des autres sandjaks seront exactement les mêmes que les relations qui existent et qui seront entretenues entre tous les autres sandjaks de l'empire.

Art. 15. En temps ordinaire, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois seront exclusivement assurés par le gouverneur, au moyen d'un corps de police mixte, recruté par la voie des engagements volontaires et composé de sept hommes environ par mille habitants.

L'exécution par garnisaires devant être abolie et remplacée par d'autres modes de contrainte, tels que la saisie et l'emprisonnement, il sera interdit aux agents de police, sous les peines les plus sévères, d'exiger des habitants aucune rétribution soit en argent, soit en nature. Ils devront porter un uniforme ou quelque signe extérieur de leurs fonctions, et dans l'exécution d'un ordre quelconque de l'autorité, employer, autant que possible, des agents appartenant à la nation ou au rite de l'individu que cette mesure concernera. Jusqu'à ce que la police locale ait été reconnue par le gouverneur en état de faire face à tous les devoirs qui lui seraient imposés en temps ordinaire, les routes de Beyrouth à Damas et de Saïda à Tripoli seront occupées par les troupes impériales. Ces troupes seront sous les ordres du gouverneur de la Montagne.

En cas extraordinaire et de nécessité, et après avoir pris l'avis du medjlis administratif central, le gouverneur pourra requérir auprès des autorités militaires de la Syrie l'assistance des troupes régulières.

L'officier qui commandera ces troupes devra se concerter pour les mesures à prendre avec le gouverneur de la Montagne, et, tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions de stratégie ou de discipline, il sera subordonné au gouverneur de la Montagne durant le temps de son

séjour dans le Liban et il agira sous la responsabilité de ce dernier. Ces troupes se retireront de la Montagne aussitôt que le gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées a été atteint.

Art. 16. La Porte ottomane se réservant le droit de lever, par l'intermédiaire du gouverneur du Liban, les 3,500 bourses qui constituent aujourd'hui l'impôt de la Montagne, impôt qui pourra être augmenté jusqu'à la somme de 7,000 bourses lorsque les circonstances le permettront, il est bien entendu que le produit de ces impôts sera affecté avant tout aux frais d'administration de la Montagne et à ses dépenses d'utilité publique ; le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État.

Si les frais généraux strictement nécessaires à la marche régulière de l'administration dépassent le produit des impôts, la Porte aurait à pourvoir à ces excédants de dépenses.

Mais il est entendu que pour les travaux publics et autres dépenses extraordinaires, la Sublime-Porte n'en serait responsable qu'autant qu'elle les aurait approuvés.

Arrêté et convenu à Péra le 9 janvier 1861.

(Signé) : Aoli, Henri L. Bulwer, Lavalette,
Prokesch-Osten, Goltz, Lobanow.

Ce règlement a été complété par le protocole suivant :

Protocole adopté par la Porte et les représentants des Grandes-Puissances à la suite de l'entente à laquelle a donné lieu de leur part l'examen du projet de règlement élaboré par une commission internationale pour la réorganisation du Liban. Ce

projet de règlement daté du 1^{er} mai 1861, ayant été, après modifications introduites d'un commun accord, converti en règlement définitif, sera promulgué sous la forme de firman de S. M. I. le Sultan, et communiqué officiellement aux représentants des Grandes-Puissances.

L'article 1^{er} a donné lieu à la déclaration suivante faite par son Altesse Aoli-Pacha, et acceptée des cinq représentants. Le gouverneur chrétien, chargé de l'administration, sera choisi par la Porte, dont il relèvera directement. Il aura le titre de muchir, et il résidera habituellement à Deïr-el-Kamar, qui se trouve placé sous son autorité directe. Investi de l'autorité pour trois ans, il sera néanmoins amovible, mais sa révocation ne pourra être prononcée qu'à la suite d'un jugement. Trois mois avant l'expiration de son mandat, la Porte, avant d'aviser, provoquera une nouvelle entente avec les représentants des Grandes-Puissances.

Il a été entendu également que le pouvoir conféré par la Porte à ce fonctionnaire de nommer sous sa responsabilité les agents administratifs, lui serait conféré une fois pour toutes, au moment où il serait lui-même investi de l'autorité et non pas à propos de chaque nomination.

Relativement à l'art. 10 qui a trait aux procès entre les sujets ou les protégés d'une puissance étrangère d'une part, et les habitants de la Montagne d'autre part, il a été convenu qu'une commission mixte siégeant à Beyrouth serait chargée de vérifier et de réviser les titres de protection.

Afin de maintenir la sécurité et la liberté de la route de Beyrouth à Damas en tous temps, la Sublime-

Porte établira un blokhaus sur le point de la susdite route qui lui paraîtra le plus convenable.

Le gouverneur du Liban pourra procéder au désarmement de la Montagne lorsqu'il jugera les circonstances et le moment favorables.

Péra, le 9 janvier 1861.

Voilà à quoi avait abouti l'aveugle confiance que par son ordre du jour le Sénat avait témoigné à l'Empereur Napoléon III.

Loin d'être une garantie pour les chrétiens du Liban, ce nouveau règlement, en les plaçant plus directement sous l'autorité de la Porte et les divisant davantage, ne faisait que les exposer plus que jamais aux exactions de ses agents, et donner un plus libre cours aux intrigues de l'Angleterre.

Pour mieux nous en rendre compte, analysons tout d'abord ce nouveau chef-d'œuvre de la chancellerie ottomane, qui ne le cède en rien au hattî-schériff de Gulhané, avec les nuances françaises dont on a eu soin de le colorer, sur la proposition de M. Béchard, l'honorable commissaire de la France.

Le nouveau gouverneur chrétien du Liban est un fonctionnaire amovible, nommé par la Porte et relevant d'elle directement et seulement investi des attributions du pouvoir exécutif. Mais comme les puissances européennes voulaient

intervenir dans le choix qui serait fait, la Porte, pour se soustraire à leur incessante pression, avait tenu dans le protocole joint au règlement, que ce gouverneur, relevant directement d'elle, portant le titre de *muchir* comme les gouverneurs de ses autres provinces, fût choisi pour trois ans et qu'il ne pût être révoqué qu'à la suite d'un jugement. Il était également entendu que le pouvoir confié par la Porte à ce fonctionnaire, de nommer les agents administratifs, lui serait conféré une fois pour toutes, au moment où il serait investi lui-même de l'autorité.

Sauf Deïr-el-Kamar, résidence du nouveau gouverneur, et relevant directement de lui, l'administration de la Montagne, partagée jusqu'alors en deux kaïmakamats, est divisée en sept arrondissements; leurs chefs, les kaïmakams, y remplissent les fonctions de préfets. Les arrondissements sont subdivisés en cantons administrés par des mudirs nommés par le gouverneur sur la proposition des kaïmakams. Les cantons sont partagés en communes d'au moins 500 âmes. A la tête de chaque commune est un cheïk choisi par les habitants et nommé par les gouverneurs. Dans les communes mixtes il y aura autant de cheïks que de cultes ou de rites différents, et dont l'autorité ne s'exercera que sur leurs coreligionnaires.

Un medjlis administratif central est institué près du gouverneur. Il est composé de deux Maronites, deux Druses, deux Grecs orthodoxes schismatiques, deux Grecs unis melchites, deux Métualis et deux Musulmans. Ce conseil d'État d'un nouveau genre, non seulement statue en dernier ressort sur les affaires contentieuses et donne son avis consultatif sur toutes les affaires qui lui sont posées par le gouverneur, mais il est chargé, comme nos conseils généraux en France, de répartir les impôts, et, comme cour des comptes, de contrôler la gestion des revenus et des dépenses.

Des medjlis d'arrondissement composés de trois à six membres représentant les divers éléments de la population, statuent en première instance comme des conseils de préfecture, sont chargés d'entendre les réclamations des habitants et de fournir tous les renseignements nécessaires pour la répartition des impôts.

L'ancien kaïmakamat chrétien est ainsi divisé en plusieurs districts. Les Maronites, qui en composent plus des neuf dixièmes, n'ont plus qu'un chef de leur nation pour le district de Kesrouan ; un chef grec-uni est établi à Zalhé ; un autre grec schismatique dans le Kouran. Comme les schismatiques du Kouran étaient peu nombreux, on a étendu la juridiction de ce dernier sur le

pays environnant, entièrement peuplé de Maronites. Quant aux chrétiens du Maten, parce qu'il y avait parmi eux quelques Druses, on s'est empressé de les faire administrer par un chef druse, si bien que les Maronites du Nord se trouvent alors dans une position analogue à ceux du Midi, et qu'en cas de nouveaux troubles, il ne leur est plus possible, ainsi morcelés, de lutter contre leurs ennemis, qui, sans être plus nombreux, ont cependant presque partout la prépondérance du pouvoir.

Des précautions sont prises non seulement contre les Maronites, mais encore contre les Druses et les Grecs : on a eu soin d'introduire dans ces medjlis des Musulmans dont le Liban avait été jusque-là préservé.

Du reste, l'égalité de tous est proclamée dans le nouveau règlement avec l'abolition des privilèges féodaux et notamment de ceux qui appartenaient aux Mokatadjes, c'est-à-dire les redevances en nature que, dans beaucoup de provinces françaises, les propriétaires sont encore en usage d'exiger de leurs fermiers. Le Sultan était jaloux de devancer les progrès de la civilisation, qui tend à tout convertir en argent et à avoir dans ses appréciations les mêmes poids et les mêmes mesures.

La justice, dans le règlement de 1861, doit être rendue avec une égale sollicitude.

Un medjlis supérieur est institué près le gouverneur pour statuer en dernier ressort en matière civile comme en matière criminelle ; toutefois, à l'égard des crimes, les arrêts ne sont exécutoires, ainsi que dans les autres provinces, qu'après l'accomplissement des formalités en usage dans le reste de l'empire. Ce medjlis judiciaire est composé, comme le medjlis administratif, de douze membres, pris en nombre égal dans chacune des communautés appelées à le former, auxquels on adjoindra un représentant des cultes protestant et israélite, toutes les fois qu'un membre de ces communautés aura des intérêts engagés dans le procès.

Des juges de première instance pour les affaires civiles et de police corectionnelle, siègent avec leurs suppléants au chef-lieu de chaque arrondissement, près duquel des avoués et défenseurs sont accrédités.

Il y a dans chaque canton un juge de paix pour chaque rite qui juge sans appel, jusqu'à concurrence de 500 piastres.

Tout procès en matière commerciale doit être porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, compétent en matière civile pour toutes les affaires où se trouvent engagés les sujets et les *protégés* d'une puissance étrangère. D'après un article du protocole joint au règlement, une

commission mixte, instituée à Beyrouth, est chargée de vérifier et de réviser les titres de protection.

Les juges, pour assurer leur indépendance, sont tous rétribués.

Les audiences des medjlis sont publiques. Il en est rédigé procès-verbal par un greffier. Ce greffier tient en outre, comme notaire, un registre de tous les contrats portant aliénation des biens immobiliers, lesquels ne sont valables qu'après avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement.

L'exécution des jugements par garnisaires étant remplacée par la saisie et temporairement, il est interdit aux agents de police de recevoir aucune rétribution. Recrutés par la voie des engagements volontaires, leur nombre est restreint à environ sept hommes pour mille habitants ; mais, au besoin, l'armée turque leur porte assistance. Pour plus de sûreté, elle occupe les routes du littoral et la route de Damas, dont la libre circulation doit être garantie par la construction d'une forteresse.

Le gouverneur du Liban, dit le protocole joint au règlement, pourra procéder au désarmement de la Montagne, lorsqu'il jugera les circonstances favorables.

Les 3500 bourses d'impôts, environ 350,000 fr.,

fixées pour la Montagne, pourront être augmentées jusqu'à 7000 bourses. Le produit de ces impôts sera affecté avant tout aux frais d'administration et aux dépenses d'utilité publique : le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État.

Daoud-Pacha fut le premier gouverneur chrétien du Liban que choisit la Porte. C'était un Arménien sorti d'une maison de commerce de Constantinople. Après avoir rempli plusieurs missions importantes, il avait, en dernier lieu, été placé à la tête du ministère des Travaux publics ; mais, sauf le patriarche catholique arménien de Cilicie qui avait conservé au Liban son asile séculaire, il ne devait trouver dans la Montagne aucun compatriote. Les chrétiens du Liban, qu'on avait un instant bercés de l'espérance qu'on leur rendrait un de leurs anciens princes, qui les administrerait comme autrefois sans l'intervention des soldats turcs, firent un triste accueil à ce nouveau fonctionnaire de la Porte, qui leur était complètement étranger, qui ne parlait pas leur langue, et qui venait pour la première fois au Liban. Comme il avait encore bien moins les sympathies des Turcs que celles des chrétiens, il se trouvait par sa position même privé de tout moyen d'influence, et ne devait avoir d'autre force pour agir que celle que lui prêterait

le gouvernement ottoman. Quoique placé sur le même rang que les pachas turcs, il n'était en réalité qu'un mannequin qu'ils feraient mouvoir à leur gré, et ne servirait qu'à mettre leur responsabilité à couvert.

Personne au Liban ne s'y est mépris quand Fuad-Pacha est venu installer solennellement le nouveau collègue des pachas de Beyrouth et de Damas. Il ne s'est trouvé que quelques Grecs schismatiques pour assister à la cérémonie avec les autorités musulmanes. Les Maronites se sont tenus à l'écart, si ce n'est la foule des veuves et de toutes les pauvres femmes accourues pour protester contre cette hypocrite parade. Elles étaient tellement exaspérées que les soldats turcs ont eu beaucoup de peine à les contenir.

Il n'en fallait pas tant pour faire comprendre à Daoud-Pacha qu'il n'y avait pas moyen d'abuser plus longtemps de la bonne foi des Maronites ; il n'en fut que plus empressé à prouver par son zèle qu'il ne faillirait pas à la mission qui venait de lui être confiée.

Un des premiers soins de Daoud-Pacha fut le règlement des indemnités dues aux chrétiens des districts mixtes, dont tous les villages, comme on le sait, avaient été incendiés par les Druses, après avoir été préalablement pillés. Cette indemnité avait été convenue entre le gouvernement

ottoman et les puissances étrangères. Daoud-Pacha, cependant, ne voulant pas se montrer trop rigoureux, avait divisé l'indemnité en six annuités; le gouvernement anglais, protecteur des Druses, ne se tint pas satisfait; l'interprète du consulat anglais fut immédiatement envoyé au milieu des Druses pour les exciter à protester et prouver au contraire que c'était à eux qu'il était dû des indemnités. Il fit consigner leurs réclamations sur trois colonnes. Dans la première étaient relatés tous les préjudices qui furent occasionnés aux Druses par les chrétiens qu'ils avaient massacrés. Dans la seconde colonne étaient inscrites les pertes que les Français firent subir aux Druses pendant le temps de l'occupation. Il est bon de noter que les détachements de l'armée française n'avaient été installés que dans les villages chrétiens, et pour les relever de leurs ruines; tandis que Fuad-Pacha avait réservé pour les troupes ottomanes les villages druses où elles pouvaient trouver abri. Enfin, sur la troisième colonne, l'agent anglais avait fait consigner tout ce que les chrétiens, en retournant chez eux, purent, dans les derniers temps, reprendre aux Druses. Alors les rôles furent changés et les Druses devinrent les victimes. En Angleterre, on continuait les quêtes pour venir au secours de ces malheureux; un grand nombre de ladies plaidaient charitablement

leur cause pour que la généreuse Angleterre leur vînt en aide. A défaut des Sœurs de Saint-Vincent de Paul, on enrôlait de nouvelles diaconesses pour venir distribuer les aumônes aux Druses et apaiser le fanatisme des chrétiens en leur enseignant l'Évangile.

Les écoles anglaises se multipliaient ainsi dans le Liban ; la propagande protestante y avait ses coudées d'autant plus franches qu'elle était soutenue par les chefs du pays, et que les catholiques avaient depuis deux ans épuisé les ressources en donnant du pain aux veuves et aux orphelins. Quant aux Druses qui, l'année précédente, n'osaient se montrer en présence de l'armée française, ils commençaient à relever la tête et à croire qu'ils avaient véritablement été volés. Ils allaient hardiment déterrer toutes les dépouilles des chrétiens qu'ils avaient soigneusement cachées à la convoitise des soldats turcs, leurs hôtes. Les bazars de Beyrouth étaient remplis de ces objets qu'ils mettaient audacieusement aux enchères pour tâcher de s'indemniser de leurs pertes. Pendant ce temps Daoud-Pacha exigeait le paiement des bourses pour deux années d'avance.

Ce n'était pas tout. On sait que d'après les derniers traités, les capitations sont abolies dans l'empire ottoman. Les rayas ont été assimilés aux musulmans ; les uns comme les autres

sujets de l'empire ont les mêmes droits et sont soumis aux mêmes charges. Les chrétiens devraient donc être appelés à entrer dans les rangs de l'armée ottomane. Mais le Sultan comprit bientôt la révolution que cette honorable situation qui leur était faite par les grandes puissances, pouvait amener dans son gouvernement. Comme les Turcs étaient en minorité dans l'empire, si on admettait les chrétiens dans l'armée, ils finiraient par la composer en grande partie. On n'eût ainsi réussi qu'à armer les chrétiens, alors sans défense, contre les exactions des Pachas et la rage concentrée du fanatisme musulman. La Sublime-Porte décida donc qu'elle exemptait les chrétiens de l'impôt du sang, et les soumit à un impôt d'exonération qui dédommage au delà le Trésor de l'empire des déficits de la capitation gracieusement supprimée. Les habitants du Liban n'avaient jamais été soumis à la capitation. Ils n'étaient pas rayas proprement dits, mais seulement tributaires. Les anciens princes du Liban avaient une armée qu'ils commandaient et entretenaient à leurs frais. Les chrétiens et les Druses qui la composaient contribuaient de cette façon à la défense du pays qui, ailleurs, était réservée aux Turcs musulmans. Le gouvernement ottoman ne se contenta pas d'éluder l'application des traités, en imposant l'exonération aux anciens ray a

de l'empire: il voulut l'imposer à tous les chrétiens du Liban, alors qu'il venait d'être arrêté en principe, par les grandes puissances, dans le règlement des affaires du Liban, que le nouveau gouverneur recruterait parmi les habitants du pays tous les soldats et cavaliers nécessaires à la sécurité et au bon ordre. En avril 1862, le gouvernement ottoman avait déjà commencé à faire payer l'impôt d'exonération aux chrétiens de Beyrouth, de Saïda, de Tripoli et de toutes les autres villes de la côte, malgré leurs protestations de l'année précédente dans lesquelles ils déclaraient qu'ils étaient prêts à se soumettre à la conscription pour satisfaire aux enrôlements qu'on avait le droit d'exiger d'eux.

On conçoit dans quel découragement durent être les pauvres chrétiens de la Montagne. Pressurés par Daoud-Pacha pour le paiement par anticipation de deux années d'impôt ordinaire, ils ne doutèrent pas, d'après ce qu'ils voyaient, qu'ils ne fussent bientôt soumis au nouvel impôt d'exonération. Après les avoir désarmés, on voulait faire supposer qu'ils étaient hors d'état de se défendre et qu'ils acceptaient comme une faveur ce qui était pour eux le comble de l'humiliation; on poussait l'arrogance jusqu'à leur faire payer les chaînes dont on voulait les garotter.

Ce qui inquiétait davantage les pauvres

chrétiens à cause du résultat plus immédiat, c'étaient les dispositions de la nouvelle législation relative aux extraditions. Autrefois aucun chrétien du Liban ne pouvait être arrêté par les autorités musulmanes pas plus que les musulmans ne pouvaient l'être par les chefs chrétiens de la Montagne. Aujourd'hui les autorités musulmanes peuvent les arrêter partout comme des malfaiteurs. A la différence des musulmans qui n'ont rien à faire dans leurs montagnes, étant à chaque instant obligés d'en sortir, ils craignaient de se trouver ainsi plus que jamais à la discrétion de leurs ennemis.

Quoique les assassinats se multipliasent dans l'intérieur, il n'y avait encore aucun trouble sérieux. Mais l'attitude de plus en plus arrogante des Turcs et des Druses faisait concevoir de grandes inquiétudes. Les chrétiens émigraient de plus en plus pour aller se mettre à Beyrouth sous la protection des flottes que les puissances étrangères n'eussent pas manqué d'y envoyer au besoin ; car elles ne pouvaient sacrifier leurs nationaux, quand bien même elles trouveraient les autres indignes de leur intervention.

Damas, qui avait autrefois 20,000 chrétiens, n'en avait plus que 300 ou 400, malgré tous les efforts que le gouvernement ottoman avait faits pour les retenir, et les assurances pacifiques

qui leur avaient été données de concert par les représentants des puissances étrangères. Le peu de commerce qui se faisait alors en Syrie, s'était concentré à Beyrouth, dont les émigrés augmentaient la population. Grâce à la nouvelle organisation du Liban, les districts du Nord, préservés jusqu'à ce jour, étaient alors aussi exposés que les autres. Les Maronites n'y avaient plus aucun chef en état de faire la moindre résistance : l'armée turque les cernait de toutes parts, prête à ouvrir ses rangs et à se mêler aux musulmans de Tripoli et aux sectaires des environs qui n'avaient pas encore eu l'occasion d'assouvir leur fanatisme dans le sang des chrétiens.

Daoud-Pacha avait commencé en arrivant à demander à Fuad-Pacha de le débarrasser du bey Joseph Karam, son ancien kaïmakam provisoire des districts du Nord. Fuad-Pacha lui donna rendez-vous à Beyrouth pour conférer des garanties à donner aux chrétiens. Le bey répondit loyalement à cet appel ; mais ce ne fut que pour être mis en prison jusqu'à ce que Fuad-Pacha l'amenât avec lui à Constantinople, où il fut interné. Daoud-Pacha se mit aussitôt à la poursuite de tous les Maronites ses partisans. Il leur fit subir une telle persécution et de telles avanies, que Joseph Karam, au bout de quelques années, craignant qu'ils ne se décourageassent, s'échappa

de son exil et vient se mettre à leur tête. Daoud-Pacha, qui ne cherchait qu'une occasion, envahit toute la Montagne avec l'aide de l'armée turque, brûla Edden et détruisa toutes les propriétés du brave cheïk. Il en fut réduit à venir demander un asile en Algérie. Il y fut bien accueilli ainsi que le goum qui l'y avait suivi. Mais comme il ne pouvait rester à la charge de notre colonie, après avoir licencié ses cavaliers, il se décida à venir seul à Paris implorer la protection de l'empereur.

Daoud-Pacha avait forcé les derniers retranchements des Maronites. Son odieuse conduite avait porté à son comble l'exaspération des chrétiens de la Montagne. Le gouvernement français, pour les calmer, avait demandé son rappel. Mais la Porte, toujours appuyée par l'Angleterre et même encore par la Russie, ne voulait à aucun prix le retour de Joseph Karam. Aussi l'Empereur Napoléon III, pour concilier les choses, lui offrit une pension. Joseph Karam refusa cette transaction avec une louable indignation, et après une vaine tentative pour se placer sous la protection du roi des Belges, il préféra aller se réfugier à Rome, où il est encore. C'est le refuge de tous ceux qui ont confiance en la Providence. Sans doute, ce brave cheïk n'est pas de taille à pouvoir jamais faire un prince du

Liban ; mais en prenant pour guide le vénérable Patriarche maronite, aujourd'hui seul représentant de sa nation, il pourra encore lui rendre de grands services.

Daoud-Pacha fut remplacé par Franco-Cousa Pacha. On suppose qu'il appartenait à la famille Cousa, du village d'Edden. Son père avait quitté le Liban pour aller se fixer à Alep, où, quoique pauvre, il vivait honorablement ; fidèle à la foi de ses ancêtres, il y suivait le rite latin. Jeune encore à la mort de son père, Franco-Cousa était allé chercher fortune à Constantinople. Il n'avait pas tardé à trouver un emploi au Sérail, celui de présenter les chrétiens au Sultan en audience privée. Aussi, lorsqu'en 1867, le Patriarche maronite, à son retour de Rome, après s'être arrêté à Paris et à Vienne, était venu à Constantinople, Franco-Cousa, devenu Pacha, était allé le recevoir sur le paquebot qui l'amenait au Bosphore pour le conduire dans la maison qui lui avait été offerte pendant son séjour et où il avait eu le soin de lui faire préparer une chapelle. Quoi qu'il en soit, c'est moins comme chrétien que comme maître franc-maçon qu'il s'était fait une position à la Porte ottomane.

Envoyé au Liban comme gouverneur, et désirant y être maintenu, Franco-Pacha chercha à se concilier tous ses subordonnés. Tout d'abord,

pour se concilier les Druses, il leur aurait, ce qui est difficile à constater, fait signer une supplique secrète demandant la reconstitution de l'ancienne administration de la Montagne en deux kaïmakamats : en l'état, assurément les chrétiens n'eussent rien eu à y perdre. Il a pris plusieurs sages mesures dans leur intérêt. Ainsi, pour leur éviter de trop grands déplacements, des tribunaux de commerce avaient été établis à Baalbek et à Tripoli. Il y avait même accrédité leurs représentants, pour mieux veiller aux intérêts de tous ceux qui seraient appelés pour des procès. Il respectait l'indépendance des évêques maronites dans leur juridiction ecclésiastique, et les appuyait même autant que possible dans son administration civile, par des choix conformes à leurs désirs. Il n'en était pas moins âpre à la curée. Le fait est qu'à son départ de Constantinople il y avait 400,000 fr. de dettes, et que trois ans après, à sa mort, il laissait environ 50,000 livres turques, un million de francs, à sa pauvre famille.

Mustapha Rustem-Pacha, gouverneur actuel du Liban, est un Italien. Le prénom qu'il porte n'est pas sans doute son nom de baptême ; mais il était plus dans les mœurs du gouvernement qui l'avait adopté, de la secte des Ausaïrites à laquelle il s'était affilié en Orient. Ce nom, qui ne figure pas sur le calendrier de l'Eglise romaine, ne devait

pas non plus effaroucher ses impies compatriotes dont il méritait les ovations, toutes les fois que sa faible santé le forçait d'aller prendre une saison de bains en Europe pour s'y reposer de sa vie de pacha.

Toujours est-il qu'il avait encore plus à cœur de suivre les traces de Daoud-pacha que celles de son dernier prédécesseur. On lui impute, au début de son gouvernement, d'avoir donné rendez-vous à plusieurs chefs druses pour leur tenir le langage suivant : *Je vous annonce que la Sublime-Porte m'a ordonné de fléchir devant toutes vos exigences, même immodérées, et de prodiguer envers votre nation tout le renforcement moral et matériel pour le garder toujours en état de réprimer l'avancement des Maronites et de servir ainsi à la réalisation des dispositions du gouvernement impérial pour le Liban.*

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il avait pris en y arrivant, pour son plus intime conseiller, le kaïmakam druse l'émir Mustapha-Restam, frère de l'émir Mustapha-Restam dont la fin du kaïmakamat a été couronné par les massacres de 1860. Rustem-Pacha ne s'en est pas caché : ce précieux conseiller est plus que jamais aujourd'hui publiquement investi de sa confiance.

Les bourses imposées au Liban avaient sans

nécessité été portées à leur maximum, aucuns travaux publics utiles n'étant exécutés et les autres taxes suffisant amplement aux frais d'administration. Néanmoins, pour activer la perception des impôts qui l'intéressait avant tout, Rustem-Pacha avait accordé une taxe de 2 cent. 1/2 p. 0/0 à ses agents de police, contrairement au règlement qui leur défendait de rien recevoir des habitants auprès desquels ils instrumentaient, et ces taxes s'élevaient même à 10 pour 0/0 quand un procès était porté plusieurs fois en justice.

Les tribunaux avaient été bientôt dépouillés de leur ombre d'indépendance. Il se refusait de rendre exécutoires tous les arrêts ou jugements qui ne lui avaient pas été communiqués avant d'être rendus, de manière à pouvoir les modifier à son gré.

Il poursuivait comme criminels et compromettant la sûreté générale, ceux qui osaient se permettre de réclamer, et pour mieux maîtriser le medjlis supérieur de justice, il l'avait arbitrairement divisé en deux cours d'appel distinctes, l'une civile, l'autre criminelle, statuant chacune de leur côté suivant ses instructions.

Les habitants du Liban, les Maronites surtout, contre lesquels se déchaînait Rustem-Pacha, ruinés par ses exactions et ne pouvant se faire rendre justice par les tribunaux du pays, n'avaient

plus qu'à se pourvoir devant la suprême autorité de leur gouvernement et des puissances garantes de l'exécution du règlement. Ils rédigèrent donc un mémoire qu'ils adressèrent au grand-visir et à tous les ambassadeurs des grandes puissances,

Ce mémoire assurément n'a rien de séditieux ; voici son introduction :

Nous rendons, tout d'abord, grâce à la bénignité de notre gouvernement impérial d'avoir donné au Liban un règlement particulier, capable de le faire jouir des bienfaits de l'ordre et de la sécurité ; nous remercions aussi les grandes puissances qui ont voulu garantir cette constitution, si nécessaire au pays ; il serait bien pénible à ses habitants de la voir changée ou altérée en quoi que ce soit. Malheureusement, le gouverneur actuel, Rustem-Pacha, a déjà transgressé plusieurs articles de cette constitution, et a, par sa conduite arbitraire, annulé les autres, de sorte que tout le monde se plaint et gémit de lui. Cependant, à cause de la guerre qui vient de finir, les Libanais souffraient tout cela avec résignation. Aujourd'hui que la guerre est terminée et que leur patience est à bout, ils commencent à présenter leurs plaintes à la Sublime-Porte et aux Consuls généraux. Une députation des cantons s'est présentée à Beyrout, à cette fin. Étant invités à exposer les détails de leurs plaintes, et à en démontrer quelques-unes par des faits particuliers, pour pouvoir les examiner et les vérifier, les délégués ont cru à propos de rédiger ce mémoire, qui contient les détails de ces plaintes, leurs preuves, et quelques-unes des mesures

que le gouverneur a prises contrairement à la constitution et à la loi. Ils ont aimé suivre, dans cette rédaction, l'ordre même de la constitution du Liban, pour mettre plus en évidence, en quoi, comment, la conduite du gouverneur fut opposée aux articles du règlement, et par conséquent à la volonté impériale, qui prescrit dans le préliminaire de cette constitution de l'observer avec exactitude.

Ce mémoire suivant le règlement article par article, prouve par des faits, d'une façon irréfragable, qu'il a été violé sur presque tous les points. L'enregistrement des actes, la falsification des livres, la suppression des pages, ne peuvent laisser aucun doute à cet égard. Il est inutile d'entrer ici dans tous les détails du mémoire : notons seulement ce qu'il ajoute après avoir déploré le décret qui supprimait les avoués ou défenseurs près les tribunaux : cela dépasse tout ce que l'on peut imaginer.

Ce qui est le plus regrettable, c'est le décret du gouverneur, qui interdit également des défenseurs par procuration : cette mesure outrepassa son pouvoir, et cela ne s'est jamais passé dans aucun État du monde. En effet, il a donné, cette année, un décret pour interdire aux avocats et à tous ceux qui sont versés dans la loi et les règlements, de se charger de la défense d'une cause quelle qu'elle soit. Bien plus, il a défendu à quiconque de donner un mandat à un autre pour le défendre dans un procès, à moins que ce ne soit pour un motif majeur et

manifeste. Certainement, Sa Hautesse le Sultan lui-même ne peut décréter une pareille chose. Son Excellence se fonde, à ce propos, sur la promptitude d'expédier les affaires et sur les moyens de connaître la vérité en peu de temps. Quoi! les législateurs du monde entier n'ont-ils pas pensé à cet expédient, puisqu'il ne se trouve dans aucun État? Nous supposons que quelques avocats aient commis des fautes, qui leur ont mérité l'expulsion, est-il permis pour cela d'interdire à tout homme instruit dans les lois de se charger absolument de toute défense?

Un grand nombre de ces avocats ont servi pendant l'administration de son Excellence, soit dans les tribunaux supérieurs, soit dans les cours de première instance, comme juges ou comme substituts; d'autres sont appelés à occuper ces mêmes fonctions : comment peut-il être permis de les chasser tous? Ensuite comment Rustem-Pacha peut-il se permettre de contraindre non seulement les Libanais, mais quiconque poursuit une cause au Liban, à ne pas avoir un défenseur aux tribunaux?

Que de dommages ont résulté de cette même mesure. En effet, tous les grands du pays : les émirs, les cheïks et tous ceux qui ont des affaires importantes, sont obligés d'abandonner leurs poursuites, surtout si elles sont de peu de conséquence, préférant cela à l'obligation d'aller eux-mêmes au tribunal. Qui donc d'entre les émirs s'en irait, par exemple, au tribunal avec un de ses fermiers, afin de l'attaquer en personne, surtout si la somme est modique? Qui des commerçants, de Beyrouth et d'autres localités, voudrait abandonner ses occupations, pour aller aux tribunaux du Liban, afin d'attaquer un de ses loca-

taires pour une somme peu importante? Certes, cette mesure est de nature à empêcher les commerçants à avoir des affaires avec les Libanais. Il en résulte un grand tort, parce que cela force plusieurs à abandonner leurs droits, détourne les jeunes gens de l'étude de la jurisprudence, bien que le Liban ait bien besoin d'hommes instruits dans les lois. Sachant que les avocats ne peuvent exercer leur art, personne ne pourra s'y appliquer. D'où il suit qu'on ne trouvera plus de juges éclairés, et que les avocats, qui se sont consacrés à l'étude du droit, se trouvent dépourvus des ressources nécessaires pour vivre.

Il est impossible de nier l'existence de ce décret, parce qu'il est connu de tout le monde, au Liban, et qu'il est enregistré dans les archives de tous les tribunaux.

Le seul point du règlement auquel a tenu Rustem-Pacha est l'enregistrement. Il est, dit le mémoire, en plus grande vigueur qu'il ne convient. En effet, ajoute le mémoire :

Le gouverneur rendit les règles et l'enregistrement des contrats d'aliénation très onéreux et très difficiles. Si, par exemple, un paysan veut vendre un olivier ou une modique pièce de terrain de la valeur de 100 piastres, il est obligé de se présenter au tribunal avec l'acheteur et les témoins, muni d'un certificat du cheïk du village, qu'il n'est pas endetté et que l'immeuble n'est pas grevé d'hypothèque ou de gage ; et le cheïk ne donne pas ce certificat sans faire l'enquête sur tout cela. Pour tout dire, le vendeur dépense la moitié de la valeur de son immeuble pour ne pas dire le tout, afin d'obtenir l'enregistrement.

A propos du clergé maronite, le mémoire dit encore :

Nous exprimons notre admiration pour ce clergé, qui, dans toutes ces circonstances, n'a pas donné lieu à Rustem-Pacha ni à d'autres de se plaindre qu'il ait violé le texte du dernier article, qui prohibe à tout établissement ecclésiastique de donner asile aux individus qui sont l'objet des poursuites du ministre public ; de sorte que cet article du règlement paraît ne pas avoir sa raison d'être.

Le mémoire se termine ainsi :

Voilà les plaintes que nous présentons avec toute soumission et humilité, en maintenant tous la tranquillité publique dans notre patrie, en ne donnant aucun motif de la compromettre. C'est une réclamation faite avec une voix humble et obéissante, conforme à la constitution et à la justice ; c'est une supplique que nous osons présenter avec confiance à notre gouvernement impérial et aux grandes puissances, les priant de vouloir bien prêter une oreille propice à notre voix, d'entendre nos cris et de nous rendre la tranquillité et la paix en flétrissant l'arbitraire et la tyrannie ; c'est ce qui leur méritera nos vœux, nos prières, ainsi que celles de toutes nos familles.

La rédaction du mémoire était à peine terminée, que Rustem-Pacha mettait la main sur les délégués des cantons qui étaient venus à Beyrouth l'apporter aux Consuls généraux et les jetait en prison. Il avait employé les caresses et les menaces pour amener les membres du medjlis

central administratif à signer des actes justifiant sa conduite, mais n'avait pu obtenir que les signatures des ennemis des chrétiens, les Musulmans, les Druses, les Métualis et les Grecs schismatiques. Pour dégager sa responsabilité et détourner les plaintes dirigées contre sa personne, il imagina, par l'intermédiaire de ses amis, de faire retomber la faute sur le vénérable Archevêque maronite de Tyr et de Sidon, dont il demanda et obtint de la Porte l'exil à Jérusalem. Ce fait a été signalé par la plupart des journaux. Néanmoins, pour en mieux expliquer les causes et les effets, donnons ici un extrait d'un appendice que les auteurs du mémoire y ont ajouté :

La situation du siège du vénérable Prélat, qui se trouve dans le sud du Liban, où les chrétiens habitent mêlés aux Druses, fournit au Pacha le spécieux prétexte d'imputer à Mgr Bostani, plutôt qu'à tout autre de ses confrères, l'intention de susciter un conflit sanglant entre les Druses et les Maronites, avec toutes les horreurs d'un massacre des chrétiens, semblable à celui de 1860. Pour réussir dans ses desseins, il a eu soin d'abord de gagner à sa cause le Consul général d'Angleterre et le vice-gérant du Consulat général de France, auxquels il insinua et persuada que, sous les plaintes dirigées à la Sublime-Porte et aux Ambassades des Puissances à Constantinople contre sa conduite personnelle, se couvaient des menées séditeuses qui pourraient finalement conduire à l'arnachie complète

dans le Liban et amener les horreurs d'un massacre épouvantable. Aussi le Consul d'Angleterre s'est-il empressé de faire une course dans le sud du Liban, où il a eu soin d'exhorter les Druses à s'unir entr'eux, et à attendre les événements ; en même temps il rapporte au Consul de France des soi-disant preuves de la complicité de Mgr Bostani avec ceux qui se plaignaient du Pacha. Il n'en fallut pas davantage pour que le Consul de France ne se mît du parti du Pacha et du Consul d'Angleterre. Tous trois lancèrent immédiatement une dépêche à Constantinople pour demander avec urgence l'éloignement de l'Archevêque maronite de sa résidence. Avant de recevoir la réponse de Constantinople, M. Guiz, voyant qu'il avait fait un pas trop avancé, envoya son Drogman au Patriarche maronite pour lui raconter le fait, et pour lui dire en même temps qu'il avait écrit de nouveau par télégraphe à l'Ambassadeur d'arrêter l'ordre d'éloignement jusqu'à ce qu'il ait reçu une réponse du Patriarche, auquel il promettait aussi que tout serait fini, si Mgr Bostani venait chez lui. Le Patriarche mande aussitôt à Mgr Bostani de venir à Békerké ; celui-ci répond qu'il est prêt à se présenter le lendemain ; mais, sur ces entrefaites, avant même que le Drogman ne retourne chez le Consul, voilà que le Pacha, qui connaissait bien la mission dudit Drogman, donne l'ordre à un détachement de plus de 300 soldats pris dans la gendarmerie Libanaise et parmi les dragons ottomans, d'aller enlever le vénérable Archevêque de sa résidence, et de le conduire à Jérusalem, selon l'ordre viziriel qui venait d'arriver. Les soldats arrivent nuitamment à Beit-Eddin, où demeure Mgr Bostani,

et entourent sa résidence. De bon matin les deux officiers intimement à Sa Grandeur l'ordre viziriel; l'Archevêque s'y soumit promptement, demandant le bref délai de trois jours pour régler les affaires les plus pressantes de son diocèse; il pria qu'il lui soit donné de faire le trajet par mer, pour ne pas exposer sa vie. Un refus net lui était donné en réponse à ce qu'il demandait. Cependant, avant de partir, il invita les deux officiers à visiter minutieusement tous les appartements de son évêché, pour constater s'il y avait ou non des armes et des munitions, comme on l'a prétendu. Les deux officiers, perquisition faite, lui donnèrent un certificat de n'avoir trouvé aucune bouche à feu. Ils exprimèrent plutôt leur étonnement de cette imputation inventée contre un Archevêque si éloigné des intentions séditeuses qu'on lui a attribuées. Sa maison même, chose incroyable, était sans porte.....

L'Archevêque, ayant reçu l'ordre de son exil, se hâta de calmer l'indignation de son peuple qui était exaspéré, et, par son exemple et par ses exhortations, il a pu empêcher les désordres qui pouvaient surgir d'une si grande humiliation infligée, sans un juste motif, à une nation de 300 mille âmes, qui n'a jamais subi un tel affront. Aussi la population maronite, toujours docile à la voix de ses pasteurs, s'est-elle gardée en cette conjoncture de tout excès, mais non sans une indignation extrême, qui dure encore dans tous les cœurs et se manifeste de toutes les manières possibles, à l'exception des désordres. Après ces actes de magnanimité et d'entière résignation, le vénérable vieillard se met en marche vers 10 heures du matin, escorté de soldats, comme un malfaiteur; il passe de

la sorte au milieu de son troupeau qui l'accompagne de ses sanglots et de ses vœux. Ce spectacle adoucissait l'amertume qui abreuvait son cœur; par la vue des Druses qui se montraient satisfaits de voir ainsi détruire le prestige de leurs adversaires, sans qu'il leur en coûtât une goutte de sang. Ils s'étaient, en effet, réunis par ordre de leur kaïmakam et le conseil du Pacha et du Consul d'Angleterre, pour faire tête aux Maronites, dans le cas où ceux-ci auraient voulu s'opposer à l'arrestation de leur Pasteur. Grâce à Dieu, les sombres desseins de Rustem Pacha n'ont pas réussi; car, dans l'hypothèse contraire, le Shouf aurait été à présent le théâtre du plus grand carnage des chrétiens; qui auraient été pris à l'improviste. L'illustre exilé continua son voyage à cheval, jusqu'à Jérusalem. Il a dû endurer dans les dix longues journées de marche, sur des voies sablonneuses, et par des chaleurs excessives, des fatigues et des incommodités très pénibles. En effet, étant arrivé le second jour à Tyr, il ne pouvait plus partir, et il a fallu qu'il y passât un jour de repos pour pouvoir après continuer le voyage.

Pour la même raison il s'arrêta deux jours à St-Jean d'Acre.....

L'innocence persécutée n'a pas manqué de trouver partout quelque sympathie, et l'on a vu particulièrement les populations catholiques, de quelque rite qu'elles soient, venir à la rencontre de l'illustre Archevêque, et lui témoigner des sentiments de respect et de compassion; mais cela n'empêchait pas que beaucoup d'autres, surtout parmi ceux qui ne sont point nos coreligionnaires et qui ne savent voir que les apparences, se faisaient de ce spectacle inac-

coutumé un objet de dérision et de mépris pour les chrétiens. Toutefois, pendant le voyage, l'Archevêque n'a pas eu à supporter des affronts personnels, tels que la haine de Rustem lui en préparait à son arrivée à Jérusalem. En effet, le noble exilé avançait avec sécurité d'âme vers le lieu désigné pour sa demeure, et à son approche de la ville, Sa Béatitudo Mgr Bracco, le Patriarche latin de Jérusalem, lui envoyait ses prêtres pour le recevoir à la porte et le conduire directement à son palais, où il lui avait préparé une demeure convenable. Mais quels ne furent pas l'étonnement et la consternation des uns et des autres en voyant quelques soldats obliger l'Archevêque à se diriger vers un lieu indigne, désigné par le gouvernement local pour son habitation, sous la garde des gendarmes.....

La grande âme de Mgr Bostani s'est résignée encore à cette humiliation inattendue, et il supporta avec une patience admirable qu'on l'introduisît dans la ville de Jérusalem, comme y entra une fois son divin Maître, et qu'il y passât une nuit comme celle que passa le Sauveur à la cour de Caïphe. On a su, après, que tout cela a été fait par demande expresse de Rustem-Pacha, sans que le grand-visir y eût la moindre part. Grâce à la bonté et à la généreuse sollicitude de l'illustre Mgr Bracco, qui écrivit par télégraphe au Consul de France pour lui exposer les inconvénients que produisait une telle situation de l'Archevêque, il a pu, deux jours après, s'affranchir de la garde des gendarmes, et aller loger au patriarchat latin, qui l'accueillit avec grande bienveillance. Ces faits ont jeté la nation maronite dans la consternation et le désespoir, et si le Patriarche

maronite et ses Évêques n'eussent employé toute leur influence, lui faisant espérer dans cette calamité commune une prompte réparation, de la part des autorités supérieures, elle aurait eu de la peine à rester jusqu'à présent sans passer à une révolte ouverte contre Rustem-Pacha, auteur de l'outrage inouï qui lui a été fait dans la personne vénérée de son innocent Archevêque. Rustem-Pacha cherche à se justifier, ou plutôt à atténuer les odieux effets de cette mesure extravagante, qui a été exécutée sans un juste motif, et sans aucune formalité légale, en répétant et en exagérant d'une manière ridicule le péril imaginaire d'un conflit sanglant entre les Druses et les Maronites, et, en ajoutant à cette invention une autre plus grossière, que tout ce péril provenait d'une intrigue cléricale, dont le principal auteur serait Mgr Bostani.....

Nous nous limitons, pour faire voir la fausseté d'une telle assertion gratuite, à mettre sous les yeux d'un juge impartial les raisons suivantes :

1° Tout ce qui a été fait contre Rustem-Pacha se bornait à de simples pétitions, contenant les griefs que tous les Libanais déplorent dans sa conduite arbitraire ; et ces pétitions étaient pacifiquement adressées dans la forme légale aux autorités supérieures, ce qui est autorisé par toutes les lois et spécialement par la récente Constitution de l'Empire ottoman.

2° Il est incontestable (et le pacha lui-même ne peut le mettre en doute) que ces pétitions ont été compilées et offertes par des groupes de diverses confessions, même des Druses.

3° Tout ce que contenaient ces pétitions avait pour

objet unique l'arbitraire personnel de Rustem-Pacha.

Où est donc, dans cet état de choses, où est le péril d'un conflit entre les Maronites et les Druses ? A moins que le Pacha lui-même ne préparât les Druses à faire un massacre des chrétiens quoique sans motif, et regardant dans son imagination le dessein de ce cataclysme, il aima à le réaliser par l'humiliation injustement infligée à toute la nation maronite....

En effet, le coup qu'il vient de donner à la nation maronite, dans la personne d'un membre de son haut clergé, lui a attiré l'aversion de tout le peuple, même de la partie la plus irrégieuse, et sans excepter les quelques individus qui ont abandonné, depuis plusieurs années, la religion de leurs ancêtres. Car la population orientale a la coutume de regarder ses supérieurs de religion comme ses représentants auprès du gouvernement. Le gouvernement lui-même considère le haut clergé comme un intermédiaire entre lui et le peuple, et pour cela il l'a toujours doté de privilèges, dont le clergé a usé en tout temps pour lui concilier l'esprit de son troupeau, d'où il est arrivé que les nations orientales n'ont aucune personnalité, ou existence nationale, qu'en se groupant autour des pasteurs. Aussi la nationalité ne consiste ni dans la patrie, ni dans la langue commune à tous les Orientaux, mais uniquement dans la hiérarchie religieuse, qui leur tient lieu d'organisation sociale.

Cela suffira, nous l'espérons, aux hommes impartiaux, pour flétrir l'arbitraire et rendre justice à un peuple opprimé en Orient, au moment où les puissances de l'Europe sont toutes occupées à donner aux

chrétiens, en Orient, la liberté et l'autonomie, pour les faire jouir des bienfaits de la civilisation.

Ces extraits suffisent pour démontrer que non seulement ce mémoire n'était pas séditionnel, mais que le vénérable archevêque de Tyr et de Sidon (1) était loin d'en être l'instigateur.

Nous l'avions vu à l'œuvre de 1860. Au moment des massacres, il s'était sauvé à Dêir-el-Kamar, sa résidence ordinaire, et était allé se réfugier dans la maison où son collègue de Beyrouth lui avait donné l'hospitalité.

Il n'avait pu emporter avec lui que des vases sacrés et sa crosse qui malheureusement n'était pas en argent massif : il s'était empressé de les vendre pour en donner le prix aux veuves et aux orphelins. Il n'avait plus que les habits à moitié usés qu'il portait, et d'autres meubles qu'une table basse au milieu de la natte sur laquelle il s'accroupissait, suivant l'usage oriental.

Il ne prenait pour nourriture que quelques herbage avec des olives noirâtres qu'encore il voulait partager avec tous ceux qui venaient frapper à sa porte. Malgré ses angoisses de ne pouvoir

(1) Mgr Boutros-Bostani n'est pas, comme nous l'avons dit plus haut, un ancien élève de la Propagande : il est élève d'un séminaire d'Ain-Ourka, venu à Rome au Collège maronite pour se perfectionner dans ses études.

donner du pain à ses pauvres ouailles qui mouraient de faim, un gracieux sourire était toujours sur ses lèvres. Nous n'étions pas moins touché de cette humble abnégation que du zèle admirable des Sœurs et des bons Pères Jésuites qui s'étaient chargés de la distribution des aumônes. Dans toutes les relations que nous avons conservées depuis avec ce vénérable prélat, nous n'avons trouvé que mansuétude et désir de concilier les Maronites avec leurs persécuteurs.

Du reste, la plupart des faits que relève le mémoire des Maronites à l'endroit du Liban ne sont qu'un pâle reflet de ceux dont nous sommes aujourd'hui témoins en France. Nous ne voulons pas en fatiguer inutilement nos lecteurs, bornons-nous à attirer l'attention sur les résultats de cette dernière démarche.

Le clergé du diocèse de Tyr et de Sidon, dès l'arrestation et l'exil de son vénérable archevêque, s'était empressé d'envoyer une adresse à Mgr Dupanloup pour le prier de prendre sa défense. Le grand évêque d'Orléans leur avait donné un gage éclatant d'intérêt. Tous les Français qui, comme nous, ont assisté à la célébration du centenaire de saint Pierre à Rome, ont été vivement émus du mémorable discours qu'il a prononcé en faveur des chrétiens d'Orient en l'église Saint-André *della Valle*,

où se pressaient, au milieu des cardinaux et de la prélature romaine, les Évêques et les catholiques du monde entier, accourus dans la ville sainte au premier appel du Souverain-Pontife. Mgr Bostani, archevêque de Tyr et Sidon, y avait suivi le patriarche maronite.

La réparation d'un outrage non moins déplorable pour l'Église que pour la France devait être l'objet des dernières sollicitudes de Mgr Dupanloup. S. Ém. le cardinal archevêque de Paris l'avait prévenu auprès du maréchal de Mac-Mahon ; le loyal président de la République avait immédiatement ordonné une enquête.

« L'exil de l'archevêque maronite, Mgr Bostani, disait alors M. Poujoulat dans l'*Union*, est devenu une question grave à Constantinople ; Rustem, le gouverneur du Liban, en ce moment dans la capitale de la Turquie, se défend par des allégations dont on démontre la fausseté. Il avait prétendu qu'en bannissant Mgr Bostani il avait empêché une collision sanglante entre les Maronites et les Druses. Et voilà que les principaux chefs druses du Liban viennent d'adresser au grand-vizir une protestation contre l'acte de Rustem-Pacha ; ils déclarent qu'ils vivent en parfaite intelligence avec « leurs frères les Maronites » ; ils parlent de Mgr Bostani avec de grands éloges, avec vénération et dévouement, et s'affli-

gent de son exil. C'est donc un démenti donné à Rustem-Pacha.

« Il s'était vanté aussi de l'approbation des musulmans soumis à son administration. Or, une requête, signée de quarante principaux musulmans du Liban, dénonce Rustem-Pacha comme un fonctionnaire indigne, et blâme, dans les termes les plus sévères, l'exil de Mgr Bostani. Ils présentent l'archevêque maronite comme un homme vertueux et pacifique, dévoué au bien et n'ayant jamais donné que de bons conseils.

« Les Libanais de toute origine et de toute religion condamnent donc Rustem-Pacha. Par ce temps de suffrage universel, l'unanimité des populations du Liban mérite d'être prise en considération. Le gouvernement français n'aura pas beaucoup de peine à reconnaître de quel côté est la justice. »

M. Fournier avait été transféré de l'ambassade de Rome à celle de Constantinople : ce n'était pas très rassurant pour une cause où les intérêts de la foi se trouvaient engagés. Mais M. Fournier, en changeant de poste, n'avait pas tardé à comprendre que le seul moyen de conserver une ombre d'influence à la France en Orient, était d'y protéger le clergé catholique.

Le consul général de France à Beyrouth était allé le rejoindre pour tâcher de se disculper. Son

intérimaire, M. Guys, n'avait fait que se conformer aveuglément aux instructions qu'il lui avait laissées ; il ne rejeta pas moins sur lui toute la responsabilité. M. Tricou, ne méritant que des éloges, reçut bientôt de l'avancement : on l'envoya à Alexandrie.

M. Laporte, consul général de France à Tripoli de Barbarie, fut chargé de le remplacer à Beyrouth. Il avait pendant une vingtaine d'années rempli à Constantinople les fonctions de premier interprète et avait mérité l'estime de tous dans ce rôle délicat, le plus important de l'ambassade. Par son odieuse conduite, Rustem-Pacha avait pu compromettre le gouvernement ottoman, mais, en définitive, il n'avait fait que se conformer avec audace à son plan d'anéantir la nation maronite, c'était un titre de plus à sa confiance. Le divan jeta son dévolu sur lui pour le gouvernement de la Roumélie orientale aux portes de Constantinople, et désigna Nasseri-bey pour le remplacer au Liban. Son père, Franco-Pacha, s'y était montré on ne peut plus conciliant pour les chrétiens. M. Fournier s'empessa de faire part de ce choix au consulat général de France à Beyrouth. Mais Rustem-Pacha, dans la Roumélie orientale, ne faisait pas aussi bien le compte des grandes Puissances qui tenaient avant tout à la pacification de ce pays. La Porte,

obligée de renoncer à cette combinaison, ne songea plus qu'à donner raison au plus fidèle de ses agents.

Dès la première démarche faite par l'ambassadeur de France à Constantinople, Rustem-Pacha pour donner le change à l'opinion publique, avait fait annoncer par tous les journaux officiels, que, par égard pour la France, il avait demandé la grâce de Mgr l'archevêque de Tyr et de Sidon. Débarqué sur la plage par une frégate française, Mgr Bostani était allé rejoindre au Liban le patriarche maronite, en attendant le rappel de Rustem-Pacha que tous les habitants du Liban continuaient à demander. Rustem-Pacha annonçait toujours son prochain retour et avait intimé à l'archevêque de Tyr et de Sidon l'ordre de rentrer en son diocèse pour y recevoir son pardon que lui avait mérité sa bonne conduite depuis qu'il était rentré au Liban. C'était ajouter outrage sur outrage et vouloir inculper le vénérable archevêque, malgré ses réclamations réitérées et son appel en justice. C'était d'ailleurs implicitement reconnaître que les chrétiens avaient eu tort de se plaindre, il pouvait les exhorter à la patience, mais il perdrait leur confiance en les déclarant coupables, contrairement à sa conscience.

Mgr Bostani n'a pas souffert en silence cette

injure. « La grâce que m'offre Rustem-Pacha, avait-il aussitôt écrit au grand-vizir, est une insulte que je repousse ; l'honneur de mon retour ne lui appartient pas. »

Pendant ce temps-là, le consul général d'Angleterre redoublait ses efforts pour soutenir Rustem-Pacha. Il s'était aliéné le plus grand nombre des Druses ; le consul d'Angleterre, sous le prétexte de pacifier la Montagne, avait de nouveau parcouru tous les districts mixtes afin de faire comprendre aux mécontents combien ils se compromettaient en ne se soumettant pas à Rustem-Pacha qui s'était excusé à Constantinople de toutes les plaintes adressées tant au Grand-Vizir qu'aux représentants des grandes Puissances. Aussi, à son retour à Beyrouth, Rustem-Pacha avait-il fait constater par la presse officielle qu'il y avait été reçu avec enthousiasme par les Druses comme par les Musulmans. Ajoutant foi à la nouvelle du changement de gouverneur dont l'ambassadeur de France lui-même avait fait part au consulat de Beyrouth, le vénérable Archevêque de Tyr et de Sidon avait fini cependant par rentrer dans son diocèse.

Sur ces entrefaits, M. Laporte était arrivé à Beyrouth.

L'Archevêque maronite de Beyrouth, Mgr Debs,

accompagné des notables de sa nation, étant allé faire une visite au nouveau consul général, celui-ci, mis au courant de ce qu'il en était, les engagea à s'entendre avec Rustem-Pacha; les visiteurs lui répondirent que l'entente était impossible après tant d'affronts et d'iniquités, et que désormais il ne pouvait y avoir rien de commun entre les Libanais et le violateur de tous leurs droits.

L'arrangement conclu entre l'ambassadeur de France à Constantinople et la Porte pour la nomination d'un nouveau gouverneur au Liban, avait échoué. La présidence de la République française n'était plus entre les mains du Maréchal de Mac-Mahon et ceux à qui le pouvoir avait été fatalement abandonné accusaient déjà M. Fournier de les avoir trahis, en faisant triompher la cause de Mgr Hassoun, patriarche arménien catholique : pour des impies de cette trempe, Rustem-Pacha était digne du grand cordon de la Légion d'honneur.

Voilà où ont abouti les dernières réclamations des Maronites du Liban. Ils se sont fait une grande illusion en croyant qu'il suffisait, pour se faire rendre justice, d'un mémoire prouvant qu'ils se sont fidèlement conformés au règlement qui leur a été imposé par le Sultan, d'accord avec les grandes puissances.

La question n'est pas là, elle est tout entière

dans le partage de l'empire ottoman qui vient de commencer. A quoi bon s'attacher davantage à un règlement déjà jugé impraticable par ceux-là mêmes qui l'ont proposé ?

CHAPITRE XV

L'OCCUPATION DE L'ILE DE CHYPRE

PAR L'ANGLETERRE.

Nous n'entrerons pas dans tous les détails du traité de Berlin, premier règlement du partage de l'Orient entre les grandes puissances de l'Europe. Bornons-nous à attirer l'attention sur ses dispositions principales.

La Bulgarie, nous dit l'article premier, est constituée en principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté de S. M. le Sultan. Elle aura un gouvernement chrétien et une milice nationale. — Art. 2. La principauté de Bulgarie sera limitée au Sud par la chaîne des Balkans. — Art. 3. Le prince de Bulgarie sera librement élu par la population et confirmé par la Sublime-Porte, avec l'assentiment des Puissances. Aucun membre des dynasties régnantes des puissances européennes, ne pourra être élu prince de Bulgarie.

Effectivement, le prince Alexandre de Battenberg, élu prince de Bulgarie sur la proposition du prince Dondoukoff-Korsakoff, dès le 6 juillet, arrivait à Varna.

Le matin, une députation de Bulgares avait remis au prince russe une adresse de gratitude pour les immenses services qu'il avait rendus à leur patrie. Le soir, au milieu des illuminations générales, Son Altesse le prince Alexandre de Battenberg lançait une proclamation où il était dit :

« Avant de me rendre dans la nouvelle capitale
« pour y prendre la direction des affaires du gou-
« vernement de la principauté, je crois de mon
« devoir d'aller à Tirnova prêter le serment
« solennel à l'assemblée nationale qui m'a élu. »

Le choix du prince de Battenberg était mal apprécié à Vienne. On prétendait qu'il n'était « qu'une marionnette russe » et que plus tard, lorsque tous les pays bulgares seraient réunis, on verrait s'accomplir à Tirnova l'élection, sérieuse cette fois, d'un « véritable souverain de la grande Bulgarie ; » ce serait un grand-duc de la maison impériale de Russie.

Cependant l'article 23 du traité de Berlin faisait la part de l'Autriche assez belle, en décidant que non seulement la Bosnie et l'Herzégovine seraient occupées, mais aussi administrées par elle. Toute déguisée qu'elle était, c'était bien une annexion, d'autant plus que le terme de l'occupation n'était pas fixé et qu'il y avait lieu ainsi de la considérer comme définitive.

Au Sud-Est de ces provinces se trouve le Sandjak de Novi-Bazar qui reste sous l'administration de la Porte jusqu'à Mitrovitzza. Mais d'après le traité, l'Autriche-Hongrie aura le droit d'y tenir garnison et d'y créer des routes militaires et commerciales, ce qui complète ses possessions d'Illyrie et lui ouvre une route vers la mer Égée à l'entrée du Bosphore.

La Serbie comme le Monténégro sont reconnus comme principautés indépendantes tributaires avec une augmentation de territoire. Il en est de même de la Roumélie, seulement elle est obligée de rétrocéder à la Russie la portion de la Bessarabie que le traité de 1856 avait enlevée à cette dernière. Toutes ces provinces indépendantes sont obligées de raser leurs forteresses ; elles n'ont pas droit au pavillon de guerre. Elles n'ont sur l'Adriatique comme sur le Danube que des débouchés commerciaux, de l'entretien et même de la police desquels se charge l'Autriche.

La Roumélie orientale, au Sud des Balkans, forme aussi une province autonome, mais elle reste sous l'autorité directe du sultan, qui a le droit de pourvoir à sa défense de frontières de terre et de mer, en élevant des fortifications sur ces frontières et en y entretenant des troupes régulières, mais qui ne peuvent être cantonnées chez les habitants. Le gouverneur général, qui

aura l'autorité d'un vice-roi, sera nommé pour cinq ans par le sultan, avec l'assentiment des grandes puissances. Il y aura dans cette Province liberté complète de la presse et des cultes comme dans les états européens. Du reste, le tribut qu'elle paiera au trésor de la Porte ne s'élèvera pas au tiers de ses revenus.

La Sublime-Porte, dans le traité de Berlin, s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1869, en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables. Elle chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'en élaborer d'autres dans chaque province.

Relativement à la Grèce, dans le cas où la Sublime-Porte ne pourrait s'entendre avec elle pour la rectification de ses frontières, les Puissances s'offrent pour porter leurs bons offices aux puissances ottomane et grecque.

Batoum, port cédé à la Russie, est déclaré port libre et essentiellement commercial. La Porte, du reste, s'engage à réaliser des réformes dans les provinces de l'Arménie qu'elle garantit contre les Circassiens et les Kurdes.

Quant à la France, elle reste, comme l'Angleterre, en dehors du partage. Seulement, les droits de la France sont spécialement reconnus,

expressément réservés, et il est complètement entendu que le *statu quo* des Lieux-Saints ne sera pas modifié.

Mais l'Angleterre n'avait pas attendu le traité de Berlin. Avant même que le sultan n'eût signé son traité de paix avec la Russie, elle avait fait avec Sa Hautesse un traité d'alliance pour la défense de ses territoires asiatiques et y avait stipulé l'occupation de l'île de Chypre.

Pour en faire ressortir la vérité d'une manière incontestable, nous avons, dans notre récit, invoqué de préférence le témoignage de l'Angleterre : nous ne croyons mieux faire, à l'égard de l'île de Chypre, que d'invoquer celui de M. de Mas-Latrie, professeur à l'école des Chartes et chef de section aux Archives nationales. Il a fait de remarquables travaux sur l'île de Chypre, très appréciés de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Ardent catholique, il n'en professe pas moins une grande admiration pour l'Angleterre. Aussi a-t-il voulu dédier à sir H. Layard, ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Constantinople, un nouvel ouvrage que lui a inspiré l'occupation de l'île de Chypre par l'Angleterre.

« A d'anciens et d'éminents services, lui dit-il dans sa dédicace, vous venez d'ajouter une gloire nouvelle. Vous donnez à la couronne d'Angleterre une des plus belles îles de la Méditerranée,

sans que l'Europe puisse en concevoir de l'ombrage. Vous offrez à la Turquie une voie de salut inespérée en lui apprenant ce qu'elle n'a jamais su : l'art de gouverner paisiblement ses conquêtes. La France suit d'un œil sympathique et confiant l'accomplissement d'un dessein si conforme à ses désirs...

« Faites que vos dispositions si favorables à l'égard des Maronites se réalisent prochainement. »

Commençons par l'exposé suivant du savant auteur :

On rapporte que Joseph Nassi, juif portugais, favori de Sélim II, voulant déterminer le sultan à une conquête déjà projetée, lui dit : « Si tu peux t'emparer de l'île de Chypre, tu seras maître de l'Asie Mineure, de la Syrie et de l'Égypte. »

Suivant Arrien, le même sentiment porta Alexandre-le-Grand à occuper une terre si bien placée pour l'aider à réaliser les entreprises qu'il projetait contre les provinces de l'empire des Perses, particulièrement contre l'Égypte et la Syrie. Les avantages de la situation de l'île de Chypre ont dû être, en effet, appréciés de tout temps, car ils intéressent la guerre, la politique, le commerce, tout ce qui fait la force et la vie des nations...

Si l'île de Chypre possédait un port militaire répondant aux exigences modernes, sa position serait formidable et prépondérante dans le sud de la Méditerranée orientale. Telle qu'elle est, l'île est un poste

inappréciable pour surveiller les trois régions qui l'entourent, et pour communiquer promptement par le golfe d'Alexandrette avec l'Asie centrale, sans avoir à se préoccuper de Constantinople et de la mer Noire. La république de Venise se résolut à reprendre l'île qu'elle avait donnée à Catherine Cornaro, quand le cours des événements l'amena à s'allier avec la Perse pour faire la guerre aux Turcs.

Des considérations analogues ont porté l'Angleterre à signer avec la Porte une annexe au traité d'alliance du 4 juin, qui l'autorise à occuper et à administrer l'île de Chypre.

La cession de l'île est conditionnelle, sans doute. La restitution à la Turquie des récentes conquêtes que la Russie a faites en Arménie (Batoum, Ardahan et Kars), pourrait en détruire diplomatiquement le principe et le droit. Mais en fait, on peut considérer la prise de possession anglaise comme absolue et irrévocable. L'Angleterre ne cache pas d'ailleurs que cette occupation, à laquelle elle donne ouvertement tous les caractères d'un établissement définitif, a un but essentiellement stratégique...

Il est bien certain qu'à aucun prix la Russie ne renoncera jamais à l'occupation de Batoum et de tous les postes qui lui assurent au pied du mont Ararat une route facile vers la Perse, sur les frontières de l'Indoustan où elle est en lutte avec l'Angleterre.

Le percement de l'isthme de Suez offre, il est vrai, maintenant à l'Angleterre une route des Indes qu'aucune puissance ne peut lui disputer ;

mais, comme l'observe M. de Mas-Latrie, sans avoir à se préoccuper de Constantinople et de la mer Noire, elle a pour ses colonies une route beaucoup plus directe : la Mésopotamie au-dessus d'Alep et le golfe d'Alexandrette que lui assure l'occupation de l'île de Chypre. Aussi compte-t-elle s'y fortifier, et, quoi qu'il arrive, elle se gardera bien d'y renoncer, comme à Corfou qui ne faisait qu'assurer sa prépondérance sur la Grèce. La Grèce, du reste, est aujourd'hui le moindre de ses soucis, ainsi que la Crète, Rhodes et toutes les autres îles de l'Archipel.

Comme la plupart des provinces, l'île de Chypre, nous dit M. de Mas Latrie, depuis sa conquête en 1571, jusqu'au Hatti Schériff de 1839, a été soumise au système inepte et spoliateur des baux à ferme. Le gouverneur payait annuellement et d'avance au grand-vizir ou au trésor impérial une somme de 2.500.000 piastres (625.000 francs), sauf à lui à s'indemniser ensuite sur le pays. On comprend ce qu'un pareil régime valait d'exactions et d'outrages aux sujets chrétiens du Grand-Seigneur.

Le Hatti Schériff de Gulhané, en abolissant le fermage des sandjacs, réduisit le gouvernement de Chypre à un traitement fixe de 120.000 piastres ou 30.000 francs, sans compter certains avantages secondaires et la jouissance de quelques terres.....

C'est à Constantinople que les grandes réformes doivent être opérées ; et on n'en entrevoit guère de plus efficace que l'établissement, au centre même de

l'empire, d'une sorte de gouvernement parlementaire, qui donnerait aux délégués des provinces le droit de parler et de dénoncer publiquement les abus et la cupidité de l'administration centrale. L'essai tenté en ce sens par Midhat-Sacha n'est pas fait pour décourager.

Le gouverneur de l'île de Chypre, qu'on appelait ordinairement le Pacha, a été quelquefois un pacha, plus souvent un bey, un effendi ou un employé supérieur de ministère. Depuis plusieurs années, il portait le titre de Mouttasserif. Il résidait à Nicosie et réunissait en sa personne le pouvoir exécutif à l'administration civile et financière. Il était assisté d'un conseil ou *choura* dont il avait la présidence.

Les conseillers, au nombre de huit, étaient le Mufti, ou chef de la religion; le Mollah, ou cadi de Nicosie; le commandant militaire, lorsqu'il y avait par occasion des troupes dans l'île; trois autres agas tures, dont l'administrateur des propriétés religieuses musulmanes, ou Evcaf-Nazir, et l'agent financier, ou Mubasebégi; enfin l'archevêque grec et l'un des trois démogérontes élus par les Grecs pour les représenter vis-à-vis du gouvernement.

L'absolue prépondérance turque était d'autant mieux établie dans le conseil, qu'en fait, sinon en droit, le gouverneur y avait non seulement la présidence, mais l'entière initiative de toutes les questions et propositions sur lesquelles devaient porter les délibérations de l'assemblée. Les dignitaires grecs se bornaient à défendre les intérêts de leurs coreligionnaires. En toute occasion, leurs votes étaient défavorables aux autres chrétiens, Arméniens ou Maronites.

On estime qu'il y a environ en Chypre cinq cents ca-

loïers ou moines et quatorze ou quinze cents prêtres ou curés (papas), ce qui donne un clergé de deux mille sujets pour une population totale de quatre-vingt-quinze mille fidèles environ. Les évêques et les abbés des grands monastères comme Kykko, Chrysoroghia-tissa, Troodotissa, Ponaïa tou Machera, possèdent des domaines et des revenus considérables. Ce sont encore de vrais et puissants seigneurs (1). On s'est plaint peut-être trop vivement de leur défaut de charité ; mais l'indifférence qu'ils témoignent pour l'instruction de leurs ouailles et particulièrement de leurs clercs dépasse tout ce que l'on peut imaginer.....

Les Maronites de l'île dépendent spirituellement de l'évêque de Bekfeya qui habite le village de ce nom au mont Liban. Le prélat prend le titre d'évêque des Maronites de Chypre et de Bekfeya. Il délègue ses pouvoirs au proto-papas de Kormakiti qui a le droit de porter la crosse et la mitre dans les occasions solennelles. Un firman impérial obtenu par la France, les a déchargés, depuis longtemps, des dîmes et des prestations que les prélats grecs exigeaient d'eux. Les Maronites passés en très grand nombre en Chypre lors de l'établissement de Guy de Lusignan, n'y sont plus aujourd'hui que douze ou quatorze cents. Quelques familles sont restées à Nicosie, près du couvent latin ; d'autres se sont fixées à Larnaca et à Limassol, pour se livrer au commerce. Après avoir perdu plusieurs villages dans les riches districts de Kythréa et de la Messorée, le gros de la nation s'est

(1) L'archevêque de Nicosie jouit d'un revenu de 60 à 70 mille francs, sans compter les offrandes volontaires, les cadeaux obligatoires et les sommes simoniaquement exigées de tout homme qui veut être ordonné prêtre.

groupé à l'extrémité du Lapithos, dans les villages de Kornakiti, Kilaïa Marina, Assomatos, Gambili et Karpascha.

M. de Mas-Latrie évalue l'ensemble de la population de l'île de 140,000 à 150,000 habitants : 95,000 Grecs ; 45,000 Turcs ; 1,500 Maronites ; 300 Arméniens ; 1,000 catholiques latins ; 200 étrangers divers.

Les catholiques latins, généralement français et italiens, comprennent les prêtres, les religieux et religieuses des églises et des couvents de Nicosie et de Larnaca, et une population fixée pour la plus grande partie à Larnaca. Quelques familles habitent Limassol et s'y livrent au commerce du vin et des laines. Les membres de la colonie européenne placés sous la juridiction exclusive de leurs consuls respectifs, étaient exempts de tout impôt direct et de tout contrôle de l'autorité turque. On compte parmi eux les plus honorables commerçants. D'autres exercent des professions industrielles ou mécaniques, quelques-uns sont possesseurs de terres, et les deux plus grands propriétaires fonciers de l'île se trouvent parmi eux.

L'île de Chypre est extrêmement fertile ; ses vins, surtout ceux de Commanderie, ont une grande renommée. Sur un million de terres cultivables, les Chypriotes n'en cultivent que soixante-cinq mille, à peu près le quinzième, et, en effleurant à peine leurs champs, ils y recueillent, en temps ordinaire, vingt à vingt et un de leurs dépenses. Nous

ne suivrons pas M. de Mas-Latrie dans tous les détails qu'il donne sur les produits agricoles de l'île, ses produits forestiers et ses richesses minérales. Bornons-nous à constater son revenu des dernières années, estimé par le gouvernement ottoman à 22,936 bourses, sauf déduction des frais d'administration, ce qui fait 2,591,768 fr., dont l'Angleterre, dans son traité, s'est engagée à lui tenir compte.

Voici maintenant le décret de la reine d'Angleterre pour le gouvernement de l'île de Chypre, signé en conseil privé tenu à Balmoral, le 14 septembre 1878.

1. L'île de Chypre sera gouvernée par un Haut-Commissaire, Commandant en chef, nommé par la Reine.

2. Le Haut-Commissaire administre au nom de la Reine, en se conformant aux instructions qui lui sont adressées par Sa Majesté ou ses ministres.

3. Il y a un sceau officiel, qui sera considéré comme le sceau public de l'île jusqu'à ce qu'un sceau public officiel soit créé pour l'île.

4. Il y aura dans l'île un Conseil législatif, constitué ainsi qu'il va être dit.

5. Le Haut-Commissaire a le droit de rendre, de concert avec le Conseil, et en se conformant aux instructions de Sa Majesté, les lois et les règlements qui lui paraîtront nécessaires pour le maintien de la paix et de l'ordre public et pour le bon gouvernement de l'île. Sa Majesté pourra confirmer ou rejeter tout ou partie de ces lois et règlements.

6. Le Conseil législatif sera composé du Haut-Commissaire et d'un certain nombre de membres, quatre au moins et huit au plus, sans compter le Haut-Commissaire, lesquels membres seront nommés par la Reine, ou provisoirement par le Haut-Commissaire, sauf confirmation ultérieure de la Reine. La moitié de ces membres sera prise parmi les personnes occupant des emplois ou des fonctions publiques dans l'île. Ils se nommeront *membres officiels*. L'autre moitié sera choisie parmi les habitants notables de l'île. Ils se nommeront *membres non officiels*. Ils seront institués pour deux ans et seront rééligibles.

7. Au cas de mort, d'absence ou d'incapacité d'un membre du Conseil, officiel ou non officiel, le Haut-Commissaire peut provisoirement pourvoir à son remplacement.

8. Les membres du Conseil peuvent toujours être révoqués par la Reine.

10. Le Haut-Commissaire, ou un membre désigné par lui par écrit, a la présidence du Conseil. Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents. La voix du président est prépondérante et décisive.

11. Le Conseil, pour agir et délibérer valablement, doit être composé au moins de trois membres, sans compter le président.

15. Le Haut-Commissaire peut suspendre tous conseillers officiels ou non officiels, en se conformant aux instructions de Sa Majesté.

16. Tout conseiller non officiel peut résigner ses fonctions; mais sa démission ne devient effective qu'après son acceptation par le Haut-Commissaire ou par la Reine.

17. Toute loi, décret ou ordonnance, rendue par le Haut-Commissaire, de concert avec le Conseil, doit être promulguée au nom de la Reine.

18. Au cas de danger imminent, le Haut-Commissaire pourra décréter (seul) telles ordonnances qu'il jugera nécessaires pour la paix publique et le bon gouvernement de l'île. Ces ordonnances n'auront de valeur que pour une durée de six mois au plus, si elles ne sont rapportées plus tôt par la Reine ou par le Haut-Commissaire.

19. Toute loi ou ordonnance rendue par le Haut-Commissaire et le Conseil, et non approuvée par la Reine, cessera d'avoir son effet du jour de la publication de l'annulation qui en sera faite par le Haut-Commissaire.

20. Le Haut-Commissaire peut faire légalement au nom de la Reine toutes concessions de terres dont Sa Majesté pourrait elle-même disposer légalement dans l'île.

21. Il a la nomination des juges, des juges de paix et de tous autres officiers nécessaires au gouvernement de l'île, sauf la ratification de la Reine. Tous ces magistrats peuvent être révoqués par Sa Majesté.

22. Il peut accorder au nom de Sa Majesté à tout délinquant ou criminel, reconnu coupable devant n'importe quelle cour au tribunal, remise totale ou partielle de sa peine.

23. Il peut remettre toutes amendes payables à Sa Majesté qui n'excèderaient pas la somme de 50 livres sterling (1,250 fr.). Il peut suspendre le paiement de toutes amendes supérieures à 50 livres, jusqu'à l'avis de Sa Majesté à lui notifié.

24. Dans les cas graves, il peut suspendre, provi-

soirement, toute personne exerçant une fonction publique dans l'île ; et la suspension a son effet jusqu'à l'avis de Sa Majesté.

25. Il y aura dans l'île, pour assister et éclairer le Haut-Commissaire, un *Conseil exécutif*, lequel sera composé des membres que la Reine désignera ultérieurement et qui resteront en fonctions tant que tel sera le plaisir de Sa Majesté.

26. Au cas de décès, d'absence ou de révocation du Haut-Commissaire, ses pouvoirs passeront aux mains de la personne nommée dans cette prévision par la Reine, et à défaut de désignation spéciale, à l'officier militaire le plus élevé en grade présent alors dans l'île et y commandant des troupes régulières de Sa Majesté.

28. Le présent ordre royal aura son effet immédiatement après sa promulgation en Chypre.

Commentant ce décret royal, M. de Mas-Latrie nous montre combien il est libéral et quelles garanties il offre aux catholiques aussi bien qu'aux grecs-schismatiques et aux musulmans eux-mêmes.

La reine d'Angleterre est entièrement substituée au Sultan dans la souveraineté de l'île. C'est en son nom que s'y rend la justice et que sont promulguées toutes les lois et ordonnances générales. Elle délègue le gouvernement supérieur de la province à un lieutenant ou commissaire. Son Excellence le général Garnet Wolseley a été investi de ces fonctions.

De concert avec le Conseil supérieur de l'île appelé *Conseil législatif*, le Haut-Commissaire rend et fait exécuter les lois, décrets et ordonnances nécessaires au bon gouvernement de l'île. Il nomme les kaïmakams, les juges, les juges de paix, et tous autres officiers judiciaires ou fonctionnaires administratifs inférieurs, sauf ratification de la reine. Il a le droit de suspendre provisoirement les plus hauts fonctionnaires. Il fait légalement toutes les concessions et tous les fermages de biens et de terrains dont la reine elle-même pourrait disposer. Au criminel, il a le droit de grâce. Il peut accorder remise entière des amendes dues au gouvernement jusqu'à la somme de 50 livres ou 1,250 francs. Il a la faculté de suspendre le paiement de toutes les amendes supérieures à cette somme.

Le *Conseil législatif* a beaucoup d'analogie avec l'ancien choura. Seulement, la prépondérance y passe des Turcs aux Anglais. Il est composé de sept membres : quatre *membres officiels* et trois *membres non officiels*. Les quatre membres officiels sont quatre officiers anglais, fonctionnaires dans l'île. La population a vu avec satisfaction le Haut-Commissaire appeler, au nom de la reine, à occuper les trois autres sièges, un aga turc fort estimable, Fuad Mustapha, un riche grec de Nicosie, M. Glykys, et un catholique

romain de Larnaca, Italien d'origine, M. Richard Mattéi, qui se trouve être un des plus grands propriétaires territoriaux du pays.

L'administration de l'île a été partagée en six grandes circonscriptions; à côté du préfet ou kaïmakam, ont été placés des commissaires civils anglais.

Dans toutes les affaires criminelles et civiles, le Commissaire anglais a le droit de siéger et de prendre part au jugement comme assesseur. En outre, dans les affaires correctionnelles ou de petite criminalité, il peut, si la décision arrêtée lui paraît mauvaise, en empêcher le prononcé et donner personnellement un verdict équitable, en condamnant ou en acquittant le prisonnier. Si le cas est grave, il se bornera à renvoyer la cause en appel à Nicosie, devant le Haut-Commissaire et son Conseil. Pour les affaires purement civiles, si la sentence ne lui semble pas équitable, le Commissaire peut en arrêter l'exécution et ordonner qu'elle soit plaidée de nouveau devant lui et ses assesseurs exécuteurs.

Tout le monde, ajoute M. de Mas-Latrie, sent que le régime nouveau inaugure en Chypre une ère de sécurité, de calme, de travail parfaitement libre et d'accroissement probable d'aisance et de mieux vivre pour tout le monde...

Larnaca ne restera peut-être pas toujours le grand

centre commercial de l'île. En attendant, la ville prend un développement et un essor rapides. La municipalité déjà constituée, et comptant sur un revenu très satisfaisant, a trouvé à contracter un emprunt destiné à la construction de ses quais, à l'amélioration et à l'éclairage de ses rues. La Chambre de commerce est réorganisée, l'ancienne Commission sanitaire rétablie; les paquebots anglais desservent régulièrement le port; les messageries françaises y ont rattaché leurs services. Il est question de le mettre en communication avec le continent par un double câble sous-marin qui rattachera l'île à Beyrouth d'une part, à Alexandrie de l'autre. Rien ne paraît oublié. Les Anglais ont immédiatement fondé un club et un journal, le *Cyprus*, qui paraît hebdomadairement en anglais et en grec. Ils ne tarderont pas à élever un temple. Nous y avons depuis longtemps notre belle église et nos écoles. Nous ne désespérons pas d'y voir bientôt s'ouvrir un *théâtre français*. Ce sera le signe de l'accroissement très désirable de la colonie française, qui est, avec l'italienne, la partie la plus considérable de la colonie européenne.

A un point de vue général, il est incontestable que l'établissement, en Chypre, d'un gouvernement *libéral et juste*, plein d'énergie et d'initiative, sera non seulement un bienfait pour l'île, mais un salutaire exemple et un puissant encouragement pour l'organisation si désirable de l'Asie Mineure.

Quant à l'Angleterre, à part toute considération politique et stratégique, l'acquisition du nouveau territoire ne peut qu'être avantageuse. Ce n'est point une mauvaise affaire. Ce n'est point un *fiasco*, comme des plaisants ou des jaloux se sont plu à le dire. Les

deux millions et demi qu'elle consent à remettre chaque année à la Porte reviendront sous d'autres formes au trésor britannique par l'accroissement général du mouvement commercial et des importations industrielles. « L'Angleterre ne se charge pas d'un fardeau en venant en Chypre, écrit-on, le 9 octobre, de Nicosie au *Times*, elle entre dans une moisson. »

Nous ne contestons pas à M. de Mas-Latrie les avantages matériels dont ce décret royal est la garantie ; mais il est faux de le dire libéral, tout aussi bien que les lois et décrets que, depuis le commencement de la Révolution, des catholiques ont malheureusement donnés à la France pour la mettre au niveau des progrès de la civilisation moderne : lois et décrets plus tyranniques les uns que les autres qui n'aboutissent qu'à d'incessantes révoltes.

Sans doute, la reine d'Angleterre l'emporte par ses vertus sur beaucoup de souverains catholiques, et elle a sous ses ordres des sujets aussi honnêtes que moraux, avantage dont est souvent privé le Sultan ; mais nous ne sommes pas assez naïfs pour qu'on puisse nous faire croire qu'en mettant l'île de Chypre comme celle de Malte et Gibraltar en état de siège, les Anglais aient donné le salubre exemple d'un gouvernement libéral et juste.

Le règlement que Sa Hautesse le G. S. a daigné accorder en 1861 aux chrétiens du Liban est assurément plus libéral que le décret dont la gracieuse reine d'Angleterre s'est empressée de favoriser les Chypriotes. Aussi les Maronites s'en contentent et ne demandent que sa sincère exécution. On leur a promis un gouverneur chrétien ; n'est-ce pas tout le contraire qu'on a fait en leur donnant un gouverneur italien, complice des plus impies révolutionnaires, bannissant Dieu de la société : le plus fanatique des musulmans eût offert de meilleures garanties. Au plus beau temps de leur règne, quand ils n'avaient pas à compter avec les Anglais et les Russes, les kalifes de Mahomet n'auraient jamais songé à mettre la main sur un des premiers pasteurs de l'Église. A la différence des apôtres de la civilisation moderne, les musulmans ne respectent chez les chrétiens que les ministres de la religion, et n'ont de confiance qu'en eux. Aussi Louis-Philippe, pour mettre un terme aux guerres de l'Algérie, avait-il préféré charger du traité de paix avec Abd-el-Kader le charitable Mgr Dupuch, premier évêque d'Alger, plutôt que l'illustre maréchal Bugeaud.

Rustem-Pacha, nous l'avons suffisamment constaté, n'a pu et ne peut encore se maintenir au Liban que grâce aux intrigues de l'Angle-

terre. Par cela même que l'Angleterre a reconnu qu'il était impossible à des gouverneurs ottomans de garantir la paix et la sécurité de l'île de Chypre, elle ne peut plus de bonne foi alléguer que la meilleure garantie pour le Liban est d'être placé sous l'autorité directe de la Porte ottomane, lorsque trente ans d'expérience démontrent que c'est la cause de tous ses malheurs ; lorsque naguère encore les massacres de la Bulgarie ont prouvé qu'il n'y avait de salut pour le reste des chrétiens de l'empire ottoman qu'en fortifiant les principautés autonomes déjà constituées et en en formant de nouvelles ; lorsque, en attendant qu'on puisse le faire sans anarchie, il a fallu retirer à la Sublime-Porte l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine ; lorsqu'il est déjà avéré que depuis la Roumélie orientale jusqu'à l'Albanie, il ne peut y avoir de paix, tant que le sultan n'aura pas repassé le Bosphore avec ses troupes régulières et ses bachi-bouzoucks !

Dans l'île de Chypre, nous en sommes nous-même convaincu, l'Angleterre aura à cœur de prouver combien son gouvernement est préférable à celui des pachas, à celui de la France elle-même. L'Angleterre élèvera des temples protestants, mais elle ne fermera pas les écoles de Sœurs, elle ne cherchera qu'à faciliter leur développement. Sur environ 100,000 chrétiens, il ne

reste plus dans l'île de Chypre que 1,500 pauvres Maronites. Ce n'est pas de ceux-là que nous nous inquiétons, ils vont être l'objet d'un intérêt tout particulier.

Mais l'occupation de l'île de Chypre en face du Liban n'en est pas moins menaçante pour la Montagne. Pour peu que les Maronites, persécutés par les Turcs, viennent, à la voix de l'Angleterre, coloniser l'île de Chypre, comme ils l'avaient fait au temps de Lusignan, ces chrétiens du Liban, passant du protectorat de la France à celui de l'Angleterre, au lieu du titre de citoyens français que leur avaient octroyé nos anciens rois, pourront invoquer celui de sujets anglais que leur accorde aujourd'hui sa Majesté Britannique. Si cela n'a rien de rassurant pour leur foi, ils auront du moins des garanties dans tous leurs intérêts matériels. L'on a vu avec quel soin l'Angleterre a fait insérer dans le dernier règlement de 1861 que les sujets et protégés anglais auraient droit d'être représentés dans tous les medjilis, et qu'ils seraient même distraits de la juridiction des tribunaux ordinaires, tant dans les affaires commerciales qu'en matière criminelle.

On comprend l'accroissement soudain de sujets anglais dont va se trouver enrichi le Liban. Les chrétiens du Liban n'auront pas besoin d'aller demander des lettres de naturalisation à Londres ;

il leur suffira d'obtenir la moindre concession de terre dans l'île de Chypre.

Sans doute, la plupart des Maronites ne voudront pas changer de nationalité. Or, il est dit et répété dans le traité de Berlin que la France conserve ses droits de protection. Si, à l'heure qu'il est, il ne lui est pas possible de les exercer et de les faire prévaloir, c'est beaucoup de ne les pas avoir abandonnés; car, d'un moment à l'autre, au jour marqué par la Providence, les circonstances peuvent changer. Bornons-nous dès lors à examiner ce que, le cas échéant, elle pourrait faire, en présence de l'occupation de l'île de Chypre par l'Angleterre.

La France pourrait d'abord réclamer le rétablissement de l'ancienne principauté du Liban, comme l'avait proposé le général de Beaufort, de concert avec le lieutenant-colonel Chanzy et le commandant Cérez, chargés de l'administration des chrétiens pendant l'expédition de 1860. Le Liban a des droits antérieurs au Montenegro, à la Serbie et même à la Roumanie, pour constituer un état autonome tributaire de la Porte, sans l'intervention de gouverneurs de son choix, ni de son armée régulière.

La France pourrait, à l'exemple de la Russie en Bulgarie, se contenter de l'élection au Liban

d'un nouveau prince n'appartenont à aucune famille régnante.

Mais la France pourrait se borner à envoyer un commissaire français au Liban, au même titre que le haut commissaire anglais envoyé dans l'île de Chypre, renonçant du reste à l'occupation du Liban le jour où l'Angleterre elle-même quitterait l'île de Chypre.

Ces tristes circonstances, à Dieu ne plaise, tardant encore beaucoup à changer, à quoi servirait à la France de reprendre son protectorat, s'il n'y avait plus dans le Liban de chrétiens sur qui elle pût l'exercer ? A quoi lui servirait de reconstruire la citadelle démantelée des Lieux-Saints, lorsqu'il ne lui resterait plus sur les lieux de soldats français pour la défendre : les derniers Maronites ayant été forcés de renoncer au titre que leur avait donné saint Louis ? La France, pour venger son honneur et réparer ses fautes, n'aurait plus qu'à se remettre sur les traces de saint Louis depuis Damiette et Mansourah jusqu'à Carthage, et qu'à aller entre les Indes et le Cap de Bonne-Espérance se fortifier en Cochinchine. L'Angleterre aurait-elle beaucoup gagné à nous mettre à sa piste dans le monde entier, quand nous ne demandions qu'à rester où nous étions ?

CHAPITRE XVI

L'ASSOCIATION DE SAINT-LOUIS

Les massacres de Syrie en 1860 n'ont pas tardé à montrer combien l'abandon du protectorat français avait été fatal aux pauvres Maronites. Mais ces massacres, ces pertes matérielles, ne sont pas ce qui doit contrister le plus nos cœurs de chrétiens et de Français. Ces luttes sanglantes, comme toutes celles qui les ont précédées, étaient pour le Ciel de nouveaux triomphes par ses martyrs, et pour la France une occasion nouvelle de manifester sa charité en adoptant des orphelins.

Quoique les puissances signataires du traité de 1856 n'aient fait que surexciter le fanatisme musulman en associant le Sultan au concert européen, les massacres et les attentats contre les chrétiens sont moins à craindre aujourd'hui au Liban que dans les autres parties de l'empire ottoman à commencer par Constantinople. Les grandes puissances ne peuvent manquer de s'entendre pour conjurer le danger, elles y ont un intérêt plus grand que la France. Il y a, au

point de vue de l'industrie et du commerce, peu à regretter que le gouvernement français ait abandonné son ancien rôle. Il n'en est pas ainsi au point de vue de la foi. Si elle disparaissait du cœur des Maronites, il n'y aurait plus de remède au mal. L'Église catholique romaine perdrait en Orient les seuls chrétiens qui lui soient restés fidèles, et la France les seuls Orientaux qui lui soient sincèrement attachés, alors que les Saints-Lieux sont plus menacés aujourd'hui par les partisans de l'erreur, qu'ils ne l'ont jamais été par le fanatisme musulman.

Ici, il n'y a plus de politique à opposer, ni à objecter l'impuissance de notre gouvernement, en présence des désastres de la patrie. La France, sans doute, ne peut intervenir comme elle eût pu le faire en 1840, quand ont commencé les désastres du Liban; elle n'a plus d'armée expéditionnaire à envoyer en Syrie comme il lui a été encore permis de le faire après les massacres de 1860. Elle subit aujourd'hui la peine de sa complicité dont les chrétiens du Liban, ses frères, ont été les victimes.

Après les avoir laissé désarmer, elle est elle-même obligée de rengainer son épée.

Toutefois son honneur lui reste avec sa foi. Ses revers n'ont point fait oublier ses triomphes d'autrefois. Les chrétiens du Liban, qu'elle a

couverts de sa protection, ne lui en restent pas moins attachés, et attendent toujours d'elle leur salut.

Dès les premières nouvelles des massacres du Liban, avant même que la question de l'intervention européenne et de l'expédition française ne vînt envahir le domaine de la politique, le conseil général de la Société de Saint-Vincent de Paul envoyait 2000 francs à la sœur Gélas, Supérieure des Filles de la charité à Beyrouth, et invitait les conférences à concentrer toutes les offrandes et souscriptions entre les mains de la nouvelle œuvre des écoles d'Orient.

Nous avons dit dans quelles circonstances cette société s'était formée. Les catholiques, un instant ralliés par la révolution de 1848 qui les avait délivrés du gouvernement de juillet 1830, étaient tombés dans un plus grand découragement que jamais, depuis le coup d'État qui n'avait inauguré le second empire que pour mieux bâillonner la France. Obligé, comme Louis-Philippe, de se concilier l'Angleterre, la seule alliée que puisse avoir un gouvernement révolutionnaire, Napoléon III avait adopté sa politique qui n'avait abouti qu'au traité de 1856. Admis au concert des grandes puissances européennes, le Sultan, pour mieux conserver le prestige de son omnipotence, dès le 18 février avait, par un hatti-humayoun, accordé à

tous les chrétiens de l'empire ottoman le libre exercice de leur religion.

Dans l'ardeur de sa foi, le B^m Cauchy, après avoir enseigné les mathématiques à Mgr le comte de Chambord, ne désespérait de rien. Relançant ses plus jeunes comme ses plus vieux amis et entraînant à sa suite ses collègues les plus distingués de l'*Institut*, il avait fondé avec eux l'œuvre des écoles d'Orient.

On a pu, disaient-ils dans leur programme, élever des doutes sur l'exécution du décret du 18 février et *n'y voir qu'une utopie. Notre œuvre a précisément pour but d'en faire une réalité vivante et solidement enracinée dans les mœurs.* Si le moyen que nous proposons *n'est pas le seul*, il est du moins *l'un des plus sûrs et les plus pratiques.* Quelques années avaient suffi pour le prouver; nous l'avons constaté afin de consoler un peu des massacres qui sont venus bientôt justifier nos légitimes appréhensions.

Nous avons vu avec quelle sollicitude et quelle intelligence M. l'abbé Lavigerie, chargé d'apporter en Syrie les aumônes des catholiques de France, s'était acquitté de ce mandat. Après avoir pourvu aux premières nécessités, il avait employé la plus grande partie du fonds qu'il avait entre les mains, à la fondation d'orphelinats et d'écoles.

Le Saint-Siège à qui il s'était empressé d'en

aller rendre compte, l'en avait félicité : il s'était attiré la confiance de l'Empereur Napoléon lui-même. M. le contre-amiral Mathieu donna alors sa démission de président de l'Œuvre des écoles d'Orient pour ne gêner en rien M. l'abbé Lavigerie, qui en prit et fit rémunérer la haute direction. Pouvant se passer du concours gratuit de la plupart des laïques indépendants, il avait introduit à leur place dans le conseil de l'Œuvre les supérieurs et représentants de toutes les communautés appelées au partage des subsides. Pour ne pas être à la fois juge et partie, ils avaient été primitivement laissés en dehors du conseil de l'Œuvre, qui ne se laissait pas moins guider dans ses répartitions, par les lumières de leur expérience.

Pour régénérer l'Orient, on a pensé qu'il fallait d'abord s'occuper de l'enseignement primaire. Il ne faut pas croire cependant que ce fût là ce qui manquait le plus au Liban ; dans bien des paroisses, on y trouvait de petites écoles dirigées par les curés, où les enfants apprenaient à lire et à écrire en arabe et même en syriaque, langue liturgique du rite maronite. Avec un peu de catéchisme, cela suffisait alors ; les enfants des paysans n'ont besoin que de savoir leur langue nationale et d'apprendre à servir Dieu ; jusqu'à ce siècle, on n'exigeait pas davantage dans les écoles de nos villages de France. Le meilleur moyen de

perfectionner l'instruction primaire dans le Liban serait donc d'y multiplier les bons maîtres d'école indigènes, comme les Xavériens qui s'occupent des enfants avec plus de suite et de zèle que ne peuvent en apporter la plupart des curés maronites; nos Frères et nos Sœurs français ne sont véritablement utiles que pour les villes, où la population y est plus en contact avec les Européens, et où l'étude de la langue française est un attrait pour les enfants de tous les rites. Mais là encore la langue arabe est la base principale de l'enseignement, et nos instituteurs français ne font souvent que diriger les maîtres d'école indigènes, qui tiennent la plupart de leurs classes.

Les premiers pensionnats qui ont été formés en Orient pour les enfants des familles aisées, tels que ceux des Frères des Écoles chrétiennes d'Alexandrie et du Caire, tel que celui des Lazaristes à Antourah, ne sont encore que des institutions d'enseignement primaire. Ils donnent l'instruction suffisante à tous les enfants de commerçants; mais, pas plus que chez nous, en France, ce ne sont pas ces écoles d'enseignement primaire supérieur qui ouvrent le meilleur chemin aux carrières libérales: encore moins peuvent-elles assurer les recrues du sacerdoce. Les PP. Jésuites qui, par vocation, se consacrent à l'enseignement secondaire, ont donc eu une excellente idée de faire

à Ghazir l'essai d'un véritable collège, où l'on enseigne non-seulement les langues vulgaires, mais aussi le latin et le grec. Il ne faut pas croire que ces deux langues soient moins utiles au clergé en Syrie qu'en Europe. Ce n'est pas en arabe ni même en syriaque qu'ont écrit la plupart des Pères de l'Église d'Orient. Ce qui fait l'infériorité du clergé oriental et rend ses divisions plus profondes, c'est que son ignorance ne lui permet pas même de consulter les saints qu'il vénère.

D'un autre côté, les indigènes ne pourraient mettre en pratique la science qu'ils auraient puisée à nos écoles, s'ils avaient négligé l'étude de la langue qui peut seule les mettre en communication avec leurs compatriotes. La langue arabe est une langue difficile à apprendre. Il n'est pas rare de rencontrer des Orientaux qui parlent parfaitement le français; ils le parlent mieux en général que la plupart des étrangers européens, et sans accent particulier, comme beaucoup d'habitants de nos provinces; mais il est bien peu de Français qui parviennent à bien parler l'arabe, malgré la plus longue pratique. Nous nous faisons comprendre des indigènes; nos prêtres mêmes finissent par pouvoir prêcher en arabe; leur qualité d'étrangers fait que les indigènes attachent peu d'importance à toutes les fautes grammaticales qu'ils commet-

tent en parlant; mais, entre eux, les indigènes sont plus exigeants, et le plus gros bagage de science européenne ne remplacerait pas, à leurs yeux, la pureté du langage et la correction du style. Aussi les Jésuites, à Ghazir, tout en adoptant le programme de leurs autres collèges, ont-ils eu soin de ne pas négliger l'étude de la langue arabe. De cette manière, ils peuvent former des prêtres indigènes accomplis. Mais pour fonder de tels établissements, il faut de grandes ressources et il faut attendre que les habitants du pays soient en état de les entretenir au moins en partie. L'Œuvre des écoles d'Orient, pour soutenir les collèges de Ghazir et d'Antourah, a pu leur assurer cent vingt bourses : mais en présence de tous les autres besoins, il lui est difficile de réunir les millions nécessaires pour subvenir à la fondation d'établissements plus complets.

Le Saint-Siège romain est le gardien infailible de la foi; il repousse toutes les innovations qui pourraient y porter atteinte; mais il n'est pas contraire aux vieilles traditions : aussi, à Milan, a-t-il été religieusement conservé le rite ambrosien. Ceux de l'Orient sont d'autant plus respectables pour lui qu'ils remontent à la primitive Église; le rite syriaque doit être plus particulièrement cher au Saint-Siège, car la langue syriaque était la langue vulgaire de la

Galilée qu'habitait Jésus-Christ. Le Sauveur du monde parlait hébreu dans les synagogues aux docteurs de la loi, aux scribes et aux pharisiens ; mais ce n'était pas en hébreu ni même en grec qu'il prêchait l'Évangile à la foule qui le suivait. Ce n'est pas même en hébreu qu'il prononça sur la croix ses dernières paroles : *Eli, Eli, lamma sabacthani* ! que les Juifs ne comprirent pas. C'est aussi en langue syriaque que les apôtres commencèrent la prédication de l'Évangile, depuis Damas où saint Paul converti recouvra la vue, jusqu'à Antioche où saint Pierre avait établi son premier siège.

Les hérésies ayant détaché bientôt de la sainte Église un grand nombre de chrétiens, les successeurs de saint Pierre ne manquèrent aucune occasion de les unir au Saint-Siège apostolique ; mais, à la suite des siècles, l'orgueil enraciné dans l'ignorance rendit ces unions de plus en plus difficiles et éphémères. Elles ne reposaient que sur la forme, et tout était perdu, au moindre essai de réforme, alors surtout que l'intérêt qui avait amené l'union venait à changer.

Aussi tous les missionnaires apostoliques étaient-ils découragés, et la Propagande était persuadée qu'il n'y avait de conversion assurée pour les chrétiens d'Orient qu'en les adoptant dans le rite latin. Faisant deuil dès lors de tous les rites unis

qui, continuant à s'affaiblir, finiraient par disparaître, elle ne songeait plus qu'à généraliser le rite latin en Orient comme partout ailleurs. Il était sans doute parfaitement accepté pour tous les idolâtres ou infidèles qui se convertissaient; mais il ne pouvait en être de même des hérétiques et des schismatiques pour lesquels la nationalité est enchaînée au rite. En exiger le sacrifice serait rendre, à moins d'un miracle, tout retour impossible, et creuser davantage l'abîme de séparation entre eux et le Saint-Siège romain. On conçoit néanmoins toutes les appréhensions des missionnaires de la Propagande, à l'égard surtout du schisme grec. Quels que soient la bonne foi, la vertu et le mérite du patriarche melchite, il lui est impossible de relever le rite grec avec un pauvre clergé qui n'en sait pas même la langue liturgique qui en est la base essentielle. La traduire en arabe, comme il est réduit à le faire, c'est porter au rite une plus grande atteinte qu'un changement de costume ou de cérémonies.

Le clergé maronite a adopté les ornements et certains usages du rite latin; mais avec sa foi vive, il a fidèlement maintenu la liturgie syriaque. Aussi a-t-il conservé l'estime de tous les indigènes de Syrie, et ceux qui abjurèrent leurs erreurs lui accorderaient plus volontiers leur confiance qu'au

clergé uni auquel le Saint-Siège leur prescrit de se rattacher.

Les séminaires maronites ont donc toujours fourni, et, pour peu qu'on leur vienne en aide, peuvent toujours fournir à ces contrées les meilleurs ouvriers évangéliques. Mais les premiers statuts de l'Œuvre des écoles d'Orient ne permettaient pas de leur faire des allocations, pas plus que d'accorder des subsides aux Évêques pour l'érection des églises et pour les besoins du culte auxquels pourvoyait l'Œuvre de la Propagation de la foi. Cependant les statuts de cette grande Œuvre limitant là son assistance, elle avait laissé l'Œuvre des écoles d'Orient la suppléer dans sa spécialité de l'enseignement primaire. A cet égard, l'Œuvre des écoles d'Orient ne devait faire comme elle acception d'aucun rite, ainsi que les Conférences de la Société de Saint-Vincent de Paul qui ne refusent pas plus le secours de leurs aumônes aux protestants, aux Juifs et aux Musulmans qu'aux impies les plus attachés au rite civil de leur municipalité.

La large part d'une trentaine de mille francs que l'Œuvre des écoles d'Orient faisait à la Syrie dans ses répartitions, était absorbée par les orphelinats et les écoles des diverses congrégations : il n'était accordé que 500 francs au clergé maronite.

Les Jésuites n'avaient encore que leur pensionnat de Gazir, à une douzaine de lieues de Beyrouth, que déjà les protestants anglais élevaient une grande université aux portes de cette ville. Mgr l'archevêque de Beyrouth ne pouvait se croiser les bras en présence des efforts fait par les protestants pour détruire la foi de ses diocésains. Il conçut la pensée de leur opposer un collège qui, en attirant les enfants de familles aisées, l'aiderait au recrutement du sacerdoce indigène. S. S. Pie IX ayant encouragé son œuvre, il vint en France pour recueillir des aumônes ; mais obligé de retourner bientôt à Beyrouth pour y vaquer aux soins de son ministère, il chargea de ces quêtes un prêtre maronite, l'abbé Louis Zouaïn, établi déjà à Paris depuis quelques années, en faisant de lui son chorévêque, titre qui lui donnait le rang d'un vicaire général honoraire. Le chorévêque de Beyrouth alla frapper à la porte du président général de la Société de Saint-Vincent de Paul comme à celle du président de la Commission d'Orient qui venait d'être organisée au sein du Comité catholique de Paris.

Il avait, disait-il, trouvé les fonds nécessaires à l'achèvement du collège de Beyrouth, il ne lui restait plus qu'à pourvoir aux premiers frais d'établissement. Le directeur d'un nouveau chemin de fer de Paris à Jérusalem en projet, et qui

avait déjà obtenu les souscriptions d'un grand nombre de catholiques distingués, lui avait fait un don de plus de 100,000 fr. à valoir sur les premiers versements dès que la Société d'exploitation, au capital de trente millions, serait constituée. En attendant, il lui avait offert l'hospitalité dans ses bureaux.

Quinze jours ne s'étaient pas écoulés que ce généreux bienfaiteur de la nation maronite était sous le coup d'une poursuite en détournement de fonds (1). On ne pouvait savoir mauvais gré au chorévêque de Beyrouth du piège où il était tombé pour devenir une enseigne de sympathie ; mais on lui déclara qu'on ne seconderait ses démarches qu'à condition d'abord qu'il romprait avec toute entreprise industrielle, si avantageuse qu'elle pût être. Comme, d'un autre côté, on était fatigué, tant en province qu'à Paris, des quêtes qui se multipliaient sans qu'on en pût bien apprécier les résultats, on lui proposa de renoncer à ses quêtes pour organiser une société qui assurerait une assistance moins aléatoire à la nation maronite tout entière. Plutôt que de constituer

(1) L'année suivante, ce concessionnaire étranger des chemins de fer de Jaffa à Jérusalem était condamné à deux années de prison pour ce détournement de fonds, qui s'élevait à la somme de 160,000 fr. ; mais il avait vendu sa concession à d'autres industriels qui ont déjà reconstitué une autre Société.

une société nouvelle, il parut plus simple de reconstituer l'ancienne Société de secours déjà approuvée par S. S. Pie IX, en la modifiant suivant les circonstances, en la plaçant sous le patronage particulier de Saint-Louis. Dès le 1^{er} juin 1876 le chorévêque de Beyrouth avait été le matin célébrer la Messe à la chapelle du Vœu national de Montmartre, pour mettre les nouveaux Associés de Saint-Louis ainsi que la nation maronite sous la protection du Sacré-Cœur de Jésus : le soir même, un premier conseil de Dames était organisé à l'église Saint-Sulpice sous la direction de M. l'abbé Ancessi, que Mgr Richard, coadjuteur de l'Archevêque de Paris, leur avait choisi pour aumônier.

Le chorévêque de Beyrouth avait déjà été invité à parler des Maronites à l'assemblée générale des comités catholiques, ainsi qu'à celle des conférences de Saint-Vincent de Paul. Recommandé à tous leurs collègues et confrères, recommandé plus spécialement aux Évêques qui, lors des massacres de Syrie, avaient accueilli des orphelins maronites dans leurs séminaires, l'ardent missionnaire avait réussi à organiser quelques comités. Mais avant de s'engager davantage dans cette voie, Mgr Debs, archevêque de Beyrouth, désirait un nouveau gage d'encouragement du Saint-Père, les Asso-

ciés de Saint-Louis ne tenaient pas moins à témoigner leur fidélité au Saint-Siège romain. Le 25 avril 1877, ils envoyèrent donc à S. S. Pie IX l'adresse suivante :

Très-Saint Père,

« Alors que les associations chrétiennes du monde entier se donnent rendez-vous à Rome pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'épiscopat de Votre Sainteté, permettez à la Société fondée en France en faveur des chrétiens du Liban de venir aussi déposer à ses pieds le témoignage de son amour et de sa reconnaissance. Par un Bref du 29 janvier 1848, elle a reçu en effet, dès le début de son règne, les plus précieux encouragements.

« Les massacres de 1860 n'ont que trop justifié la sollicitude de Votre Sainteté pour cette pauvre nation maronite victime de son inviolable attachement au Saint-Siège. Non contents de tant de désastres et de tant de ruines, les ennemis de ce Saint-Siège se déchaînent pour faire disparaître du Liban la foi catholique, plus enracinée que les vieux cèdres au cœur des fidèles Maronites. En présence de ce danger qui consommerait le complet annéantissement d'une nation sœur de la France, NOUS DEVIONS NOUS REMETTRE A L'ŒUVRE

POUR AIDER LES ÉVÊQUES MARONITES A RELEVER LEURS SÉMINAIRES. C'EST LE MEILLEUR MOYEN, EN LUI FOURNISSANT DES SUJETS DISTINGUÉS, DE SECONDER LES VUES DE LA PROPAGANDE ET DE METTRE LE CLERGÉ, PAR SON INSTRUCTION COMME PAR SES VERTUS, EN ÉTAT DE SOUTENIR LA LUTTE.

« A peine reconstituée à Paris sous le patronage de saint Louis, joint à celui de la Vierge Immaculée, notre Association s'est réorganisée et développée dans plusieurs diocèses avec l'agrément de Nosseigneurs les Évêques, notamment à Cambrai, Lille, Amiens, Bordeaux, Limoges, Poitiers, etc.

« Tous nos nouveaux Associés, Très-Saint Père, se joignent à nous dans cette heureuse circonstance, pour demander à Dieu qu'il conserve à l'Église son Chef infaillible, si tendrement aimé, et implorent avec nous la Bénédiction apostolique de Votre Sainteté, afin que, vivifiée par une nouvelle sève divine, notre Œuvre porte des fruits plus abondants de salut.

« Prosternés humblement aux pieds du Saint-Père, nous le supplions d'agréer l'assurance des sentiments de la profonde vénération avec lesquels nous avons le bonheur d'être

dé sa Sainteté

les très fidèles enfants. »

Ont signé : La Présidente de l'Œuvre, Éléo-

nore de Durfort-Lorges, V^{tesse} de Guébriant-Yvonne de Rougé, M^{lle} Saint-Chamans, vice-présidente; Suzanne de Rougé, trésorière; Pauline Machart, secrétaire; Henriette Des Cars, M^{lle} de Mac-Mahon, conseillère; C^{tesse} de Montalembert, née C^{tesse} Mérode, conseillère; De leur Espivent de Villesboisnet; C. de Laussat du Pré de Saint-Maur; Geneviève du Pré de Saint-Maur; M. de Chauliac; de Relesne, M^{lle} de Montlaur; de L. Baudon;

Poujoulat (Président du comité de Paris); J. de la Bouillerie; J. Vatier de Bourville; M. de la Fargue; C^{te} A. de Rougé; V^{te} de Ponton d'Amécourt; Abbé Martin, premier vicaire de Saint-Marcel; V^{te} de Guébriant; M^{le} de Raigecourt; C^{te} de Durfort; Louis de Baudicour, secrétaire général.

Pie IX, de sainte et glorieuse mémoire, après avoir pris connaissance de cette adresse, daigna écrire de sa main les mots suivants, à la date du 16 mai 1877, avec sa signature :

BENEDICAT VOS DEUS ET PROTEGAT.

(Que Dieu vous bénisse et vous protège.)

Rassuré par cette nouvelle bénédiction et renonçant à son œuvre particulière, pour le plus grand intérêt de toute la nation maronite, Mgr l'archevêque de Beyrouth avait mis dès

lors à la disposition de l'Œuvre de Saint-Louis, non seulement M. l'abbé Zouaïn, mais M. l'abbé Zoghbi, son autre chorévêque, qui avait terminé les quêtes dont il avait été chargé en Angleterre et en Belgique.

De nouveaux comités ne tardèrent pas à s'organiser, avec l'approbation épiscopale, à Orléans, à Bourges, à Nevers et dans plusieurs provinces tant de l'Est que de l'Ouest. Toutes les agrégations étaient inscrites dans un Bulletin périodique.

La première condition pour s'attacher à une Œuvre, y disait M. Poujoulat, c'est de la bien comprendre et d'en sentir l'importance. La nôtre mérite d'être de plus en plus mise en lumière. Si, à côté d'un zèle qui se soutient et grandit, il y avait des obscurités et des hésitations, elles se dissiperaient par une connaissance plus nette et plus profonde du grand but que nous nous proposons. Nous sommes des Français qui voulons que notre foi religieuse s'étende en Orient dans le double intérêt de la vérité et de la civilisation. Un autre intérêt demeure présent à notre pensée : celui de notre patrie, inséparable du progrès catholique dans les pays lointains. Il faut des foyers et des points d'appui pour cet apostolat. L'Orient ne nous présente, en dehors du Liban, que des groupes de catholiques dont l'action demeure forcément restreinte ; la nation maronite est le seul centre catholique considérable. Comment pourra-t-elle se fortifier dans sa foi, s'éclairer, exercer de l'influence ? Par son clergé. N'a-t-il aucun progrès à accomplir

pour s'élever à toute la hauteur de sa mission ? Tout digne d'estime qu'il soit, il a beaucoup à faire pour son recrutement et ses études, et pour parvenir à une situation en accord avec l'étendue de ses devoirs. Il le reconnaît, il aspire à d'autres destinées. Mais les ressources manquent à l'ardeur de ses désirs. Vers quel point du monde tournera-t-il les yeux pour chercher le secours ? Vers la France, uniquement vers la France, parce qu'elle est pour les Maronites comme une autre patrie. Notre œuvre ne représente pas la protection gouvernementale qui n'est pas en notre pouvoir, elle représente la tradition nationale qui fait partie de notre histoire et à laquelle nous aimons à rester fidèles. Elle n'est pas le produit d'une action officielle, mais d'une action individuelle, qui s'inspire de la religion et du patriotisme.

L'avenir de la nation maronite dépend de ses nouvelles générations sacerdotales. Il faut que les vertus qui n'ont jamais manqué à la tribu lévitique du Liban s'unissent à la science des choses divines et aux connaissances humaines. Un modèle s'offre au clergé maronite, c'est le clergé français qui unit la piété au savoir. Mais nous avons en France, dans chaque diocèse, des séminaires bien organisés avec des supérieurs habiles et des maîtres savants ; le Liban n'a pas les mêmes avantages, et ne possède pas les instruments d'une bonne et complète éducation ecclésiastique. Nous voudrions le doter de ce qu'il n'a pas. L'établissement de bons séminaires est la condition sans laquelle le clergé maronite resterait dans une stérile infériorité. Les ressources lui manquent : notre Œuvre a pour but de les lui donner. Des fondations sont commencées par de respectables évêques, aidons

à les achever; d'autres sont en projet, que nos efforts tendent à réaliser ces utiles desseins. Que des bibliothèques soient comme des réservoirs toujours ouverts où professeurs et élèves puiseront la science sacrée. Plus ils seront instruits, mieux ils seront armés pour l'apostolat. L'étude des Pères grecs leur sera une arme toute-puissante pour combattre le schisme d'Orient. C'est cette barrière-là qu'il s'agit surtout de renverser. Il faut que des hommes de l'Orient, par l'ascendant de la vérité et du savoir, par l'irrésistible empire de la sincérité démontrée, triomphent de la rébellion orientale dont les conséquences ont été si désastreuses pour ces contrées.

Un autre ennemi doit exciter le zèle du clergé maronite, c'est le protestantisme. Il menace depuis longtemps les croyances catholiques de nos amis du Liban; sa propagande deviendra plus active et plus étendue, maintenant que l'île de Chypre est au pouvoir des Anglais. L'occupation de Chypre, dangereuse pour notre influence en Syrie, est aussi un péril pour la foi de nos protégés de la Montagne. Le clergé maronite ne doit pas seulement faire bonne garde, il faut qu'il repousse cette invasion de l'erreur, et c'est par les connaissances historiques qu'il la combattra victorieusement. Quel bienfait providentiel qu'un clergé maronite très éclairé!

Le patronage de saint Louis, sous lequel notre Œuvre est placée, n'est pas un simple hommage à un grand roi qui fut un grand saint, et dont le passage en Orient fut glorieux; l'Œuvre pour les Maronites a des raisons particulières et locales pour s'inspirer du souvenir de celui que les musulmans du XIII^e siècle appelaient « le Père des chrétiens. » A l'époque de

sa première croisade, saint Louis, après sa captivité, passa quatre années (de 1250 à 1254) sur les côtes de Syrie, dans l'espace qui s'étend de Saint-Jean-d'Acre à Tripoli. Il séjournait surtout à Tyr et à Sidon ; le Liban était devant lui. Entre le saint roi et les chrétiens de la Montagne les rapports étaient continuels. Il allait les visiter et recevait d'ardents témoignages de leur dévouement. Des Maronites l'accompagnaient sans doute dans ses pèlerinages à Nazareth et au Thabor. Ils durent aider à relever les fortifications de Sidon, de Jaffa, de Caïffa et de Ptolémaïs, et prendre part à l'attaque de Panéas et d'un château musulman dont les tours s'élevaient parmi les pics du Liban : le sire de Joinville y conduisait les gens d'armes du roi. Quand saint Louis laissa voir la pensée de retourner en France, les Maronites furent au nombre de ces chrétiens du pays qui, par leurs supplications, le déterminèrent à différer son départ. On comprend qu'avec de tels souvenirs notre Œuvre pour les Maronites ait le droit et le devoir d'invoquer saint Louis.

Cette Œuvre si française, qui a sa raison d'être et sa force propre et qui ne ressemble à aucune autre, répond aux choses du passé, aux besoins du présent, aux espérances de l'avenir. Elle a sa place marquée dans l'immense travail qui se fait en Orient, travail de lutte, de préparation et de transformation.

Cependant les développements rapides que prenait l'Œuvre de Saint-Louis avait fait craindre à Mgr Dauphin, nouveau directeur général de l'Œuvre des écoles d'Orient, une concurrence

nuisible à son Œuvre. Ce digne prélat, pour imposer davantage aux évêques qui ne tenaient pas assez compte de ses avis, avait fini par porter ses plaintes à la Sacrée Congrégation de la Propagande, prenant gratuitement à partie le chorévêque de Beyrouth, Louis Zouaïn (1), qui relevait d'elle comme prêtre oriental. En allant à Rome, ce zélé missionnaire n'avait fait qu'augmenter la confusion. S. Em. le cardinal Siméoni, préfet de la Propagande, aussitôt qu'elle a été informée par M. Poujoulat, président de l'Œuvre de Saint-Louis à Paris, du but spécial de cette œuvre aussi catholique que française, l'a engagé à se concerter avec Mgr Dauphin, pour l'union de deux œuvres qui ne pouvaient être divisées que par un malentendu. L'accord ne pouvait tarder entre fervents catholiques, ne cherchant

(1) Pris à faux pour l'Œuvre de Saint-Louis, il n'avait qu'à s'effacer, laissant à ses fondateurs le soin de la justifier. Il se justifiait ainsi lui-même, sans avoir besoin d'attirer en vain l'attention de ses détracteurs sur un démêlé purement personnel, au milieu de préoccupations beaucoup plus sérieuses. Aussi, à la veille de s'embarquer à Marseille pour retourner au Liban, nous a-t-il écrit que ses plus sincères amis l'avaient fait renoncer à faire appel par la presse à l'opinion publique. Nous n'avons eu qu'à l'en féliciter, en formant des vœux pour le rétablissement de sa santé altérée par les fatigues d'un dévouement sans bornes pour sa nation.

que l'honneur du Saint-Siège romain et la plus grande gloire de Dieu. Il n'y a donc plus entre elles que rivalité de zèle dans la paix.

Indépendamment des rites dont il appartient à la Propagande d'apprécier l'importance, il est maintenant reconnu par elle comme par tous les missionnaires, qu'il ne peut y avoir dans un pays d'église solidement établie, que par un clergé indigène. Il n'est plus bientôt rien resté des belles missions des Jésuites et des Dominicains en Chine et au Japon, quand, à la fin du siècle dernier, il leur a fallu les abandonner. Il en avait été de même, trois cents ans auparavant, dans l'Afrique centrale, lorsqu'à la découverte de l'Amérique, la traite des nègres vint paralyser les efforts de tous les missionnaires. Ils étaient arrivés aux sources du Nil sous l'équateur, où ils avaient trouvé de grands lacs et des montagnes couvertes de neige. Sur la côte occidentale, remontant le Niger, ils étaient arrivés à Tombouctou, au milieu du Soudan, et, remontant le Congo, ils avaient trouvé au delà de San-Salvador de grands royaumes, où d'autres missionnaires, venus de Mozambique par la côte orientale, les avaient devancés et donné le baptême à plusieurs souverains de race africaine, déjà en lutte avec les Arabes. L'impiété s'en mêlant, on avait même fini par effacer les traces des missionnaires apostoliques

de toutes les cartes de géographie, pour donner la gloire de les refaire aux savants modernes qui marchent aujourd'hui à la conquête du monde entier. Bornons-nous à renvoyer à cet égard à l'intéressant rapport que M. l'abbé Durand, professeur des sciences géographiques à l'Université catholique de Paris, a présenté en 1878 à l'assemblée des catholiques, ainsi qu'au rapport présenté à l'assemblée générale des catholiques de l'année précédente, par le R. P. Barillec, sur le mahométisme et l'évangélisation des noirs en Afrique, à laquelle se voue depuis vingt-cinq ans, tant au Sénégal qu'à Zanzibar, la congrégation du Saint-Esprit. La même assemblée avait été vivement émue de l'éloquent discours qu'avait prononcé M. l'abbé Millot, sur les orphelinats arabes de Mgr l'archevêque d'Alger.

Chargé par le Saint-Siège de la mission apostolique du Sahara algérien et du Soudan, Mgr Lavigerie n'avait pas tardé à reconnaître qu'il n'y avait d'établissements durables dans ces contrées que par un clergé indigène, dont ses orphelinats et ses villages arabes lui fournissaient les premiers éléments.

Le concours des Écoles d'Orient dont il était devenu le directeur général et dont il était resté l'âme, devait lui manquer moins qu'à tout autre : mais qu'étaient les plus larges allocations de cette

œuvre pour les immenses besoins auxquels il lui fallait pourvoir ?

Au départ du premier évêque de Constantine et d'Hippone, dont il avait été momentanément chargé d'administrer le nouveau diocèse, la pensée est venue à Mgr l'archevêque d'Alger de généraliser pour toute la région africaine, une nouvelle œuvre que son suffragant, Mgr Las-Cases avait déjà organisée, en faisant appel à toutes les mères chrétiennes que l'exemple de sainte Monique pouvait toucher. Après l'avoir placée sous le patronage de saint Augustin, Mgr Lavigèrie la mit sous la protection de Notre-Dame d'Afrique. Les bénédictions du Souverain-Pontife ne pouvaient manquer de féconder tous ses efforts ; l'Œuvre de Sainte-Monique et de Saint-Augustin lui fournirent des ressources à elles seules presque aussi considérables que celles recueillies par l'Œuvre des Écoles d'Orient.

Mgr l'archevêque d'Alger avait partagé sa maison de campagne avec ceux de ses chers orphelins qui avaient du goût pour l'étude et manifestaient leur vocation pour le sacerdoce ; mais il fallait les y former. Il enrôla dès lors dans les séminaires de France de jeunes lévites pleins d'ardeur qu'enflamma la pensée d'une mission toute française. Il fonda avec eux un nouvel institut de missionnaires africains qu'il installa

au milieu de ses orphelins et dont il leur donna la direction. Ils avaient pris le burnous blanc avec la cachia rouge et se façonnaient aux mœurs arabes à confondre d'admiration les indigènes. Saint Louis, sur les ruines de Carthage, avait légué à ses successeurs le soin de les convertir. Les nouveaux missionnaires ne pouvaient mieux inaugurer leur apostolat qu'en allant sur ces ruines restaurer la pauvre chapelle érigée en sa mémoire. Ils furent accueillis à bras ouverts par le Vicaire apostolique de Tunis. Malheureusement, les fils de saint Louis étaient bannis de l'Algérie, et les Chambres n'avaient pas eu honte d'opérer de notables retranchements sur son budget des cultes déjà si insuffisant. L'intrépide archevêque d'Alger fut obligé d'ajourner à des temps meilleurs la fondation de nouveaux villages devant les millions qu'ils exigeaient encore. En attendant, ses missionnaires ne voulurent pas renoncer aux grâces du martyre. Il obtint pour eux dans l'Afrique équatoriale une mission où leurs sueurs et leur sang avaient à faire les premiers frais.

On peut, à beaucoup moins de frais qu'en Algérie, pourvoir au recrutement du sacerdoce au Liban. Il n'y a pas besoin d'orphelinats et de nouveaux villages pour y trouver des vocations. Au milieu d'une population dont la foi est si vive, les vocations sont là plus faciles qu'aujourd'hui

en France dans la plupart des diocèses. Toutefois, ce n'est pas avec quelques centaines de francs que l'on peut pourvoir de séminaires les diocèses du Liban qui en manquent. Il n'a pas fallu moins d'un million aux Sœurs de Saint-Vincent de Paul pour fonder à Damas un établissement convenable, et les Pères Jésuites n'ont guère moins dépensé pour ceux qu'ils ont déjà près de Beyrouth. Si consolants qu'en soient les résultats, on ne peut incriminer les pauvres évêques du Liban de n'avoir rien fait, quand ils n'en n'avaient pas le moyen, quand ils ne pouvaient ni réparer leurs ruines, ni remettre en valeur leurs domaines dévastés.

A côté de l'Œuvre de Saint-Louis dont les faibles secours ont déjà ranimé leur courage, la marge reste encore assez grande pour l'Œuvre des Écoles d'Orient. Sans sortir de sa spécialité, rien ne l'empêche d'accorder des subsides à Mgr l'archevêque de Beyrouth pour l'enseignement primaire supérieur de son collège; rien ne l'empêche d'accueillir les demandes des autres évêques maronites, qui, sans pouvoir encore jeter les fondations d'un séminaire, relèveraient l'enseignement primaire de leur diocèse, à beaucoup moins de frais qu'aucune congrégation européenne. Le clergé maronite est-il moins digne de son assistance que le clergé grec à qui elle ne la

refuse pas ? L'île de Chypre surtout doit attirer son attention ; elle ne saurait trop y multiplier les écoles primaires, où les Grecs accourront à la suite des pauvres Maronites qui réchaufferont leur foi. Ils ne tarderont pas à s'allier entre eux, et à faire reflourir les anciens villages avec les bons prêtres que leur enverra du Liban l'évêque de Bekfeya.

A l'exemple de ce qui se pratique en France(1), il ne restera plus qu'aux congrégations religieuses à aider les évêques maronites pour l'instruction du clergé séculier indigène. Tout préoccupés qu'ils sont de leurs noviciats, les PP. Jésuites s'y prêteront volontiers. Sans prendre la direction de leur Institut, ils se sont chargés de former à

(1) Les deux tiers des grands séminaires en France sont tenus par des congrégations religieuses. Les Sulpiciens en ont vingt ; les Lazaristes dix-neuf, dont un à Alger, un autre à Oran ; les PP. Jésuites sept ; les PP. du Saint-Esprit trois pour les colonies ; les Picpuciens deux ; les Maristes de Lyon trois ; les Oblats de Marie Immaculée deux ; le card. Guibert, archevêque de Paris, appartient à cette dernière congrégation. C'est à elle que sont confiés les sanctuaires de Notre-Dame de la Garde à Marseille, de Saint-Martin de Tours et du Vœu national de Montmartre.

Les PP. Capucins ont à Aix, en Provence, un séminaire indigène pour les missions de l'Abyssinie. Mgr Lavigerie en a aussi un à Saint-Laurent d'Olt (Aveyron) pour ses missions d'Afrique.

Alger les missionnaires africains. On peut compter aussi sur le concours des Lazaristes. C'est même le premier but que s'est proposé saint Vincent de Paul en fondant la Société des Prêtres de la Mission, et il a su imposer aux Filles de la Charité qu'il a placées sous leur direction, une égale sollicitude pour les chrétiens des pays d'outre-mer les plus éloignés. Si les Franciscains de Terre-Sainte, absorbés qu'ils sont par les soins à donner aux Pèlerins et le ministère qu'ils exercent auprès des colons européens, peuvent difficilement s'occuper du clergé indigène, les Pères Capucins sont parfaitement en état de le faire. Ils le feront avec d'autant plus d'empressement et de succès, qu'ils ont déjà un beaucoup plus grand nombre de religieux français, et qu'ils partagent avec les Franciscains de Terre-Sainte toutes les missions des Échelles du Levant, depuis Constantinople jusqu'à Tunis. Ce sont eux qui, à Beyrouth, sont chargés du ministère pour les Latins. Nous ne pouvons mieux édifier à cet égard que par l'extrait suivant du rapport que le R. P. Arsène a présenté à la dernière assemblée de catholiques tenue à Paris :

L'église de Beyrouth, toute neuve et fort belle, sert de chapelle pour le Consulat. Une petite école y est adjointe pour les garçons et une autre pour les filles est tenue par les Sœurs de Saint-Joseph, moins utiles

dans cette ville où les écoles sont si nombreuses, mais les enfants qui les fréquentent forment une sorte de maîtrise et servent à l'église pour les cérémonies et les chants, et d'ailleurs ne faut-il pas que la paroisse ait aussi ses écoles ?

Dans les montagnes, nos Pères ont cinq stations où ils donnent aux Latins et surtout aux Maronites les soins du sacré ministère; une école est annexée à chaque maison, tenue, tantôt par les Pères eux-mêmes, tantôt par des maîtres séculiers, quelquefois par des prêtres maronites. Je me souviens d'un pauvre prêtre, chargé de sept enfants et à qui la mission ne pouvait donner que 25 francs par mois; rarement j'ai vu une misère aussi navrante. Et la mission, assez pauvre elle-même, ne peut leur venir en aide d'une manière plus efficace.

Disons, pour conclure, que l'Association de Saint-Louis, complément nécessaire des autres œuvres en Orient, s'impose à nous Français, comme un devoir de réparation, réparation d'autant plus urgente que, fils aînés de l'Église, nous sommes plus menacés.

Quand de toutes parts en France nous opposons nos collègues, nos écoles, nos livres et nos journaux à la propagande impie, pouvons-nous rester indifférents au redoublement d'efforts des ennemis de l'Église pour faire perdre la foi aux seuls chrétiens d'Orient qui lui sont restés fidèles? Quand de toutes parts nous nous donnons rendez-vous pour implorer la miséricorde de Dieu dans nos églises,

quand nous élevons de nouveaux sanctuaires sur toutes nos montagnes, quand notre premier soin en ouvrant la moindre chapelle est d'y tracer le chemin de la croix, et d'y placer le Cœur de Jésus entre Marie et Joseph ; pouvons-nous voir avec indifférence la ruine de tous les sanctuaires que la piété de nos pères avait élevés sur les pentes du Liban qui enveloppe Nazareth et toute la Galilée, ce pays habité et parcouru par le Sauveur du monde, la sainte Vierge et saint Joseph ; pouvons-nous voir avec indifférence les fidèles Maronites réfugiés jusque sur les dernières cimes de cette glorieuse montagne, menacés de perdre cette foi vive qui a produit tant de martyrs ? Et notre cœur n'a-t-il pas été profondément touché, lorsque, dépouillés de tout, ils ont voulu au moins s'unir à notre vœu national, en envoyant à l'église du Sacré-Cœur le tribut des derniers cèdres qu'ils ont depuis Salomon si religieusement conservés ?



NOTA

La langue arabe ayant plusieurs sons qui ne peuvent être exprimés par des lettres de l'alphabet français, et du reste les voyelles arabes exprimant des sons différents, l'orthographe en varie, suivant la langue du traducteur.

Ainsi le même son guttural s'écrit *k'*, *g*, *sch*, *sh*, *ch* : comme le nom propre Chéab des princes du Liban ; comme Gazir, ville au pied de la montagne. La voyelle française *e* devient *i* pour les Anglais ; *u* français devient *ou* pour les Italiens comme le *w* anglais ; *â* circonflexe s'écrit tantôt par un double *aa*, tantôt par *ah*, comme Baalbek, Moktarah. La voyelle finale *é* aigu s'écrit souvent aussi par *eh*, comme Zahleh.

La meilleure carte du Liban qu'on ait encore est celle de Kiepert, publiée à Berlin en août 1860 ; son prix est de 3 fr. 50. On la trouve chez Challamel, libraire.

TÁBLE DES MATIÈRES

Chapitre I	La Syrie	1
Chapitre II	La population de Syrie. . . .	6
Chapitre III	La principauté du Liban . . .	16
Chapitre IV	Le renversement de l'émir Béchir	25
Chapitre V	Les premiers désastres du Liban .	33
Chapitre VI	Le délégué de la nation maronite.	48
Chapitre VII	La société de secours en faveur des chrétiens du Liban. . . .	80
Chapitre VIII	L'anarchie au Liban.	111
Chapitre IX	Les massacres de 1860.	120
Chapitre X	L'intervention européenne. . .	155
Chapitre XI	L'expédition française	186
Chapitre XII	Les orphelins.	214
Chapitre XIII	Les pèlerinages à Jérusalem . .	235
Chapitre XIV	Le règlement de 1861	251
Chapitre XV	L'occupation de l'île de Chypre par l'Angleterre	303
Chapitre XVI	L'Association de Saint-Louis . .	327

FIN.

PARIS. — IMP. DE L'ŒUVRE DE SAINT-PAUL, SOUSSENS ET C^{ie},
51, RUE DE LILLE.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY,
BERKELEY

**THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW**

Books not returned on time are subject to a fine of 50c per volume after the third day overdue, increasing to \$1.00 per volume after the sixth day. Books not in demand may be renewed if application is made before expiration of loan period.

APR 23 1929

MAY 22 1929

9 May '61 DH

REC'D LD

MAY 28 1961

MAR 27 1966 16

REC'D LD

APR 14 1966

50m-7,'27

639997

DS90
L4B3

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

